

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

L'INFLUENCE DE L'ALLEMAGNE DANS L'INTÉGRATION
DES PAYS D'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE AU SEIN DE
L'UNION EUROPÉENNE

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR
JULIE LÉCUYER

JUILLET 2007

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

La rédaction de ce mémoire n'aurait pas été possible, ou du moins aurait été beaucoup moins agréable, sans le concours de certaines personnes que je tiens à remercier très sincèrement ici :

Monsieur Christian Deblock, en tant que directeur de maîtrise, pour sa patience, sa rigueur et la confiance qu'il a eu en moi. Il a su mettre à ma disposition bon nombre de commodités, mais surtout, il a su me transmettre sa passion pour l'économie politique et la recherche scientifique.

À mes parents Michel et Diane pour leur appui financier, la relecture et les corrections; à ma sœur Chantal pour son sens de l'humour et l'autodérision; à vous trois : mille mercis pour votre appui moral indéfectible!

À mes fidèles amis pour leur complicité, leur constant support moral, leur grande compréhension, leur écoute et leurs encouragements : François Drainville, Isabelle Talbot-Fournier, Maxime Linck, Julie Paquette, Marie-Hélène Laurence, Mathieu St-Laurent, Amélie Lafortune-Lauzon, Michael Pratte, Félix Houde, Sébastien Roy, Frédéric Bruneault, Louis Lessard et Marie-Hélène Ouellette. Merci de m'avoir fait vivre de belles années aussi intenses... et que ça continue!!

À Lilian Wolfelsberger, pour ses précieuses remarques rédactionnelles, son aide inestimable, sa générosité et son amitié. Merci de m'avoir permis de vivre une expérience d'enseignement universitaire.

Au Dr. Michael Fichter, pour m'avoir accueilli au sein de l'Otto-Suhr Institut de l'Université libre de Berlin et d'avoir rendu possible mon expérience berlinoise.

Merci aussi à Éric Jasmin, Mathieu Arès et Gabriel Goyette pour leurs judicieux conseils.

Et finalement, à Henning Radke qui sans lui, je n'aurais sans doute jamais travaillé sur ce sujet et qui m'a permis de découvrir de nombreuses facettes de l'Allemagne, *vielen dank*! À Steffi Rossol, Ilka Wolber, Matthew Day, Alessandro Bruno, Elisabetta Tarducci, Dafne V., Sara Sparadinha, Ron Lufte et Michael Gerstenecker qui ont su faire de mon année à Berlin un pur enchantement et une vraie passion!

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES FIGURES ET DES TABLEAUX	VII
LISTE DES ABBRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES	VIII
RÉSUMÉ.....	X
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE I	
LE RÔLE DE L'ALLEMAGNE DANS LA CONSTRUCTION EUROPÉENNE.....	13
1.1.1 Genèse historique	13
1.1.2 Guerre froide : une communauté européenne plus intégrée	18
1.1.3 L'Allemagne unie dans l'Union européenne.....	22
1.1.4 Approfondissement versus élargissement.....	26
1.2 INTÉRÊTS NATIONAUX VERSUS L'UE.....	29
1.2.1 Les moyens de pression au sein de la Commission européenne.....	31
1.2.2 L'influence exercée au sein du Parlement européen	33
1.2.3 Les moyens de pression au sein du Conseil européen	35
1.3 L'ALLEMAGNE COMME ÉTAT DE PUISSANCE DANS L'UE	37
1.3.1 <i>Zentralmacht Europas</i> (Puissance centrale en Europe).....	38
1.3.2 L'appui du politique	39
1.3.3 L'Allemagne puissance économique.....	41
1.4 CONCLUSION	42
CHAPITRE II	
LES RELATIONS HISTORIQUES ENTRE L'ALLEMAGNE ET LES PECO.....	43
2.1 POLITIQUES ALLEMANDES ENVERS LES PECO, VERS UNE INTÉGRATION À L'UE	45
2.1.1 La doctrine Hallstein sous Adenauer	46
2.1.2 L' <i>Ostpolitik</i> de Brandt	47

2.1.3 Sous l'ère Kohl	49
2.1.4 Sous la chancellerie Schröder	54
2.2 LIENS CULTURELS ET HISTORIQUES	58
2.2.1 La question des minorités nationales	59
2.2.2 Le rôle des syndicats et des associations patronales	62
2.2.3 La question allemande	64
2.2.4 Priorités de l'Allemagne	67
2.2.5 L'élargissement à l'Est de l'UE : un devoir moral	69
2.3 LES RÉFORMES ET L'INSTITUTIONNALISATION DU DOMAINE POLITIQUE DES PECO	71
2.3.1 Refondation des territoires	72
2.3.2 Refonder en démocratie	74
2.3.3 Réformer l'organisation politique et l'administration du territoire	77
2.4 CONCLUSION	80
CHAPITRE III	
L'INTÉGRATION ÉCONOMIQUE DES PECO À L'UE	82
3.1 PRINCIPES SOUS-TENDANT LES TRANSFORMATIONS ÉCONOMIQUES DES PECO	83
3.1.1 L'ordolibéralisme, la <i>Sozialmarktwirtschaft</i> et le <i>Wirtschaftswunder</i>	83
3.1.2 L' <i>Osthandel</i>	86
3.1.3 Des réformes structurelles, des privatisations à l'adhésion	88
3.2 FLUX COMMERCIAUX	90
3.2.1 Exportations	91
3.2.2 Importations	97
3.2.3 Secteurs	102
3.2.4 Sous-traitance	104
3.2.5 Propos d'étape	106
3.3 INVESTISSEMENT DIRECT ÉTRANGER	107
3.3.1 Stocks d'investissement direct étranger	108
3.3.2 Secteurs clés	111
3.3.3 Stratégies d'implantation des firmes multinationales allemandes	112
3.4 AIDES FINANCIÈRES	119
3.4.1 Aides financières institutionnelles à travers l'UE	119
3.4.2 Aides financières bilatérales : Allemagne vs PECO	123
3.5 CONCLUSION	125
CONCLUSION	128

APPENDICE A

RÉPARTITION DES FONCTIONNAIRES ET AGENTS TEMPORAIRES DANS LA DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ÉLARGISSEMENT EN FONCTION DE LEUR NATIONALITÉ (TOUS BUDGETS).....	138
--	-----

APPENDICE B

RÉPARTITION DES SIÈGES PAR PAYS AU SEIN DU PARLEMENT EUROPÉEN À LA SUITE DU TRAITÉ DE NICE	139
---	-----

APPENDICE C

PONDÉRATION DES VOIX AU CONSEIL EUROPÉEN	140
--	-----

APPENDICE D

AVANTAGES DE LA MULTINATIONALISATION DES ENTREPRISES ALLEMANDES DANS LES PECO.....	141
---	-----

APPENDICE E

AIDE MOYENNE ANNUELLE REÇUE PAR HABITANT DE L'UE, SELON LES TROIS PHASES D'AIDES, DE 1990 À 2006 (EN EUROS).....	142
---	-----

BIBLIOGRAPHIE	143
---------------------	-----

LISTE DES FIGURES ET DES TABLEAUX

Figure et Tableau	Page
3.1 Exportations de l'Allemagne dans chacun des PECO de 1989 à 2004, en millions de dollars US	92
3.2 Exportations de l'UE dans chacun des PECO, de 1989 à 2004, en millions de dollars US	95
3.3 Exportations de chaque État membre de l'UE dans l'ensemble des PECO, de 1989 à 2004, en millions de dollars US	97
3.4 Importations de l'Allemagne dans chacun des PECO de 1989 à 2004, en millions de dollars US	98
3.5 Importations de l'UE dans chacun des PECO, de 1989 à 2004, en millions de dollars US	100
3.6 Importations de chaque État membre de l'UE dans l'ensemble des PECO, de 1989 à 2004, en millions de dollars US	101
3.7 Stocks d'investissements directs étrangers de l'Allemagne dans chacun des PECO, de 1991 à 2003, en millions d'euros	110
A Répartition des fonctionnaires et agents temporaires dans la Direction Générale de l'Élargissement en fonction de leur nationalité (tous budgets)	138
B Répartition des sièges par pays au sein du Parlement européen à la suite du Traité de Nice	139
C Pondération des voix au Conseil européen	140
D Avantages de la multinationalisation des entreprises allemandes dans les PECO	141
E Aide moyenne annuelle reçue par habitant de l'UE, selon les trois phases d'aides, de 1990 à 2006 (en euros)	142

LISTE DES ABBRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

APD	Aide publique au développement
BDA	Confédération des associations patronales allemandes
BERD	Banque européenne pour la reconstruction et le développement
CAEM	Conseil d'assistance économique mutuelle
CDU	Parti chrétien démocrate allemand
CE	Conseil européen
CECA	Communauté européenne du charbon et de l'acier
CED	Communauté européenne de défense
CEE	Communauté économique européenne
CIG	Conférence intergouvernementale
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement
CSU	Parti chrétien social allemand
DG	Direction générale
DGB	Confédération syndicale allemande
Euratom	Communauté européenne de l'énergie atomique
Eurostat	Office statistique des Communautés européennes
FDP	Parti libre démocrate allemand
FMN	Firme multinationale
IDE	Investissement direct étranger
NUTS	Nomenclature des unités territoriales statistiques

OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Économiques
OECE	Organisation Économique et de Coopération Européenne
ONU	Organisation des Nations Unies
OTAN	Organisation du traité de l'Atlantique nord
PAC	Politique agricole commune
PE	Parlement européen
PECO	Pays d'Europe centrale et orientale
PESC	Politique étrangère et de sécurité commune
PHARE	Pologne-Hongrie aide à la reconstruction économique
RDA	République démocratique d'Allemagne
RFA	République fédérale d'Allemagne
SME	Système monétaire européen
SPD	Parti social-démocrate allemand
TPP	Trafic de perfectionnement passif
UE	Union européenne
UEM	Union économique et monétaire
UVB	Union des associations d'entrepreneurs de Berlin et du Brandebourg

RÉSUMÉ

Depuis les lendemains de la Seconde Guerre mondiale jusqu'à sa réunification en 1990, l'Allemagne a exercé une politique étrangère de retenue, dû à son passé belliqueux et n'a pas eu d'autres choix que d'agir dans le cadre du multilatéralisme européen. Or, la chute du Mur de Berlin en 1989 et du communisme en 1991 permettent la réunification de l'Allemagne, synonyme de redéfinition de la sphère d'influence de l'Allemagne au sein de l'Europe, et modifient de ce fait l'équilibre géopolitique de l'Union européenne (UE). L'Allemagne se retrouve confrontée aux confins de ses frontières orientales, à des pays qui viennent de recouvrer leur indépendance et qui représentent une menace pour la stabilité du pays, tant sur le plan économique, sécuritaire que politique. Afin de résoudre cette équation, l'Allemagne exprime la nécessité de diffuser de la stabilité vers ses voisins, les pays d'Europe centrale et orientale (PECO), pour assurer sa sécurité et le meilleur moyen d'y parvenir, est l'intégration de ces derniers au sein de l'UE. L'Allemagne en se servant de son expérience de réunification avec un pays au passé communiste, va diffuser son modèle de développement économique et démocratique aux PECO afin qu'ils puissent atteindre l'objectif d'adhésion à l'UE qui se confirmera finalement le 1^{er} mai 2004. Comme elle n'est pas en mesure de stabiliser seule les PECO sans mettre en péril sa propre intégration à l'Europe, l'Allemagne sera le principal acteur dans la concertation européenne en appuyant et en orientant les débats sur les modalités d'intégration de ces pays.

En combinant plusieurs approches historique, géographique, politique et économique, nous cherchons à déterminer l'influence de l'Allemagne dans l'intégration des PECO au sein de l'UE, en mettant en relation les stratégies des acteurs allemands, le jeu d'influence institutionnelle au sein de l'UE et les réalités caractéristiques des relations Allemagne-PECO.

Mots clés : Allemagne, intégration, pays d'Europe centrale et orientale, Union européenne, élargissement.

*Les objectifs de
l'intégration et de
l'élargissement sont égaux,
mais l'un est plus égal que
l'autre*

George Orwell

INTRODUCTION

L'Union européenne (UE) est une organisation internationale atypique, en ce sens où elle réalise l'intégration des membres, alors que les organisations internationales inter-étatiques reposent d'ordinaire sur l'idée de coopération. On peut ainsi la qualifier d'organisation inter-étatique autonome, car l'ensemble des règles qui régit la structure, les compétences et l'activité de la Communauté, est distinct des règles internationales aussi bien que des règles nationales.¹ L'intégration européenne est définie quant à elle comme suit par l'UE elle-même :

Ce concept désigne l'effort de rapprochement entre les pays et les peuples de l'Union européenne. Au sein même de l'Union, il signifie que les États membres mettent en commun des ressources nationales et prennent de nombreuses décisions ensemble. Cette prise de décision collective est possible grâce à l'interaction qui existe entre les différentes institutions de l'Union (le Parlement, le Conseil, la Commission, etc.).²

¹ Cour de justice des Communautés européennes (CJCE), VanGend en Loos. 05/02/1963. aff. 26/62: cité dans Dominique Aguilar. « Le débat sur la nature de l'intégration européenne », *Études et information en droit de l'Union européenne, Les Perspectives*. <http://www.eurogersinfo.com/ue3.htm>. (page consultée le 6 décembre 2006).

² Union européenne, *L'UE en bref, Eurojargon*. http://europa.eu/abc/eurojargon/index_fr.htm, (page consultée le 28 novembre 2006).

Plusieurs dynamiques lui sont inhérentes.³ D'une part, l'intégration européenne a évolué selon la méthode dite « méthode Monnet », selon la déclaration Schuman,⁴ ou parfois aussi appelée « des petits pas », qui consiste à subordonner les intérêts économiques au grand but politique. L'originalité de cette méthode tient en une intégration graduelle et sectorielle, susceptible de provoquer un effet d'entraînement.⁵ En effet, les États adoptent des stratégies de coopération et d'intégration, malgré le fait qu'il est question d'indivisibilité des souverainetés nationales et d'un manque de sanctions applicables. S'appuyant sur la notion de « *pooled sovereignty* » (partage de la souveraineté),⁶ on conçoit la Communauté européenne comme une série d'institutions sectorielles dans laquelle les États membres atteignent un maximum de gains grâce à la coopération.⁷ L'interdépendance des États membres leur donne un fort stimulant à coopérer⁸ et les bienfaits de la coopération devenus plus évidents pour les participants, celle-ci va déborder sur d'autres secteurs économiques et ainsi, la coordination politique devient nécessaire pour assurer une distribution équitable des coûts et bénéfices parmi les participants.⁹ Cette théorie de *spill over* (effet d'entraînement) sera ainsi engendrée dans les années 60, c'est-à-dire que plus les États membres partageront

³ Le but de ce mémoire n'étant pas de présenter les principales approches théoriques actuellement utilisées pour l'analyse de l'intégration européenne, nous nous contenterons d'en présenter notre définition et ses composantes essentielles à notre étude. Toutefois, pour un état de la question à ce sujet, voir : Christian Lequesne et Andy Smith, « Union européenne et science politique : où en est le débat théorique? », *Cultures & conflits*, numéro spécial « Interpréter l'Europe », no. 28, 1997, p. 7-31.

⁴ Cette déclaration de Robert Schuman, ministre français des Affaires étrangères, prononcée le 9 mai 1950 est considérée comme le point de départ de l'intégration européenne et a inspirée Jean Monnet. Commissaire général au Plan.

⁵ Jean Monnet, *Mémoires*, Paris, Fayard, 1976, p. 384.

⁶ À l'intérieur de l'UE, comme organisation supranationale, les décisions sont prises par les institutions européennes au sein desquelles tous les membres sont représentés, mais aucun ne possède une prépondérance sur les autres. Voir John Peterson, « The European Union: Pooled Sovereignty, Divided Accountability », *Political Studies*, vol. 45, no. 3, 1997, p. 559.

⁷ Robert Keohane et Stanley Hoffmann (ed.), *The New European Community: decision-making and institutional change*, Westview, Boulder, 1991, 208 p.

⁸ Ernst B. Haas, *The obsolescence of regional integration theory*, Berkeley, Institute of International Studies, University of California, Research Series no. 25, 1975.

⁹ Arpad Abonyi, Ivan J. Sylvain et James A. Caporaso, « Political Economy Perspectives on Integration: A Comment on Integration Theories », in *East European Integration and East-West Trade*, Paul Marer et John Mihael Montias, Bloomington, Indiana University Press, 1980, p. 75.

leur souveraineté, plus les structures et procédures de la Communauté européenne acquerront une plus grande légitimité et ainsi demanderont une intégration plus en profondeur. À un certain niveau, l'intégration inclura de plus en plus l'évolution de valeurs et attitudes communes¹⁰ et conduira inévitablement à une dimension politique qui est liée à l'émergence d'une autorité supranationale comme communauté et ce, autant à travers la coordination politique,¹¹ la prise de décision collective,¹² et les formes d'institutionnalisation progressive¹³ qui s'effectuera grâce aux processus de formulation¹⁴ et de mise en place¹⁵ de politiques de communautarisation.¹⁶

D'autre part, le concept d'intégration fait référence à deux dynamiques parallèles soit l'approfondissement et l'élargissement de l'UE. L'approfondissement étant souvent présenté comme un mouvement préalable à l'élargissement, c'est-à-dire réformer les principales politiques communautaires ainsi que le fonctionnement des institutions, afin de permettre l'adhésion de nouveaux États membres au sein de l'UE dans un contexte favorable.¹⁷

¹⁰ Jérôme Trotignon, *Économie européenne : Intégration et politiques communes*, Paris, Hachette, 1997, 303 p.

¹¹ Joseph S. Nye, *Peace in Parts*, Boston, Little Brown, 1971, p. 59.

¹² Leon N. Lindberg, « Political Integration as a Multidimensional Phenomenon Requiring Multivariate Measurement », in *Regional Integration: Theory and Research*, Leon N. Lindberg et Stuart C. Scheingold, Cambridge, Harvard University Press, 1971, p. 439.

¹³ Ernst B Haas, *The Uniting of Europe: Political, Social and Economic Forces, 1950-1957*, Stanford, Stanford University Press, 1958, p. 16.

¹⁴ Joseph Jamar, et Wolfgang Wessels (dir.), *L'administration communautaire à l'heure des choix*, Bruges, De Tempel, 1985, p. 6.

¹⁵ Heinrich Siedentopf et Jacques Ziller (dir.), *L'Europe des administrations ? : La mise en oeuvre de la législation communautaire dans les États membres*, Bruxelles, Bruylant, European Institute of Public Administration, 2 vol., 1988, 752 p.

¹⁶ Wolfgang Wessels a développé la théorie fusionnelle des administrations nationales et européennes à travers leurs interactions. Wolfgang Wessels. « Staat und (westeuropäische) Integration. Die Fusionsthese » [État et intégration (ouest européenne). La théorie fusionnelle], in *Die Integration Europas* [L'intégration de l'Europe], Michael Kreile (dir.), Opladen, Westdeutscher Verlag, 1992.

¹⁷ Union européenne, *L'UE en bref, glossaire*, http://europa.eu/scadplus/glossary/deepening_integration_fr.htm, (page consultée le 23 novembre 2006).

L'intégration européenne a connu pendant cinq décennies une évolution très rapide, autant en matière d'approfondissement que d'élargissement. Toutefois il ne s'agissait pas de l'Europe entière, mais seulement de sa partie libre à l'Ouest. La scission de l'Europe a partagé l'Allemagne et Berlin, laissant l'Est comme partie indispensable de l'Europe, c'est-à-dire que sans elle, l'idée d'intégration européenne ne pouvait être menée à bien et complétée.¹⁸ La chute du Mur de Berlin en novembre 1989, l'effondrement de l'Union soviétique en décembre 1991, ainsi que l'accélération des échanges internationaux ont conduit à un bouleversement des rapports mondiaux et plus particulièrement, européens. En effet, une UE circonscrite à l'Europe occidentale aurait eu pour conséquence un système d'États européens divisé, caractérisé par l'intégration en Europe occidentale et en Europe orientale, par le vieux système d'équilibre aux pérennes orientations nationalistes, avec ses coalitions forcées, sa politique d'intérêts classique et le risque permanent d'idéologies et d'affrontements nationalistes.¹⁹ Or, un système d'États européens divisé non doté d'une structure pour le chapeauter ferait durablement de l'Europe un continent d'insécurité dans lequel les lignes de conflit traditionnelles seraient appelées à moyen terme à se retransmettre de l'Europe orientale à l'UE. Pour ces raisons géopolitiques, l'UE a donc dû s'ouvrir à l'Est afin de préserver l'idée d'intégration.²⁰ Ainsi, quinze ans après 1989, le 1^{er} mai 2004, huit pays d'Europe centrale et orientale (PECO) et Chypre et Malte,²¹ sont devenus membres à part entière de l'UE, cette dernière atteignant ainsi un haut degré d'intégration. L'UE connaît alors le plus grand élargissement de son histoire autant par son ampleur que par la diversité des pays concernés, tirant son origine de l'effondrement du communisme qui offrit l'occasion inattendue et sans précédent, d'étendre la stabilité et la prospérité à l'Europe centrale et orientale.

¹⁸ Joschka Fischer, *Discours sur la finalité de l'intégration européenne*, Berlin. Université Humboldt. 12 mai 2000, Commission européenne. *European Navigator*, Médiathèque. <http://www.ena.lu/mce.cfm>, (page consultée le 4 décembre 2006).

¹⁹ Jérôme Trotignon, *Économie européenne : Intégration et politiques communes*. Paris. Hachette, 1997. 303 p.

²⁰ Joschka Fischer, *Discours sur la finalité de l'intégration européenne*. Berlin. Université Humboldt. 12 mai 2000. <http://www.ena.lu/mce.cfm>. (page consultée le 4 décembre 2006).

²¹ Afin de rendre la lecture de ce mémoire plus fluide, nous incluons les dix nouveaux pays entrants : Chypre, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Malte, Pologne, République tchèque, Slovaquie et Slovénie. sous l'abréviation PECO (Pays d'Europe centrale et orientale), sauf si spécifiquement mentionné.

Problématique

Aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale jusqu'à son unité territoriale et politique en 1990, la RFA a exercé une politique étrangère dite de retenue, due à son passé historique belliqueux. Ces quarante années de diplomatie réservée qui convenait tout autant à la puissance commerciale qu'à l'absence d'interventions politico-militaires de la RFA sur la scène internationale, ne lui donnèrent d'autres choix que d'agir sur le mode du multilatéralisme et de l'intégration au sein du plus grand nombre d'alliances, particulièrement au sein de la construction européenne.²² Or, avec la chute du Mur de Berlin en 1989, et sa réunification en 1990, l'Allemagne, ayant retrouvé sa pleine souveraineté, est en quête d'une redéfinition de sa politique étrangère. De par la fin du conflit Est-Ouest, elle se retrouve confrontée, aux confins de ses frontières orientales, à des pays qui viennent de recouvrer leur indépendance du joug soviétique et qui sont de par ce fait instables, étant sans règle économique et représentant ainsi une menace pour une Allemagne en proie aux aléas de la reconstruction.²³ Son référent majeur devient la quête légitime de sécurité et exprime la nécessité de diffuser de la stabilité vers ses voisins, les PECO, pour assurer la sienne. Comme elle n'est pas en mesure de stabiliser seule les PECO sans mettre en péril sa propre intégration à l'Europe, l'Allemagne sera le principal acteur dans la concertation européenne en appuyant et en orientant les débats sur les modalités d'intégration de ces pays.²⁴ Dorénavant donc, la politique de l'Allemagne se décline en fonction de nouveaux attributs de puissance entre intérêt national et engagements globaux réitérés, notamment celui de l'intégration européenne.

²² Sylvie Lemasson, « L'Allemagne face à sa puissance », *Annuaire français de relations internationales*, vol. 1, 2000, p. 12, <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/FD001137.pdf>, (page consultée le 13 février 2005).

²³ *Ibid*, p. 14.

²⁴ Wichard Woyke, « L'Allemagne et l'Europe-puissance », *Annuaire français de relations internationales*, vol. 2, 2001, p. 100, <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/FD001346.pdf>, (page consultée le 13 février 2005).

De par son long héritage d'ancrage dans les institutions à l'Ouest, l'Allemagne va jouer un rôle déterminant pour que les PECO suivent le processus d'intégration européenne, en vue d'une adhésion future, atteignant par conséquent son objectif à long terme de sécurité. L'argument central de notre mémoire réside alors sur le fait, qu'après avoir effectué sa réunification, l'Allemagne va jouer de toute son influence pour favoriser l'implantation dans les PECO, d'un modèle de développement économique et démocratique similaire à celui utilisé envers la RDA. La clé de voûte de notre travail repose donc sur le fait que l'Allemagne en se servant de son expérience de réunification avec un pays au passé communiste, va modeler les PECO, tant économiquement que régionalement pour aboutir le 1^{er} mai 2004, à leur adhésion au sein de l'UE.

Dans ce contexte, l'Allemagne apparaît comme l'un des outils de « messenger » qui véhicule la connaissance des PECO à l'UE et surtout qui véhicule l'intégration à un projet commun. En mesurant l'influence de l'Allemagne sur le processus d'intégration des PECO au sein de l'UE, nous chercherons à établir qu'entre 1989 et 2004, l'Allemagne a été le principal vecteur de l'intégration des PECO au sein de l'UE.

Les objectifs

L'objectif du mémoire consiste à démontrer l'influence que l'Allemagne a utilisée afin que les PECO soient partie intégrante de l'UE. Plus précisément, il s'agit d'identifier les sphères d'influence de l'Allemagne dans le processus d'adhésion des PECO. En d'autres mots, l'on s'emploiera à étudier le comportement stratégique de l'Allemagne dans le contexte d'adhésion des PECO à l'UE. En regard du concept d'intégration européenne, nous posons la question suivante : est-il possible pour un État d'influencer le processus d'intégration européenne afin de satisfaire son intérêt national? Afin de répondre à cette interrogation, nous allons utiliser le cas du cinquième élargissement, soit celui des dix PECO, comme processus d'intégration et la sécurité de l'Allemagne, à titre d'intérêt national. Nous tenterons de démontrer que c'est par l'influence de l'Allemagne que les PECO sont devenus membres de l'UE, en créant de meilleures assises et en comblant les différences existantes entre l'Europe

de l'Est et de l'Ouest et ce, selon des assises et des affinités historiques, culturelles, politiques et économiques.

Le mémoire nous amènera à nous interroger sur la nature de l'intégration européenne, ses composantes et son fonctionnement au sein des institutions de l'UE. L'intégration européenne relève-t-elle d'une logique de maximisation de l'intérêt national de la part d'États considérant l'arène européenne comme un vecteur de l'influence nationale ou bien avons-nous affaire à une intégration de type unique, un espace issu d'un régionalisme ayant une forme de gouvernance à niveaux multiples²⁵?

Par ailleurs, l'idée d'étudier l'influence de l'Allemagne sur l'intégration des PECO au sein de l'UE repose sur le fait de sa situation diplomatique particulière, sa position géographique et son héritage communiste en ex-RDA. En effet, plusieurs autres questions sous-tendent alors notre analyse. Est-ce une façon pour l'Allemagne de faire valoir sa souveraineté par l'affirmation de son désir d'intégration des PECO à l'UE en tant qu'intérêt national? Considérant sa volonté de favoriser l'intégration rapide des PECO, l'établissement de liens économiques avec les pays anciennement communistes est-il de nature à renforcer son pouvoir de négociation au sein de l'UE en lui conférant la légitimité politique que la puissance économique n'a jamais attribuée avant 1989 à la RFA? Dans une telle optique, assisterait-on, au travers de ses engagements politiques et économiques en Europe de l'Est, à la mise en place d'une sphère d'influence historique (*hinterland*), facilitant largement en retour l'intégration des PECO dans l'UE dont le pôle moteur se révèle être l'Allemagne?

Les limites

Le mémoire comporte plusieurs limites dues aux contraintes qui lui sont associées. D'emblée, le concept d'intégration initié par les Pères fondateurs trouve de multiples champs d'application, tels que le domaine social, économique, politique, culturel, identitaire, etc.

²⁵ Commission européenne, *La gouvernance dans l'Union européenne*, Livre blanc, Office des publications officielles des Communautés européennes, 2001.

http://ec.europa.eu/governance/governance_eu/geo_decentral_fr.htm. (page consultée le 27 mai 2007).

Dans le cadre de ce mémoire, nous nous en tiendrons aux dimensions politique, culturelle, historique et économique.

En outre, il n'existe aucun outil quantitatif pour mesurer l'influence qu'un pays peut avoir sur le processus d'intégration européenne. Toutefois, plusieurs auteurs y vont de leur propre façon de faire. Puisqu'il s'avère impossible dans ce mémoire de retracer toutes les formes d'influence positive de l'Allemagne à l'égard de l'adhésion des PECO à l'UE, ni d'approfondir les rapports d'influence de l'Allemagne, l'étude se consacrera à en saisir les éléments les plus révélateurs. Leurs origines et leurs conséquences réelles ne seront donc traitées que de façon explicite. Toutefois, comme nous le verrons, notre présentation de l'influence allemande ainsi que les objets d'analyse choisis pour l'évaluer, offrent à notre avis suffisamment de latitude pour répondre adéquatement à la problématique de ce mémoire.

Afin de valider nos hypothèses, nous limitons notre sujet d'étude aux relations entre l'Allemagne, l'UE et les PECO. Du fait, il nous sera uniquement possible de suivre l'action de l'Allemagne dans le dossier de l'élargissement de l'Europe aux PECO ainsi que les facteurs de son influence. À ce titre, dans le cadre limité d'un mémoire, nous ne pouvons adopter une démarche comparative des stratégies des autres membres impliqués de la Communauté européenne, ce qui nous aurait permis de mieux situer l'action de l'Allemagne dans le cadre de la politique européenne de l'ensemble des États impliqués. C'est pourquoi, en définitive, nous ne pourrons qu'en partie évaluer la stratégie mise de l'avant et jauger l'influence de l'Allemagne dans le processus d'élargissement de l'UE aux PECO. De même, nous avons circonscrit les limites temporelles de notre objet d'étude entre 1989, année de la chute du Mur de Berlin, qui permet l'ouverture des PECO au monde occidental, et 2004, date d'adhésion officielle des PECO à l'UE et année où les données statistiques disponibles sont considérées dorénavant comme officielles. L'étude de la période d'après-guerre, qui correspond aussi au début de la construction européenne, nous permet cependant de jeter un regard éclairant et structurant sur les raisons qui expliquent l'implication allemande au processus d'intégration européenne des PECO. Nous jugeons que la période étudiée facilite certes la possibilité d'identifier des éléments de continuité dans la politique étrangère allemande vis-à-vis l'UE et les pays d'Europe de l'Est.

Enfin, l'entreprise analytique ne vise pas à cerner les dynamiques et les facteurs de transition et d'évolution visant une schématisation ou un modèle d'intégration ou d'influence à l'intégration de nouveaux membres au sein de l'UE, mais plutôt de seulement en dégager les principales caractéristiques concernant spécifiquement l'Allemagne et l'intégration des PECO.

La démarche analytique

Pour tenter de vérifier s'il existe véritablement une influence allemande dans l'intégration des PECO à l'UE, de façon générale notre réponse sera théorique, qualitative et quantitative. Nous fournirons des faits historiques, des données factuelles, des tableaux et figures à partir desquels nous pourrions établir le degré d'influence de l'Allemagne sur l'UE et sur les PECO.

Pour examiner les degrés de cohérence, de clarté et de persistance des éléments définitionnels d'une influence allemande à l'adhésion des PECO à l'UE, le regard analytique sur le processus d'intégration s'emploiera à poser 4 questions : 1) Est-il possible d'user de jeux d'influence dans la prise de décision au sein des piliers de l'UE? 2) Quels sont les aspects européens et bilatéraux de la coopération de l'Allemagne envers les PECO? 3) Quels ont été les moyens stratégiques adoptés par l'Allemagne? 4) Quels sont les acteurs et les intérêts en jeu? Ces questions découlent de notre approche utilisée tout au long de ce mémoire.

À partir de ces questions, il s'agira de dégager des fils conducteurs ou contradictoires quant aux considérations relatives de l'influence de l'usage de l'intérêt national comme outil explicatif du processus d'intégration. Quatre éléments importants soutiennent notre démarche. Premièrement, nous basons notre réflexion sur l'influence que peuvent avoir des acteurs particuliers sur leur environnement. Possédant les capacités nécessaires, ces acteurs peuvent répandre leurs convictions et les situer dans le contexte institutionnel européen.²⁶ Il y a les acteurs engagés directement dans les institutions européennes, comme le gouvernement

²⁶ Martha Finnemore, « Norms, Culture, and World Politics: Insights from Sociology's Institutionalism », *International Organization*, vol. 50, no. 2, 1996, p. 325-347.

fédéral allemand et même les *Länders*, et ceux qui n'ont pas nécessairement de contact direct avec celles-ci, comme les acteurs non étatiques et les acteurs privés. Si l'impact est suffisamment fort, les autres acteurs commencent à partager les idées initiales, subjectives, créant donc un espace intersubjectif, ce que nous croyons nécessaire à la réussite du processus d'intégration.²⁷

Deuxièmement, l'intégration européenne est selon nous un processus de délibération politique où tous les acteurs sont sources d'influence des normes et des idées que ce soit par des négociations, des rencontres non officielles, ainsi que des discussions interinstitutionnelles. Il est en effet nécessaire de tenir compte du contexte dans lequel l'impact sur le processus d'intégration s'est effectué afin de réaliser une interprétation correcte de leur contenu.

Troisièmement, même si nous croyons à l'impact des intérêts nationaux sur les normes et idées de l'UE, nous estimons qu'elles existent aussi par elles-mêmes.²⁸ Le concept d'intégration dans le cadre d'adhésion à l'UE, renvoie à la notion d'eupéanisation. Le premier niveau est la diffusion et l'institutionnalisation des règles formelles et informelles, des normes et des pratiques de l'UE dans les États et les sociétés des candidats, désormais des nouveaux membres. L'eupéanisation implique ainsi des mécanismes verticaux, c'est-à-dire l'adaptation nationale aux modèles européens.²⁹

Finalement, nous privilégierons l'approche gravitationnelle qui explique l'importance des liens économiques entre l'Allemagne et les PECO par la taille du pays d'origine et d'accueil

²⁷ *Ibid.* Voir aussi, Jeffrey T. Checkel, « Social Construction and Integration », *Journal of European Public Policy*, vol. 6, no.4, 1999, p. 545-560.

²⁸ On peut nous faire le reproche que notre approche n'explique les choses que dans le cas où l'intégration se déroule de façon néo-fonctionnaliste et que nous ne prenons pas en compte totalement les éléments qui freinent l'intégration et donc l'intérêt national des autres États membres, mais aussi et surtout tous les composants de l'intérêt national allemand.

²⁹ Claudio M. Radaelli. « Varia the Domestic Impact of European Union Public Policy : Notes on Concept, Methods, and the Challenge of Empirical Research ». *Politique européenne*, no.5, 2001, s. p.

et la proximité géographique.³⁰ Plusieurs variables sont déterminantes : la taille des marchés, les différences de dotations factorielles, les écarts de coûts salariaux, la distance géographique, etc. Le processus de réformes structurelles des PECO dont la privatisation est un élément majeur, constitue aussi un facteur explicatif important.³¹

Cette démarche analytique permettra d'identifier la dynamique entourant l'élargissement de l'UE aux PECO ainsi que le degré d'impact de l'Allemagne sur l'intégration européenne des PECO. Il est ainsi de notre avis qu'en présentant un certain espace intersubjectif européen, puis en évaluant sa correspondance vis-à-vis des comportements stratégiques allemands envers les PECO, il nous sera possible d'établir l'influence de l'Allemagne dans l'élargissement de l'UE aux PECO. L'UE ayant en effet son existence propre, mais étant toujours en pleine construction et définition d'elle-même, nous pourrions évaluer ce qui lui est propre, mais aussi dans cette intersubjectivité avec les intérêts nationaux des pays membres, soit plus particulièrement l'intérêt national et stratégique allemand, comment cette dernière peut être possible et comment se dessine-t-elle.

La structure du mémoire

Ce mémoire qui a pour intention de démontrer l'influence de l'Allemagne dans le processus d'intégration des PECO à l'UE, s'articulera autour de trois chapitres. Dans le premier chapitre, il s'agira de préciser que ce ne sont pas uniquement les normes et les idées qui façonnent une forme de gouvernance multilatérale comme l'UE, mais aussi les intérêts nationaux.³² Pour ce faire, nous identifierons le niveau de convergence entre l'UE, comme cadre multilatéral ayant pour objectif l'articulation des intérêts allemands et le modèle de gouvernance domestique allemand. À partir de cette présentation, nous évaluerons le sens des

³⁰ S. Lael Brainard, *A Simple Theory of Multinational Corporations and Trade with a Trade-off between Proximity and Concentration*, NBER, Working Paper, no. 4269, 1993.

³¹ Lionel Fontagné, Michael Pajot et Jean-Michel Pasteels, « Potentiels de commerce entre économies hétérogènes : un petit mode d'emploi des modèles de gravité », *Économie et Prévision*, no. 152-153 (1-2), mai 2002, p. 115-139.

³² James Caporaso, « International Relations Theory and Multilateralism: The Search for Foundations », in *Multilateralism Matters: The Theory and Praxis of an Institutional Form*, John G. Ruggie, New York, Columbia University Press, 1993, p. 73-81.

affirmations allemandes en termes de pouvoir et mettrons en exergue comment l'interaction institutionnelle facilite ou s'interpose dans l'exercice du pouvoir allemand.

Dans le second chapitre, on étudiera les relations historiques et culturelles entre l'Allemagne et les PECO. L'objectif sera donc d'établir d'une part, quelles politiques l'Allemagne élabore-t-elle envers les PECO et comment l'Allemagne utilise ses canaux d'influence traditionnelle avec les PECO afin de créer un maillage serré de relations bilatérales, faisant d'elle le membre de l'UE le plus apte à leur offrir des perspectives de développement. D'autre part, nous démontrerons comment les PECO tendent à tirer profit de relations privilégiées avec l'Allemagne comme d'un levier de développement favorable à une intégration rapide à l'UE.

Le troisième chapitre visera quant à lui à présenter et à examiner quelques instruments d'intervention économique de l'intégration tels que : les flux commerciaux, les investissements directs étrangers (IDE), jouant le rôle de catalyseur du processus d'adhésion des pays candidats et les aides financières accordées aux PECO dans le cadre de leur intégration européenne. Ces indicateurs économiques nous permettront de constater si les intérêts économiques ont joué un rôle prépondérant dans la formation des préférences nationales en matière d'élargissement de l'UE.

Ces trois chapitres nous permettront d'identifier l'influence de l'Allemagne dans le processus d'intégration européenne des PECO. Notre hypothèse abondera ainsi dans le sens de plusieurs autres analyses et n'est donc pas originale. C'est en revanche la démarche que nous proposons pour en arriver à une telle conclusion qui s'avérera novatrice en ce qu'elle ne présente pas uniquement l'une des composantes du processus d'intégration européenne, mais bien l'ensemble des dynamiques lui étant inhérentes. De même, nous élaborons le fait que l'Allemagne depuis sa réunification, affirme son intérêt national à travers l'élargissement de l'UE aux PECO.

CHAPITRE I

LE RÔLE DE L'ALLEMAGNE DANS LA CONSTRUCTION EUROPÉENNE

Mesurer l'influence d'un pays dans la construction européenne est en soi difficile, car il n'existe aucun outil quantitatif à cette fin. Or, pour ce faire, nous analyserons l'influence de l'Allemagne dans la construction européenne selon deux thèmes d'intérêt crucial pour la diplomatie allemande, soit l'approfondissement de la Communauté européenne en vue d'un système européen de plus en plus supranational et l'élargissement de l'Union européenne (UE) vers l'Est. Nous traiterons ainsi dans cette section de ses relations et de ses objectifs politiques depuis les années 1950, ce qui nous permettra de concevoir l'influence allemande tout au long de l'évolution de la construction européenne.

1.1.1 Genèse historique

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, on constate que les problèmes relatifs à la construction de l'Europe et aux relations tendues, conflictuelles et post-traumatiques franco-allemandes sont interreliés. Les représentants politiques européens, mais surtout les dirigeants américains estimaient que le redressement de l'Allemagne ne pouvait être effectué que dans le cadre d'une Europe organisée, en unissant les pays européens économiquement et politiquement. Cette organisation ne pouvait donc être possible que s'il y avait réconciliation entre la France et l'Allemagne, car dans la notion même d'intégration, s'inscrit la notion de réconciliation.³³ Il naîtra alors sur le sol européen le projet d'intégration européenne, marqué par le traumatisme de deux Guerres mondiales et de deux systèmes totalitaires.

³³ Winston Churchill, dans son discours du 19 septembre 1946 à l'Université de Zurich, a demandé une réconciliation franco-allemande, comme étant la première condition à l'organisation de l'Europe. la Grande-

Konrad Adenauer, premier chancelier de la République Fédérale Allemande (RFA) (1949-1963), se prononce fermement à la fois pour la voie de l'intégration européenne, le rétablissement des relations franco-allemandes et pour la solidarité atlantique. Étant sous statut d'occupation et donc d'absence de souveraineté,³⁴ les objectifs du gouvernement allemand consistent alors à la réhabilitation du nom de l'Allemagne, un retour sur la scène internationale, assurant la sécurité et la liberté de l'Allemagne face à l'URSS et mettant en place les conditions nécessaires à la réunification. C'est pourquoi l'Allemagne se jette dans une course à la reconstruction et à la prospérité, en s'inventant un destin dans l'Europe. Pour y parvenir, Adenauer optera pour une approche diplomatique et pragmatique multilatérale et affirmera rechercher : « avec la plus grande énergie l'adhésion de l'Allemagne, égale en droit, à la fédération européenne ».³⁵ Cette politique de *Westbindung* (ancrage à l'ouest) fera en sorte qu'Adenauer n'aura d'autres choix, pour le moment, de basculer à l'arrière-plan son objectif suprême, la réunification de l'Allemagne. S'instaurent alors progressivement des relations fondées sur davantage d'égalité permettant le passage d'un statut d'occupation à une alliance de partenaires égaux en droit. La question clé subsistant d'un côté dans la confiance à accorder et de l'autre, à inspirer cette même confiance.

Par ailleurs, il était nécessaire de disposer d'institutions européennes suffisamment fortes pour pouvoir encadrer la nouvelle RFA.³⁶ Toutefois, les pouvoirs limités des organisations intergouvernementales à cette époque, telles que l'Organisation du traité de l'Atlantique nord

Bretagne restant à part. Commission européenne. *European Navigator*, Médiathèque. <http://www.ena.lu/mce.cfm>, (page consultée le 21 septembre 2005). Voir aussi, George C. Marshall, *Points de repères*, Lausanne, Centre de recherches européennes, 1973, p. 71-72.

³⁴ L'Allemagne se vit imposer, afin d'encadrer sa reconstruction, une Haute-Commission basée sur un accord tripartite : la Grande-Bretagne, les États-Unis et la France. Cette instance, se voulait principalement un rempart contre une remilitarisation de l'Allemagne. Conformément à la formule reprise dans la déclaration de capitulation de Berlin du 5 juillet 1945, la Haute-Commission était détentrice de l'autorité suprême en Allemagne, ce qui signifiait que ses décisions étaient placées au-dessus de la Loi fondamentale (constitution de l'Allemagne) et par conséquent, en cas de doute ou de conflit, c'est le droit allié qui prévalait sur le droit fédéral.

³⁵ Hans-Peter Schwarz, *Die Ära Adenauer 1949-1957 Gründerjahre der Republik* [L'ère d'Adenauer 1949-1957, fondateur de la République], Stuttgart/Wiesbaden, Brockhaus/Deutsch Verlags-Anstalt, 1981, p. 55.

³⁶ Pierre Gerbet, « L'Allemagne et les communautés européennes », in *L'Allemagne et la construction de l'Europe 1949-1963*, Jean-Paul Cahn, Henri Ménudier et Gérard Schneilin, Paris, Éditions du Temps, 1999, p. 39.

(OTAN) et l'Organisation des Nations Unies (ONU), reflétaient l'incapacité d'établir un tel encadrement. Or, la formulation du Traité Marshall a joué un rôle clé, sinon initiateur, dans l'établissement d'un cadre organisationnel, puisqu'il recommandait aux pays bénéficiaires de se joindre à une institution qui gèrerait l'aide financière accordée par les Américains et élaborerait un programme pour la reconstruction européenne.³⁷ Ainsi, l'Organisation Économique et de Coopération Européenne (OECE)³⁸ a été créée le 16 avril 1948 et elle représente la première institution de cette nature. Toutefois, l'OECE n'a pas réussi à établir un plan commun pour la reconstruction européenne, ce qui était très problématique pour l'Europe d'après-guerre.

Malgré cette lacune, le Conseil de l'Europe a été institué le 5 mai 1949. Robert Schuman, ministre des Affaires étrangères de la France, espérait qu'à travers cette institution, un cadre politique parlementaire fondé sur la confiance mutuelle entre les nations européennes et l'Allemagne émergerait. Les Allemands ont tout de même retardé leur adhésion à cette institution, ce qui faisait craindre aux Alliés une possible entente entre les Allemands et les Soviétiques, ce qui deviendrait un moyen de pression sur les Alliés.³⁹ Nonobstant l'adhésion allemande le 13 juillet 1950, le Conseil de l'Europe n'a pu constituer un cadre solide d'intégration, à cette époque, mais plutôt un forum incitant le dialogue.⁴⁰ Les bases de la construction européenne étaient tout de même posées et l'idée de coordination industrielle sous l'égide d'institutions publiques européennes était bien présente dans cette première étape de construction européenne.

³⁷ Ernst B. Hass, « The Study of Regional Integration: Reflections on the Joy and Anguish of Pretherizing », in *Regional Integration: Theory and Research*, Leon N. Lindberg et Stuart C. Scheingold, Cambridge, Harvard University Press, 1971, p. 114.

³⁸ Seize États y ont pris part: Autriche, Belgique, Danemark, France, Grèce, Irlande, Islande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède, Suisse et Turquie, ajoutant les zones occidentales occupées de l'Allemagne et le territoire de Trieste. À ce moment, l'Union soviétique avait persuadé l'Europe de l'Est, de façon plutôt contraignante, de ne pas accepter l'offre américaine.

³⁹ Thomas A. Schwarz, *America's Germany: John J. McCloy and the Republic Federal of Germany*, Cambridge, Harvard University Press, 1991, p. 86.

⁴⁰ Jean-Paul Cahn, Henri Ménudier et Gérard Schneilin, *L'Allemagne et la construction de l'Europe 1949-1963, Questions de civilisation*, Paris, Éditions du Temps, 1999, p.40.

C'est le 9 mai 1950, que Robert Schuman, inspiré par Jean Monnet, concrétise cette idée d'intégration en suggérant à la RFA son unification à la communauté supranationale européenne, limitée au début aux secteurs industriels du charbon et de l'acier, mais également ouverte à l'adhésion d'autres pays.⁴¹ Ce plan d'intégration économique⁴² sectorielle crée une solidarité qui lie automatiquement l'Allemagne et la France, rend donc impossible toute nouvelle guerre franco-allemande, offre le gage de stabilité de Bonn, la garantie d'ancrage de la RFA à l'Europe de l'Ouest et assure une façon pour l'Allemagne d'obtenir l'égalité de ses droits au sein de la Communauté européenne et de se sortir de sa situation d'infériorité.⁴³ Ainsi, c'est avec enthousiasme que le Chancelier Adenauer a accepté cette proposition innovatrice, parce qu'il y voyait de ce fait le moyen d'accéder à l'égalité des droits avec ses voisins.⁴⁴ La Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) fût donc créée par le traité de Paris le 18 avril 1951. Méfiants de l'éventuelle émergence d'un bloc économique franco-allemand suite à cette unification, l'Italie et le Benelux (Belgique, Pays-Bas, Luxembourg) n'ont pas tardé à s'y joindre. La France pour sa part, modifia et construisit sa politique étrangère en fonction de l'Allemagne (politique de compromis). Elle préférerait sacrifier une partie de sa souveraineté au profit d'une autorité supranationale afin d'éviter que la République fédérale ne retrouvât un jour, sans contrôle, la totalité de la sienne et de

⁴¹ Jean Monnet, *Mémoires*, Paris, Fayard, 1976, p. 384.

⁴² L'intégration économique est considérée à travers la logique de Montesquieu que nous qualifions aujourd'hui de « *soft trade* », c'est-à-dire un mécanisme qui permet l'établissement de la paix par le biais de l'interdépendance entre pays participants. Selon Montesquieu, l'effet naturel du commerce est d'apporter la paix. Deux nations qui négocient ensemble deviennent mutuellement dépendants : si l'intérêt de l'un est d'acheter, l'autre est bien avisé de vendre; et toutes les unions sont basées sur des besoins mutuels. Charles de Secondat Montesquieu, *De l'esprit des lois*, Livre XX. Chapitre II (de l'esprit du commerce), Paris. Garnier. Flammarion, 1979. À ce sujet, Abba Lerner ajoute que: « The solution is the transformation of the conflict from a political problem to an economic transition. An economic transition is a solved political problem. Economics has gained the title of queen of social sciences by choosing solved political problems as its domain », in Abba Lerner, « The economics and politics of consumer sovereignty », *American Economic Review*, vol. 62, no. 2, 1972, p. 259.

⁴³ Roy F. Willis, *France, Germany and the New Europe*, Stanford. Stanford University Press. 1968, p. 81; John Gillingham, *Coal, Steel and the Rebirth of Europe, 1945-1955: The Germans and French from Ruhr Conflict to Economic Community*, Cambridge, Cambridge University Press. 1991, 413 p.

⁴⁴ Konrad Adenauer, *Assemblée consultative du Conseil de l'Europe*, résumé, troisième session, 26 novembre au 11 décembre 1951, Tome VII, Séances 37 à 41, le 10 décembre 1951. Strasbourg, p. 1005-1010, cité dans Pierre Gerbet, *La genèse du plan Schuman, des origines à la déclaration du 9 mai 1950*, Lausanne, Centre de recherches européennes, Université de Lausanne, 1962, 40 p. Pour écouter le discours, Commission européenne, *European Navigator*, Médiathèque, <http://www.ena.lu/mce.cfm>. (page consultée le 21 septembre 2005).

prévenir la reconstitution de l'industrie lourde allemande.⁴⁵ L'Europe des six était ainsi constituée sur la base d'une convergence franco-allemande.

Or, après l'offensive communiste en Corée du Sud le 25 juin 1950, s'était posée la question du réarmement allemand, exigé par les États-Unis. La France ne voulant à aucun prix voir renaître une armée nationale allemande, il fut suggéré la création d'une Communauté européenne de défense, selon le plan Pleven du 24 octobre 1950, inspiré de Jean Monnet selon le modèle du plan Schuman. L'entente franco-allemande allait permettre le traité de Communauté européenne de défense (CED), signé le 27 mai 1952, mais qui fut finalement rejeté par l'Assemblée nationale française, le 30 août 1954. Pierre Gerbet soutient que : « Ce revirement s'expliquant par le souci de ne pas porter atteinte à la souveraineté de la France et à l'unité de son armée, et surtout par la crainte d'une supériorité militaire allemande au sein de l'armée européenne, alors que la France était engagée en Indochine et que la Grande-Bretagne se tenait à l'écart. ».⁴⁶ Ce rejet de la CED a constitué une crise grave dans les rapports franco-allemands et dans la construction européenne, redonnant un regain de nationalisme en France et en Allemagne et orientant la construction communautaire désormais uniquement sur le plan économique.

Du 1^{er} au 3 juin 1955, les ministres des Affaires étrangères des six pays membres de la CECA se réunissent à Messine pour étendre l'intégration et étudier les modalités de cette dernière. La relance de l'intégration européenne comporterait deux volets soit celui de la Communauté européenne de l'énergie atomique (CEEa ou Euratom), satisfaisant le tenant français, moyen par le fait même de tenir définitivement l'Allemagne à l'écart de l'arme nucléaire, et le Marché commun ayant pour objectif de supprimer les barrières douanières entre les États membres, répondant au désir allemand. C'est ainsi que le 25 mars 1957, ils fondent, par le Traité de Rome, la Communauté économique européenne (CEE) ainsi qu'Euratom. Cette rapide évolution rejoint l'objectif majeur de la politique étrangère américaine d'après-guerre :

⁴⁵ Renata Fritsch-Bournazel, *L'Allemagne depuis 1945*, Paris, Hachette, 1997, p. 141.

⁴⁶ Pierre Gerbet, « L'Allemagne et les communautés européennes », in *L'Allemagne et la construction européenne 1949-1963, Questions de civilisation*, Jean-Paul Cahn, Henri Ménudier et Gérard Schneilin. Paris, Éditions du temps, 1999, p. 44.

le rapprochement de la France et de l'Allemagne au sein d'un cadre économique et politique de l'Europe de l'Ouest.⁴⁷

Parmi les pays européens intéressés à une coopération plus exhaustive, c'est indéniablement l'Allemagne qui avait le plus à gagner de la mise sur pied de la CEE, vu les limites qui avaient été imposées à sa souveraineté, à la sortie de la Seconde Guerre mondiale. On peut alors avancer que ce sont les Allemands qui insufflent le caractère supranational à l'entente sur la CEE et évitent de restreindre la coopération à une simple zone de libre-échange, quitte à faire de grandes concessions à la partie française.⁴⁸ Avant d'en arriver au nouveau souffle de la diplomatie allemande dans la construction européenne suite à sa réunification, il convient de poursuivre l'évolution constitutive de la période de la Guerre froide.

1.1.2 Guerre froide : une communauté européenne plus intégrée

À l'aube de la Guerre froide et pour la première fois de son histoire, l'Europe divisée est tombée sous la dépendance des États-Unis et de l'Union soviétique, vainqueurs incontestés du conflit mondial. L'Allemagne de la Guerre froide n'est pas une nation comme les autres. Le pays est divisé en deux États distincts sur le territoire, à l'Ouest comme à l'Est, et est occupé par les forces victorieuses de la Seconde Guerre mondiale qui conservent un droit de regard sur la politique extérieure de la RFA et de la RDA, sous domination de l'URSS.

Adenauer et son ministre des Affaires étrangères Walter Hallstein, sont des ardents protagonistes d'un projet fédéral comme finalité à la construction européenne. Bien que l'Allemagne ait contribué à donner une certaine substance supranationale au Traité de Rome, on demeure bien loin de la fédération européenne souhaitée par le chancelier pour qui, le traité de 1957 signifie la mort de l'UE.⁴⁹ Préférant préserver de bonnes relations avec la

⁴⁷ William I. Hitchcock. « France, the Western Alliance, and the Origins of the Schuman Plan, 1948-1950 », *Diplomatic History*, vol. 21, no. 4, automne 1997, p. 603.

⁴⁸ Richard McAllister, *From EC to EU*, Londres, Routledge, 1997, p. 18.

⁴⁹ Markus Lemmens, *Die Souveränität der Bundesrepublik Deutschland und die Integration der Europäische Gemeinschaft* [La souveraineté de la République Fédérale d'Allemagne et l'intégration de la Communauté européenne], Frankfurt, Peter Lang GmbH, 1994, p. 72.

France, Adenauer se détournera de ce projet de fédération européenne, puisque De Gaulle s'y oppose farouchement, soutenant un processus au cas par cas, selon les conséquences qu'un approfondissement européen pourrait avoir sur la puissance française afin de conserver son statut de grande nation. C'est pourquoi, malgré cette déception, Adenauer proposa à De Gaulle un traité bilatéral qui sera signé à l'Élysée le 22 janvier 1963, afin de sceller la réconciliation franco-allemande.⁵⁰ Toutefois, l'avancée dans la construction européenne, demeurant toujours un objectif indispensable à l'Allemagne, fit apparaître des divergences fondamentales entre les deux signataires du traité de l'Élysée. Par exemple, sous prétexte d'un besoin de règlement financier de la politique agricole commune (PAC), Hallstein a tenté de doter la CEE de fonds monétaires indépendants et d'accroître l'indépendance des institutions européennes. Jugeant que la Commission a des pouvoirs trop étendus et que le système de vote majoritaire au Conseil est contraire aux intérêts français, De Gaulle procédera, en 1965, à un blocage institutionnel majeur, que l'on a appelé la *crise de la chaise vide*, retirant ses émissaires nationaux de ces deux institutions. Malgré la dénonciation de l'Allemagne face à cette embûche française à l'évolution européenne, Adenauer n'aura d'autres choix que de se plier à la vision française.⁵¹

C'est l'arrivée de Willy Brandt à la chancellerie (1969-1974) qui réconciliera quelque peu les conceptions européennes françaises et allemandes en adoptant une attitude étapiste à défaut de pouvoir réaliser dans l'instant une union politique. Brandt propose alors la réalisation d'une union économique et monétaire (UEM) dans la prochaine décennie et plaide en faveur de l'entrée de la Grande-Bretagne dans la CEE. Il réaffirme ainsi devant le Parlement européen en novembre 1973, l'importance de l'approfondissement de la Communauté européenne pour l'Allemagne :

⁵⁰ Le traité représentant l'élément moteur du couple franco-allemand, instaure une étroite coopération entre la France et l'Allemagne dans le domaine des affaires étrangères, de la défense, de l'éducation et de la jeunesse. Le traité définissait en fait une méthode de coopération dont on espérait, des deux côtés, qu'elle permettrait d'élaborer une politique, mais ne comportait aucun engagement.

⁵¹ C'est le « compromis de Luxembourg » qui résoudra cette crise en décidant qu'un État peut exercer un droit d'intérêt national, de sorte que le vote à l'unanimité fût institué au Conseil et que les pouvoirs de proposition de la Commission sont limités.

Le but demeure clair : c'est un gouvernement européen convenablement organisé qui, dans les domaines de la politique communautaire, soit capable de prendre les décisions convenables et dont la gouverne est contrôlée par le Parlement. Les États européens devront dans l'avenir transmettre à ce gouvernement les droits souverains dont l'exercice communautaire est indispensable; les autres droits resteront naturellement nationaux.⁵²

L'apport de Brandt à la construction européenne ne réside pas uniquement dans ce désir d'approfondissement, mais se concrétisera particulièrement dans l'ouverture politique envers les pays d'Europe centrale et orientale (PECO), que nous verrons dans une prochaine section.

Malgré le *Wirtschaftswunder* (miracle économique allemand) des années 50 à 70 qui consacre l'Allemagne comme géant économique de l'Europe, l'influence politique de l'Allemagne demeure faible, dans l'ombre de la France. En définitive, la diplomatie allemande réussit à faire tomber les réserves françaises sur deux points : l'irréversibilité du processus européen et le vote à majorité qualifiée dans certains domaines à partir de 1966. La chancellerie d'Helmut Schmidt (1974-1982) de même aura peu d'envergure sur la politique européenne, se contentant d'agir davantage pragmatiquement plutôt que de viser la réalisation de nouvelles étapes dans la construction européenne.

C'est avec la venue au pouvoir de la coalition chrétienne-démocrate-libérale d'Helmut Kohl (1982-1998) qu'il y aura une reprise de la politique européenne allemande très engagée, selon la vision d'Adenauer. Une politique mémorielle conservatrice⁵³ tant au niveau politique qu'au niveau historiographique sera mise en place, ce qui constituera un moment de cristallisation de la volonté allemande d'une normalisation du passé national-socialiste.⁵⁴ De plus, Hans Dietrich Genscher, ministre des Affaires étrangères allemand, élabore un plan en novembre

⁵² Cette conception de répartition des pouvoirs entre l'Europe et ses États membres sera à la base du principe de subsidiarité qui sera intégrée lors du Traité de Maastricht en 1992, comme principe décisionnel européen. Miriam Kamara, *Struktur und Wandel der Legitimationsideen deutscher Europapolitik* [Structure et changement des idées de légitimation de la politique européenne allemande], Bonn, EU Verlag, 2001, p. 127.

⁵³ Cette politique mémorielle reflète le difficile et complexe rapport de l'Allemagne à l'histoire du III^e Reich, marquée par une constante oscillation entre un essai du maîtrise du passé et une volonté de tirer un trait définitif sur la période nationale-socialiste.

⁵⁴ Yan Schubert, « L'Allemagne et la mémoire du génocide juif soixante ans après ». *Le Courrier*, 10 mai 2005, <http://www.lecourrier.ch>, (page consultée le 23 septembre 2005).

1982, avec le soutien de son homologue italien Colombo, visant l'élaboration d'un traité sur une Union européenne comprenant une union juridique ainsi qu'une coopération politique et culturelle. Le Plan Genscher-Colombo prône également un renforcement des pouvoirs du Parlement européen afin de démocratiser davantage la politique européenne et souhaite la suspension du « compromis de Luxembourg » et par le fait même, l'expansion du vote à la majorité au Conseil. Par contre, si l'Italie partage les visions allemandes, il n'en est pas de même pour la Grande-Bretagne, le Danemark, la Grèce et la France de sorte que la déclaration solennelle sur l'UE, signée par les membres au Sommet européen de Stuttgart en juin 1983, n'est nullement contraignante pour les signataires.⁵⁵

C'est en février 1986, par l'adoption de l'Acte unique, que progresse à nouveau l'intégration européenne. L'Acte unique reprend le terme « Union européenne » devenant l'objectif politique de la Communauté, fixe 1992 comme date de réalisation du Marché commun, donne au Parlement un pouvoir de codécision et, malgré le fait qu'il ne lève pas le « compromis de Luxembourg », favorise l'extension du vote à la majorité. Bien que Kohl désirait une intégration européenne encore plus approfondie, notamment dans le domaine de la politique étrangère commune, l'influence allemande est ainsi indéniable sur cet avancement dans la construction européenne :

Les Allemands ont articulé très tôt leurs intérêts fondamentaux dans les réformes institutionnelles de la Communauté. L'initiative germano-italienne, développée à partir du projet du ministre des Affaires étrangères Genscher, représente, au niveau gouvernemental, l'entrée en matière dans le débat sur la réforme pour les années subséquentes. Elle est à ce sujet le premier pas vers l'Acte unique, puisqu'elle évoque les thèmes essentiels développés par celui-ci.⁵⁶

Vers la fin des années 80, l'Allemagne tente par tous les moyens d'obtenir l'assentiment et la légitimation internationale à son projet de réunification, particulièrement celui de son partenaire français. Voyons comment les acteurs tant Allemands, Européens qu'internationaux ont réagi au projet de réunification.

⁵⁵ Richard McAllister, *From EC to EU*, Londres, Routledge, 1997, p. 155.

⁵⁶ Eckart Gaddum, *Die deutsche Europapolitik in den 80er Jahren* [La politique européenne allemande dans les années 80], Paderborn, Schöningh, 1994, p. 275.

1.1.3 L'Allemagne unie dans l'Union européenne

Le projet de réunification de l'Allemagne amène certaines réactions analogues à celles occasionnées envers l'Allemagne entre 1945 et 1949 : après cinquante ans de tranquillité, la peur de l'Allemagne est de retour.⁵⁷ Cette menace suscite bon nombre de questions, aussi bien en Allemagne qu'à l'extérieur de la RFA : L'Allemagne unifiée resterait-elle au sein de la Communauté européenne? Le renforcement de sa puissance la conduirait-elle à jouer un rôle prépondérant dans la Communauté? Aurait-on une « Allemagne européenne » ou une « Europe allemande »? L'Allemagne se détournerait-elle de l'Ouest pour se tourner vers l'Europe centrale? Essaierait-elle de nouer des liens privilégiés avec la Russie et imposerait-elle ses volontés à ses voisins occidentaux, mais aussi à ses voisins de l'Est?

L'Europe et l'Allemagne se situent dans une interaction dialectique indissoluble : la question allemande est à toutes les époques européenne, et la question européenne est à toutes les époques une question allemande. L'amalgame est si étroit que, d'une manière générale, on ne peut très souvent préciser où commencent les accents européens et où finissent les accents allemands, et vice versa.⁵⁸

Effectivement, au sortir du conflit Est-Ouest, les rapports internationaux sont, comme jamais auparavant, dominés par la complexité, l'insécurité et des mutations extrêmement rapides. La Loi fondamentale allemande et les traités internationaux énoncent des règles normatives de base pour la politique extérieure allemande. Par exemple, le traité « 2 + 4 »⁵⁹, en restituant les pleins droits de souveraineté à l'Allemagne, fournissait par le fait même à cette dernière, le droit de choisir les organisations internationales dont elle voulait faire partie. Cela signifie

⁵⁷ Ingo Kolboom. « La France face à l'unification allemande », in *L'Allemagne unie dans une Europe nouvelle*, Paul Létourneau, Québec, Centre québécois de relations internationales, 1990, p. 170.

⁵⁸ Stephan Martens. « La représentation géopolitique de la « position centrale » de l'Allemagne – Perceptions allemandes », *Allemagne d'aujourd'hui*, no. 153, juillet/septembre 2000, p. 27.

⁵⁹ Traité de paix entre les deux États allemands et les quatre puissances victorieuses de la Seconde Guerre mondiale, signé à Moscou le 12 septembre 1990. Aussi appelé « traité portant règlement définitif concernant l'Allemagne », l'Allemagne réunifiée reçu de par ce traité, sa pleine souveraineté, non sans compter certaines conditions : reconnaissance des frontières existantes dont la ligne Oder-Neisse avec la Pologne, le respect des traités bilatéraux avec la Pologne et la Russie, son statut militaire comprenant un plafonnement des effectifs de l'armée allemande et un renoncement définitif aux armes atomiques, biologiques et chimiques.

que l'Allemagne unie avait en 1990 le droit de participer au processus d'intégration européenne, de même que théoriquement, l'Allemagne unie avait aussi le droit de rester en-dehors de ce processus et de former une entente avec d'autres pays, par exemple avec les PECO. Néanmoins, pour l'Allemagne unie, il était absolument nécessaire de poursuivre la politique européenne de la République de Bonn. En ce sens, elle affirmera spécifiquement son attachement à l'intégration européenne dans le préambule de la Loi fondamentale, révisée après l'unification, devenant ainsi un facteur de stabilité du processus d'intégration européenne.

L'avènement d'une Europe unie nécessite que l'Allemagne s'associe au développement de l'Union européenne qui, en garantissant le respect du principe de l'État de droit, du principe de subsidiarité, ainsi que du principe de démocratie fédérative et sociale, offre un niveau de protection des droits fondamentaux comparable à ceux inscrits dans la Constitution. À cette fin, la fédération peut organiser le transfert de ses compétences aux instances européennes au moyen d'une loi qui devra être approuvée par le Bundesrat.⁶⁰

Malgré ces réaffirmations, grand nombre de dirigeants européens craignaient la perspective du spectre d'un retour à la grande Allemagne. Le déplacement du centre de l'UE et de sa zone d'influence pourrait laisser place à une domination allemande sur la région orientale de l'Europe.

Quelques événements liés à la nouvelle politique étrangère allemande s'ajoutèrent à ces pressentiments. La politique anti-inflationniste allemande auto-absorbée, déconcerta les économies de l'Europe les positionnant dans une agitation financière et ruina les perspectives immédiates pour une UEM réussie et équitable.⁶¹ De plus, ayant jusque-là poursuivi une politique étrangère appuyée sur des pratiques de concertations quant à la construction

⁶⁰ *Bundesregierung* [République Fédérale d'Allemagne], *Loi fondamentale*, II La Fédération et les Länder, article 23, L'Union européenne, BGBl III 100-I, 23 mai 1949, http://www.bundesregierung.de/nn_21904/Webs/Breg/FR/LeGouvernementFederal/MissionEtFondementConstitutionnels/LoiFondamentale/LeObjetdeLoi/le-objet-de-loi.html. (page consultée le 11 octobre 2006).

⁶¹ Cette politique de hausse unilatérale des taux d'intérêts de l'Allemagne, eut pour conséquence majeure de lancer quelques nations dans une récession et encore aujourd'hui, les banquiers allemands nient toutes responsabilités à ce sujet.

européenne, l'initiative personnelle de l'Allemagne de reconnaître la Croatie et la Slovénie le 23 décembre 1991, a été perçue comme un manque de solidarité vis-à-vis de ses partenaires.⁶² Dans ces deux cas, l'Allemagne cherchant à effectuer son retour sur la scène internationale et surtout européenne, a fait passer ses objectifs propres avant l'intérêt général de l'Europe. Forte de son poids retrouvé, elle contraignait ses partenaires à s'aligner et démontrait de ce fait pour la première fois depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'existence d'un intérêt national allemand, ne culpabilisant plus autant au sujet des dérives nazies.⁶³ L'instinct de domination et d'affirmation l'emporterait-il désormais sur le réflexe de solidarité qui est au cœur de la construction européenne?

L'essence même de l'intégration européenne semble ainsi se transformer. On commence à négocier autour de problèmes concrets, sur la PAC ou l'élargissement. De même, graduellement la peur de l'Est tend à disparaître, mais c'est surtout la peur de l'Allemagne qui disparaîtra avec les négociations et la signature du Traité de Maastricht aussi appelé Traité de l'Union. L'objectif premier de Maastricht est la réalisation économique et monétaire. Si l'Allemagne s'est toujours montrée en faveur d'une supranationalisation de la zone économique européenne, elle ne conçoit de prime abord aucun avantage à l'adoption d'une devise européenne ni à une communautarisation du cours de certains indicateurs économiques, tel que le taux de change.⁶⁴ Désirant enraciner la nouvelle Allemagne à

⁶² Les États membres ayant acquis une sorte de « réflexe européen » qui les conduit habituellement à une convergence de leurs objectifs en matière de politique étrangère, cette décision unilatérale de reconnaissance prise à la hâte par un consensus bipartisan entre le gouvernement (CDU/CSU/FDP) et l'opposition (SPD et les Verts), met sous pression en quelque sorte la Commission européenne à reconnaître ces deux États, le 15 janvier 1992, situés sous son ancienne zone d'influence. En fait, le point qui déplaisait de cette reconnaissance unilatérale, était que les pays de l'UE voulant progressivement une politique étrangère commune, avaient décidé le 16 décembre 1991 d'une part, d'organiser un mécanisme de reconnaissance collectif et d'autre part, de ne reconnaître les États accédant à l'indépendance et à la souveraineté qu'en vertu du principe d'autodétermination. L'application de ces principes s'est avérée délicate puisque l'Allemagne agissant non seulement de façon individuelle, n'avait pas au préalable vérifié la condition d'autodétermination.

⁶³ Bertel Heurlin, *Germany in Europe in the nineties*, Londres, Macmillan, 1996, p. 47; Jürgen Elsässer, *Der Deutsche Sonderweg* [La voie particulière allemande], Munich, Heinrich Hugendubel, 2003, p. 79.

⁶⁴ On demande en fait aux Allemands d'abandonner le *Deutschmark* qui constitue alors peut-être la seule source de fierté nationale, synonyme du *Wirtschaftswunder*, et qui a résisté aux chocs majeurs (chocs pétroliers, réunification, etc.) sans perdre durablement sa performance de remarquable stabilité des prix ou son rang au sein des monnaies internationales. Otmar Issing, « Theoretical and Empirical Foundations of the Bundesbank's Monetary Targeting », *Intereconomics*, novembre/décembre 1992, p. 289-300; Alfred Steinherr, « Vers l'UEM: le rôle de l'ECU après Maastricht », in *Mondialisation et régionalisation*, Jean-Louis Mucchielli et Fred Célimène, Paris, Economica, 1993, 564 p.

l'intégration européenne et de ce fait dissiper les craintes de ses partenaires quant au processus de réunification allemande, Bonn s'empressera d'accepter la proposition parisienne d'appuyer la réunification allemande en échange d'une devise européenne.⁶⁵ Kohl réussira tout de même à y inscrire quelques conditions, dont le siège de la banque centrale européenne à Frankfort et le choix d'*euro* comme nom de devise européenne plutôt qu'*ECU*. De plus, des critères de convergences stricts pour l'instauration de l'UEM seront ajoutés, à l'image de ceux auxquels étaient soumis le *Deutschmark*. Par exemple, la banque européenne sera indépendante comme l'était la *Bundesbank*, sa charte fera en sorte que son but premier sera la stabilité monétaire pour les opérations de la nouvelle organisation et finalement, que seuls les pays rencontrant un certain nombre de critères quant à la discipline budgétaire pourront y participer.⁶⁶

Subséquentement, Kohl tente d'utiliser l'opportunité du Traité de Maastricht afin d'amorcer des pourparlers pour y inclure la réalisation d'une union politique de l'Europe, ce qui permettrait d'augmenter le pouvoir d'action allemand tout en instituant un rapport de force global.⁶⁷ Toutefois, les partenaires de l'Allemagne ne partagent pas cet empressement de communautariser et craignent surtout que Kohl tente de créer une Europe fédérale à l'image de l'Allemagne. Malgré ce revers, le principe de subsidiarité⁶⁸ est inclus dans les textes du

⁶⁵ Paul B. Stares, *The New Germany and the New Europe*, Washington D.C.. The Brookings Institute, 1992, p. 159.

⁶⁶ Madeleine O. Hosli, « The creation of the European economic and monetary union : intergovernmental negotiations and two-level games », *Journal of European Public Policy*, no. 7. vol. 5, 2000, p. 759.

⁶⁷ Barbara Lippert, « Die EU-Erweiterungspolitik nach 1989 – Konzeptionen und Praxis der Regierungen Kohl und Schröder » [La politique de l'élargissement de l'UE après 1989 - Conceptions et pratiques des gouvernements Kohl et Schröder], in *Eine neue deutsche Europapolitik* [Une nouvelle politique européenne allemande]. Schneider, Jopp, Schmalz, Bonn, EU Verlag, 2002. p. 359.

⁶⁸ Principe qui constitue dans certaines structures fédérales le fondement institutionnel des États. C'est-à-dire, l'octroi d'un certain degré d'indépendance à une autorité subordonnée vis-à-vis d'une autorité de niveau supérieur. Il s'agit donc d'un partage des compétences entre les divers échelons de pouvoir. Appliqué au cadre de la Communauté européenne, ce principe implique que les États membres conservent les compétences qu'ils sont capables de gérer plus efficacement eux-mêmes et que les pouvoirs qu'ils ne sont pas en mesure d'exercer d'une façon satisfaisante reviennent à la Communauté. Pour plus de détails quant à ce principe. voir Parlement européen, *Le principe de subsidiarité*, Fiches techniques, 1.2.2., http://www.europarl.eu.int/factsheets/1_2_2_fr.htm, (page consultée le 28 septembre 2006).

Traité, à la demande des *Länder*⁶⁹ allemands. Maastricht comprend aussi, au souhait de Kohl, une augmentation des décisions prises à la majorité au sein du Conseil et tel que convenu par l'Acte unique, officialise et renforce l'action européenne dans les domaines de l'environnement, de la politique sociale et dans le développement technologique. De par ce traité, la CEE devint « Union européenne » et repose sur les Communautés européennes, la politique étrangère et de sécurité commune (PESC), la coopération policière et judiciaire en matière pénale, les trois piliers de l'UE. C'est pourquoi l'on dit que l'Allemagne a réussi non seulement à négocier l'UEM en fonction de ses intérêts, mais aussi à influencer politiquement certains points du Traité de Maastricht.⁷⁰

L'Allemagne qui négocie en 1997 le Traité d'Amsterdam est ainsi bien différente de celle du début des années 90 où elle rêvait d'une Europe fédérale et de communautarisation toujours plus étendue. Le Traité d'Amsterdam représente la première négociation européenne où l'Allemagne joue le rôle de bloqueur et malgré l'adoption d'une charte sociale et des Accords de Schengen, la Conférence intergouvernementale (CIG) d'Amsterdam est décevante, car les membres n'arrivent pas à s'entendre sur la réforme des institutions de l'UE en vue de l'éventuel élargissement de l'UE aux PECO.

1.1.4 Approfondissement versus élargissement

Depuis que le Traité de Rome a été signé, la Communauté a été conduite par le besoin d'équilibrer les demandes d'élargissement et d'approfondissement. Tandis que le choix des principales politiques reflète les préférences politiques des acteurs clés comme l'Allemagne, le but de l'intégration économique ayant pour finalité l'intégration politique demeure malgré tout clairement établi. L'article 2 du traité le confirme :

⁶⁹ L'Allemagne étant un État fédéral est constitué de 16 États (*Bundesländer*). Ils participent via leurs représentants au *Bundesrat* à l'élaboration et à l'adoption de la législation fédérale et ce, même dans les domaines de compétence exclusive. Seulement leur accord est obligatoire uniquement dans certaines matières, lorsque que la souveraineté des *Länder* est en jeu. Leurs domaines de compétence étant la police, l'éducation, l'environnement, la construction, l'aide sociale, le commerce au détail, etc.

⁷⁰ Madeleine O. Hosli, « The Creation of the European Economic et Monetary Union : Intergovernmental Negotiations et Two-Level Games », *Journal of European Public Policy*, no. 7, vol. 5, 2000, p. 761.

La Communauté a pour mission, par l'établissement d'un marché commun et par le rapprochement progressif des politiques économiques des États membres, de promouvoir un développement harmonieux des activités économiques dans l'ensemble de la Communauté, une expansion continue et équilibrée, une stabilité accrue, un relèvement accéléré du niveau de vie et des relations plus étroites entre les États qu'elle réunit.⁷¹

Bien que la volonté d'approfondir ait toujours été fondamentale aux dynamiques d'intégration, la possibilité d'élargissement a quant à elle toujours existé et le discours des Pères fondateurs en a d'ailleurs fait un processus continu d'expansion : « Tout État européen peut demander à devenir membre de la Communauté ».⁷² Néanmoins, les difficultés à résoudre la tension entre l'approfondissement et l'élargissement sont parties intégrantes de la méthode d'intégration de la Communauté. Bien que Kohl soit extrêmement favorable à l'élargissement de l'UE à l'Est, il considère qu'il est préférable de procéder à l'approfondissement de l'Europe d'abord.

L'arrivée au pouvoir de Schröder a pour conséquence une rupture d'avec la génération de Kohl. Schröder étant beaucoup moins lié au sentiment de culpabilité que ce dernier, il entreprend une politique étrangère plus nationale, moins complexée et affirme que l'Allemagne est désormais un pays « normalisé ».⁷³ Lors de la présidence allemande à l'UE en 1999, Schröder et Joschka Fischer, ministre des Affaires étrangères de l'Allemagne, appuient un renforcement des pouvoirs du Parlement européen, l'extension du vote à la majorité qualifiée au sein du Conseil et vont même jusqu'à proposer l'adoption d'une Charte européenne des droits fondamentaux. Outre ces objectifs d'approfondissement, Schröder consacrera ses efforts davantage à l'élargissement vers l'Est.⁷⁴ Cet élargissement, dû au

⁷¹ Union européenne, *Traité de Rome*, article 2, Traité instituant la Communauté Économique européenne, Rome, 25 mars 1957, cité dans Commission européenne, *European Navigator*. Médiathèque, <http://www.cna.lu/mce.cfm>, (page consultée le 21 septembre 2005).

⁷² *Ibid.*

⁷³ Pierre Béhar, « Entre Paris et Berlin, une alliance de raison », *Le Monde diplomatique*, avril 2004, p.12-13.

⁷⁴ Barbara Lippert, « Die EU-Erweiterungspolitik nach 1989 – Konzeptionen und Praxis der Regierungen Kohl und Schröder » [La politique de l'élargissement de l'UE après 1989 - Conceptions et pratiques des gouvernements

nombre élevé de pays candidats, est lié à la capacité de l'UE à modifier ses institutions et à appliquer des réformes importantes dans certaines de ses politiques. Par exemple, il est question de la réforme des fonds structurels, visant plus spécifiquement la diminution de la contribution allemande au budget européen (et l'augmentation de la contribution de la France et de la Grande-Bretagne), une répartition de ces fonds en faveur des pays candidats, et une réforme de la PAC.⁷⁵ À cette occasion, débiteront aussi les pourparlers sur l'Agenda 2000 ou *Renforcer l'Union et préparer l'élargissement*, projet lancé en 1997 par la Commission visant à déterminer un programme de réformes ainsi qu'un cadre financier pour la période 2000-2006, en tenant compte bien entendu d'un éventuel élargissement de l'UE à l'Est.

Toutefois, plusieurs délégations européennes dont la France se sont opposées aux propositions allemandes et Schröder se voit contraint de faire marche arrière pour ce qui est de la contribution financière allemande. Malgré tout, les accords conclus lors du Sommet de Berlin de 1999 rejoignent la réalisation des intérêts nationaux allemands qui s'accomplit une fois de plus à travers l'UE et garantit le bon déroulement de l'élargissement et de l'approfondissement de l'UE.

La finalité de l'intégration européenne demeure encore aujourd'hui un sujet de discussion. La conception du rôle de l'Allemagne dans l'Europe en termes classiques de moteur propulsant la communauté dans la réalisation d'une entité politique européenne intégrée ne se pose plus. Schröder rappelant d'ailleurs sans cesse l'objectif ultime d'une union politique :

Kohl et Schröder], in *Eine neue deutsche Europapolitik* [Une nouvelle politique européenne allemande], Schneider, Jopp, Schmalz, Bonn, EU Verlag, 2002. p. 382.

⁷⁵ SPD, *Arbeit, Innovation und Gerechtigkeit*, plate-forme électorale. 1998, <http://archiv.spd.de/suche/archiv/pttleipzig/programm>. (page consultée le 8 mai 2004).

Mesdames, Messieurs, (...), il sera nécessaire de reformuler systématiquement la finalité politique de l'unification européenne. Il s'agit des bases institutionnelles d'une Union qui, d'une part, n'est pas encore suffisamment développée pour mener une action puissante à l'intérieur et à l'extérieur de l'Europe. L'Allemagne et la France sont fermement convaincues que l'Union européenne est plus qu'une alliance de nations aspirant à une plus grande prospérité nationale. L'Europe a été, est et demeure pour nos deux pays une vision politique : vouloir l'Europe, c'est vouloir sans condition trouver des réponses communes à des questions communes, avoir du poids dans un monde en proie à une mutation accélérée, non pas pour renoncer à nos identités et particularités nationales ni même pour les uniformiser, mais précisément pour les sauvegarder et les préserver au sein d'une identité européenne élargie.⁷⁶

S'inspirant du rêve d'un fédéralisme européen d'Adenauer, l'Allemagne, de par son attitude coopérative et sa nouvelle volonté, a joué un rôle central dans l'ensemble des étapes constitutives de l'UE. En effet, tous les États membres reconnaissent que l'approbation de l'Allemagne était nécessaire afin d'entamer et poursuivre l'intégration de l'UE, alors qu'elle était le partenaire économique le plus important. C'est pourquoi l'Allemagne a la capacité de façonner l'orientation de l'UE et de conjuguer les politiques de l'Union avec ses intérêts nationaux.

1.2 Intérêts nationaux versus l'UE

Deux principales approches nous permettent de concevoir l'UE d'aujourd'hui, soit l'approche intergouvernementale mettant l'emphasis sur les actions entre États Nations et l'approche néofonctionnaliste se concentrant sur l'émergence d'un espace politique ayant des composantes reposant au-delà des États.⁷⁷ Nous croyons qu'il est possible d'analyser l'UE en utilisant simultanément ces deux approches. Il s'agit de prendre en compte la marge de manœuvre gouvernementale, c'est-à-dire les contraintes entre les problèmes domestiques et

⁷⁶ Gerhard Schröder, *Assemblée nationale de la France*, Ministère des Affaires étrangères, France diplomatie. 1999, disponible en ligne [URL], <http://www.france.diplomatie.fr/actual/evenements/fral/sommet9.html>, (page consultée le 22 octobre 2005).

⁷⁷ John Peterson, « The European Union: Pooled Sovereignty, Divided Accountability », *Political Studies*, vol. 45, no. 3, 1997, p. 559.

les responsabilités envers l'UE, aussi appelé le « *two-level games* » (jeu à deux niveaux).⁷⁸ D'une part, la Communauté européenne est une institution où le pouvoir politique résulte d'une confrontation entre intérêts nationaux multiples et la vision des États puissants comme la France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne : « the result represents a convergence of the domestic policy choices of the great member States ». ⁷⁹ D'autre part, l'UE a aussi son propre dynamisme et peut, en retour, offrir des opportunités (et aussi des contraintes) aux États et également réorienter leurs propres politiques étrangères.⁸⁰ C'est ce que nous entendons par « puissance institutionnelle indirecte ». ⁸¹ En examinant la configuration institutionnelle de l'UE, nous pouvons dégager la principale caractéristique structurelle de l'intégration européenne, c'est-à-dire sa nature (con)fédéraliste coopérative. L'instance la plus haute (la Communauté européenne) a quelques compétences exclusives, mais plusieurs domaines politiques demandent la coopération entre les deux niveaux du système.

Nous ne pouvons donc pas réduire la politique de l'UE à un simple « *interstate bargaining process* » (processus de marchandage interétatique),⁸² de même nous ne pouvons affirmer que l'UE est dominée par une seule puissance, dû à son principal fondement reposant sur une structure collégiale, une certaine forme d'équilibre des pouvoirs : intergouvernementale et

⁷⁸ Robert Putnam, « Diplomacy and domestic politics: the logic of two-level games », *International Organisation*, été, 1988, p. 427-461.

⁷⁹ Andrew Moravcsik, « Negotiating the Single European Act: national interests and conventional statecraft in the European Community », *International Organisation*, hiver 1991, p. 48-49.

⁸⁰ Une comparaison primitive de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne dans l'UE révèle cette situation. Pour une tentative initiale de comparaison anglo-allemande, voir, Simon Bulmer et Martin Burch, « The « Europeanisation » of Central Government : the UK and Germany in Historical Institutional Perspective », in *The Rules of Integration*, Gerald Schneider et Mark D. Aspinwall, Manchester, Manchester University Press, 2001, p. 73-96.

⁸¹ Stefano Guzzini, « Structural Power: The Limits of Neo-Realist Analysis », *International Organization*, no. 47, été, 1993, p. 451-456.

⁸² Stephen D. Krasner, utilisant un concept d'abord développé par Arthur A. Stein, s'est référé à des problèmes du type « dilemmas of common aversion », des situations dans lesquelles « actors must coordinate their policies to avoid mutually undesirable outcomes ». Voir, Stephen D. Krasner, « Global Communications and National Power: Life on the Pareto Frontier », *World Politics*, no. 43, avril 1991, p. 338. Pour l'idée originale Arthur A. Stein, « Coordination and Cooperation Regimes in Anarchic World », *International Organization*, vol. 36, no.2, printemps, 1982, p. 299-324; et Arthur A. Stein, *Why Nations Cooperate: Circumstance and Choice in International Relations*, Ithaca, Cornell University Press, 1990, 219 p.

supranationale.⁸³ Le jeu d'influence exercé auprès de l'appareil institutionnel de l'UE est un jeu dont il est difficile d'évaluer l'impact en termes normatifs (impulsions de certaines directives, action en faveur d'amendements, etc.). Ce « jeu » est d'autant plus compliqué à appréhender qu'il se déroule le plus souvent de façon informelle et peu institutionnalisée. Il en résulte qu'il est malaisé de déterminer avec précision le rôle précis joué par les représentants allemands au sein de l'UE pour le processus d'intégration, d'autant plus qu'à l'instar des gouvernements centraux, plusieurs acteurs sociaux, culturels et économiques participeraient, de par leur influence, au « *policy making* » (élaboration de la politique) des États. Afin d'« européeniser » ses intérêts nationaux ou à tout le moins de se rapprocher autant que possible des intérêts européens, l'Allemagne dispose de nombreux moyens pour influencer tour à tour la Commission, le Parlement et le Conseil européen.

1.2.1 Les moyens de pression au sein de la Commission européenne

La Commission européenne est l'organe exécutif de l'UE et est composée, depuis le 22 novembre 2004, suite au dernier élargissement, de 25 commissaires soit un par État membre. Elle a pour fonction de préparer et mettre en œuvre les décisions du Conseil de l'Union européenne et du Parlement européen, mais surtout la Commission a été pensée à l'origine de la construction communautaire, comme le moteur de l'intégration européenne. Dans ses tâches, la Commission est composée de directions générales (23 D.G.) chacune d'elles étant spécialisée dans un domaine d'activité donné. Ces dernières consultent largement les différents groupes d'intérêt et les lobbies et travaillent aussi avec les administrations nationales et régionales afin de produire des propositions.

La D.G. de l'élargissement voie à la formulation d'une politique efficace et cohérente de l'élargissement de l'UE afin qu'elle puisse poursuivre son objectif d'intégration européenne. Elle se voit aussi confier le mandat des négociations avec les pays candidats et adhérents et

⁸³ Le processus de prise de décision de l'UE est encore une source de débat et il en fut même question dans la dernière proposition de constitution. Certains voudraient que le processus de prise de décision intergouvernemental ou supra institutionnel soit favorisé. Pour d'autres, il s'agit d'un moyen de confirmer l'autorité du Président de la Commission et de clarifier les pouvoirs respectifs du Parlement et du Président concernant la performance et la tenue des Commissaires.

doit ensuite contrôler les progrès de chaque pays candidat, ainsi que la tenue de leurs engagements pris au cours des négociations.⁸⁴ En septembre 1999, un poste de Commissaire à l'élargissement est créé et c'est Günter Verheugen, Allemand social-démocrate, qui l'obtient, reconnaissance de ce fait du rôle actif de la délégation allemande dans le processus d'unification de l'Europe.⁸⁵ De plus, cette D.G. est encadrée et soutenue dans son travail par des groupes de travail et des comités techniques, composés de fonctionnaires nationaux envoyés par les États membres. Or, au sein de l'organigramme de cette D.G., plusieurs Allemands occupaient alors des postes clés, sans compter les fonctionnaires travaillant au sein des comités de travail. Les représentants allemands étaient ainsi présents en grand nombre, c'est-à-dire qu'ils étaient au nombre de 37 sur un total de 226, constituant ainsi 16,37% des fonctionnaires et agents temporaires au sein de cette D.G.⁸⁶ Du fait de cette large représentation allemande au sein desdits comités, des places de responsabilités qu'ils occupent dans les groupes de travail et les comités techniques, les standards et les intérêts allemands font très fréquemment office de base de référence lors de l'élaboration des directives.

Prenant de plus en plus part au travail d'élaboration législative conjointement avec la Commission, cette dernière accorde tout particulièrement aux lobbies économiques un accès privilégié au processus de discussion des propositions de directives ainsi qu'un soutien financier. Dans le cadre de l'élargissement aux PECO, les lobbies économiques allemands étaient directement et principalement concernés par les phénomènes de délocalisation, de sous-traitance, etc. et c'est pourquoi, autant le gouvernement central allemand que la Commission leur laissa une grande place dans les négociations, dans la formulation de

⁸⁴ Parlement européen, *Le Parlement européen dans le processus d'élargissement – Un aperçu, Élargissement de l'Union européenne*, DV\492865FR.doc, mars 2003, p.7.

⁸⁵ Barbara Lippert, « Die EU-Erweiterungspolitik nach 1989 – Konzeptionen und Praxis der Regierungen Kohl und Schröder » [La politique de l'élargissement de l'UE après 1989 - Conceptions et pratiques des gouvernements Kohl et Schröder], in *Eine neue deutsche Europapolitik* [Une nouvelle politique européenne allemande], Schneider, Jopp, Schmalz, Bonn, EU Verlag, 2002, p. 396.

⁸⁶ Directions Générales et services, personnel et administration, *Répartition des fonctionnaires et agents temporaires par Direction Générale et Nationalité (tous budgets)*, Bulletin Statistique, octobre 2006, http://europa.eu.int/comm/dgs/personnel_administration/documents/bs_dg_nat_en.pdf, (page consultée le 6 juillet 2005) et nos calculs. Voir l'appendice A pour la répartition des fonctionnaires et agents temporaires au sein de la Direction Générale de l'élargissement en fonction de la nationalité.

propositions et ainsi bénéficièrent d'une écoute très attentive.⁸⁷ L'Allemagne a ainsi pu exercer une influence significative de façon plus informelle et moins institutionnalisée sur le travail de la Commission.

Tenter d'exercer une certaine influence sur les travaux de la Commission relève d'un choix stratégique, car c'est elle qui détient en général le monopole de l'initiative normative dans tous les domaines d'activité. Par conséquent, de nombreuses complexités demeurent quant à la prise de décision communautaire du fait des interactions entre États membres et institutions communautaires et des divergences entre les différents services de la Commission européenne.⁸⁸ Néanmoins, les États membres disposent de plusieurs moyens d'action afin d'exercer leur influence sur le système législatif communautaire, soit à l'intérieur même de la Commission, soit en dehors de celle-ci.

1.2.2 L'influence exercée au sein du Parlement européen

Le Parlement européen (PE) est habilité à exercer trois pouvoirs : législatif, budgétaire et de contrôle politique des autres institutions européennes. Il contribue à l'élaboration de la législation européenne et à la gestion de l'UE aux côtés de la Commission européenne et du Conseil de l'UE, fait évoluer la réflexion sur des problèmes de société et au travers de ses résolutions d'initiative, exerce un rôle d'impulsion politique.⁸⁹ Le PE est l'organe de représentation des citoyens des États membres de l'UE et est subséquentement composé, depuis les dernières élections de juin 2004, de 732 députés européens élus au suffrage universel direct. La répartition des sièges à chaque État membre est proportionnelle à la population de chaque pays, ce qui signifie que les grands pays disposent ainsi de plus de

⁸⁷ Cécile Robert, « La Commission européenne face à l'élargissement de l'Union à l'Est : la construction d'un leadership », *Politique européenne*, no. 3, 2001, p. 38-60.

⁸⁸ Ulrich Sedelmeier, « Sectoral dynamics of EU enlargement : advocacy, access et alliances in a composite policy », *Journal of European Public Policy*, vol. 9, no. 4, 2002, p. 627-649.

⁸⁹ Toute l'Europe, *L'Union européenne, Les institutions et organes de l'Union européenne, Le Parlement européen*, <http://www.touteleurope.fr/fr/union-europeenne/ue-comment-ca-marche/les-institutions-et-organes-de-lunion-europeenne-le-parlement-europeen.html>. (page consultée le 3 novembre 2005).

sièges que les petits pays.⁹⁰ Même si l'assemblée parlementaire que forme le PE n'est pas aussi puissante qu'une assemblée nationale, il n'en demeure pas moins qu'y exercer une certaine influence demeure possible. L'Allemagne, ayant la population la plus populeuse de l'UE, dispose d'un nombre élevé de députés et peut ainsi influencer certaines décisions, comme cela a été lorsqu'elle a imposé à son partenaire français que l'UE devait être élargie rapidement.⁹¹ Dès que la ratification du Traité de Maastricht en 1992 eut été confirmée par suite de référendums, la question de l'intégration de quatre nouveaux pays avait été présentée : Autriche, Finlande, Norvège et Suède. Trois de ceux-ci devinrent membres en 1995.⁹² C'est l'Allemagne qui avait imposé sa volonté à ce moment, comme elle l'a aussi fait dans le cas du dernier élargissement aux PECO en 2004.

Bien qu'il n'intervienne pas dans les négociations et que son rôle officiel consiste à donner son avis conforme concernant les conditions définitives de l'adhésion avant que le Traité ne soit signé et ratifié, le PE a contribué dans une large mesure au processus d'élargissement : « l'élargissement de l'Union européenne est notre première priorité politique, une priorité qui a dominé la plupart des travaux de notre Parlement ».⁹³ De plus, même si le PE n'est pas titulaire du pouvoir d'initiative, il est autorisé à demander à la Commission d'en faire usage, ce qu'il fit en incitant la Commission à formuler une proposition de directive dans le cas de l'élargissement aux PECO. Le simple fait qu'il utilise cette prérogative peut contribuer à prouver l'importance accordée par cette institution à la construction européenne. Cette forte

⁹⁰ Voir l'appendice B. pour la distribution des sièges du Parlement européen par pays, à la suite des dernières élections européennes de 2004. Cette allocation des sièges à chaque État membre est de même fondée sur le principe de la proportionnelle dégressive. C'est-à-dire que tandis que la taille de la population de chaque pays est prise en compte, les plus petits États ont plus de députés que ne devrait leur attribuer leur seule population. Comme le nombre de députés accordé à chaque pays résulte des négociations dans les traités, il n'y a pas de formule précise sur la répartition des sièges parmi les États membres. Par rapport à la population totale de l'UE, les micro-États (Luxembourg, Malte, Chypre, etc.) bénéficient d'une importante surreprésentation; par exemple, l'électeur letton ou slovène pèse dix fois plus que l'électeur allemand.

⁹¹ Edouard Husson, *Crise allemande, crise européenne?*, Entretien avec Pierre Verluise, avril 2003, <http://www.diploweb.com/p5husson3.htm>. (page consultée le 2 octobre 2005).

⁹² Simon J. Bulmer, « Shaping the Rules? The Constitutive Politics of the European Union and German Power », in *Tamed Power, Germany in Europe*, Peter J. Katzenstein, Ithaca and London, Cornell University Press, 1997, p.51.

⁹³ Pat Cox, président du Parlement européen, discours à l'occasion du débat historique sur l'élargissement, Strasbourg, novembre 2002. cité dans Parlement européen, *Le Parlement européen dans le processus d'élargissement – Un aperçu, Élargissement de l'Union européenne*, DV\492865FR.doc. mars 2003, p.2.

activité du PE, qu'elle soit due à une inclination pour l'élargissement de l'UE aux PECO ou au simple fait qu'il dispose de plus de moyens d'action ou de moins d'entraves en la matière, est tout à fait favorable aux pays, tel l'Allemagne, qui peuvent soutenir des projets d'intégration européenne.

En disposant d'un poids démographique révélateur et par conséquent, d'un nombre important de députés siégeant au PE, l'Allemagne fait usage des moyens qui lui sont impartis pour tenter d'exercer une certaine influence, certes quelque peu restreinte, sur les décisions politiques prises en matière d'intégration européenne, par l'intermédiaire du PE.

1.2.3 Les moyens de pression au sein du Conseil européen

Le Conseil européen (CE) réunit les chefs d'État ou de gouvernement de l'UE et le président de la Commission européenne, en Sommet européen, au moins deux fois par année. Il a pour rôle de définir les orientations politiques générales de l'UE et de prendre toutes les grandes décisions politiques concernant la construction de l'Europe telles que la réforme des traités et des institutions, le financement du budget européen, l'élargissement de l'UE à d'autres pays, les positions de l'Europe sur la scène internationale, le passage à la monnaie unique, etc. Toutefois, les décisions du CE n'ont pas de valeur juridique. Pour qu'elles soient approuvées, elles doivent en aval faire l'objet d'une proposition de la Commission européenne et d'un vote du Parlement européen ainsi que du Conseil de l'Union européenne.

Deux caractéristiques des Sommets réguliers de l'UE peuvent être avancées afin de signifier le rôle de l'Allemagne : l'opportunité importante pour l'échange d'idées entre les Chefs exécutifs des États membres et l'importance des grands États⁹⁴, particulièrement lorsqu'ils agissent de concert.⁹⁵ En termes d'idées, les chanceliers allemands ont eu un impact significatif sur les rencontres du CE. Le chancelier Schmidt fut l'instrument de la création du CE (avec le Président français Valéry Giscard) en 1974. Il a lancé l'idée du système monétaire européen

⁹⁴ Voir la répartition des sièges au sein du Conseil européen l'appendice C.

⁹⁵ Simon Bulmer et Wolfgang Wessels, *The European Council: Decision-Making in European Politics*, Basingstoke, UK, Macmillan. 1987, p. 40.

(SME) au Sommet de Copenhague de 1978. Le chancelier Kohl a pour sa part, pendant la crise du CE concernant la contribution budgétaire britannique, mis en place un agenda à long terme pour l'intégration européenne. Aussi, dérivé d'une initiative datant de 1981 de la part du ministre allemand des Affaires étrangères, Genscher a joué un rôle important dans la mise en place de l'agenda pour ce qui est du lancement de l'UEM et relança par la suite l'idée en 1988.⁹⁶ Ces exemples ne sont pas exhaustifs, néanmoins ils donnent une idée de la façon dont les propositions ou les idées informelles allemandes en sont arrivées à former l'agenda européen.

Étant conduit par l'idée de consensus et ayant une approche intergouvernementale, le CE privilégie les grands États populeux puisque plus le nombre d'habitants est élevé, plus le nombre de votes est accordé à l'État. Par contre, ce nombre n'est pas strictement proportionnel et il est ainsi impossible pour un État membre de complètement dominer.⁹⁷ Néanmoins, la coopération entre les grands États peut leur permettre de concevoir et faire adopter des politiques constitutionnelles de l'UE.⁹⁸ Puisqu'ils sont aptes à engendrer des idées politiques créatives et de les articuler au sein du CE, ils ont de même le potentiel d'assumer un puissant, mais à la fois subtil, rôle dans le choix des sujets à l'ordre du jour de l'agenda du processus d'intégration.⁹⁹ Plusieurs projets ont été adoptés suite à un faire valoir des grands États de leurs conceptions de l'intégration européenne. La coopération de la France et de l'Allemagne est sans nul doute le meilleur modèle à cet effet. Comme nous l'avons précédemment souligné, Paris a davantage insisté pour l'UEM, mais c'est Berlin qui en a fixé les critères grandement inspirés du système monétaire de l'Allemagne et c'est aussi cette dernière qui a été à l'origine du Pacte de Stabilité. Il a été aussi possible pour

⁹⁶ Kenneth Dyson, *Elusive Union : The Process of Economic et Monetary Union in Europe*, Harlow, Longman, 1994, p. 125-129.

⁹⁷ Simon Bulmer et Wolfgang Wessels, *The European Council: Decision-Making in European Politics*, Basingstoke, UK, Macmillan, 1987, p. 40.

⁹⁸ Jean-Pierre Gougeon, « La Politique européenne de l'Allemagne », *Revue internationale et stratégique*, no. 35, automne 1999, p. 152.

⁹⁹ Giandomenico Majone, « The Politics of Regulation and European Regulatory Institutions », in *Governing Europe*, Jack Hayward et Anand Menon, Oxford, Oxford University Press, 2003, p. 297-312.

l'Allemagne d'influencer l'agenda de façon plus particulière.¹⁰⁰ Une lettre conjointe de Kohl et Mitterrand a été envoyée au Président irlandais du CE en avril 1990, afin de lui demander la tenue d'une conférence intergouvernementale sur l'union politique, en parallèle à celle proposée pour l'UEM,¹⁰¹ que le CE de Dublin a finalement acceptée.¹⁰²

La politique étrangère de l'Allemagne prend ainsi une valeur considérable en termes de puissance quant à sa préférence instinctive pour le multilatéralisme.¹⁰³ L'institutionnalisation poussée de l'Allemagne en Europe fait en sorte que les intérêts nationaux qu'elle y défend sont avant tout européens.¹⁰⁴

1.3 L'Allemagne comme État de puissance dans l'UE

La sphère potentielle de l'influence économique, politique, diplomatique et culturelle allemande est énorme. Le statut et l'histoire de l'Allemagne la forcent toutefois à adopter une attitude de « *soft power* » pendant la Guerre froide.¹⁰⁵ Cette évacuation de toute prétention de puissance de son action internationale est due au comportement post-traumatique des pays européens découlant des deux Guerres mondiales. L'Allemagne a par conséquent préféré baser de façon instinctive sa politique étrangère sur une action commune européenne,

¹⁰⁰ Klaus H. Goetz, « Integration Policy in a Europeanized State: Germany and the Intergovernmental Conference », *Journal of European Public Policy*, no. 3, vol. 1, 1996, p. 24.

¹⁰¹ Simon J. Bulmer, « Shaping the Rules? The Constitutive Politics of the European Union and German Power », in *Tamed Power, Germany in Europe*, Peter J. Katzenstein, Ithaca and London, Cornell University Press, 1997, p. 66.

¹⁰² Une initiative conjointe similaire, mais moins convaincante avait été prise par le chancelier Kohl et le Président français Chirac avant le Conseil européen de décembre 1995, où la conférence intergouvernementale de 1996 avait été discutée.

¹⁰³ Klaus Dieter Wolf, « Das neue Deutschland: eine « Weltmacht »? » [La nouvelle Allemagne: une « puissance mondiale »?], *Leviathan*, vol. 19, no. 2, 1991, p. 250-253.

¹⁰⁴ Simon J. Bulmer, « Shaping the Rules? The Constitutive Politics of the European Union and German Power », in *Tamed Power, Germany in Europe*, Peter J. Katzenstein, Ithaca and London, Cornell University Press, 1997, p. 51.

¹⁰⁵ Jeffrey J. Anderson, « Hard Interests, soft power, et Germany's changing role in Europe », in *Tamed Power: Germany in Europe*, Peter J. Katzenstein, Ithaca, Cornell University Press, 1997, p. 80.

l'intérêt européen devenant l'intérêt national allemand.¹⁰⁶ Le politologue Hans-Peter Schwarz considère que l'Allemagne désormais unie doit assumer les tâches qui incombent à une puissance centrale. On définit dorénavant l'Allemagne comme un *Nationalstaat* (État national), une *europäische Großmacht* (grande puissance européenne) et la *Zentralmacht Europas* (puissance centrale en Europe). Cela ne signifie pas que l'Allemagne doit mener une politique hégémonique, mais plutôt que l'Allemagne doit exercer un rôle dirigeant en matière de médiation et de stabilisation dans son propre intérêt et celui de l'Europe.¹⁰⁷

1.3.1 *Zentralmacht Europas* (Puissance centrale en Europe)

L'Allemagne est située au coeur de l'Europe et sa position géographique centrale a gouverné son histoire et sa politique étrangère. L'Allemagne est aussi au milieu de ce que Stephan Martens appelle « *the European interest* ». ¹⁰⁸ L'image d'une Allemagne, située au centre de l'Europe, prédestinée à être un pont entre l'Est et l'Ouest,¹⁰⁹ s'est forgée en dogme grâce à la formulation de l'historien Hagen Schulze, qui a par la suite été à maintes fois reprise :

La grande constante de l'histoire allemande, c'est sa position au centre de l'Europe; le destin des Allemands, c'est la géographie (...) (cette position est) point de séparation mais aussi d'équilibre entre l'Est et l'Ouest (...) Tout cela se reproduit au cours des siècles, selon des constellations changeantes et devient d'autant plus déterminant que la puissance allemande s'accroît.¹¹⁰

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, la philosophie et la politique extérieure allemandes se sont articulées autour du précepte de l'ancrage occidental. Tant que l'Allemagne était divisée, chacune des deux parties était poussée aux périphéries respectives

¹⁰⁶ Klaus Dieter Wolf, « Das neue Deutschland: eine « Weltmacht »? » [La nouvelle Allemagne: une « puissance mondiale »?], *Leviathan*, vol. 19, no. 2, 1991, p. 250-253.

¹⁰⁷ Hans-Peter Schwarz, *Die Zentralmacht Europas. Deutschlands Rückkehr auf die Weltbühne* [Le pouvoir central de l'Europe. Le retour de l'Allemagne sur la scène mondiale], Berlin, Siedler, 1994, p. 8.

¹⁰⁸ Stephen Martens, *La Politique à l'Est de la RFA depuis 1949, entre mythe et réalité*, Paris, PUF, 1998, p. 115.

¹⁰⁹ Voir à cet effet, Wolfgang Venohr, « Deutschlands Mittellage. Betrachtungen zu einer ungelösten deutschen Frage » [La position centrale de l'Allemagne. Considérations à une question allemande non résolue], *Deutschland Archiv*, no. 8, août 1984, p. 820-829.

¹¹⁰ Hagen Schulze, *Petite histoire de l'Allemagne*, Paris, Hachette, 2001, p. 273.

de ses blocs. Même si elle est divisée, « bleibt Deutschland von den Weizsäcker gungen seiner Lage in der Mitte Europas geprägt » (l'Allemagne demeure imprégnée par les caractéristiques de sa position au milieu de l'Europe).¹¹¹ Sa position géographique fait d'elle un État périphérique de l'UE et comme le note Kohl : « Notre pays est situé au milieu du continent. Nous avons le plus grand nombre de voisins et les frontières les plus longues. »¹¹²

La réunification de l'Allemagne fait d'elle inévitablement une porte d'entrée vers les autres économies en cours de réforme à l'Est.¹¹³ Ce qui trace en quelque sorte le prélude des relations futures entre l'Europe de l'Est et l'Europe de l'Ouest. En effet, l'élargissement à l'Est de l'UE, le 1^{er} mai 2004, repositionne l'Allemagne au centre non plus uniquement du continent européen, mais aussi de l'UE, accroissant de ce fait sa responsabilité politique et économique dans le cadre européen, voire peut-être même mondial. Malgré tout, la prise en compte du seul critère géographique de la position, n'a pas de valeur en soi. En mentionnant « position centrale » en Europe, l'adjectif « central » implique aussi les idées de rayonnement et de communications avec la périphérie, ainsi que l'intersection d'un grand nombre d'axes relationnels intenses.¹¹⁴

1.3.2 L'appui du politique

La puissance allemande en place ne prend ni la forme de chars d'assaut, ni de fusils. Il ne s'agit pas non plus d'une puissance portée par une intention précise de dominer l'Europe, elle

¹¹¹ Richard Von Weizsäcker, *Von Deutschland aus Reden des Bundespräsidenten* [De l'Allemagne aux discours des Présidents de la République], Munich, DTV, 1985, p. 53.

¹¹² Discours prononcé à l'occasion du 50^{ème} anniversaire de l'annonce du plan Marshall au Bundestag, le 12 juin 1997. Commission européenne, *European Navigator*, Médiathèque, <http://www.ena.lu/mce.cfm>, (page consultée le 21 septembre 2005).

¹¹³ Wolfram Schrettl, « L'intégration économique et monétaire des deux Allemagnes », in *L'Allemagne unie dans une Europe nouvelle*, Paul Létourneau, Québec, Centre Québécois de relations internationales, Université Laval, 1990, p. 46.

¹¹⁴ Stephen Martens, *La politique à l'Est de la République fédérale d'Allemagne depuis 1949. Entre mythe et réalité*, Paris, Presses universitaires de France, 1998, p. 120.

s'exprime simplement par la capacité d'amener les autres à faire ce qu'elle veut faire.¹¹⁵ Ce pouvoir structurel implique la capacité de décider des agendas et la capacité de limiter les alternatives possibles pour les États membres. Susan Strange le définit ainsi :

The power to shape and determine structures of the global political economy within which other states, their political institutions, their economic enterprises and (not least) their scientist and other professional people have to operate... Structural power, in short, confers the power to decide how things shall be done, the power to shape frameworks within which states relate to each other, relate to people, or relate to corporate enterprises. The relative power of each party in a relationship is more, or less, if one party is also determining the surrounding structure of the relationship.¹¹⁶

Le pouvoir structurel de l'Allemagne est soutenu d'abord par l'appui du politique. Comme nous l'avons précédemment évoqué, l'Allemagne, lors de sa réunification, réaffirme dans sa Loi fondamentale révisée, la liaison de la réunification allemande à la Communauté européenne, ce qui assure une certaine continuité de la politique étrangère allemande face à l'intégration européenne. La Loi fondamentale de la RFA devint donc un facteur stable du processus d'intégration européenne.¹¹⁷ En effet, la prédominance du thème européen dans la diplomatie allemande constitue sans nul doute sa première définition. De plus, le support solide ou à tout le moins le consentement parmi les partis politiques au sujet de la politique entreprise par l'Allemagne envers l'Europe de l'Est, constitue aussi une ressource importante de puissance. Comparé aux débats sur le réarmement des années 1950 et sur l'*Ostpolitik* au début des années 1970, il y eut un accord considérable en ce qui concerne l'objectif d'inclure les voisins de l'Est.¹¹⁸

¹¹⁵ Peter J. Katzenstein, *Tamed Power, Germany in Europe*, Ithaca et Londres, Cornell University Press, 1997, 314 p.

¹¹⁶ Susan Strange, *States and Markets*. Londres, Pinter, 1994, p. 24-25.

¹¹⁷ *Bundesregierung* [République Fédérale d'Allemagne], *Loi fondamentale*, II La Fédération et les Länders, article 23, L'Union européenne, BGBl III 100-1, 23 mai 1949, http://www.bundesregierung.de/nr_21904/Webs/Breg/FR/LeGouvernementFederal/MissionEtFondementConstitutionnels/LoiFondamentale/LeObjetdeLoi/le-objet-de-loi.html, (page consultée le 11 octobre 2006).

¹¹⁸ Olivi Bino, *L'Europe difficile*, Paris, Gallimard, 2001, p. 615.

L'Allemagne, autant par ses politiques vis-à-vis de l'approfondissement que de l'élargissement de l'UE, a su organiser l'ordre du jour européen et provoquer sa réalisation afin d'atteindre les objectifs du processus d'intégration européenne.

1.3.3 L'Allemagne puissance économique

Nous ne développerons pas en profondeur sur la puissance économique de l'Allemagne, car nous consacrerons entièrement le chapitre III à ce volet. Nous pouvons tout de même affirmer que l'Allemagne est indubitablement une puissance commerciale résolument et principalement tournée vers les marchés de l'OCDE, de l'UE en particulier, insérée dans un environnement marqué par la stabilité politique, les garanties juridiques, une main-d'œuvre qualifiée, et d'un marché intérieur de forte demande. Les responsables politiques et économiques sont en grande majorité conscients que l'économie allemande ne continuera à être performante que si elle reste étroitement liée aux économies occidentales et donne la priorité à l'intégration européenne, ce que viennent d'ailleurs confirmer plusieurs analyses.¹¹⁹

Néanmoins, cela n'empêche pas l'Allemagne d'être aussi fortement engagée économiquement vis-à-vis certains PECO. En termes historiques, l'Allemagne fut le précurseur quant à la saisie d'occasions d'affaires à l'Est. L'expérience des dernières années a démontré que l'engagement économique allemand en Europe de l'Est a des effets davantage positifs que négatifs. En effet, de par sa force d'attraction économique, l'Allemagne utilise sa puissance économique afin de poursuivre des objectifs spécifiques, particulièrement avec les PECO qui la perçoivent comme leur « facteur central de puissance ».

¹¹⁹ Voir Dieter Senghaas, « Verflechtung und Interesse » [Interdépendance et intérêt], in *Die Zukunft der deutschen Außenpolitik, Arbeitspapiere zur internationalen Politik* [L'avenir de la politique étrangère allemande, documents de travail à la politique internationale], Karl Kaiser et Hanns W. Maull (dir.), no. 72, décembre 1992, p. 35-52; Joachim Ragnitz, « Deutschland und die Gestaltung der Weltwirtschaft » [L'Allemagne et l'organisation de l'économie mondiale], in *Deutschlands neue Außenpolitik* [La nouvelle politique étrangère de l'Allemagne], Karl Kaiser et Joachim Krause, Band 3, Interessen und Strategien [Intérêts et stratégies], p. 63-76.

1.4 Conclusion

L'expérience européenne, le statut particulier de Bonn durant la Guerre froide et le poids de la Seconde Guerre mondiale toujours présent, ont pesé énormément dans la redéfinition des intérêts nationaux allemands au niveau européen. L'Allemagne a été malgré tout une cheville ouvrière du processus d'intégration européenne tout en poursuivant deux buts principaux de sa politique européenne: l'approfondissement européen (ou la communautarisation toujours plus poussée des politiques européennes) et l'élargissement vers l'Est. ».¹²⁰

L'utilisation des institutions de l'UE comme moyen d'articulation de ses intérêts nationaux, lui permet d'exprimer sa puissance et l'influence dont elle est capable sur l'agenda et la prise de décision de l'UE. Il ne s'agit donc pas de percevoir le rôle de l'Allemagne comme aspiration à une position hégémonique, mais comme le profond souci de se déterminer politiquement de manière optimale par rapport à un environnement stable à l'Ouest et instable à l'Est. Nous verrons dans le prochain chapitre comment l'Allemagne s'y est prise afin d'intégrer les PECO au sein de l'UE.

¹²⁰ Markus Lemmens, *Die Souveränität der Bundesrepublik Deutschland und die Integration der Europäische Gemeinschaft* [La souveraineté de la République fédérale d'Allemagne et l'intégration de la Communauté européenne]. Frankfurt, Peter Lang GmbH, 1994, p. 170.

CHAPITRE II

LES RELATIONS HISTORIQUES ENTRE L'ALLEMAGNE ET LES PECO

Les relations historiques entre l'Allemagne et les PECO représentent d'excellents objets d'analyse afin de comprendre le sens de ce qu'est le processus d'intégration européenne au niveau politique, historique et culturel. Elles fournissent des éléments clés sur le processus d'intégration européenne engagé par l'Allemagne envers les PECO dans la mesure où leur caractère reflète l'oeuvre des acteurs allemands, autant de l'ordre public que privé. Cet oeuvre s'exerce dans le but d'instaurer une certaine stabilité et sécurité dans les PECO, en y établissant un modèle de développement démocratique et politique similaire à celui développé en Allemagne. Considérés séparément, ces éléments clés ne représentent toutefois que des instantanés («*snapshots*») d'un certain contexte historico-politique exposant les positions d'un acteur donné en matière de politique internationale.¹²¹ En identifiant les récurrences de plusieurs énoncés politiques, répartis sur une période suffisamment longue et élaborés par différents gouvernements et acteurs, il est en revanche possible de tracer les grandes tendances qui s'en dégagent et qui viennent à former une conception dominante en ce qui a trait à la position des acteurs allemands envers leurs voisins, les PECO.

Ce chapitre vise à identifier les stratégies utilisées par les acteurs allemands afin d'atteindre l'objectif ultime de sécurité de l'Allemagne, étant réalisable par l'intégration des PECO à l'UE. Ces acteurs peuvent être engagés directement dans les institutions européennes, comme le gouvernement fédéral allemand et même les *Länders*, et indirectement, comme les acteurs

¹²¹ William Hogg, « Plus ça change. Continuity, change and culture in foreign policy white papers », *International Journal*, vol. 59, no.3, été 2004. p.521-536.

non étatiques et les acteurs privés. Comme une « *magnet theory* » (théorie de l'attraction)¹²², le modèle que proposent ces acteurs aurait servi de référence et de pôle attractif et a rendu possible l'unification de l'Europe, officiellement réalisée le 1^{er} mai 2004, par l'entrée des PECO au sein de l'UE.¹²³ Certains experts suggérant que l'intégration entre l'Allemagne et les PECO ait été effectuée tout à fait naturellement,¹²⁴ les degrés de cohésion, de clarté et de persistance des canaux d'influence traditionnelle allemands envers les PECO seront évalués à travers quatre questions, qui correspondent aux différentes dimensions politiques de celle-ci :

- 1) Quelles ont été les politiques mises en place par le gouvernement fédéral allemand à l'égard des PECO? Y existe-t-il des incohérences?
- 2) Dans quelle mesure la mobilisation des acteurs allemands au niveau national contribue-t-elle à expliquer les évolutions de la politique fédérale en matière de l'élargissement de l'UE aux PECO?
- 3) Quelle est l'incidence de l'Allemagne sur le domaine politique des PECO dans leur processus de transformation? Quel est le modèle de développement démocratique et politique proposé par l'Allemagne aux PECO?
- 4) Les PECO se révèlent-ils être une sphère de domination (*hinterland*) de l'Allemagne?

Il ressortira de ces relations historiques des constantes de même que certaines incohérences qui caractérisent l'influence de l'Allemagne dans le processus d'intégration européenne des PECO. Ainsi, reprenant les termes de notre définition de processus d'intégration européenne, l'ensemble des liens politiques, historiques et culturels partagés entre l'Allemagne et les PECO reflète l'influence que cette dernière a eue dans le modèle de développement politique et démocratique des PECO en vue de leur intégration à l'UE.

¹²² En mai 1947, Kurt Schumacher, le premier président du parti social-démocrate de l'après-guerre, avait énoncé ce qui allait devenir la *magnet theory*, c'est-à-dire que la force économique et sociale de la partie occidentale de l'Allemagne allait exercer une telle attraction sur la partie orientale que les dirigeants communistes finiraient par en être déstabilisés et leur population inexorablement attirée par un système supérieur.

¹²³ Eberhard Schulz, *Die deutsche Frage und die Nachbarn im Osten* [La question allemande et les voisins de l'Est], Munich, Oldenbourg, 1989, p. 18.

¹²⁴ Christopher Preston, « Further Enlargements: Eastern Europe », in *Enlargement and Integration in the European Union*, London: Routledge, 1997, p. 201.

2.1 Politiques allemandes envers les PECO, vers une intégration à l'UE

À la fin de la Seconde Guerre mondiale, il y eut une interruption dans les relations entre l'Allemagne et les PECO.¹²⁵ Les pays vainqueurs, par la conférence de Potsdam fixant les principes politiques et économiques qui gouverneront le traitement réservé à l'Allemagne,¹²⁶ ont tracé une démarcation politico-idéologique à travers le continent afin de délimiter leurs zones d'influence. Ils ont ainsi paralysé les relations futures entre l'Allemagne de l'Ouest et les PECO qui se limitent, pendant les premières années de l'après-guerre, aux questions du rapatriement des personnes déplacées ou de la restitution des biens d'État emportés par les occupants nazis.¹²⁷ En 1949, lors de la création des deux États allemands qui coïncide avec les débuts de la Guerre froide entre l'Est et l'Ouest, les régimes est-européens adoptent une attitude commune très hostile au sujet du problème allemand, conformément aux instructions provenant du Kremlin. Seule la RDA est reconnue comme État allemand légitime et les Allemands de l'Ouest sont perçus comme étant des victimes des troupes d'occupation, attendant d'être libérées par leurs frères de l'Est.¹²⁸

À compter de mai 1952, suite à la proposition soviétique concernant la réunification, un changement de ton se produit et une phase de l'évolution est désormais achevée : la « zone d'occupation des puissances impérialistes » est devenue un « État dissident » et la République fédérale aura à partir de 1953, l'appellation d'« État d'Allemagne

¹²⁵ András Köves, « « Joining Europe » : A Thorny Path », in *Central and East European Economies in Transition: the International Dimension*, Colorado, Oxford, Westview Press, 1992, p. 94.

¹²⁶ Rappelons que dès 1943, Staline a demandé aux alliés occidentaux de reconnaître les frontières de 1941 de l'URSS telles qu'elles se dessinaient à la suite de l'accord germano-soviétique, après l'annexion des États baltes et de la Pologne orientale. La Pologne aura alors droit à une compensation à l'Ouest aux dépens de l'Allemagne.

¹²⁷ Thomas Schreiber, « Les pays de l'Est face à l'unification allemande », in *L'Europe centrale et orientale, de l'espoir aux réalités*, Paris, La Documentation française, notes et études documentaires, no. 4942-4943, 1991, p. 68.

¹²⁸ Ces qualifications seront davantage exacerbées lorsque la République fédérale devient membre du Conseil de l'Europe en 1951. Thomas Schreiber, « Les pays de l'Est face à l'unification allemande », in *L'Europe centrale et orientale, de l'espoir aux réalités*, Paris, La Documentation française, notes et études documentaires, no. 4942-4943, 1991, p. 67.

occidentale ».¹²⁹ Toutefois, alors que les différents pays de l'Est multiplient les relations avec la RDA, membre du pacte de Varsovie et du Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM), les contacts entre les démocraties populaires et la République fédérale restent plutôt épisodiques, mais évolutifs. Quatre principales orientations politiques ont été mises de l'avant par les dirigeants politiques à l'endroit des PECO : 1) rupture diplomatique avec tout État reconnaissant la RDA; 2) politique de détente, de paix et de coopération; 3) européanisation de l'*Ostpolitik*; 4) avocat à leur adhésion à l'UE.¹³⁰

2.1.1 La doctrine Hallstein sous Adenauer

L'arrivée de l'Armée Rouge et l'insertion de la région de l'Est dans la sphère de domination soviétique, font de la Russie le garant de l'existence des démocraties populaires et légitimisent pour un long moment le pouvoir d'obéissance soviétique.¹³¹ La RFA, engagée à l'Ouest, développa alors une politique d'intransigeance envers l'Est. La doctrine Hallstein étant un exemple illustrateur à ce sujet. Cette doctrine, tirant son nom du ministre des Affaires étrangères de la RFA à partir de 1951, Walter Hallstein, fut mise sur pied en 1955 et faisait de la RFA la seule représentante légitime du peuple allemand sur la scène internationale, car la seule librement élue. Cette doctrine d'*Alleinvertretungsrecht* (droit de représentation exclusive) décrétait que toute reconnaissance par un État de la RDA devait entraîner de la part de la RFA, la rupture des relations diplomatiques avec cet État, ainsi que l'interruption de toute coopération économique.¹³²

¹²⁹ Tous ces termes ont été utilisés à cette époque dans la presse hongroise. Thomas Schreiber. « Relations internationales de l'Allemagne occidentale », in *Cahiers de la Fondation nationale des sciences politiques*, Paris, Armand Colin, 1956. s. p.

¹³⁰ Il est à noter que ces quatre politiques ne sont pas exhaustives, mais qu'elles témoignent néanmoins les principales orientations du gouvernement fédéral allemand à l'égard des PECO.

¹³¹ Renata Fritsch-Bournazel. « L'Allemagne fédérale, l'URSS et l'Europe de l'Est », in *L'Allemagne et la construction de l'Europe 1949-1963*, Jean-Paul Cahn, Henri Ménudier et Gérard Schneilin, Paris, Éditions du Temps, 1999. p. 218.

¹³² Robert Charvin et Albert Marouani, *Les relations internationales des États socialistes*, Paris, Presses universitaires de France, 1981. p. 476.

Pendant un certain temps, les objectifs politiques de Bonn sont atteints : au milieu des années 60, la République fédérale entretient des relations avec 81 États, alors que la République démocratique n'est reconnue à quelques exceptions près que par des pays socialistes.¹³³ Toutefois, cette reconnaissance nationale et internationale de la RFA la détourne de son but ultime, soit le règlement de la question allemande, mais évite du même coup l'accentuation du processus de division. En 1961, la construction du Mur de Berlin fait voir au monde occidental les effets pervers que comporte ce bras de fer avec l'Est : « Les Allemands de l'Ouest découvrent en effet que le dénouement de la question allemande ne peut venir de leurs alliés, ils doivent prendre des initiatives et devenir les acteurs de la détente s'ils désirent enclencher un processus de rapprochement entre les citoyens des deux pays. »¹³⁴

La fin des années 60 est marquée par une politique étrangère non-conformiste de la Roumanie qui entretient des relations diplomatiques avec Bonn, sans qu'une rupture avec la RDA soit exigée par la RFA et qu'aucune répression sérieuse ne soit exercée par le Kremlin.¹³⁵ S'amorce alors un changement d'attitude de la RFA envers les PECO et une politique de « détente, entente et coopération » envers ces derniers est désormais établie, rapprochant de ce fait les deux Allemagnes.

2.1.2 L'*Ostpolitik* de Brandt

L'arrivée au pouvoir de Willy Brandt¹³⁶ à Bonn, en 1969, marque les véritables rapprochements diplomatiques de la RFA avec l'URSS et ses pays satellites et confirme la normalisation de ses relations avec ces derniers. Les deux piliers d'influence de la

¹³³ Jonathan S. Wiesen. « Germany's Cold War : The Global Campaign to Isolate East-Germany, 1949-1969 », *The Journal of Modern History*, vol. 77, 2005, p. 855-857.

¹³⁴ Guy Renaud. *L'unification de l'Allemagne*, Paris, Ellipses, 2000, p. 34.

¹³⁵ Thomas Schreiber. « Les pays de l'Est face à l'unification allemande », in *L'Europe centrale et orientale, de l'espoir aux réalités*, Paris, La Documentation française, notes et études documentaires, no. 4942-4943, 1991, p. 71.

¹³⁶ Willy Brandt fut d'abord maire de la ville de Berlin à partir de 1957, puis ministre des Affaires étrangères sous la grande coalition formée de la CDU-CSU et du SPD; les deux plus grands partis politiques allemands qui forment habituellement le gouvernement seul ou avec l'appui du FPD et des Verts. Brandt sera à la chancellerie de la RFA de 1969 à 1974, comme chef du SPD.

Bundesrepublik (République Fédérale) en Europe de l'Est se composent alors de l'*Osthandel* (politique relative à l'économie et au commerce)¹³⁷ et de l'*Ostpolitik* (politique homologue relative à la politique et à l'idéologie)¹³⁸, qui amèneront la RDA et les PECO au sommet des priorités de l'action internationale allemande. Brandt fonda ces deux politiques sur deux éléments fondamentaux : la confrontation et la non-reconnaissance de la RDA ne font que tendre la relation entre les deux Allemagnes et risquent possiblement d'envenimer la situation. Malgré l'enthousiasme entourant ces politiques et avant de songer à la réunification, il fallait, selon Brandt, concilier deux points : rester des « partenaires dignes de confiance à l'Ouest et approfondir avec l'Est une compréhension s'esquissant péniblement ».¹³⁹

L'essence même de l'*Ostpolitik* résidant dans la *Deutschlandpolitik* (politique de l'Allemagne), offrait aux Allemands une chance de créer les conditions d'une paix solide dans le cadre de laquelle l'unité des Allemands pouvait être concevable.¹⁴⁰ Dans un document officiel du gouvernement fédéral allemand, l'*Ostpolitik* est définie comme une politique de détente dont les objectifs seraient de : créer les présupposés politiques pour une coopération supportable en Europe, sans perdre de vue l'objectif politique d'amener une situation de paix en Europe, où le peuple allemand puisse recouvrer son unité par une libre autodétermination; développer des sphères d'intérêts et de coopérations communes, sans ignorer les différences essentielles dans la représentation des valeurs politiques, dans les systèmes politiques et dans les structures sociales à l'Est et à l'Ouest; rendre plus perméables, pour améliorer les contacts entre les individus, les frontières entre les deux États et les deux parties en Europe.¹⁴¹ Bref,

¹³⁷ L'*Osthandel* sera abordée dans le prochain chapitre portant sur les indicateurs économiques.

¹³⁸ Andrei S. Markovits et Simon Reich, *The German Predicament: Memory & Power in the New Europe*, New York, Cornell University Press, 1997, p. 43.

¹³⁹ Willy Brandt, *Mémoires*. Paris, Michel Albin, 1990, p. 161.

¹⁴⁰ Henri Ménudier, *La politique à l'Est de la République fédérale d'Allemagne (l'Ostpolitik)*, Paris, La Documentation française, 1976, p. 13.

¹⁴¹ *Bundesregierung* [Gouvernement fédéral]. *Dokumentation zur Ostpolitik der Bundesregierung. Verträge und Vereinbarungen* [Documentation sur la politique de l'Est du gouvernement fédéral. Contrats et conventions], Bonn, Presse und Informationsamt der Bundesregierung [Presse et bureau d'information du gouvernement fédéral], 1990, p. 9.

l'objectif à long terme de l'*Ostpolitik* implique surtout la volonté de promouvoir un ordre européen, fondé sur la reconnaissance diplomatique de la souveraineté et des frontières existantes des États de toute l'Europe et la reconnaissance de la qualité d'État indépendant à la RDA.¹⁴²

La politique à l'Est est toutefois bien plus qu'une simple politique de réconciliation, elle offre un champ d'interactions complexes entre diplomatie, politique étrangère et politique nationale.¹⁴³ Or, l'*Ostpolitik* est sans contredit la politique vers l'Est la plus développée et la mieux organisée de toutes les politiques orientales menées par les pays du bloc de l'Ouest,¹⁴⁴ constituant certainement l'une des clés de la stabilité de l'Europe de l'Est¹⁴⁵ et donnant aux Allemands une longueur d'avance, en Europe de l'Est, sur les autres anciens pays membres.

2.1.3 Sous l'ère Kohl

L'*Ostpolitik* de Kohl est en continuité avec les politiques des gouvernements de Brandt et Schmidt, même s'il s'agit d'une continuité nuancée, prenant davantage en compte les considérations de politique intérieure.¹⁴⁶ D'une part, malgré les appels allemands en ce sens, une *Ostpolitik* européenne commune demeure toujours inexistante¹⁴⁷ et d'autre part, en mai 1989, le ministre hongrois des Affaires étrangères, Gyula Horn, assiste avec son homologue autrichien au démantèlement de la frontière occidentale de son pays, permettant ainsi la fuite massive de citoyens de la RDA vers l'Autriche et au-delà, en RFA.

¹⁴² Stephan Martens, *La politique à l'Est de la République fédérale d'Allemagne depuis 1949*, Paris, PUF, 1998, p. 22.

¹⁴³ *Ibid.* p. 7.

¹⁴⁴ Timothy Garton Ash, *In Europe's name*, New York, Vintage book, 1993, p. 14.

¹⁴⁵ Voir par exemple, les commentaires du ministre des Affaires étrangères Klaus Kinkel, dans : « Kohl Grants Debt Relief to Russia and Offers Confidence to Yeltsin », *New York Times*, jeudi, 17 décembre 1992, section A, p. 14.

¹⁴⁶ Alfred Frisch, « Une continuité nuancée », *Documents*, no.1, 1983, p. 81-88.

¹⁴⁷ Michael Stürmer, « Pour une Ostpolitik européenne », in *Que devient l'Allemagne?*, Bernard Brigouleix et Joseph Rovin, Paris, Anthropos, 1986, p. 359-373.

Cet événement officialise la chute du communisme et le démantèlement soudain du rideau de fer donne une autre perspective à l'*Ostpolitik* menée par Bonn depuis les années 70. Les dirigeants allemands réitéreront une nouvelle fois l'importance d'une *Ostpolitik* européenne commune et ce, pour trois raisons essentielles : rassurer les partenaires occidentaux en leur ôtant les craintes d'un « cavalier seul » allemand en direction de l'Est, les faire participer à l'élaboration d'une « politique à l'Est constructive et commune » en vue de stabiliser l'est européen et enfin les impliquer dans les efforts économiques et financiers, les Allemands n'étant pas en mesure de soutenir seuls les réformes économiques et politiques dans les PECO.¹⁴⁸ L'UE suivra alors l'Allemagne dans l'intensification de ses relations avec les nouvelles démocraties européennes.

Différents traités et accords bilatéraux sont signés entre l'Allemagne et les PECO visant à fournir une régulation légale pour la majorité des sphères de coopération.¹⁴⁹ Ces accords ont été conclus sur les relations de bon voisinage, relatifs à la garantie des frontières résultant de la Seconde Guerre mondiale et la protection des minorités d'origine allemande en Europe centrale et orientale.¹⁵⁰ Ayant accumulé un capital de confiance (*Vertrauenskapital*) envers l'Allemagne pendant la Guerre froide, c'est à cette dernière que les PECO feront valoir leur intérêt d'adhérer à l'UE. L'engagement de Bonn à appuyer le rapprochement des PECO de la Communauté européenne, dans une perspective d'adhésion, sera même une clause des accords bilatéraux, par exemple du traité germano-polonais de 1991.¹⁵¹ Kohl, demeurant tout

¹⁴⁸ Stephan Martens, *La politique à l'Est de la République fédérale d'Allemagne depuis 1949*, Paris. PUF, 1998, p. 21-22.

¹⁴⁹ Gilles Lepesant, « La gestion des frontières extérieures de l'Union européenne : approches allemandes et polonaises », *Revue internationale et stratégique*, no. 35, automne 1999, p. 166.

¹⁵⁰ D'autres traités et accords amicaux de partenariat et de coopération ont suivis et concernaient la promotion et la protection réciproque des investissements, éviter une double taxation sur les revenus et capitaux, la communication maritime, le transport aérien, l'abolition des exigences pour l'obtention de visa, l'assistance mutuelle en cas de catastrophe naturelle et de graves accidents, la coopération financière, etc. Kazimiera Prunskiene, « Relations politiques lituanienne-allemande », in *Leben für Litauen : auf dem Weg in die Unabhängigkeit* [La vie pour la Lituanie : sous le signe de l'indépendance], Munich. Ullstein, 1992, p. 5.

¹⁵¹ Catherine Iffly, « L'Allemagne et l'élargissement à l'Est de l'Union européenne », *Études internationales*, vol. 36, no. 2, juin 2005, p. 159.

de même prudent en ne fixant pas de date pour un éventuel élargissement de l'UE à l'Est,¹⁵² a imaginé à cet égard, une stratégie pour aider, protéger et encourager les réformes économiques et démocratiques dans les PECO à l'image du modèle qu'elle opère avec la RDA et créer ainsi, une opportunité de coopération transfrontalière analogue au processus d'intégration européenne de l'Ouest.¹⁵³

Les possibilités d'adhésion à l'UE pour les PECO se restreignent d'abord à quelques bonnes formules et déclarations d'intention de la part d'hommes politiques européens, dont Helmut Kohl qui hésite à imposer son rythme à l'ensemble de l'UE. De plus, la perspective d'adhésion des PECO survient à un moment où il y a de fortes discussions au sein de l'UE entre approfondissement et élargissement. On distingue les opposants à l'élargissement, principalement les pays de la « cohésion » et du Sud de l'UE (France, Grèce, Italie, Irlande, Portugal, Espagne) et les partisans du Nord et de l'Est de l'Union (Autriche, Allemagne, Finlande, Danemark, Suède, Grande-Bretagne).¹⁵⁴ Le chancelier allemand est celui qui militera avec le plus de vigueur pour que la Communauté européenne en vienne à établir une procédure d'adhésion cohérente et claire.¹⁵⁵

Malgré les opposants à l'élargissement, particulièrement la France qui s'intéresse peu à la question et tente même de freiner le processus en exigeant des critères d'adhésion stricts, la Commission européenne partage les vues allemandes. Le Conseil européen de Copenhague de juin 1993, confirme alors la possibilité d'adhésion de tout pays européen à l'UE et pour la

¹⁵² Alan Mayhew, *Recreating Europe: The European Union's Policy Towards Central and Eastern Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998, p. 19.

¹⁵³ Christopher Preston, « Further Enlargements: Eastern Europe », in *Enlargement and Integration in the European Union*, Londres, Routledge, 1997, p. 197.

¹⁵⁴ Dorota Dakowska et Laure Neumayer, « Repenser l'impact de l'adhésion », in *Politique européenne de l'Union européenne élargie*, Paris, L'Harmattan, no. 15, hiver 2005.

¹⁵⁵ En effet, selon différents traités et accords, une coordination rationnelle des intérêts bilatéraux, l'incorporation de réformes dans un processus général et des documents de l'intégration européenne, c'est l'Allemagne qui a d'abord préparé et aidé les PECO à atteindre les conditions préalables essentielles pour un progrès soutenu à leur intégration. Les dirigeants allemands, les politiciens, les Hommes d'États et les représentants du monde académique ont plusieurs fois mis l'accent sur l'importance de l'intégration des PECO et réitéré leur support pour ces procédures. Les PECO, avec bonne raison, considèrent l'Allemagne comme « l'avocat » de leur intégration européenne de même que le soutien de leur progrès. Stanley W. Black, *Europe's Economy looks East: Implications for Germany and the European Union*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997, 363 p.

première fois de son histoire, l'UE formule à cette occasion, des critères spéciaux d'adhésion.¹⁵⁶ L'UE met aussi de l'avant des programmes de support et des ressources budgétaires à la disposition des PECO dont le but explicite est de les aider dans leur préparation à l'implantation des politiques et des normes européennes, soit de reprendre l'acquis communautaire¹⁵⁷ dans sa totalité.¹⁵⁸ Les critères de Copenhague restent assez vagues, conformément aux vœux allemands et ne contiennent aucune mesure quantitative. Les résultats de Copenhague portent ainsi indéniablement une empreinte allemande.¹⁵⁹

La présidence allemande au Conseil de l'UE, en 1994, est moins centrée sur l'élargissement et a beaucoup moins d'envergure que ce que souhaitait Kohl.¹⁶⁰ Malgré tout, lors du Sommet d'Essen, en décembre 1994, de sérieux échanges politiques entre les pays candidats et les pays membres débutent, en tentant de préparer le terrain pour l'harmonisation des PECO à l'égard de la politique de concurrence européenne, les règles de subvention et l'acquis communautaire. Toutefois, cette stratégie d'élargissement ne parvient pas à offrir un processus clair et balisé aux candidats.¹⁶¹ Kohl voulant pallier à ces lacunes, requerra lors du Sommet de Madrid en 1995, davantage de transparence dans la préparation de l'élargissement. Suite à son insistance, la Commission européenne devra démontrer à chaque

¹⁵⁶ Les trois critères sont: 1) La présence d'institutions viables garantissant la démocratie, la règle de droit, les droits humains, le respect et la protection des minorités. 2) L'existence d'une économie de marché viable ainsi que la capacité de faire face à la pression de compétitivité et aux forces du marché domestique de l'UE. 3) La capacité du pays candidat d'assumer les obligations et en particulier de s'inscrire dans les objectifs politique, économique et monétaire de l'Union.

¹⁵⁷ L'acquis communautaire est mentionné à l'article B 5^{ème} du traité de l'UE, mais il n'est défini ni dans l'article, ni dans les traités. L'acquis communautaire oblige tout État aspirant à l'adhésion à la Communauté à être préparé et capable, après une certaine période de transition, d'adopter le droit communautaire et accepter pleinement les droits et obligations réels et potentiels liés à l'UE et à son cadre institutionnel.

¹⁵⁸ Nous verrons dans le prochain chapitre en quoi consistent ces différentes sources d'aide.

¹⁵⁹ Barbara Lippert, « Die EU-Erweiterungspolitik nach 1989 – Konzeptionen und Praxis der Regierungen Kohl und Schröder » [La politique de l'élargissement de l'UE après 1989 – Conceptions et pratiques des gouvernements Kohl et Schröder], in *Eine neue deutsche Europapolitik* [Une nouvelle politique européenne allemande], Schneider, Jopp, Schmalz, Bonn, EU Verlag, 2002, p. 363.

¹⁶⁰ Werner Weidenfeld, *Europa öffnen. Anforderungen an die Erweiterung* [Ouvrir l'Europe. Les exigences en matière d'élargissement], Gütersloh, Berlesmann Stiftung, 1997, p. 53.

¹⁶¹ Alan Mayhew, *Recreating Europe: The European Union's Policy Towards Central and Eastern Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998, p. 33.

année le niveau d'avancement de la candidature de chaque pays afin d'indiquer clairement les domaines présentant des manquements vis-à-vis de l'acquis communautaire. L'Allemagne a ainsi guidé l'Union dans la définition des nouveaux objectifs de l'Est et ce, à la grande satisfaction de Kohl.¹⁶²

En 1997, le Pacte de Stabilité¹⁶³ est mis en place sous la perspective d'adhésion à l'UE comme un stimulant et un encouragement aux PECO, marquant de ce fait leur processus d'intégration. Le Sommet de Luxembourg, en décembre 1997, fixe le début des négociations officielles à mars 1998, avec six pays candidats, appelés les candidats de la première vague, soit l'Estonie, la Hongrie, la Pologne, la République tchèque et la Slovaquie.¹⁶⁴ On y alloue aussi des aides spéciales aux candidats de la deuxième vague d'adhésion (Bulgarie, Lettonie, Lituanie, Roumanie et Slovaquie) afin de leur permettre de rattraper les exigences nécessaires. Pour Klaus Kinkel, alors ministre des Affaires étrangères de l'Allemagne : « Pas question de discussion sur le report de l'élargissement. (...) Il doit être clair que nous, Allemands, respectons notre parole : l'élargissement viendra sans retard. »¹⁶⁵ L'intérêt allemand pour l'élargissement en général dévoile un intérêt particulier pour l'adhésion prioritaire des PECO voisins, pour des raisons sécuritaires ou avec lesquels Berlin entretient des liens économiques forts, dont la Pologne.¹⁶⁶

¹⁶² Olivi Bino *L'Europe difficile*, Paris, Gallimard, 2001, p. 615.

¹⁶³ Le Pacte de Stabilité est une politique visant à garantir la stabilité en Europe centrale et orientale. Il a été adopté par les représentants des 52 États membres de l'OCDE à la conférence tenue à Paris le 20-21 mars 1995. Il concerne six pays d'Europe centrale et orientale (Bulgarie, Hongrie, Pologne, République tchèque, Roumanie et Slovaquie) et consiste à une déclaration et une liste d'accords à laquelle les États participants ont décidé d'inclure, les accords conclus entre les États membres de l'UE et les neuf candidats, de même que les accords conclus par ces États avec d'autres pays invités aux tables rondes. (Ne pas confondre ici avec le Pacte de stabilité et de croissance de 1999.)

¹⁶⁴ Union européenne, *Élargissement : stratégie globale*, <http://europa.eu.int/scadplus/leg/fr/lvb/e40001.htm>, (page consultée le 13 mars 2005).

¹⁶⁵ Klaus Kinkel, Entrevue par le Kölner Stadt-Anzeiger, 12 mai 1998. Tel que cité dans *Europa hat Zukunft* [L'Europe a un avenir], d'Angelika Volle et Werner Weidenfeld, Bonn, Verlag für Internationale Politik, 1998, p. 268-269.

¹⁶⁶ Graham Avery et Fraser Cameron, *The Enlargement of the European Union*, Sheffield, Sheffield Academic Press, 1998, p. 128.

La politique à l'Est de l'UE s'est longtemps réduite à l'apposition de l'estampille européenne sur l'*Ostpolitik* allemande. Kohl insistant continuellement sur le fait que l'unification de l'Europe demeure l'objectif principal de l'Allemagne¹⁶⁷ a réalisé un effort particulier afin de fixer un programme pour le processus d'adhésion des PECO. Nul doute que l'Allemagne soit devenue l'interlocuteur privilégié des pays de l'Est dans leurs rapports avec l'Europe. Néanmoins, Kohl se présentant aux élections de 1998 laisse derrière lui un projet d'élargissement piétinant et un cadre institutionnel de l'Union inchangé, les membres ne pouvant s'entendre sur une réforme à adopter.

2.1.4 Sous la chancellerie Schröder

En faveur d'un nouveau réalisme et d'une meilleure défense des intérêts allemands, Gerhard Schröder, lors de sa campagne électorale en 1998, tout en soulignant les lacunes de la politique européenne du gouvernement Kohl et agitant l'épouvantail d'un afflux de main-d'œuvre provenant de l'Est exprime un rapport de différence au passé et à l'histoire. L'élargissement de l'UE vers l'Est est toujours mentionné dans le discours du chancelier, mais il n'est désormais plus question de fixer une date pour leur adhésion. Dans son discours de politique étrangère du 10 décembre 1998, le chancelier Schröder affirme, en s'adressant aux députés de la CDU et du FDP :

Sous votre gouvernement on a promis : en l'an 2000 vous serez dans l'UE. C'est une promesse qui ne sera pas tenable pour des raisons économiques. (...) Nous disons : nous voulons l'élargissement de l'UE à l'Est, et nous voulons créer les conditions pour cela. (...) Nous sommes au début d'un processus de négociation qui est terriblement compliqué et pour lequel des moyens financiers considérables sont nécessaires. Celui qui se croit en mesure, au début d'un tel processus qui est extrêmement compliqué (...), de fixer maintenant une date concrète, commet une grosse erreur.¹⁶⁸

¹⁶⁷ Helmut Kohl, *Déclaration du 18 juin 1998*, Berlin. Bundestag [Parlement], <http://www.europarl.eu.int/enlargement/members/d.htm> (page consultée le 17 septembre 2005).

¹⁶⁸ Bundestag [Parlement allemand], *Plenarprotokoll*, (procès verbal sténographique des séances plénières), Bonn, 14/14, 10 décembre 1998, p. 825 (traduction libre).

Lors de son élection, Schröder adopte un tout autre style, témoignant sa fidélité au passé et aux symboles auxquels les peuples victimes tiennent.¹⁶⁹ Il persiste toutefois à lier l'élargissement vers l'Est avec la capacité de l'UE de réformer ses institutions et certaines de ses politiques comme celles des fonds structurels et de la PAC et fera de ces deux objectifs le point de mire de l'Allemagne lors de sa présidence de l'Union en 1999. Schröder y entamera les négociations sur l'Agenda 2000 ou *Renforcer l'Union et préparer l'élargissement*¹⁷⁰ et ne ménagera aucun effort afin que ses deux grands intérêts européens allemands soient adoptés comme il le désire. Voulant se présenter au Sommet avec une solution déjà négociée et acceptée de tous, il se rendra dans tous les États membres et rencontrera aussi le Commissaire chargé des relations extérieures, afin de présenter les solutions apportées aux questions en litige et de les négocier.¹⁷¹ Il y réclamera que l'argent épargné par les réformes puisse être réparti en faveur des pays candidats à l'UE, ce qui confirme l'importance de l'élargissement pour la coalition rouge-verte. Malgré certains échecs, Schröder a atteint quelques objectifs relevant de l'intérêt national allemand dont l'aide à l'élargissement avec un fonds de plus de 75 milliards d'euros.¹⁷² Ces sujets de débat ont toutefois remis l'échéancier de l'intégration des PECO au dernier plan des préoccupations européennes allemandes.

¹⁶⁹ Célébrant le trentième anniversaire de l'agenouillement de Willy Brandt devant le mémorial de l'insurrection du ghetto, le chancelier Schröder rappelle de manière appuyée l'importance du passé, en s'efforçant d'expliquer le sens de l'*Ostpolitik* menée par le SPD dans les années 80. La comparaison des propos de Schröder à Varsovie le 5 novembre 1998 et le 6 décembre 2000 est à cet égard très significative, même si le contexte se prête évidemment à une position différente (anniversaire de la signature du traité germano-polonais, inauguration d'une place Willy Brandt). L'image de Brandt agenouillé « est devenue symbole de ce que nous devons assumer le passé, que ceci est une condition pour pouvoir gagner le futur ». Gerhard Schröder, Conférence de presse. Parlement de Varsovie, le 5 novembre 1998, *Bundespressarchiv*, www.bundesregierung.de/dokumente/Rede/ix_25621_1706.htm et www.bundesregierung.de/dokumente/Rede/ix_25620_1706.htm (pages consultées le 21 janvier 2006).

¹⁷⁰ Ce projet a été lancé depuis juillet 1997 par la Commission européenne et vise à déterminer un programme de réformes ainsi qu'un cadre financier pour la période 2000-2006, en tenant compte de l'éventuel élargissement vers l'Est. La Commission souhaitait faire en sorte que l'Union soit structurellement apte à accueillir de nouveaux membres dès 2002, que la contribution financière par pays soit fixée à 1,27 % du PIB des membres, dont 0,46 % serait réservé aux fonds structurels et de cohésion, et que la PAC soit réformée. Commission européenne, *The Communication strategy for the fifth enlargement*, <http://ec.europa.eu/comm/enlargement/communication/archives/index.htm> (page consultée le 12 mars 2006).

¹⁷¹ Peter Becker, « Die Reformbereitschaft der Europäische Union auf dem Prüfstand – die Agenda 2000 » [Les dispositions de la réforme de l'Union européenne sur le banc d'essai – l'Agenda 2000], in *Osterweiterung der Europäische Union* [Élargissement à l'Est de l'Union européenne], Barbara Lippert, Bonn, EU Verlag, 2000, p. 93.

¹⁷² *Ibid*, p. 96.

Le Sommet d'Helsinki en décembre 1999 lance les négociations d'adhésion avec la Bulgarie, la Roumanie, la Lituanie, la Lettonie et la Slovaquie. L'échéancier d'adhésion demeure toujours flou, mais certains États membres annoncent que les premiers nouveaux adhérents, sans pour autant identifier lesquels, pourraient joindre l'UE à compter de janvier 2002, à la condition que l'UE soit prête à les accueillir, par la réforme de ses institutions.¹⁷³ Schröder présentera d'ailleurs dans cette veine les enjeux de la délégation allemande au Sommet de Nice :

Pour nous Allemands, l'élargissement représente un souhait particulier non seulement à cause de notre devoir de responsabilité historique, mais il recouvre aussi un de nos intérêts nationaux, ce qui nous a toujours placés comme avocat des pays voulant devenir membre. (...) Toutefois, nous ne voulons pas que l'élargissement se fasse au détriment de la capacité d'agir de l'Union.¹⁷⁴

Le Sommet de Nice sera donc dédié à cet œuvre, c'est-à-dire à la nécessité de réformer le système institutionnel actuel soit la composition, la représentation des États, les systèmes de vote des exécutifs communautaires (la Commission et le Conseil) seront ainsi modifiés. Ce sera d'ailleurs une autre occasion donnée au chancelier Schröder de démontrer sa disposition à défendre les intérêts des PECO,¹⁷⁵ de même qu'il lui importe que le *Post-Nizza-Prozess* (processus post Nice) ne doit en aucune façon imposer de nouvelles conditions à l'adhésion

¹⁷³ Martin D. Brown, « Europe: Return to Helsinki », *Central Europe Review*, vol. 1, no. 25, 13 décembre 1999, <http://www.ce-review.org/99/25/brown25.html> (page consultée le 14 mars 2006).

¹⁷⁴ Gerhard Schröder, Discours sur le Sommet européen de Nice, *Bundestag* [Parlement allemand], 28 novembre 2000, *Bundesregierung* en ligne, http://www.bundesregierung.de/top/dokumente/Rede/ix_24942.htm (page consultée le 21 janvier 2006).

¹⁷⁵ Par exemple, la France proposait d'accorder à la Pologne un nombre de voix moindre que celui de l'Espagne au sein du Conseil, malgré le fait que la Pologne possédait une population bien plus nombreuse. Avec ses 40 millions d'habitants, elle obtiendra finalement 27 sièges grâce au soutien ferme de la délégation allemande. Le Sommet de Nice, démontre encore une fois le décalage entre les deux pays formant le moteur de la construction européenne, autant au sujet de l'élargissement que de l'approfondissement de l'UE. Si l'Allemagne a beaucoup fait pour faire avancer le projet d'élargissement entre 1998-2000, la France est par ailleurs à un autre niveau dans sa réflexion d'intégration européenne. Gerhard Schröder, « Die Deutschen haben sich mehr vom Gipfel in Nizza erhofft » [Les Allemands ont espéré plus du Sommet à Nice], *Handelsblatt*, 29 décembre 2000; cité dans *Bundeskanzler*, <http://www.bundeskanzler.de/Kanzler-News-7698.20676/Die-Deutschen-haben-sich-mehr-vom-Gipfel-in-Nizza-erhofft.htm>, (page consultée le 12 septembre 2005).

des PECO.¹⁷⁶ C'est donc lors du Sommet de Séville en juin 2002 qu'est fixé un calendrier d'accès à l'UE pour les PECO :

En tenant compte de la situation de Chypre, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, la Pologne, la République slovaque, la République tchèque et la Slovénie par rapport aux critères d'adhésion, la Commission conclut qu'ils seront prêts à être membres à partir de début 2004. Elle recommande de conclure les négociations avec ces pays à la fin 2002, afin de pouvoir signer le traité d'adhésion au printemps 2003.

Alors que les PECO soutiennent leurs efforts pour terminer l'intégration des normes européennes et être fin prêts pour l'élargissement, Berlin, en tant que premier contributeur au budget européen et pris entre les exigences de l'agenda politique interne et celles des relations bilatérales, se voit poussé à demander une période de transition pour ce qui est de la réforme de la PAC¹⁷⁷ et veut associer une augmentation des aides pour l'Est avec une réduction de celles vers l'Ouest. Henning Tewes explique davantage la position allemande : « L'offre de compromis que le gouvernement allemand faisait valoir proposait aucun *phasing-in* sans *phasing-out*. L'entrée dans les programmes d'aides directes pour les pays candidats devait être accompagnée d'une réduction des aides directes aux anciens pays membres européens. C'était le pacte allemand ».¹⁷⁸ Malgré ce désir, Schröder relègue au second rang cette préoccupation afin de préserver l'intérêt européen,¹⁷⁹ ce qui démontre encore une fois que Berlin accorde plus d'importance à l'élargissement vers l'Est qu'à une réduction de sa contribution au budget européen.

¹⁷⁶ Gerhard Schröder, « Verantwortung für Europa » [Responsabilité pour l'Europe], *Europa Reden*, 30 avril 2001, <http://www.europa-reden.de/schroeder/rede.htm>. (page consultée le 3 avril 2006).

¹⁷⁷ Catherine Iffly, « L'Allemagne et l'élargissement à l'Est de l'Union européenne », *Études internationales*, vol. 36, no. 2, juin 2005, p. 165.

¹⁷⁸ Henning Tewes, « Rot-Grün und die Osterweiterung der Europäischen Union » [Les rouge et vert et l'élargissement à l'Est de l'Union européenne], in *Deutschland im Abseits*, Hanns Maull, Sebastian Harnisch et Constantin Grund, Baden-Baden. Nomos Verlag, 2003, p. 87.

¹⁷⁹ Le règlement technique sur la PAC se fait lors du Sommet de Bruxelles, les 25-26 octobre 2002. L'Allemagne renonce à une réforme du financement de la PAC avant 2006, mais elle obtient qu'à partir de 2007, le budget de la PAC soit circonscrit, soit qu'il demeure le même que celui de l'année précédente, majoré de 1 %, dû à l'inflation. De plus, on prévoit un financement pour l'agriculture des nouveaux adhérents qui recevront d'abord, en 2004, 25 % du niveau de l'aide des autres membres européens pour ensuite atteindre graduellement la parité en 2013.

Le Sommet de Copenhague de décembre 2002 officialise finalement l'entrée de dix nouveaux membres au 1^{er} mai 2004. L'entente prévoit un accord d'adhésion qui sera signé par les membres lors du Sommet d'Athènes le 16 juin 2003, pour ensuite être ratifié par les parlements nationaux des membres et des candidats avant la date fixée pour l'élargissement. À son retour à Berlin du Sommet de Copenhague, le chancelier Schröder proclame alors : « Le rêve est devenu réalité ».¹⁸⁰

En effet, tout au long du processus d'adhésion des PECO, il est clair que l'Allemagne a joué un rôle déterminant en comparaison aux autres États membres et que c'est elle qui indéniablement a le plus à gagner de cet élargissement. Schröder le soulignera d'ailleurs à la fin des négociations d'adhésion :

Mesdames, Messieurs, ce serait manquer de sincérité que de nier que l'élargissement de l'Union européenne décidé à Copenhague sert aussi considérablement nos intérêts nationaux. Au contraire : le fait précisément que les intérêts de l'Allemagne concordent aujourd'hui avec les espoirs, les aspirations et les intérêts des peuples européens révèle la dimension historique des décisions de Copenhague et les chances immenses qui s'offrent à notre continent.¹⁸¹

2.2 Liens culturels et historiques

Toutes les politiques élaborées par les différents gouvernements fédéraux allemands émettent le même constat, malgré quelques ambivalences : établir une certaine stabilité dans les PECO afin d'atteindre l'objectif de sécurité de l'Allemagne et de l'UE. Les dirigeants et tous les autres acteurs allemands ayant la capacité d'influencer en ce sens, agiront de concert afin de réaliser l'intégration européenne des PECO. Il existe cependant quelques paradoxes entre le discours et la pratique renvoyant aux relations culturelles et historiques qui ont forgé et qui expliquent la place privilégiée que l'Allemagne occupe auprès des PECO.

¹⁸⁰ Gerhard Schröder, *Résultats du Conseil européen des 12 au 14 décembre 2002 à Copenhague*, Bundesregierung en ligne, http://fr.bundesregierung.de/top/dokumente/Artikel/ix_456141.htm?template=single&id=456141_3340&script=1&ixepf=456141_3340, (page consultée le 21 janvier 2006).

¹⁸¹ *Ibid.*

La coopération bilatérale est un élément essentiel des stratégies des groupes d'intérêt pour faire face aux problèmes posés par l'entrée des PECO dans l'UE. Elle s'inscrit certes dans un cadre plus large que celui de l'élargissement, mais elle l'a parfois anticipé très tôt.¹⁸² Face aux enjeux liés à la perspective d'adhésion, les groupes d'intérêts allemands ont développé une stratégie complexe qui visait tout à la fois à favoriser des transformations internes dans les PECO (acquis communautaire, pratiques sociales), à influencer sur la définition des règles de l'UE s'appliquant aux nouveaux membres (délais de transition, etc.) et à apporter des réponses internes aux défis de l'élargissement.¹⁸³

De nombreux axes historiques ainsi que divers acteurs et intérêts ont fait se croiser les PECO et l'Allemagne tels que la question des minorités nationales, les frontières, la question allemande puis, l'intégration à l'UE.

2.2.1 La question des minorités nationales

La question, ou même la problématique, des minorités en Europe centrale et orientale débute à la fin du conflit de la Première Guerre mondiale. Les frontières politiques fixées par les puissances victorieuses furent loin de coïncider avec les frontières ethniques, si bien que des millions d'hommes et de femmes furent séparés de leur communauté nationale et incorporés malgré eux à l'intérieur des États bénéficiaires des traités.¹⁸⁴ Ces populations furent désormais qualifiées de *minorités nationales*.¹⁸⁵

¹⁸² Comme le démontre l'accord de coopération signé par l'Union des fédérations de chefs d'entreprise de Berlin et du Brandebourg (UVB) et la Confédération des employeurs polonais. « Vereinbarung » [Convention], communiqué par l'UVB, 10 octobre 1991, p. 3.

¹⁸³ Catherine Iffly, « L'Allemagne et l'élargissement à l'Est de l'Union européenne », *Études internationales*, vol. 36, no. 2, juin 2005, p. 173.

¹⁸⁴ Il est difficile de recenser les minorités nationales, car les données statistiques sont fréquemment utilisées comme argument politique de part et d'autre et par conséquent régulièrement contestées. Il n'est donc pas étonnant que les chiffres fournis par les différentes sources divergent, parfois considérablement. De plus, des divergences de perception demeurent encore, par exemple on considère des Allemands de Pologne comme des Polonais germanophones. C'est pourquoi, nous jugeons non pas de la futilité, mais plutôt du caractère non révélateur que pourrait constituer un dénombrement de ces minorités nationales.

¹⁸⁵ Henry Bogdan, *Histoire des pays de l'Est*. Paris. Perrin, 1990, p. 318.

L'issue de la Seconde Guerre mondiale n'arrangea en rien leur situation. Elle eut plutôt pour effet un réaménagement des frontières, surtout celles de l'Allemagne, et de nombreux transferts de population ont été encore une fois organisés, afin d'éviter les problèmes liés aux minorités nationales. Le début de la Guerre froide et l'ère communiste en Europe centrale et orientale exacerbèrent les souffrances des minorités nationales : d'abord politiquement bâillonnées comme tous les autres citoyens, mais en plus comme membres d'une communauté ethnique à l'identité sérieusement menacée, incapables d'empêcher l'installation de nombreux nouveaux colons parmi eux (comme cela s'est passé dans toute l'Europe de l'Est) et dont la langue était systématiquement interdite dans les écoles et l'administration, dans la vie publique, et même dans la rue.¹⁸⁶

Lors du renversement de la dictature communiste, l'Europe centrale et orientale représente alors un enchevêtrement de minorités et un creuset pour des nationalismes réactivés. L'Allemagne se voit alors dans l'obligation de trouver une entente sur la garantie des droits des minorités allemandes avec les PECO, qui eux demandent réparations et reconnaissance de leurs frontières.¹⁸⁷ Pour Kohl, il était toutefois impératif que se serait une Allemagne pleinement souveraine qui trancherait sur ces points. Ainsi, sous la pression internationale, Kohl fit un discours devant le *Bundestag* reconnaissant la frontière Oder-Neisse avec la Pologne comme permanente, spécifiant que cet enjeu était nécessaire à l'atteinte de l'objectif de réunification des deux Allemagnes.¹⁸⁸ Le même processus fut sensiblement opéré pour ce qui est de la région des Sudètes en Tchécoslovaquie¹⁸⁹ De par la signature des traités de bon voisinage et de coopération amicale de 1991 à 1992 avec la Pologne, la Tchécoslovaquie et la Hongrie, les modalités juridiques entourant ces questions ont été définies et les droits de la

¹⁸⁶ Assia Stantcheva, « Les minorités nationales en Europe centrale et orientale », *Synthèse de la Fondation Robert Schumann*, no. 25, http://www.robert-schuman.org/synth25.htm#_ftnref2, (page consultée le 2 juin 2006).

¹⁸⁷ Horst Teltschik, *329 Tage : Innenansichten der Einigung* [329 jours: Avis interne de l'Union], Berlin, Siedler Verlag, 1991, p. 125.

¹⁸⁸ Bundestag [Parlement allemand], *Décision sur la frontière germano-polonaise*, no. 79, 2 juin 1990, p. 684. La frontière Oder-Neisse fut confirmée par la suite par le Traité 2 + 4 et un traité officiel sur la frontière germano-polonaise fut signé. Helmut Kohl, « Règlement sur les traités germano-polonais », *Bulletin*, no. 96, 9 septembre 1991, p. 761-766.

¹⁸⁹ Les Allemands demandaient alors un arrêt immédiat de la vente de propriété par l'État, une révision des droits des émigrants et une compensation pour les expropriations des propriétés allemandes.

minorité allemande y sont notamment fixés.¹⁹⁰ Ces traités ont de même débouché sur une série d'importantes institutions avec la Pologne,¹⁹¹ la République tchèque et la Slovaquie.¹⁹²

Encore aujourd'hui, une peur latente existe en ce qui concerne la question des minorités nationales qui n'est pas complètement réglée. Certains croient que les *deutsche Vertriebene*, ces Allemands expulsés après la Seconde Guerre mondiale des territoires qu'ils occupaient en Pologne, en République tchèque et en Hongrie occidentale, pourraient exiger réparation.¹⁹³ Il est clair que la question des minorités nationales demeure encore très vive dans les relations entre l'Allemagne et les PECO, ce qui explique parfois les sentiments allemands de devoir moral et historique envers l'Europe de l'Est. Cependant, d'autres aspects de leurs relations furent marqués du sceau du succès, comme ce fut le cas, encore aujourd'hui, des relations entre les syndicats et les associations patronales.

¹⁹⁰ Michel Foucher, *Les minorités en Europe centrale et orientale*, Strasbourg, Conseil de l'Europe, 1994, p. 22.

¹⁹¹ L'Office germano-polonais pour la jeunesse, la commission gouvernementale germano-polonaise, l'Université européenne à Francfort/Oder, des organisations comme Niemiecka Wspólnota « Pojednanie i Przyszłość » [la Communauté allemande « réconciliation et avenir »] ou Fundacja Współpracy Polsko – Niemieckiej [la Fondation de la collaboration polono-allemande]. Minority Rights Group, *World Directory of Minorities*, préf. de Alan Philips, Cartermill Publishing, 3ème édition, 1998, 427 p.

¹⁹² Une commission d'historiens composée de représentants des trois pays a été créée pour évaluer le passé commun à leur peuple et, en 1997, un fonds d'avenir germano-tchèque a vu le jour, servant à financer des projets d'intérêts communs. Minority Rights Group, *World Directory of Minorities*, préf. de Alan Philips, Cartermill Publishing, 3ème édition, 1998, 427 p. 345.

¹⁹³ Assia Stantcheva, « Les minorités nationales en Europe centrale et orientale », *Synthèse de la Fondation Robert Schumann*, no. 25, http://www.robert-schuman.org/synth25.htm#_ftnref2, (page consultée le 2 juin 2006). Plusieurs incidents sont en effet venus rappeler régulièrement la sensibilité des relations germano-polonaises, tels que la « guerre des résolutions » en 1998, où il s'agissait d'une résolution du *Bundestag* concernant les expulsés et les minorités allemandes, et de la réponse de la Diète polonaise, qui ont envenimé les relations bilatérales (les Polonais ont pensé que le texte allemand conditionnait l'adhésion à la reconnaissance par Varsovie des droits des expulsés, ce qui a été ensuite démenti) « Der deutsch-polnische Papierkrieg ist zu ende » [La guerre de papier germano-polonaise est terminée], *Frankfurter Allgemeinezeitung*, 23 juillet 1998. Ou encore, l'incident de la campagne de lettres des « expulsés » (expatriés des territoires allemands jusqu'en 1945). Ces lettres, adressées aux autorités locales en Pologne par les expulsés afin de faire valoir leurs droits, ont conduit à la formation d'un mouvement populaire, mobilisant 80 000 Polonais en faveur de la modification de la législation sur le droit de bail, réalisée en 1998. Klaus Bachmann, *Polens Uhren gehen anders. Warschau vor der Osterweiterung der Europäischen Union* [Les heures polonaises passent différemment. Varsovie avant l'élargissement à l'Est de l'Union européenne], Stuttgart/Leipzig, Hohenheim Verlag, 2001, p. 286.

2.2.2 Le rôle des syndicats et des associations patronales

Au début des années 90, les PECO entrant dans l'économie de marché constituent un enjeu de taille pour l'Allemagne, car plusieurs entreprises allemandes désirent s'y implanter afin de profiter d'une insuffisante représentation des intérêts des travailleurs. Ces délocalisations d'entreprises auraient alors des incidences sur les salaires, les prestations et la législation sociales. Il s'agit, par le développement de la coopération transnationale entre les syndicats,¹⁹⁴ de conjurer le risque de voir s'installer aux portes de l'Allemagne une zone de dumping social.

L'engagement des syndicats allemands envers les PECO passe par le développement des échanges entre les travailleurs employés par les mêmes entités. Par exemple, le DGB (Confédération syndicale allemande) s'est activé en faveur d'un code sur la « responsabilité générale des chefs d'entreprise » qui, dans le cas de sous-traitances multiples réalisées par une entreprise, tiendrait celle-ci pour responsable du respect de la législation sociale à tous les niveaux de la chaîne.¹⁹⁵ L'expérience des transformations dans les nouveaux Länder, et/ou pour les Allemands de l'Est, et celle d'une histoire commune avec leurs voisins du bloc communiste, constitue dans ce cas-ci une filière de formation.¹⁹⁶

Au niveau de la coopération transfrontalière, il existe des conseils syndicaux interrégionaux qui ont mis en place divers programmes et consultations concernant le marché de l'emploi, la

¹⁹⁴ Hans-Peter Schwarz, « Die Zentralmacht Europas auf Kontinuitätskurs » [Le pouvoir central de l'Europe en cours de route], *Internationale Politik*, novembre 1999, p. 1.

¹⁹⁵ Si le DGB a défendu ce projet pendant longtemps, l'élargissement de l'UE à l'Est a singulièrement accru l'importance de cette loi, qui a été perçue comme une réponse aux difficultés suscitées par la libre circulation des services. Catherine Iffly, « L'Allemagne et l'élargissement à l'Est de l'Union européenne », *Études internationales*, vol. 36, no. 2, juin 2005, p. 172-173.

¹⁹⁶ À IG Metall, la personne (originaire de la RDA) chargée à la fois des nouveaux Länder et des PECO auprès du président, a contribué au début des années 90 à l'implantation de cette fédération dans la Saxe. Au DGB, l'actuel coordonnateur des programmes syndicaux à Budapest (précédemment à Varsovie) avait été mandaté dès la fin 1989 à Berlin Est, afin d'y conseiller les syndicalistes. Un autre exemple est celui de Petra Erler, Est-allemande responsable notamment des négociations avec la Pologne et les pays baltes dans le cabinet du commissaire européen à l'élargissement G. Verheugen (1999-2004). Elle a été secrétaire d'État auprès du Premier ministre du dernier gouvernement de la RDA, responsable de l'intégration de la RDA dans la Communauté européenne. Catherine Iffly, « L'Allemagne et l'élargissement à l'Est de l'Union européenne », *Études internationales*, vol. 36, no. 2, juin 2005, p. 168.

formation professionnelle des jeunes et le chômage et qui permettent de développer les coopérations régionales pour certaines branches et de mettre en rapport les syndicalistes d'entreprises fabriquant des produits similaires.¹⁹⁷ Dans le cas de filiales de même groupe, les comités d'entreprises européens constituent également un vecteur de la coopération bilatérale.¹⁹⁸ En effet, la coordination de chaque comité d'entreprises européen est assurée par un pays, en général celui où se trouve le siège du groupe, et la formation est dispensée par le syndicat de branche (ainsi IG Metall assure la coordination de comité d'entreprises européen du secteur de la métallurgie, du textile et de l'habillement, du bois et du plastique, et représente les ouvriers travaillant pour Siemens, Volkswagen, etc.). Si les pays candidats ne sont concernés que depuis peu par la directive européenne de septembre 1994,¹⁹⁹ nombre de multinationales allemandes ont depuis plusieurs années associé au CEE des représentants des filiales de ces pays, à la demande souvent du syndicat de branche ou du comité d'entreprises européen.²⁰⁰ La « diplomatie syndicale » a donc changé de nature avec l'intensification des liens économiques et la perspective de l'élargissement.

Si les associations patronales ne peuvent se prévaloir de la culture internationaliste des organisations ouvrières, certes mise à mal par l'*Ostpolitik* et la Guerre froide, l'activisme dont font preuve certaines de ces associations n'est que plus notable.²⁰¹ Par exemple, la Confédération des associations patronales allemandes (BDA) met en place divers

¹⁹⁷ Catherine Ifly, « L'Allemagne et l'élargissement à l'Est de l'Union européenne », *Études internationales*, vol. 36, no. 2, juin 2005, p. 177.

¹⁹⁸ *Ibid*, p. 178.

¹⁹⁹ Sur les relations entre les syndicats et la CEE, voir Ann P. Branch, « The impact of the European Union on the Trade Union Movement », in *L'action collective en Europe. Collective action in Europe*, Richard Balme, Didier Chabanet et Vincent Wright, Paris, Presses de sciences po., 2002, p. 279-311.

²⁰⁰ La participation au comité d'entreprises européen de représentants de Volkswagen en Slovaquie est souvent citée dans les milieux syndicaux. Les membres du comité d'entreprise en Allemagne s'adressant à IG Metall pour établir un contact avec les Polonais, lors de la création d'une filiale en Pologne, est aussi un bon exemple. La fédération métallurgique s'est alors informé auprès de *Solidarnosc* et d'OPZZ pour savoir s'il existe une section syndicale dans l'usine concernée et a obtenu un contact avec celle-là.

²⁰¹ Ann P. Branch, « The impact of the European Union on the Trade Union Movement », in *L'action collective en Europe. Collective action in Europe*, Richard Balme, Didier Chabanet et Vincent Wright, Paris, Presses de sciences po., 2002, p. 279-311.

programmes de formation et de soutien²⁰² et l'Union des associations d'entrepreneurs de Berlin et du Brandebourg (UVB), convie à sa « journée de l'entreprise » en octobre 1991, les dirigeants de la confédération polonaise des employeurs.²⁰³ Leur objectif est d'aider les entrepreneurs des PECO à mettre sur pied des structures de représentation²⁰⁴ et « d'encourager le passage de l'économie aux structures de l'économie de marché et son intégration aux structures de l'Union européenne ».²⁰⁵

Ces relations bilatérales, autant au niveau des associations syndicales que patronales, ont donné lieu à des échanges d'informations sur les conditions de travail, les droits sociaux et la politique de la direction dans les firmes similaires. Ces coopérations et ces solidarités ouvrières se sont développées dans le temps et avaient notamment pour objectif ultime : « d'encourager le passage de l'économie polonaise aux structures de l'économie de marché et son intégration aux structures de l'Union européenne ».²⁰⁶

2.2.3 La question allemande

La question allemande a été posée avant sa réunification le 3 octobre 1990 et avant la chute officielle du Mur de Berlin le 9 novembre 1989, par l'émancipation des Polonais et des

²⁰² Ces programmes concernent les modalités de création, de fonctionnement et le rôle d'une association patronale ainsi que d'autre part, les négociations collectives, le droit du travail, etc. La représentation patronale est en Allemagne assurée au niveau national par deux organismes qui assument des fonctions différentes, la négociation collective et la politique sociale pour le BDA, la défense des intérêts des entrepreneurs de l'industrie pour le BDI (Fédération de l'industrie allemande). Le BDI par contre s'est peu occupé des programmes de formation. François Bafoil, *Règles et conflits sociaux en Allemagne et en Pologne post-communistes*, Paris, L'Harmattan, 1997, 256 p.

²⁰³ Catherine Iffly, « L'Allemagne et l'élargissement à l'Est de l'Union européenne », *Études internationales*, vol. 36, no. 2, juin 2005, p. 174.

²⁰⁴ Les activités développées sont multiples : l'Institut de formation de l'UVB dispense des séminaires en Pologne; forme à Berlin des jeunes sur des questions de management, de marketing, de contrôle financier; des groupes de travail mixtes; des postes de stagiaires sont mis en place au sein des fédérations d'entreprises de Berlin et du Brandebourg, etc. Ces différents projets sont financés d'abord par la Fondation pour la coopération germano-polonaise, le programme gouvernemental *Transform*, les fondations politiques, le *Land* de Brandebourg pour les stages. Pour obtenir davantage de précisions à ce sujet, voir : Catherine Iffly, « L'Allemagne et l'élargissement à l'Est de l'Union européenne », *Études internationales*, vol. 36, no. 2, juin 2005, p. 175-177.

²⁰⁵ Selon les termes de l'accord conclu avec l'association patronale de Varsovie « Kooperationsvereinbarung » [Convention de coopération], 18 mars 1999.

²⁰⁶ *Ibid.*

Hongrois, le retrait de l'empire soviétique et le retour à l'Europe des pays naguère parties de l'empire soviétique. Alors que les deux Europes se rapprochaient, le régime est-allemand ne pouvait impunément freiner le mouvement qui portait l'Allemagne orientale vers la République fédérale.²⁰⁷ Mais que représente donc l'unité allemande pour les sociétés et les forces politiques d'Europe centrale et orientale? La réussite d'une transition post-communiste? Veut-on imiter autant que faire se peut, le modèle allemand, économique et politique? Craint-on l'hégémonie allemande en Europe centrale et orientale? Est-ce que l'Europe du centre et de l'Est est considérée par l'Allemagne comme un *hinterland*, soit une zone privilégiée, un atout voire même un allié dans la reconstruction d'un ordre européen? Ou encore, serait-ce un *no man's land* entre les deux grandes puissances européennes, l'Allemagne et l'Union soviétique? Il n'existe pas une seule et unique réponse quant aux perceptions et à la façon dont les PECO ont abordé la question allemande.²⁰⁸ Outre le problème lié aux minorités nationales que nous avons précédemment souligné, ceux de l'héritage objectif du passé et de l'attribution de la responsabilité morale et matérielle à ceux qui ont commis des injustices et fait un grand nombre de victimes, sont encore plus grands.²⁰⁹

D'une part, la réunification allemande apporte une différence au plan qualitatif. Les PECO ont toujours dû conduire leurs politique étrangères en fonction de l'existence de deux ennemis : l'un à l'Est, l'autre à l'Ouest et se percevaient comme Kundera le décrit si bien : « Une zone incertaine de petites nations entre la Russie et l'Allemagne ». ²¹⁰ Désormais, les frontières n'étant pas encore établies par un acte précis de droit international, les craintes d'une réapparition des anciennes alliances politiques, au sein desquelles les conflits d'intérêts entre puissants voisins pourraient avoir des effets néfastes pour eux, sont bien présentes.

²⁰⁷ Hans Stark, « De Bonn à Berlin : d'une politique étrangère à l'autre? », *Politique étrangère*, no. 3, automne 1999, p. 519-532.

²⁰⁸ À eux seuls, les sondages d'opinions réalisés au printemps 1990 en Pologne et en Hongrie ont révélé que 64% des Polonais étaient opposés à la réunification, mais que 68% des Hongrois y étaient favorables. Maciej Perczynski, « Les Européens de l'Est et la question allemande », in *L'Allemagne unie dans une Europe nouvelle*, Paul Létourneau (dir.), Québec. Centre québécois de relations internationales. 1990, p. 194.

²⁰⁹ Jean Mondot et Nicole Pelletier, *La chute du mur de Berlin*, Bordeaux. Pessac, Presses universitaires de Bordeaux, 2004, p. 61.

²¹⁰ Milan Kundera, « Un Occident kidnappé », *Le Débat*, no. 27, 1983, p. 15.

D'autre part, la réunification allemande comporte aussi des aspects quantitatifs, c'est-à-dire des conséquences économiques à court et à long terme pour les PECO. Il y eut d'abord une demande de capitaux nécessaires à la modernisation de l'économie est-allemande, ce qui amena nécessairement des perturbations au niveau de la coopération commerciale et économique entre l'Allemagne unie et les PECO. En effet, la RFA dut ralentir son expansion financière dans les PECO, car l'Allemagne de l'Est consistait son objectif premier (la RFA tenant lieu de principal partenaire commercial à l'Ouest des PECO et la RDA comme second partenaire au sein du COMECON²¹¹).²¹² Ainsi, de nombreuses obligations des entreprises sont devenues sans ou presque sans valeur à cause de la réorganisation du système économique de la RDA, et dans certains cas elles ont même dû fermer.²¹³

Malgré la crainte de voir leurs économies submergées par le puissant capital allemand,²¹⁴ les PECO réalisent que l'unification allemande et la question de leur intégration dans les structures occidentales sont étroitement liées.²¹⁵ En effet, tandis que l'unité allemande était la condition d'une réunification de l'Europe, à laquelle les PECO aspiraient, leur insertion ainsi que celle de la grande Allemagne (*sic*) au sein des communautés européennes et de l'OTAN devaient leur assurer que ce voisinage ne constituerait plus, ni pour un ni pour l'autre, une menace à l'avenir.²¹⁶

²¹¹ Ekkehart Krippendorff, « Germany as a World Power and as European Power », in *Germany in Europe in the Nineties*, Bertel Heurlin, London, MacMillan Press, 1996, p. 106.

²¹² Hans Stark, « De Bonn à Berlin: d'une politique étrangère à l'autre? », *Politique étrangère*, automne 1999, no. 3, p.519-532.

²¹³ « Deutschland und seine Nachbarn : bilaterale Beziehungen seit der Wiedervereinigung » [L'Allemagne et ses voisins : relations bilatérales depuis la réunification], *Politische Studien*, numéro spécial, décembre 1998, vol. 43, no.2, p.1-118.

²¹⁴ L'Allemagne de l'Ouest étant alors le principal créancier des PECO, plusieurs croyaient que l'Allemagne n'aurait aucune difficulté à racheter les dettes de ces derniers et d'en exiger le paiement par l'intermédiaire du transfert de la propriété nationale entre des mains étrangères. « Deutschland und seine Nachbarn : bilaterale Beziehungen seit der Wiedervereinigung » [L'Allemagne et ses voisins : relations bilatérales depuis la réunification], *Politische Studien*, numéro spécial, décembre 1998, vol. 43, no.2, p.1-118.

²¹⁵ Catherine Ifly, « L'Allemagne et l'élargissement à l'Est de l'Union européenne », *Études internationales*, vol. 36, no. 2, juin 2005, p. 159.

²¹⁶ Artur, Hajnicz, *Polens Wende und Deutschlands Vereinigung – Die Öffnung zur Normalität 1989-1992* [Le tournant de la Pologne et l'unification de l'Allemagne – L'ouverture vers la normalité 1989-1992], Paderborn, Ferdinand Schöningh, 1995, p. 95.

2.2.4 Priorités de l'Allemagne

Trois facteurs expliquent les formes spécifiques du développement politique de l'Allemagne de l'Ouest après la Seconde Guerre mondiale et orientent sa politique extérieure vers des objectifs de sécurité et de détente : la tradition démocratique incertaine, la question nationale en suspens et la formation de deux États allemands dans le contexte de la Guerre froide. Comment ces objectifs de sécurité et de détente pouvaient-ils être garantis dans le cadre des tensions entre l'Est et l'Ouest, alors que l'Allemagne devient, sous le signe de la Guerre froide, le champ clos où s'affrontent les idéologies de l'Est et de l'Ouest et où se heurtent les influences politiques des protagonistes, les États-Unis et l'Union soviétique?²¹⁷

La transformation du système international en 1989-1990 a matériellement rehaussé cette situation d'insécurité. Le principal désir de l'Allemagne est de ne plus être à la frontière de l'Est de l'UE et de l'OTAN,²¹⁸ et de ne plus en constituer le cordon sanitaire, car les PECO sont en pleine crise d'instabilité suite à la chute du bloc soviétique. Surtout dû à des considérations d'ordre géographique, l'Allemagne accorde une importance toute particulière à la sécurisation de l'Est et cherche à établir une stabilité et une sécurité d'ensemble à ses frontières.²¹⁹ La priorité de la politique allemande découle alors d'une nouvelle contrainte vers l'Est ou plutôt de l'impératif de stabiliser l'Est de crainte que l'aggravation du déséquilibre ne mine la démocratie et la prospérité allemandes.²²⁰ Comme le mentionne, l'ancien ministre de la Défense sous le cabinet de Kohl, Volker Rühe, « il faut à tout prix

²¹⁷ Stephan Martens, *La politique à l'Est de la République fédérale d'Allemagne depuis 1949, Entre mythe et réalité*, Paris, Presses universitaires de France, 1998, p. 9-10.

²¹⁸ Christian Schmidt-Häuer, « In der Warteschlange » [Dans la file d'attente], *Die Zeit*, no. 43, 21 octobre 1999.

²¹⁹ Cet objectif est clairement défini dans les documents officiels de la CDU/CSU de septembre 1994 et septembre 1997. Ceux-ci définissent la stratégie qui guide la politique européenne allemande. CDU/CSU, *Regionalpolitik in der Europäischen Union* [Politique régionale dans l'Union européenne], <http://www.cdu-csu-ep.de/>, page d'accueil (page consultée le 13 avril 2006) et CDU/CSU, *Country Studies*, <http://www.country-studies.com/germany/christian-democratic-unionchristian-social-union.html>, (page consultée le 13 avril 2006). Voir aussi, Helmut Kohl, cité dans : « The Stabilization of Central and Eastern Europe », *German Information Center*, avril 1994, p.2. <http://www.germany-info.org>, (page consultée le 13 avril 2006).

²²⁰ Roland D. Asmus, « Les États-Unis, l'Allemagne et l'Europe centrale », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, no. 3, juillet-septembre 1995, p. 348.

éviter la naissance d'une Europe intermédiaire instable. Si nous ne nous montrons pas capables, aujourd'hui, d'exporter la stabilité vers l'Est, nous importerons, demain, de l'instabilité vers l'Ouest ».²²¹ Il s'agit de compléter un dispositif de contrôle du territoire et de protection des nouvelles frontières, car l'Est menace désormais l'Ouest de par ses réfugiés et sa détresse économique et politique.

Forte de sa réunification et du retour de sa pleine souveraineté, l'Allemagne désire mener et légitimer une politique active envers les PECO, non pas selon des intérêts propres, mais des intérêts communs aux États membres de l'Union, dans l'objectif compris d'une stabilité du continent européen dans son ensemble.²²² Un proche conseiller de Kohl écrit ainsi : « De par leur position géostratégique au centre de l'Europe, les Allemands dont l'aide fournie à l'Est dépasse de loin celle de leurs partenaires occidentaux, sont particulièrement préoccupés des risques d'instabilité dans les pays est-européens. Le gouvernement fédéral considère ce soutien comme un investissement au bénéfice de l'Europe et dans l'intérêt des Occidentaux. »²²³ En réalité, l'intégration européenne sera une solution à long terme suivant les deux leitmotivs de la politique allemande : la stabilité et la sécurité en Europe.²²⁴ C'est pourquoi, l'Allemagne souhaite donc intégrer le plus rapidement possible ses voisins de l'Est à l'UE et que l'association avec les PECO est une option et une voie possible pour atteindre sa priorité de stabiliser l'Est, tout en s'appuyant sur l'Ouest.

Si l'Allemagne, afin d'apaiser les craintes de domination allemande provenant autant à l'Ouest qu'à l'Est, a la volonté de faire coïncider ses intérêts avec ceux de l'Europe, elle ne déroge pas sur la nécessité de trouver un ordre stable pour la partie orientale du continent,

²²¹ Volker Rühe, « Identité européenne et partenariat transatlantique », *Politique internationale*, no. 62, hiver 1993-1994, p. 29.

²²² Stephan Martens, *La politique à l'Est de la République fédérale d'Allemagne depuis 1949, Entre mythe et réalité*, Paris, Presses universitaires de France, 1998, p. 154.

²²³ Joachim Bitterlich, « La politique communautaire et occidentale de Bonn : un examen de passage pour l'Allemagne unie? », *Politique étrangère*, no. 4, 1991, p. 844.

²²⁴ Hans-Peter Schwarz, « Germany's National et European Interests », *Daedalus*, printemps 1994, vol. 123, no.2, p. 81-106.

comme en fait foi le premier document de septembre 1994 du groupe parlementaire CDU/CSU, en formulant une subtile menace :

Si l'intégration (ouest)-européenne ne devait pas évoluer dans ce sens, l'Allemagne pourrait, sous l'effet de contraintes de sécurité, être amenée à établir seule et par les moyens traditionnels, la stabilité en Europe de l'Est, ce qui dépasserait largement ses forces et entraînerait l'érosion de la cohésion au sein de l'Union européenne.²²⁵

Cette tactique consiste à plaider en faveur du caractère indispensable d'une vaste Europe unifiée, car dans le cas contraire, c'est l'Allemagne qui pourrait être affectée et par conséquent l'Europe entière pourrait grandement en souffrir. L'Allemagne a donc orienté sa politique à l'égard des PECO en termes d'intérêt national, mais aussi européen²²⁶ et c'est pourquoi, elle s'est vue accorder : « [d'] Être le moteur pour l'unification et la coopération de toute l'Europe est la raison d'État d'une Allemagne située au cœur de l'Europe ». ²²⁷

2.2.5 L'élargissement à l'Est de l'UE : un devoir moral

Outre la stabilité politique et économique du continent, un sentiment moral de culpabilité a aussi motivé l'engagement de l'Allemagne envers les PECO.²²⁸ À cet égard, l'effondrement du régime communiste a ouvert une niche historique favorable pour les pays de l'Ouest afin de reconnaître la légitimité des États des anciens pays communistes européens.²²⁹ Dès la

²²⁵ CDU/CSU, « Réflexions sur la politique européenne », document rendu public le 1^{er} septembre 1994, cité dans Bernard Cassen, « Accélérer la mise en place d'une Europe sur mesure », *Le Monde diplomatique*, octobre 1995, p. 4-5, <http://www.monde-diplomatique.fr/1995/10/CASSEN/818>, (page consultée le 15 avril 2006).

²²⁶ Hans-Peter Schwarz, *Die Zentralmacht Europas. Deutschlands Rückkehr auf die Weltbühne* [Le pouvoir central de l'Europe. Le retour de l'Allemagne sur la scène mondiale], Berlin, Siedler, 1994, p. 8.

²²⁷ Hans-Dietrich Genscher, « *Eine Vision für ganz Europa* » [Une vision pour toute l'Europe], discours prononcé au *World Economic Forum*, Davos, 2 février 1991.

²²⁸ Hans-Peter Schwarz, « Die Zentralmacht Europas auf Kontinuitätskurs » [Le pouvoir central de l'Europe en cours de route], *Internationale Politik*, novembre 1999, p. 1.

²²⁹ Voir à cet effet Peter Havlik, « Structural Change, trade specialization and competitiveness of manufacturing industry in the CEEC's », in *Structural Developments in Central and Eastern Europe*, M. Landesmann (ed.), WIIW Report 1999, Vienne, L'Institut des études économiques internationales. Wendy Carlin, John Van Reenen et Toby Wolfe, *Enterprise Restructuring in the Transition: An Analytical Survey of the Case Study Evidence from Central and Eastern Europe*, BERD papier de travail, no. 14, Londres, 1997.

chute du Mur de Berlin, devant les pressions effectuées et les vœux exprimés par les PECO d'intégrer l'UE, l'Allemagne unie ne pouvait, en toute logique, s'abstenir de mener une politique active dans cette direction et s'efforcer de rapprocher les deux parties de l'Europe. C'est pourquoi, les gouvernements fédéraux successifs dirigés par Helmut Kohl et par la suite, celui de Gerhard Schröder, ont plaidé au sein des instances européennes et dans les capitales ouest-européennes, en faveur d'un élargissement rapide.²³⁰

Les relations entre l'Allemagne et ses voisins orientaux sont débitrices d'une histoire commune à la fois conflictuelle et fructueuse. La conviction que la construction d'une communauté européenne doit reposer sur la réconciliation entre les ennemis d'hier (à l'origine l'Allemagne et la France) marqua profondément les imaginaires des élites allemandes de l'époque.²³¹ Des personnalités comme Kohl étaient des représentants de la première génération de l'après-guerre ayant grandi dans la conviction d'une coresponsabilité allemande face au destin des pays de l'Europe centrale, et ce de deux manières : à la fois comme descendants de ceux qui avaient provoqué la division de l'Europe et comme membres d'une classe politique, qui, dans l'après-1989, avait la possibilité de réparer une injustice.²³² Dans le livre blanc de 1994, figure donc le sentiment du gouvernement fédéral de l'Allemagne réunifiée soit, « rapprocher les nouvelles démocraties des institutions occidentales constitue un devoir historique et moral »²³³ et selon Helmut Kohl, l'Europe devait être unifiée afin d'éviter de reproduire les erreurs du passé²³⁴ et il renchérisait sur le

²³⁰ Daniela Heimerl, « Élargissement à l'Est de l'Union européenne : procédures et enjeux des négociations », *Le courrier des pays de l'Est*, no. 440, juin 1999, p. 4-19.

²³¹ Stephan Martens, « L'Allemagne et l'Est européen : le défi d'une configuration intégrative de l'Europe », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 32, no. 3, septembre 2001, p. 28.

²³² Roland Freudenstein, « Deutschland, Frankreich und die Osterweiterung der Europäischen Union » [L'Allemagne, la France et l'élargissement à l'Est de l'Union européenne], in *Handeln für Europa. Deutsch-französische Zusammenarbeit in einer veränderten Welt* [Agir pour l'Europe. Coopération franco-allemande dans un monde en changement], Axel Schauder, Joachim Schild (eds.), Opladen, Leske & Budrich, 1995, p. 133.

²³³ *Bundesregierung* [Gouvernement fédéral], *Livre blanc 1994 sur la sécurité de la République fédérale d'Allemagne et la situation et l'avenir de la Bundeswehr*, Bonn, Ministère de la Défense, 1995, p. 53.

²³⁴ Christian Wernicke, « Der Euro kommt, die Erweiterung nach Osten auch. Doch der deutschen Europapolitik fehlt der Schwung » [L'euro arrive, l'élargissement vers l'Est aussi. Mais l'impulsion à la politique européenne allemande manque], *Die Zeit*, 26 mars 1998.

fait qu'« un refus de l'élargissement (de la CE) aux États d'Europe centrale et orientale serait une trahison de l'idéal européen ».²³⁵

L'élargissement est alors considéré comme un processus irréversible et un parcours obligé qui donne tout son sens à la chute du Mur de Berlin, car le gouvernement allemand n'oublie pas la contribution décisive des PECO à cet événement qui a permis sa réunification, symbolisant la réunification du continent européen.²³⁶ Plusieurs dirigeants politiques dont Klaus Kinkel souligneront à cet effet : « The enlargement represents an historic obligation for the Germans towards their Eastern neighbours. The German reunification is indebted to the craving of liberty of those populations without this it wouldn't be possible. »²³⁷ et Gerhard Schröder d'affirmer que l'intégration des PECO à l'UE : « est un commandement de la justice au regard de l'histoire ».²³⁸ Nul doute que l'Allemagne se sent investie à l'égard des pays d'Europe centrale d'une responsabilité particulière, voire d'une mission historique²³⁹ et que parmi les arguments avancés pour justifier l'élargissement, les raisons éthico-politiques occupent une place importante.²⁴⁰

2.3 Les réformes et l'institutionnalisation du domaine politique des PECO

L'élargissement de l'UE a été confronté en pratique au défi de la mise en œuvre de l'intégration, c'est-à-dire à l'harmonisation des systèmes juridiques, aux compatibilités

²³⁵ Miriam Kamara, *Struktur und Wandel der Legitimationsideen deutscher Europapolitik* [Structure et changement des idées de légitimation de la politique européenne allemande], Bonn, EU Verlag, 2001, p. 203.

²³⁶ « Deutschland und seine Nachbarn : bilaterale Beziehungen seit der Wiedervereinigung » [L'Allemagne et ses voisins : relations bilatérales depuis la réunification], *Politische Studien*, numéro spécial, décembre 1998, vol. 43, no.2, p. 1-118.

²³⁷ Klaus Kinkel, Conférence de presse, Bonn, 14 décembre 1997, <http://www.europarl.eu.int/enlargement/members/d.htm>, (page consultée le 12 septembre 2005).

²³⁸ Gerhard Schröder, Discours au Parlement de Varsovie, le 5 novembre 1998, www.bundesregierung.de/dokumente/Rede/ix_25621_1706.htm et www.bundesregierung.de/dokumente/Rede/ix_25620_1706.htm (pages consultées le 17 février 2005).

²³⁹ Zbigniew Brzezinski, *Le grand échiquier. L'Amérique et le reste du monde*, Paris, Bayard, 1997, p. 70 et p. 92.

²⁴⁰ Helen Sjursen, « Why expand : the question of legitimacy and justification in the EU's enlargement policy », *Journal of Common Market Studies*, vol. 40, no. 3, 2002, p. 491-513.

institutionnelles, sans compter les niveaux de rattrapage économique des PECO aux normes de l'UE. Ces réformes n'ont pas été pensées uniquement sous l'angle de l'élargissement de l'UE. Elles ont débuté dès 1990, selon des exigences internes de tendance endogène de la construction post-socialiste²⁴¹ puis, selon une tendance plus exogène d'intégration à l'UE.²⁴² Chacun des PECO a eu alors à penser à de nouveaux cadres de gestion démocratique et libérale, c'est ce que l'on appelle la transition des pays d'Europe de l'Est. Cette dernière est synonyme d'un réaménagement des systèmes politiques administratifs avec une refonte des maillages et la reconnaissance à titre de collectivités territoriales d'un certain nombre d'échelons décisionnels. Ce réaménagement, véritable bouleversement par rapport à l'ancien système bureaucratique de la centralisation hiérarchique descendante, s'inspire des modèles de gestion des démocraties libérales ouest-européennes et plus particulièrement de ceux de l'Allemagne de l'Ouest.

2.3.1 Refonder les territoires

La refondation territoriale a relevé du besoin des nouveaux régimes d'inscrire de nouveaux principes politiques dans des structures spatiales et des administrations adaptées à ces nouvelles structures. La structure unique de l'État-parti sous régime communiste, avait pour conséquence une concentration de tous les secteurs d'activité selon une économie administrée, une puissante organisation territoriale et une géographie singulière des territoires.²⁴³ De cette gestion étatique centralisée, les régimes démocratiques d'après 1989 ont graduellement introduit le principe de la gestion décentralisée avec des collectivités

²⁴¹ Tous les aspects possibles de la transformation des régimes post-socialistes ont fait l'objet de différentes études, à savoir les éléments de comparaison entre ces pays, les facteurs ayant pu influencer le processus de transformation de ces pays. Malgré le fait que ces études puissent être d'un vif intérêt, nous ne les aborderons pas. Toutefois, nous avons choisi des transformations concrètes et les avons mis en observation avec ce qui existait comme système en Allemagne de l'Ouest. Ainsi, nous pourrions en conclusion de cette section affirmer ou nier le fait que l'Allemagne de l'Ouest fut en quelque sorte le modèle des transformations politiques des PECO.

²⁴² Catherine Perron, « Démocratisation et mise en place des pouvoirs locaux et régionaux en Allemagne de l'Est et en République tchèque », in *L'élargissement de l'Union européenne : réformes territoriales en Europe centrale et orientale*. Violette Rey, Paris, L'Harmattan, 2004, p. 33.

²⁴³ Jean Radvanyi, « Le poids des structures soviétiques dans les découpages territoriaux des nouveaux États indépendants », *Refonder les territoires : une nouvelle géographie administrative à l'Est de l'Europe*, vendredi 31 janvier 2003. Lyon, Centre Géophile, (résumé des interventions).

territoriales pouvant exercer pleinement.²⁴⁴ L'ampleur et les structures du remodelage territorial ont été variables selon les pays²⁴⁵ selon plusieurs paramètres géographiques et démographiques : la taille du pays, la densité de la population, le nombre, l'importance et la répartition géographique des collectivités, le degré d'urbanisation et de concentration urbaine et enfin, la taille et la répartition territoriale des groupes ethniques.

En tant qu'espace politico-administratif, le niveau local est certainement celui qui a vécu au cours de la décennie 90 un véritable changement de modèle. Le maillage administratif soviétique impliquait toute une série de hiérarchies et de critères implicites (hiérarchie administrative des villes, rapports villes campagnes, hiérarchie des groupes ethniques...) dont les présupposés fondaient la démarche du parti-État. Il fallut alors que le mode de fonctionnement bureaucratique cède le pas à un mode de gestion démocratique et c'est ainsi que la reconnaissance de l'autonomie de gestion des unités administratives de base (que l'on désigne par le terme générique de commune) fait de cet espace public un lieu de pouvoir qu'investissent de nouveaux acteurs.²⁴⁶ La commune comme collectivité territoriale, est alors devenue le socle des modifications post-communistes. Les communes (ou municipalités) sont donc des entités juridiques qui jouissent du droit de propriété et qui peuvent disposer de revenus propres et d'un budget indépendant. Elles remplissent des fonctions d'administration locale et certaines fonctions d'administration nationale.²⁴⁷ Leurs domaines de compétence portent ainsi sur des matières pertinentes au niveau local.

En dépit de certains accrochages, les réformes territoriales locales ont été couronnées de succès dans tous les PECO. En revanche, il n'en a pas été de même au niveau régional. La

²⁴⁴ Violette Rey, « Introduction : Refonder les territoires, une nouvelles géographie administrative en Europe centrale et orientale », in *L'élargissement de l'Union européenne : réformes territoriales en Europe centrale et orientale*, Paris, L'Harmattan, 2004, p. 9.

²⁴⁵ Marie-Claude Maurel, « Le local entre soviétisation et européanisation, un espace politique en transformation », *Refonder les territoires : une nouvelle géographie administrative à l'Est de l'Europe*, jeudi 30 janvier 2003, Lyon, Centre Géophile. (résumé des interventions).

²⁴⁶ *Ibid.*

²⁴⁷ Michael Illner, « Réformes sur la voie de la décentralisation dans trois pays d'Europe centrale et orientale candidats à l'adhésion. Hongrie, Pologne et République tchèque 1990-2001 », *Notre Europe*, no. 17, juin 2002, p. 28.

création de régions et d'autorités régionales n'était pas perçue comme prioritaire par les PECO. Ils n'ont que progressivement reconnu l'importance de la dimension européenne pour les réformes du gouvernement infranational, le plus souvent lors de la dernière phase du processus de réforme, c'est-à-dire dans la seconde moitié des années 90, après avoir fait acte de candidature à l'UE.²⁴⁸ La répartition des fonds structurels a imposé cette régionalisation et donc a apporté un nouveau découpage des territoires, basé sur le système de nomenclature des unités territoriales statistiques (NUTS).²⁴⁹ La difficile mise en place de ce système s'explique par les tracés des régions de développement souvent artificiels, ne respectant pas les synergies fonctionnelles, ni les traditions provinciales; elles ne sont que des régions sans territoires.²⁵⁰ La NUTS entre ainsi en confrontation avec des problèmes identitaires, relevant aussi bien de la construction étatique que de la présence de minorités nationales. Encore aujourd'hui, ce système est plus ou moins respecté de la part des PECO.²⁵¹

2.3.2 Refonder en démocratie

La refondation des territoires et la restauration de l'autonomie locale comptent parmi les premières mesures qui se sont imposées dans le cadre de l'entreprise de démocratisation. Ce processus de décentralisation est donc très lié à celui de démocratisation. Le choix des modes

²⁴⁸ Michael Illner, « Réformes sur la voie de la décentralisation dans trois pays d'Europe centrale et orientale candidats à l'adhésion. Hongrie, Pologne et République tchèque 1990-2001 », *Notre Europe*, no. 17, juin 2002, p. 28.

²⁴⁹ Cette nomenclature fut établie par Eurostat en 1981, elle a été créée dans le but de disposer d'un schéma unique et cohérent de répartition territoriale pour l'établissement des statistiques régionales et l'application des politiques régionales de l'UE. La nomenclature NUTS se structure selon trois niveaux: NUTS 1, NUTS 2 et NUTS 3. Chaque État (NUTS 0) est ainsi divisé en une ou plusieurs régions NUTS 1, lesquelles sont divisées en une ou plusieurs régions NUTS 2, et de même avec les régions NUTS 3. Le règlement NUTS fixe les seuils minimum et maximum suivants pour la taille moyenne des régions de la NUTS. NUTS 1: entre 3 et 7 millions d'habitants, NUTS 2: entre 800 000 et 3 millions d'habitants et NUTS 3: entre 150 000 et 800 000 habitants. Union européenne, *Nomenclature commune des unités territoriales statistiques*, Synthèses de la législation, gestion de la politique régionale, <http://europa.eu/scadplus/leg/fr/lvb/g24218.htm>, (page consultée le 17 juillet 2006).

²⁵⁰ Violette Rey, « Introduction : Refonder les territoires, une nouvelle géographie administrative en Europe centrale et orientale », in *L'élargissement de l'Union européenne : réformes territoriales en Europe centrale et orientale*, Paris. L'Harmattan, 2004, p. 21.

²⁵¹ François Bafoil, « La place des régions dans les politiques de développement territorial en Pologne », *Refonder les territoires : une nouvelle géographie administrative à l'Est de l'Europe*, vendredi 31 janvier 2003, Lyon. Centre Géophile. (résumé des interventions).

de construction démocratique s'est effectué de façon autonome dans les PECO, aussi appelé « transformation graduelle ».²⁵² Les PECO ont donc procédé à une transplantation linéaire de leurs systèmes démocratiques grandement inspirés de ceux qui prévalent en Europe occidentale, et particulièrement de celui de l'Allemagne de l'Ouest. Dans l'après 90, l'Allemagne devient enfin ce que jamais elle ne fut auparavant, un modèle de démocratie. Timothy Garton Ash le relève d'ailleurs avec pertinence :

Pendant des siècles, l'Allemagne a beaucoup offert à l'Europe centrale, mais elle a rarement offert le modèle de la démocratie. Cependant, le modèle contemporain de la démocratie allemande est sans doute le plus pertinent de tous parce qu'il est un modèle construit sur les ruines d'une dictature militaire et est conçu délibérément pour prévenir le retour d'une telle dictature. On peut dire qu'il s'agit d'un système occidental construit en tenant compte de l'expérience de l'Europe centrale.²⁵³

Sans chercher à imiter le parlementarisme allemand les PECO ont mis en place un système politique capable de reformuler la notion de démocratie. Néanmoins, plusieurs emprunts ont été effectués quant aux choix de régime politique et de règles démocratiques. Tout d'abord, la plupart des PECO a préféré opter pour une république parlementaire et pour mode de scrutin, une combinaison de proportionnelle et de scrutin majoritaire, ressemblant au système électoral mixte prévalant en Allemagne.²⁵⁴ La structure politique allemande à deux niveaux tend à être imitée par certains pays dont notamment la République tchèque, la Hongrie, la Slovaquie, etc. qui cherchent à établir soit d'une part, le *Bundestag* qui est l'Assemblée nationale fédérale élue par le peuple à tous les quatre ans et d'autre part, le *Bundesrat* qui est l'assemblée représentative des seize *Länder* fédérés.²⁵⁵ Cependant, force est de constater que

²⁵² Comparativement avec l'Allemagne de l'Est dont le processus démocratique est l'intégration et le transfert de système de l'Allemagne de l'Ouest, dit de « thérapie de choc ». Catherine Perron, « Les effets de mode de construction démocratique sur la mise en place des nouveaux pouvoirs au niveau local : une comparaison Allemagne de l'Est – République tchèque », *Refonder les territoires : une nouvelle géographie administrative à l'Est de l'Europe*, jeudi 30 janvier 2003, Lyon, Centre Géophile, (résumé des interventions).

²⁵³ Timothy Garton Ash, « Eastern Europe : après le déluge, nous », *The New York Review of Books*, 16 août 1990, p. 59.

²⁵⁴ John T. Ishiyama, « Transitional electoral systems in post-communist Eastern Europe », *Political Science Quarterly*, vol. 112, no. 1, p. 95.

²⁵⁵ Office de Presse et d'Information du gouvernement fédéral de l'Allemagne, *Allemagne Faits et réalités*, Francfort/Main, Societäts-Verlag, 2000, p. 151-155.

ces réformes institutionnelles qui nécessitent une reformulation complète des paysages politiques sont en cours. Or, les transformations ayant débutées en 1996, il est encore trop tôt dans le cadre de cette étude pour établir de manière formelle que le modèle allemand ait réellement influencé le développement de ces pays au niveau institutionnel.²⁵⁶ Ensuite, afin de s'assurer qu'aucun autre système politique à caractère dictatorial ne puisse prendre contrôle du gouvernement, les PECO ont tous inclus une clause de 5% au-dessous desquels un parti ne peut accéder au Parlement et une motion de « défiance constructive ».²⁵⁷ Avec la même prudence donc que l'Allemagne qui a inscrit ces dispositions dans la Loi fondamentale, les PECO les ont reprises à leur compte dans leurs nouvelles constitutions. Finalement, les fondations proches des quatre principaux partis politiques ouest-allemands ont d'ailleurs très vite pris pied en Europe centrale et orientale.²⁵⁸ Comme partout ailleurs, elles y remplissent deux fonctions primordiales : entretenir des contacts entre milieux politiques et milieux d'affaires allemands et ceux du pays d'accueil puis, informer le pays d'accueil sur la vie politique, sociale, syndicale, économique, etc. de la République fédérale.

Il s'agit en somme de disséminer une sorte de modèle allemand et d'assurer l'influence de la République fédérale hors des frontières. Des crédits et des investissements sont distribués afin de servir ces mêmes buts, soit celui d'encourager un certain développement ou encore celui de soigner l'image de l'Allemagne.²⁵⁹

²⁵⁶ Afin d'illustrer cette remarque, nous n'avons qu'à penser au cas français de la décentralisation qui a commencé en 1949 et il faudra attendre 1982 pour voir les collectivités territoriales exercer leurs pleins pouvoirs. Violette Rey, « Introduction : Refonder les territoires, une nouvelle géographie administrative en Europe centrale et orientale », in *L'élargissement de l'Union européenne : réformes territoriales en Europe centrale et orientale*, Paris, L'Harmattan, 2004, p. 21.

²⁵⁷ Puisque la fonction de chancelier (Premier ministre pour les PECO) a prédominance et que ce dernier est inamovible tant que dure la coalition dont il est issu, ce dispositif permet de conforter le chef du gouvernement face à son propre parti, mais aussi d'écarter les votes de défiance gratuits, c'est-à-dire qu'il permet de défaire un chancelier en en nommant un autre. Pierre Kende, « Évolution récente en Hongrie : bilan succinct de la transition politique », *La Nouvelle Alternative*, no. 49, mars 1998, s. p.

²⁵⁸ Les quatre principales fondations politiques ouest-allemandes sont la Hanns-Seidel-Stiftung, proche de la CSU, la Konrad-Adenauer, proche de la CDU, la Friedrich-Naumann, proche du FDP et la Friedrich-Ebert, apparenté au SDP.

²⁵⁹ Les principaux récipiendaires de l'aide économique ouest-allemande sont la Hongrie et la Pologne qui se sont vu accorder chacune des crédits de deux milliards de DM, la première depuis 1987 et la seconde lors du voyage du chancelier Kohl en novembre 1989. Anne-Marie Le Gloannec, « La nouvelle Allemagne et l'Europe de l'Est », in *L'Allemagne unie dans une Europe nouvelle*, Paul Létourneau (dir.), Québec. Centre québécois de relations internationales. 1990, p. 153.

2.3.3 Réformer l'organisation politique et l'administration du territoire

Parallèlement à la refondation des territoires et de la démocratie, il fut par la même occasion nécessaire de redéfinir les maillages institutionnels et administratifs. Comme ce fut le cas pour la refonte des territoires, la décentralisation, la déconcentration et la dévolution des compétences de l'administration publique sont les sujets des réformes des administrations publiques et elles dépendent de la dualité entre le poids des héritages et les contextes d'intégration de chacun des PECO.

Au niveau local, les acteurs politiques étaient peu préparés à affronter la réforme de l'État et la reconstruction des systèmes politiques et administratifs.²⁶⁰ Pourtant, dès le monopole des partis communistes aboli, des mesures de réorganisation des pouvoirs locaux par transfert de compétences depuis le centre sont adoptées par les nouvelles assemblées nationales démocratiquement élues et le rétablissement de l'autonomie locale s'impose comme une composante essentielle, sinon une priorité, de l'entreprise générale de démocratisation des structures de l'État.²⁶¹ Deux processus complémentaires prennent alors place dans la sphère de l'administration publique, soit la fragmentation des municipalités et la formation d'associations de municipalités, comme outil de compensation lors d'imperfections du système administratif. La réforme administrative au niveau local est complétée par l'abolition des districts et l'introduction de municipalités ayant des compétences étendues.²⁶²

Pendant cette phase de fondation institutionnelle, les objectifs poursuivis par les gouvernements de l'Est ne se distinguent guère. Dans tous les cas, il s'agit de favoriser le renouvellement politique des assemblées, d'organiser les premières élections libres au niveau

²⁶⁰ Marie-Claude Maurel. « Le local entre soviétisation et européanisation, un espace politique en transformation », *Refonder les territoires : une nouvelle géographie administrative à l'Est de l'Europe*, jeudi 30 janvier 2003, Lyon. Centre Géophile. (résumé des interventions).

²⁶¹ *Ibid.*

²⁶² Zdenka Vajdova, « Cooperation or amalgamation? New administrative system on local level in Czech Republic », *Refonder les territoires : une nouvelle géographie administrative à l'Est de l'Europe*, jeudi 30 janvier 2003, Lyon. Centre Géophile. (résumé des interventions).

renouvellement politique des assemblées, d'organiser les premières élections libres au niveau municipal, d'introduire une distinction entre administration d'État déconcentrée et auto-détermination et surtout, de briser définitivement les structures de pouvoir du parti communiste, notamment au niveau des districts et des régions.²⁶³ Cette institutionnalisation peut être qualifiée d'institutionnalisation imitée, c'est-à-dire que les codes communaux des pays de l'Est sont largement inspirés de structures occidentales, auxquels s'ajoutent des éléments d'institutionnalisation ajustée, façonnés par les héritages historiques, comme la volonté de rompre avec le pouvoir du parti communiste et la prise en compte de l'héritage des révolutions.²⁶⁴ Les PECO ayant pour objectif d'inscrire leur mode d'administration locale dans les cadres de la *Charte européenne de l'autonomie locale* selon les principes des démocraties occidentales, n'ont d'autres choix que de se laisser influencer par les facteurs exogènes en provenance de l'Europe de l'Ouest.²⁶⁵

Au niveau régional, les réformes sont aussi motivées par une pression extérieure.²⁶⁶ La perspective d'entrée dans l'UE oblige à reprendre l'acquis communautaire, dont le chapitre 21 exige que les pays candidats adoptent des régions capables d'implanter les politiques régionales et de coordonner les fonds structurels attribués par l'Union.²⁶⁷ Ce pré-requis à l'élargissement n'impose cependant pas explicitement un modèle concret de décentralisation

²⁶³ Catherine Perron, « Le communisme dans les têtes. Ruptures et permanences dans la société tchèque », *Raisons politiques*, no. 3, août-octobre 2001, p. 113-126.

²⁶⁴ Hellmut Wollmann, « Between Ruptures and Legacies, Local Government Transformation Eastern Germany », in *Restructuring Networks in Post-Socialism*, G. Grabher et D. Stark (dir.), Oxford, Oxford University Press, 1997, p. 463-480.

²⁶⁵ Catherine Perron, « Démocratisation et mise en place des pouvoirs locaux et régionaux en Allemagne de l'Est et en République tchèque », in *L'élargissement de l'Union européenne : réformes territoriales en Europe centrale et orientale*, Violette Rey, Paris, L'Harmattan, 2004, p. 30.

²⁶⁶ *Ibid*, p. 31.

²⁶⁷ La mise en place d'une politique de développement régional signifie des modifications pour les PECO principalement dans les domaines suivants : la création d'un cadre juridique approprié, la mise en place d'un découpage administratif du territoire de type NUTS, la définition de programmes régionaux de développement intégrés et pluriannuels, la définition des compétences de l'ensemble des parties prenantes à la mise en œuvre de la future politique régionale dans les pays candidats et le respect des principes généraux des interventions structurelles : programmation, partenariat, additionnalité, gestion, suivi, évaluation, paiements et contrôles financiers. Union européenne, *Nomenclature commune des unités territoriales statistiques*, Synthèses de la législation, gestion de la politique régionale, <http://europa.eu/scadplus/leg/fr/lvb/g24218.htm>, (page consultée le 17 juillet 2006).

ou de gouvernement territorial et ne précise en rien l'architecture institutionnelle des États, laissant à chaque pays le soin de la déterminer.²⁶⁸ Ce n'est qu'en 1997 qu'est adopté le découpage territorial et géographique des régions ainsi que les modes d'élection des assemblées régionales. La répartition des compétences entre pouvoir central, régions et communes, n'est définie pour sa part qu'en 1999 et les premières élections régionales se tiennent en 2000 avec un taux d'abstention dépassant souvent les 60%.²⁶⁹ Ce semi-échec peut s'expliquer par la conjoncture entre deux exigences révélatrices de la tension traversant tous les PECO : tension entre une ambition métropolitaine, portée par les perspectives de l'intégration européenne, et l'apprentissage de la démocratie locale, fil directeur des réformes successives.²⁷⁰ De plus, les acteurs politiques voient cette redistribution comme une mesure d'accroissement de la bureaucratie, susceptible d'agir comme un frein à la réforme politique et économique par la dilution des responsabilités gouvernementales.²⁷¹

Les réformes institutionnelles paraissent avoir été soumises plus à un processus imitatif de l'Allemagne et du fonctionnement de l'UE qu'à un processus innovateur.²⁷² Reste que tenter de mettre en conformité un modèle européen d'organisation politico-administratif dans des pays où il existe des diversités historiques et d'organisations, n'est pas une mince affaire, surtout que ce modèle était inexistant dans ces territoires à la base.²⁷³

²⁶⁸ Marie-Claude, Maurel, « Le local entre soviétisation et européanisation, un espace politique en transformation », *Refonder les territoires : une nouvelle géographie administrative à l'Est de l'Europe*, jeudi 30 janvier 2003, Centre Géophile, Lyon. (résumé des interventions).

²⁶⁹ Catherine Perron, « Démocratisation et mise en place des pouvoirs locaux et régionaux en Allemagne de l'Est et en République tchèque », in *L'élargissement de l'Union européenne : réformes territoriales en Europe centrale et orientale*, Violette Rey, Paris, L'Harmattan, 2004, p. 31-32.

²⁷⁰ Jean-Yves Potel, « La reconstruction d'États de droit en Europe centrale et orientale », in *L'Europe centrale et orientale – Dix ans de transformations (1989-1999)*, Édith Lhomel, Paris, La Documentation française, 2000, p. 41.

²⁷¹ Catherine Perron, « Le communisme dans les têtes. Ruptures et permanences dans la société tchèque », *Raisons politiques*, no. 3, août-octobre 2001, p. 113-126.

²⁷² Catherine Perron, « Démocratisation et mise en place des pouvoirs locaux et régionaux en Allemagne de l'Est et en République tchèque », in *L'élargissement de l'Union européenne : réformes territoriales en Europe centrale et orientale*, Violette Rey, Paris, L'Harmattan, 2004, p. 35.

²⁷³ Jean-Yves, Potel, « La reconstruction d'États de droit en Europe centrale et orientale », in *L'Europe centrale et orientale – Dix ans de transformations (1989-1999)*, Édith Lhomel, Paris, La Documentation française, 2000, p. 55.

2.4 Conclusion

Ce chapitre nous a permis d'évaluer les degrés de cohésion et de continuité des canaux d'influence traditionnelle allemands envers les PECO selon quatre différentes dimensions politiques de celle-ci, afin de dégager les stratégies utilisées par les acteurs allemands dans l'atteinte de l'objectif ultime de sécurité de l'Allemagne, étant réalisable par l'intégration des PECO à l'UE. Certaines incertitudes et ambivalences sont présentes et sont dues aux bouleversements et à certaines rancoeurs encore présentes relatifs à la Seconde Guerre mondiale. La doctrine Hallstein, la question des minorités nationales, la redéfinition des frontières puis la question allemande sont tous des éléments démontrant que le rapprochement entre l'Allemagne et les PECO ne fut pas aisé. L'Allemagne se devait de faire oublier son passé belliqueux et c'est pourquoi elle fera valoir son sens du devoir et de responsabilité morale envers les PECO.²⁷⁴

Malgré cela, l'Allemagne a poursuivi son souhait le plus cher soit l'unification de l'Europe. Dans son propre intérêt et celui de l'Europe, l'Allemagne a dû exercer un rôle de surveillant dans la médiation et la stabilisation des deux axes européens.²⁷⁵ L'intégration européenne des PECO a permis la participation d'une multitude d'acteurs qui ont pu répandre leurs convictions au sein du contexte institutionnel européen. Pour l'essentiel, la stratégie des acteurs allemands consiste à jouer de diplomatie au niveau bilatéral et de travailler de façon directe et concrète avec les acteurs des sociétés d'Europe centrale et orientale. Ils proposent aux PECO un modèle de développement démocratique et politique qui se déploie dans une perspective d'eupéanisation et de libre choix national.²⁷⁶ L'engagement des acteurs allemands est donc à la mesure des intérêts en jeu : intérêts commerciaux et industriels pour

²⁷⁴ Paul B. Stares, *The New Germany and the New Europe*, Washington DC. The Brookings Institute. 1992. p. 149-150.

²⁷⁵ Hans-Peter. Schwarz, *Die Zentralmacht Europas, Deutschlands Rückkehr auf die Weltbühne*, Berlin, Siedler, 1994. p. 8.

²⁷⁶ Claire Demesmay, *La présence allemande en Europe centrale: rencontre d'intérêts ou politique de conquête?*. Synthèse no. 73, Fondation Robert Schuman. <http://www.robert-schuman.org/synth73.htm> (page consultée le octobre 2005).

les uns, économiques et sociaux pour les autres (l'emploi, le niveau des salaires et le système de relations professionnelles à l'allemande). Cet activisme dans les PECO s'inscrit dans le cadre de stratégies complexes qui se déploient à plusieurs niveaux, jugés complémentaires. La mobilisation de ces acteurs au niveau national contribue ainsi à expliquer les évolutions de la politique fédérale en matière d'élargissement.

Les stratégies allemandes, afin d'atteindre leur objectif de sécurité et donc d'intégration des PECO à l'UE, ne se concentrent pas uniquement au niveau historique, culturel et politique. À l'instar des processus de transformations politiques des PECO, ces derniers ont aussi dû procéder à des transformations d'ordre économique. Il est alors aussi essentiel de s'interroger sur la stratégie adoptée des acteurs économiques et de se demander si elle se décline au même titre que celles utilisées par les acteurs politiques.

CHAPITRE III

L'INTÉGRATION ÉCONOMIQUE DES PECO À L'UE

L'élargissement de l'UE aux PECO, permettant d'assurer une zone de stabilité politique à l'Est de l'Allemagne, comprend aussi des aspects économiques essentiels à l'établissement d'un ordre économique et commercial sécuritaire. Du fait de l'étroite implication de l'économie allemande avec l'étranger, l'Allemagne est sensible à tout facteur économique dans sa conception de politique extérieure et de sécurité. La stabilité de l'économie mondiale, la liberté du commerce et un système monétaire ordonné sont donc des préalables vitaux pour l'économie nationale allemande.²⁷⁷ C'est pourquoi, l'Allemagne fait montre d'une grande implication économique à l'égard des PECO, étant considérée, en termes historiques, comme précurseur pour les affaires en Europe de l'Est, d'autant plus qu'elle est leur plus proche voisin occidental.²⁷⁸ L'Allemagne se substitua à la Russie comme rôle de garant, non seulement en ce qui concerne les échanges commerciaux et les investissements, mais aussi en amenant les PECO à procéder à leurs transformations économiques, soit leur passage d'une économie dirigée à une économie de marché.²⁷⁹

Afin de concevoir davantage l'influence de l'Allemagne, cette fois-ci en termes économiques, nous privilégierons l'approche gravitationnelle qui explique l'importance des

²⁷⁷ *Bundesregierung* [Gouvernement fédéral], *Livre blanc 1994 sur la sécurité de la République fédérale d'Allemagne et la situation et l'avenir de la Bundeswehr*, Bonn, Ministère de la Défense, 1995, p. 32 et p. 43.

²⁷⁸ Stanley W. Black, *Europe's Economy looks East: Implications for Germany and the European Union*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997, 363 p.

²⁷⁹ Francesco Papadia Giustiniani et Daniela Porciani, « Growth and Catch-Up in Central and Eastern Europe: Macroeconomic Effects on Western Countries », *Essays in International Finance*, no. 186, avril 1992. Princeton University, Department of Economics, 48 p.

liens commerciaux et d'investissements entre l'Allemagne et les PECO par la taille du pays d'origine et d'accueil et la proximité géographique.²⁸⁰ Nous présenterons dans ce chapitre, les principes sous-tendant les transformations économiques des PECO puis, nous analyserons des données quantitatives concernant les flux commerciaux, les investissements directs étrangers (IDE) et les aides financières allouées aux PECO, dans le cadre de leur intégration à l'UE.

3.1 Principes sous-tendant les transformations économiques des PECO

De par leur passage d'une économie dirigée à une économie de marché, les PECO ont dû effectuer de nombreux sacrifices et de nombreux changements au sein de leurs sociétés. Tout près d'une « thérapie de choc », telle que celle vécue par l'Allemagne de l'Est lors de sa réunification, les PECO afin d'effectuer ce passage, se sont grandement inspirés de ce modèle allemand quant aux privatisations et aux changements institutionnels à réaliser.²⁸¹ Toutefois, les PECO ont aussi été inspirés du modèle allemand au sortir de la Seconde Guerre mondiale, quant aux principes sous-tendant la reconstruction de l'économie.

3.1.1 L'ordolibéralisme, la Sozialemarktwirtschaft et le Wirtschaftswunder

La doctrine économique libérale et plus spécifiquement ordolibérale, fut le credo initial des reconstruteurs de l'économie allemande, sérieusement endommagée après 1945. Les alliés, pour des raisons compréhensibles, avaient alors imposé des mesures dirigistes qui permirent de contrôler et d'assainir une situation économique et financière difficile. Alors que la plupart des pays se convertissait à l'économie dirigée, l'Allemagne s'est tournée vers le libéralisme, plus précisément l'ordolibéralisme.²⁸²

²⁸⁰ S. Lael Brainard, *A Simple Theory of Multinational Corporations and Trade with a Trade-off between Proximity and Concentration*, NBER, Working Paper, no. 4269, 1993.

²⁸¹ En Allemagne de l'Est, la sortie du communisme s'apparente à une transformation radicale de type « thérapie de choc » opérée par transfert de système, guidée par un acteur extérieur au moyen de ressources très importantes. Dans les PECO, la sortie du communisme prend plutôt la forme d'une « transformation graduelle », gérée à l'interne, de façon autonome.

²⁸² André Piettre, *L'économie allemande contemporaine*, Paris, Médicis, 1952; cité dans Gérard Schneilin et Horst Schumacher, *Économie de l'Allemagne depuis 1945*, Paris, Armand Colin, 1992, p. 26. Ce choix fut conçu et

Cette doctrine est organisée autour de la notion d'ordre (*ordo*) qui « suppose que l'homme est en mesure d'organiser les phénomènes et processus économiques en fonction d'un modèle librement conçu et scientifiquement défini. Mais cet ordre doit aussi être capable de mettre en œuvre les aspirations morales de l'homme et ses désirs matériels. ».²⁸³ Cette vision se concrétise par un système des prix de concurrence parfaite qui a pour résultats une stabilité monétaire, le libre accès aux marchés, l'affirmation de la propriété privée, la responsabilité des entrepreneurs et par conséquent, la stabilité économique. Concrètement, l'État a recours à une politique ordonnatrice à double orientation. La première détermine l'organisation socio-économique et stratégique de l'État (information, enseignement, techniques, travail, etc.) et la seconde, implique l'accession de tous à la propriété, la décentralisation urbaine, l'aide aux PME, le souci de l'environnement et doit se réaliser dans un capitalisme populaire.²⁸⁴ Ainsi, dans l'activité économique qui relève du marché, il y a peu d'interventionnisme de l'État, sauf dans le domaine monétaire ainsi que dans certains autres domaines comme l'agriculture, l'énergie ou les transports. Ce qui relève alors de la compétence de l'État est tout ce qui concerne la vie économique, comme la démographie, l'enseignement ou la politique sociale dans l'entreprise.

C'est donc l'ordolibéralisme et ses variantes qui ont constitué le fondement idéologique de l'économie allemande, appelée la *Sozialmarktwirtschaft* (l'économie sociale de marché), qui perdure encore aujourd'hui. Les composantes essentielles de cette économie sont regroupées en cinq ordres : l'ordre de la propriété, autant de nature privée que des moyens de production; l'ordre monétaire et financier, c'est-à-dire le maintien de la stabilité monétaire et le contrôle des prix; l'ordre de la concurrence, mais pas une concurrence sauvage livrée aux monopoles

réalisé par Ludwig Erhard, en tant que directeur du Bureau de la monnaie et du crédit auprès de l'administration bizonale puis en tant que directeur de l'économie en 1948-1949 et ensuite, en tant que Ministre de l'Économie de 1949 à 1963. On l'a appelé le « père du miracle économique allemand » et le fondateur de l'économie sociale de marché.

²⁸³ François Bilger, *La pensée économique libérale dans l'Allemagne contemporaine*. Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1964.

²⁸⁴ Gérard Schneilin et Horst Schumacher, *Économie de l'Allemagne depuis 1945*, Paris, Armand Colin, 1992, p. 28.

et aux oligopoles; l'ordre social, qui intègre autant la sécurité de l'emploi, le maintien du niveau des salaires, des pensions et de l'épargne de toutes les autres composantes de la sécurité sociale; et finalement, l'ordre de l'entreprise, qui comprend à la fois l'organisation des conventions collectives selon le principe de l'autonomie de ces négociations en fonction du système de la cogestion ou de la codétermination dans les conseils des entreprises, mais aussi le système dual de formation afin d'assurer l'emploi des jeunes.²⁸⁵

C'est cet ensemble ordonnateur qui fut à la base du redressement économique et social de l'Allemagne de l'Ouest à partir de 1948 et que l'on a appelé le *Wirtschaftswunder* (miracle économique). Ce redressement fut aidé à la fois par des facteurs internes et des adjuvants extérieurs. Tout d'abord, le potentiel économique était beaucoup moins touché par la guerre qu'on ne peut le penser.²⁸⁶ Ensuite, le facteur humain fut essentiel à la reprise : énergie, travail, discipline et endurance furent donc les *leitmotivs* du peuple allemand.²⁸⁷ Quant aux aides extérieures, elles furent à la fois rapides et considérables. Elles parvinrent d'abord des États-Unis selon le Plan Marshall (GARIOA et ERP), de l'UE, des paiements et des exemptions au libre-échange accordées par l'OECE, puis de l'Accord de Londres sur les dettes (1953) qui réduisit des deux tiers les créances sur les emprunts d'avant-guerre et les crédits d'après-guerre et enfin, la relative faiblesse des dépenses militaires, ainsi que l'absence d'aide aux pays en voie de développement jusqu'en 1958-1959, aidèrent puissamment les finances allemandes.²⁸⁸ En plus de ces quatre facteurs extérieurs, l'application de la *Sozialmarktwirtschaft* connu à partir de 1951 une grande réussite, aidée par le début de la guerre de Corée qui modifia largement les données de l'économie mondiale au profit de la RFA.

²⁸⁵ Wilhelm Ropke, *Was ist Soziale Marktwirtschaft?* [Qu'est-ce que l'économie sociale de marché?], fascicule envoyé aux Allemands en 1948 en guise d'explication du système.

²⁸⁶ Le potentiel agricole et industriel sont restés opérationnels, en raison de la sélectivité des bombardements alliés et la rapide reconstruction des réseaux de transport, le redémarrage de l'approvisionnement intérieur et extérieur en matières premières puis la modernisation de l'équipement grâce à de puissants investissements, allaient en fait doter la RFA en quelques cinq ans, de l'outil de production le plus moderne et le plus important de l'Europe de l'Ouest. Gérard Schneilin et Horst Schumacher, *Économie de l'Allemagne depuis 1945*, Paris, Armand Colin, 1992, p. 15.

²⁸⁷ *Ibid*, p. 16-17.

²⁸⁸ Jean-François Poncet, *La politique économique de l'Allemagne occidentale*. Paris. Sirey. 1970. 404 p.

En 1989, le modèle allemand était l'option la plus chérie par les PECO. Ils voulaient imiter le *Wirtschaftswunder* (miracle économique) comme étant le meilleur agent de transition vers une politique démocratique et comme étant leur garant le plus fiable, surtout au niveau économique. Selon la plupart des aspects de l'après-guerre, l'ordre allemand a joui d'un immense respect en Europe de l'Est et ce n'est pas une surprise si quelques pays ont activement recherché à copier les institutions allemandes dans l'établissement de leurs nouvelles politiques, comme nous l'avons vu dans le précédent chapitre.²⁸⁹ De plus, l'Allemagne tend à instaurer ces principes économiques aux PECO afin de solidifier leurs économies par une monnaie forte, un taux d'inflation jugulé et un déficit extérieur contrôlé. Sans ces règles économiques strictes, l'Allemagne et l'UE sont réticentes à fournir des aides financières aux PECO, que nous verrons en détails dans une prochaine section.

3.1.2 L'*Osthandel*

L'économie sociale allemande fit un autre tournant au début des années 70, en orientant son économie vers l'Est et en adoptant la politique de l'*Osthandel* relative à l'économie et au commerce. L'*Osthandel*, initiée dans le même cadre que l'*Ostpolitik*, mit en termes clairs la forte position historique allemande comme force économique clé dans la région d'Europe centrale et orientale.²⁹⁰ Vers la fin des années 60, les PECO ont eu besoin d'agrandir leur cercle de commerce extérieur, d'expertise, de technologies et d'une forte devise, ce que Washington ne pouvait alors offrir, seul autre pays apte à cette fin.²⁹¹ L'Europe de l'Est se voit alors prédisposée à ce que les Allemands pourraient contribuer à leurs propres économies. C'est le legs de cette tradition qui donna à la RFA le privilège de retombées

²⁸⁹ Certains auteurs croient que l'ordolibéralisme ne joue plus de rôle dans l'économie sociale de marché allemande d'aujourd'hui et certains autres croient que oui. Pour un portrait poussé de cette doctrine économique et du débat l'entourant, voir le blog de François Bilger, « L'école de Fribourg. l'ordolibéralisme et l'économie sociale de marché », *ordo- et néo-libéralisme*, <http://www.fbilger.com>, (page consultée le 20 décembre 2006).

²⁹⁰ Randall E. Newnham, « More Flies with Honey : Positive Economic Linkage in German Ostpolitik from Bismarck to Kohl », *International Studies Quarterly*, vol. 44, 2000, p. 73.

²⁹¹ Edwina S. Campbell, « The Fashioning of Ostpolitik », in *Germany's Past & Europe's Future: the Challenges of West German Foreign Policy*, Washington D.C., Pergamon-Brassey's, 1989, p. 106-107.

économiques positives et qui a été central pour le succès de la politique étrangère de Brandt, l'*Osthandel*.²⁹²

À titre de démonstration du succès de l'*Osthandel*, il est extrêmement difficile d'identifier un secteur commercial et d'échange dans lequel la République fédérale n'ait pas fait figure de présence la plus constante et la plus importante en Europe de l'Est.²⁹³ À la chute du régime soviétique, les PECO ayant besoin de transferts technologiques massifs afin de réaliser leur industrialisation, la RFA deviendra le partenaire commercial le plus important dans l'ensemble des anciennes républiques soviétiques. Cette dominance globale est aussi vraie pour chacun de ces pays, où l'Allemagne constitue le partenaire commercial de tête et ce, pratiquement dans toutes les catégories de produits imaginables, s'étendant des voitures, des produits électroniques et chimiques aux textiles, aux biens d'agriculture et artisanat.²⁹⁴ De même, l'*Osthandel* sera la politique précurseur de l'imposante présence de firmes multinationales allemandes en territoire d'Europe de l'Est. Le but de l'Allemagne était alors de créer une sorte d'interdépendance économique avec la région, afin, espérait-elle, d'en arriver à une amélioration des relations politiques.²⁹⁵ Cette façon de procéder est la même qu'utilisée à la base de l'intégration européenne, c'est-à-dire que dans un effet d'entraînement, l'interdépendance leur donne un fort stimulant à coopérer dans d'autres sphères économiques puis, politiques.²⁹⁶

²⁹² Michael Kreile, *Osthandel und Ostpolitik*, Baden-Baden, Nomos, 1978, 242 p.

²⁹³ Nous en ferons une démonstration quantitative lors des prochaines sections de ce chapitre. Pour un survol général, voir: « Deutschland ist größter Geber und zweitgrößter Investor in Osteuropa » [L'Allemagne est le plus grand donneur et le deuxième plus grand investisseur en Europe de l'Est], *Deutschland Nachrichten*, 7 octobre 1994.

²⁹⁴ Stephan Martens, « Variations sur une puissance « intégrative » », *Revue internationale et stratégique*, no. 35, automne 1999, p. 84.

²⁹⁵ Randall E. Newham, « More Flies with Honey : Positive Economic Linkage in German Ostpolitik from Bismarck to Kohl », *International Studies Quarterly*, vol. 44, 2000, p. 82.

²⁹⁶ Arpad Abonyi, Ivan J. Sylvain et James A. Caporaso, « Political Economy Perspectives on Integration: A Comment on Integration Theories », in *East European Integration and East-West Trade*, Paul Marer et John Mihael Montias, Bloomington, Indiana University Press, 1980, p. 75.

L'*Osthandel* a ainsi changé plusieurs facettes des économies d'Europe de l'Est. Cet avantage a été augmenté par une familiarité de la part des Allemands des intérêts culturels et du savoir du milieu des affaires en Europe de l'Est.²⁹⁷ Comme un journaliste l'observe : « The race to the East is going to the holders of German marks ».²⁹⁸

3.1.3 Des réformes structurelles, des privatisations à l'adhésion

À compter de 1989, la volonté de passage des PECO à une économie de marché suscite de nombreuses mutations et implique non seulement de renouveler et/ou d'accroître des capacités physiques de production, mais également de mettre en place des infrastructures de marché, sur la base notamment de la propriété privée, et de conduire à l'adoption de nouveaux comportements.²⁹⁹ La réforme économique en Europe de l'Est s'avère donc, encore aujourd'hui, être un processus de longue haleine comportant cinq grands axes : ajustement macroéconomique, introduction du système de marché, restructuration, insertion au sein de l'économie mondiale et privatisation, qui ont tous été présents, à un degré ou à un autre.³⁰⁰

Selon Bernard Chavance et Éric Magnin, trois grandes périodes peuvent être schématiquement distinguées dans cette ère de transformation/européanisation : 1989-1993, la rupture; 1993-1997, la consolidation; 1997-2004, l'ancrage européen.³⁰¹ La première période est celle de bouleversements majeurs et de ruptures radicales au regard des quatre décennies socialistes précédentes : fin des régimes communistes et mise en place de démocraties parlementaires pluralistes, retour de la souveraineté nationale et dissolution de

²⁹⁷ Michael Kreile, *Osthandel und Ostpolitik*, Baden-Baden. Nomos, 1978, 242 p.

²⁹⁸ David E. Sanger. « In New Diplomatic Struggles. Money Is an Unreliable Ally », *New York Times*, 9 avril 1995, section 4, p. 1.

²⁹⁹ Fabienne Boudier-Bensebaa, « La présence allemande dans les PECO », in *Les stratégies allemandes en Europe centrale et orientale. Une géopolitique des investissements directs*, François Bafoil, Paris, L'Harmattan, 1997, p. 95.

³⁰⁰ Morris, Bornstein, « La privatisation en Europe de l'Est », *Revue d'Études comparatives Est-Ouest*, vol. 23, no. 2-3, juin-septembre 1992.

³⁰¹ Bernard Chavance et Éric Magnin, « Transformation systémique et intégration européenne dans les pays postsocialistes d'Europe, 1989-2004 », in *Les incertitudes du grand élargissement. L'Europe centrale et balte dans l'intégration européenne*, Bernard Chavance, Paris, L'Harmattan, 2004, p. 17-41.

l'Union soviétique. Les caractéristiques économiques majeures du début des années 90 sont la déstructuration extrêmement rapide des interdépendances systémiques de l'organisation socialiste antérieure, la mise en œuvre de politiques de stabilisation et de libéralisation inspirées du consensus de Washington, le tout suivi d'une forte récession.³⁰²

La seconde période, la consolidation, est à bien des égards décisive. Elle est marquée par la sortie de la dépression économique initiale, des alternances politiques réussies et une clarification progressive de la perspective de l'élargissement de la part de l'UE. À compter de 1994, les privatisations s'accélérent, dû à l'assainissement des bilans bancaires des entreprises et autres institutions, et se traduisent par un afflux important de capitaux étrangers, qui stimule la restructuration des entreprises.

La perspective de l'élargissement se transforme au cours de la période la plus récente en un objectif tangible, qui conditionne directement le processus de changement dans les pays candidats, la vie politique, les pratiques administratives et plus largement les anticipations de tous les acteurs économiques et sociaux. C'est donc durant cette période que les négociations d'adhésion sont officiellement ouvertes et par conséquent, la phase du basculement du processus de transformation dans une dynamique forte d'intégration.³⁰³

Afin de permettre cette transformation, l'accroissement du stock de capital devait être suffisamment important pour induire à la fois la modernisation et la rationalisation de l'appareil productif d'une part, l'accroissement des capacités de production d'autre part.³⁰⁴ L'investissement privé est ainsi devenu la pierre angulaire de tout l'édifice et c'est là que l'apport de capital étranger a pris toute son importance. La transformation de la propriété d'État en propriété privée a ainsi constitué, dès 1989, un objectif central des gouvernements

³⁰² Bernard Chavance et Éric Magnin, « Transformation systémique et intégration européenne dans les pays postsocialistes d'Europe, 1989-2004 », in *Les incertitudes du grand élargissement. L'Europe centrale et balte dans l'intégration européenne*, Bernard Chavance, Paris, L'Harmattan, 2004, p. 20.

³⁰³ Alan Mayhew, *Recreating Europe: The European Union's Policy Towards Central and Eastern Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998, 420 p.

³⁰⁴ *Ibid.*

postcommunistes.³⁰⁵ Il a existé plusieurs modalités de privatisation et formes de propriété : vente d'actions, distribution par certificats ou coupons, propriété individuelle, communale, propriété des employés, propriété institutionnelle, etc. Toutefois, afin de pallier la faiblesse de l'investissement national et d'éviter d'alourdir davantage l'endettement déjà accumulé des PECO, les privatisations sont devenues davantage le soutien des flux d'investissements directs étrangers en direction des PECO que le soutien aux investisseurs locaux.³⁰⁶ Malgré des différences très grandes dans la vitesse d'exécution et les modes d'opération des privatisations entre les PECO, ces dernières ont joué un rôle particulièrement important dans la transition des PECO, constituant un des piliers de ces changements systémiques, dont l'objet central est de redonner le rôle principal aux agents privés, qu'ils soient nationaux ou étrangers.³⁰⁷

3.2 Flux commerciaux

Dans les années 90, l'économie allemande a été confrontée à plusieurs ajustements. Premièrement, la réunification allemande en 1990 a eu de sérieuses conséquences fiscales et a contribué lourdement à la dette publique du pays. De plus, très dépendante de ses exportations, elle a dû rechercher à nouveau des marchés économiques sains³⁰⁸ et a voulu optimiser sa place stratégique dans le milieu de l'Europe. Du côté des PECO, plusieurs facteurs ont favorisé la réorientation de leurs échanges commerciaux, c'est-à-dire les changements du volume et de la composition des échanges extérieurs, vers les pays membres de l'UE dont la désintégration du CAEM, l'effondrement de l'ex-URSS, la disparition de la

³⁰⁵ Éric Magnin, *Les transformations économiques dans les pays de l'Est depuis 1989*, Paris, Dunod, 1999, 120 p.

³⁰⁶ Pour plus de détails au sujet des privatisations, voir entre autres : Bernard Chavance, *Les réformes économiques à l'Est de 1950 aux années 1990*, Éditions Nathan, 1994, 207 p.; Wladimir Andreff, *La mutation des économies postsocialistes. Une analyse économique alternative*, Paris, L'Harmattan, 2003, 368 p.; Régis Chavigny, *Spécialisation internationale et transition en Europe centrale et orientale*, Paris, L'Harmattan, 1996, 255 p.

³⁰⁷ Fabienne Boudier-Bensebaa. « La présence allemande dans les PECO », in *Les stratégies allemandes en Europe centrale et orientale. Une géopolitique des investissements directs*, François Bafoil, Paris, L'Harmattan, 1997, p. 95.

³⁰⁸ Stephan Martens. « Variations sur une puissance « intégrative » », *Revue internationale et stratégique*, no. 35, automne 1999, p. 159.

RDA (étant leur deuxième partenaire commercial après la Russie),³⁰⁹ la libéralisation commerciale dans les États en transition, la mise en place de programmes de privatisation massive et de politiques de stabilisation macroéconomique,³¹⁰ la signature d'accords de libre-échange avec la Communauté européenne, la proximité géographique, l'existence de liens historiques et culturels étroits, etc.³¹¹ L'évolution des flux commerciaux que nous survolerons dans la prochaine section, sont donc une résultante de cet ensemble de variables, sans qu'il ne soit par contre possible d'en isoler l'influence relative et spécifique de chacune d'elles. De plus, il n'est pas question ici de relever l'importance des volumes des échanges, mais plutôt de dégager la croissance de ces échanges. Nous observerons donc les exportations et importations allemandes avec les PECO que nous comparerons ensuite avec celles des autres pays membres de l'UE, ce qui nous permettra de déterminer l'influence commerciale réelle de l'Allemagne envers les PECO. Puis, nous terminerons en spécifiant quels sont les secteurs du commerce les plus concernés, ainsi que la spécificité de cette relation Allemagne-PECO.

3.2.1 Exportations

L'Allemagne est un pays très dépendant de ses exportations³¹² et comme le souligne Klaus Kinkel : « Dépendant plus que d'autres de ses exportations, notre pays, qui est entouré de neuf États voisins et se situe au milieu de l'Europe, a particulièrement besoin de frontières ouvertes, de la coopération et de l'intégration de ses partenaires : 70 % de nos exportations vont dans l'espace économique européen ».³¹³ Malgré ce fait, les exportations avec

³⁰⁹ Agnès Chevalier, Françoise Lemoine et Laurence Neyman. « L'Union Européenne et sa Périphérie. Conséquences de l'Intégration Commerciale de l'Europe Centrale ». *Revue Économique*, vol. 50, no. 6. 1999, p. 1169-1184.

³¹⁰ Christopher G.A. Bryant et Edmund Mokrzycki. « Introduction. Theorizing the changes in East-Central Europe », in *The New Great Transformation. Change and Continuity in East-Central Europe*, Londres et New York, Routledge, p. 1-13.

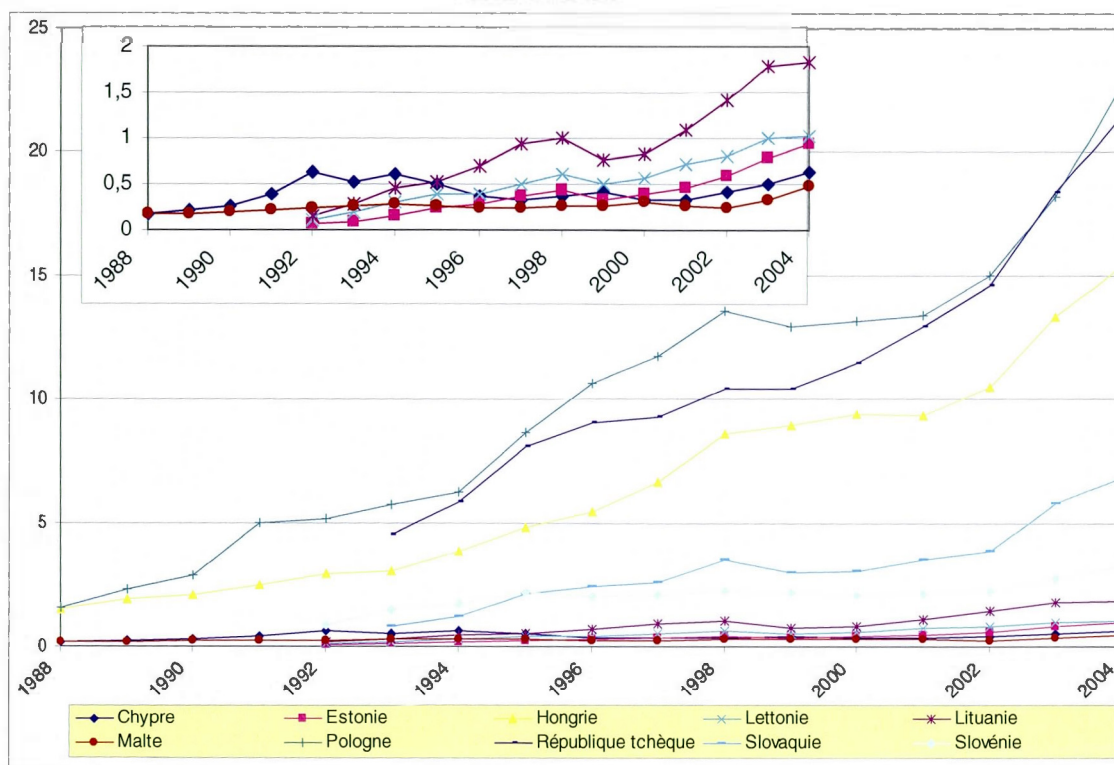
³¹¹ Régis Chavigny, *Spécialisation internationale et transition en Europe centrale et orientale*. Paris, L'Harmattan, 1996, p. 200-201.

³¹² L'Allemagne de l'Ouest a obtenu dès 1988. le titre de championne du monde des exportateurs. En 1990. elle fut encore une fois le premier pays exportateur au monde et même encore aujourd'hui, elle détient toujours ce titre.

³¹³ Jean-Paul Picaper, « Non aux égoïsmes nationaux ». *Le Figaro/Économie*, 16 mars 1995; entretien avec Klaus Kinkel.

l'ensemble des PECO représentent dorénavant 8,59 % des exportations totales allemandes³¹⁴ et ont connu une augmentation de 9,9 % en taux moyen annuel entre 1999 et 2004.³¹⁵ La croissance économique supérieure à l'Est depuis 1989 a su favoriser les entreprises allemandes dépendantes de l'exportation. La figure 3.1 expose la répartition des exportations allemandes dans chacun des PECO.

Figure 3.1 Exportations de l'Allemagne dans chacun des PECO de 1989 à 2004, en millions de dollars US



Source : OCDE, Base de données du Commerce Bilatéral 2006, http://www.ocde.org/document/4/0,2340,fr_2649_34445_35016068_1_1_1_1.00.html, (page consultée le 13 septembre 2006).

³¹⁴ À cet effet, la Pologne arrive au dixième rang des partenaires commerciaux de l'Allemagne en matière d'exportations suivie au douzième rang par la République tchèque et au quinzième rang par la Hongrie. Statistisches Bundesamt Deutschland [Office fédéral des statistiques de l'Allemagne], *Ranking of Germany's trading partners in foreign trade*, 2006, <http://www.destatis.de/download/e/aussch/rangfolge.pdf>, (page consultée le 23 septembre 2006).

³¹⁵ Ambassade de France en Allemagne, *Le commerce extérieur de l'Allemagne en 2005*, Mission Économique, Fiche de synthèse, 27 mai 2005, p. 4. http://www.missioneco.org/Allemagne/documents_new.asp?V=1_PDF_105539, (page consultée le 22 octobre 2005).

Comme nous pouvons le constater, les données du graphique font clairement apparaître deux groupes de pays qui ont connu des évolutions très différentes au cours des quinze années de notre étude et de leur transition. Les changements politiques de 1989-1990 et l'effondrement du système d'économie centralisée ont causé chez les PECO une dépression plus ou moins profonde selon les pays, et certains en sont sortis plus rapidement et dans de meilleures conditions que d'autres.³¹⁶ La Pologne, la Hongrie, la République tchèque, la Slovaquie et la Slovénie, sont apparues très tôt dans une situation plus favorable. Leur proximité géographique avec l'Allemagne leur a permis de réorienter rapidement leurs échanges extérieurs vers l'Ouest et les a aidés à mettre en œuvre efficacement les réformes nécessaires à la renaissance ou au développement de l'économie de marché.³¹⁷ La croissance des exportations s'est engagée pour ces pays dès 1992-1993 et se fit de façon fulgurante, particulièrement pour ce qui est de la Pologne, suivie de près par la République tchèque et la Hongrie. Pour chaque année de notre période d'étude, les exportations combinées de ces trois pays totalisaient près de 80 % des exportations allemandes dans la région.³¹⁸ Autant en 1989 ce sont la Pologne avec 2,3 millions \$US, la Hongrie avec 1,9 millions \$US et la Tchécoslovaquie, la République tchèque et la Slovaquie à cette époque, avec 1,4 millions \$US qui ont bénéficié davantage des exportations allemandes qu'en 2004, avec 22,9 millions \$US, la République tchèque avec 21,6 millions \$US et la Hongrie avec 15,4 millions \$US.³¹⁹ La Slovaquie et la Slovénie ont quant à elles, connu une croissance des exportations moins impressionnante, mais elles se démarquent tout de même bien du deuxième groupe de pays.

Le deuxième groupe de pays, c'est-à-dire Chypre, Estonie, Lettonie, Lituanie et Malte, a aussi connu des évolutions marquées par la géopolitique et l'histoire particulière de la région.

³¹⁶ Michel Gaspard, « L'intégration des PECO. Scénario pour l'avenir », *Le courrier des pays de l'Est*, no. 1014, avril 2001, p.5.

³¹⁷ Art Durnev, Kan Li, Randall Mørck et Bernard Yeung, « Capital markets and capital allocation: Implications for economies in transition », *Economics of Transition*, vol. 12, no. 4, 2004, p. 593-634.

³¹⁸ OCDE, *Base de données du Commerce Bilatéral 2006*, http://www.ocde.org/document/4/0,2340,fr_2649_34445_35016068_1_1_1_1.00.html. (page consultée le 13 septembre 2006), et nos calculs.

³¹⁹ *Ibid.*

Le deuxième groupe de pays, c'est-à-dire Chypre, Estonie, Lettonie, Lituanie et Malte, a aussi connu des évolutions marquées par la géopolitique et l'histoire particulière de la région. Ce n'est réellement qu'en 1995 que ces pays ont commencé à bénéficier de leur proximité avec l'Allemagne, car leur économie avant ce moment, était restée très influencée par leurs relations avec la Russie. C'est pourquoi, il y a presque inexistence d'activité entre 1989 et 1993 et amorcée en 1995, elle demeure encore hésitante, avec un ralentissement en 1998-1999 sous l'effet de la crise financière russe, suivi d'un nouveau démarrage en 2000.³²⁰

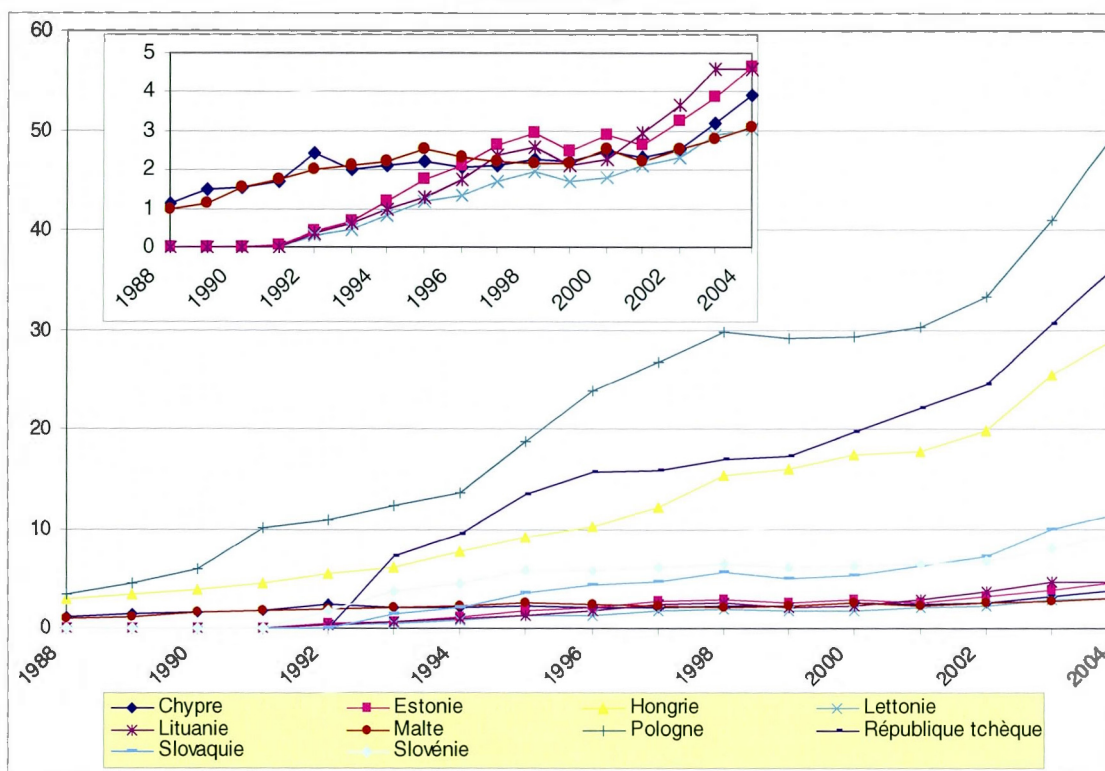
Les exportations de l'UE vers les PECO quant à elles, répondent de façon générale aux mêmes titres, aux mêmes variations de courbes, qu'avec celles de l'Allemagne, mais à des degrés moins forts. La figure 3.2 nous permet de distinguer les deux mêmes groupes de pays, qui d'ailleurs seront récurrents dans la présentation des faits de ces économies.³²¹ La Pologne demeure le premier partenaire commercial est-européen de l'UE. Toutefois, l'ordre dans lequel les PECO apparaissent diffère pour ce qui est du deuxième groupe. En effet, dans les exportations UE-PECO la Lituanie domine toujours le deuxième groupe, mais est cependant suivie par l'Estonie, Chypre, Malte et le dernier de la liste est cette fois-ci, la Lettonie.³²²

³²⁰ Michel Gaspard, « L'intégration des PECO. Scénario pour l'avenir », *Le courrier des pays de l'Est*, no. 1014, avril 2001, p. 6.

³²¹ Sébastien Dupuch, Hugues Jennequin et El Mouhoub Mouhoud, « Intégration européenne, élargissement aux pays d'Europe centrale et orientale et économie géographique », *Revue Région et Développement*, no. 13, 2001, p. 133.

³²² Comparativement avec les exportations Allemagne-PECO, où la Lituanie domine aussi ce deuxième groupe, mais est par contre suivie de la Lettonie, de l'Estonie, de Chypre et de Malte. Ces inversions d'ordre ne peuvent concrètement être expliquées et ne font preuve que de peu de variations en termes de valeurs, c'est-à-dire en termes de millions de \$US.

Figure 3.2 Exportations de l'UE dans chacun des PECO, de 1989 à 2004, en millions de dollars US



Source : OCDE, Base de données du Commerce Bilatéral 2006, http://www.ocde.org/document/4/0,2340,fr_2649_34445_35016068_1_1_1_1.00.html, (page consultée le 13 septembre 2006).

Les exportations de l'UE vers les PECO ont augmenté de treize fois en taux moyen annuel de 1989 (13 millions \$US) à 2004 (170 millions \$US).³²³ L'Allemagne est le premier partenaire commercial européen des PECO. Elle assurait en 2004, près de la moitié (44 %) des exportations de l'UE dans ces pays. Ce fait est confirmé par la figure 3.3 où nous voyons que les exportations de l'Allemagne dominent nettement celles de l'UE³²⁴ et que en somme, la « performance » de l'Allemagne dans la croissance des exportations dans les PECO depuis

³²³ OCDE, Base de données du Commerce Bilatéral 2006, http://www.ocde.org/document/4/0,2340,fr_2649_34445_35016068_1_1_1_1.00.html, (page consultée le 13 septembre 2006), et nos calculs.

³²⁴ Pour plus de détails voir, Andrei S. Markovits et Simon Reich, *The German Predicament: Memory & Power in the New Europe*, New York, Cornell University Press, 1997, p.152-157.

quinze ans, est extrêmement impressionnante.³²⁵ Il est aussi intéressant de remarquer la disparité assez incroyable entre l'Allemagne et les autres pays. En effet, les exportations de l'Allemagne dépassent le total combiné des prochains quatre pays et ce, dans toutes les années calculées.³²⁶ Ces pays suivants l'Allemagne conservent habituellement le même rang selon les années, commençant par l'Italie, la France et l'Autriche se disputant la troisième et la quatrième place, et suivis par le Royaume-Uni qui fut dernièrement déclassé du cinquième rang par les Pays-Bas en 2003. Certains auteurs défendent l'idée que la croissance des exportations de l'Allemagne encourage un effet de *spillover* sur les autres membres de l'UE, ce qui prouverait que l'Allemagne a bel et bien une influence sur l'intégration des PECO en augmentant les taux de croissance des autres pays de l'Union.³²⁷

En somme, pour l'UE, il s'agit d'un « jeu à somme positive », car elle a plutôt gagné en termes de croissance à l'intensification des flux commerciaux avec les PECO.³²⁸ En effet, les Accords d'association signés à partir de 1991 intégraient un « principe d'asymétrie » en vertu duquel l'UE était censée procéder au démantèlement de ses barrières tarifaires et non tarifaires plus rapidement que ne le font les PECO. Cependant, tel qu'il a été appliqué dans le cadre des Accords d'association, ce principe d'asymétrie a eu des effets limités, voire contraires à la notion d'aide d'intégration.³²⁹

³²⁵ Andrei S. Markovits et Simon Reich, *The German Predicament: Memory & Power in the New Europe*, New York, Cornell University Press, 1997, p. 159. Il est certain que le taux de croissance des échanges est élevé, mais le volume des échanges est très faible si l'on tient compte des exportations mondiales allemandes. Ce qui importe ici, c'est de démontrer la croissance des échanges allemands par rapport à celle des autres pays membres de l'UE.

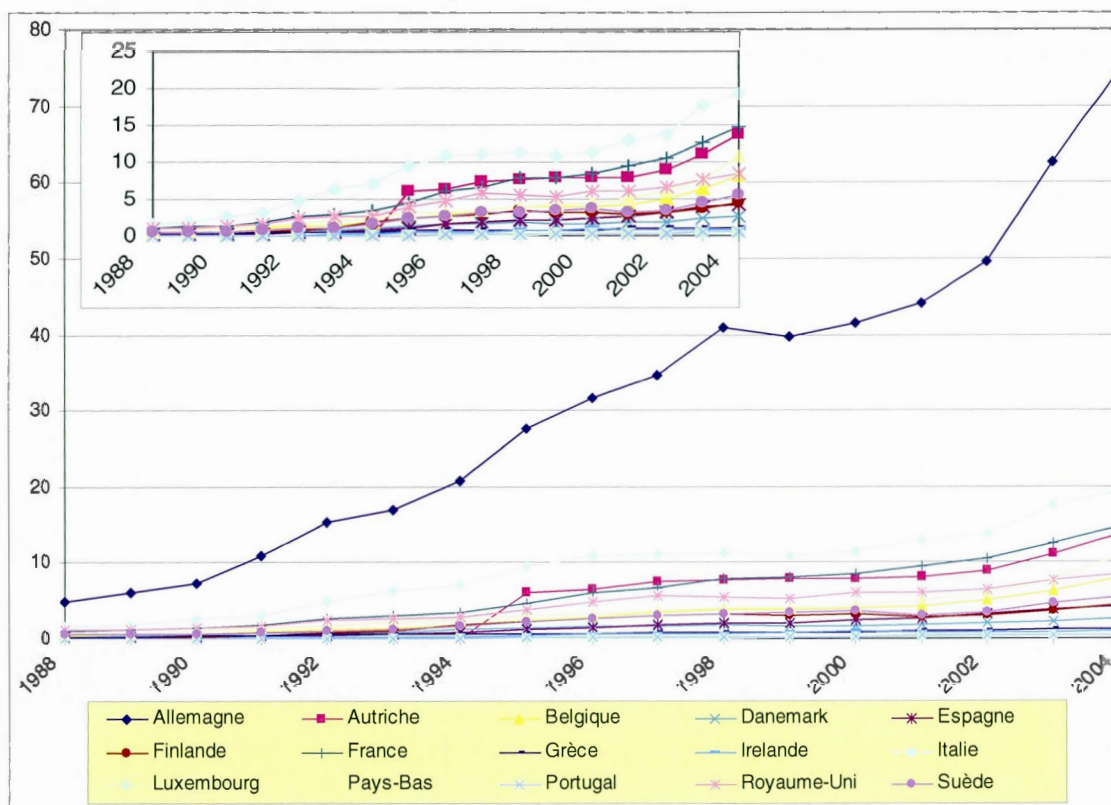
³²⁶ Par exemple, en 2004, les exportations de l'Allemagne sont de l'ordre d'un peu plus de 75 millions \$US, et le total des quatre pays suivants, l'Italie, la France, l'Autriche et les Pays-Bas totalisent 67 millions \$US. OCDE, *Base de données du Commerce Bilatéral 2006*, http://www.ocde.org/document/4/0,2340,fr_2649_34445_35016068_1_1_1_1,00.html. (page consultée le 13 septembre 2006), et nos calculs.

³²⁷ Cet argument est appuyé par une approche économique, voir: William H. Greene, *Econometric Analysis*, New York, Maximilian Publishing, 2^{ième} édition, 1993, p. 549-559. Il y est argumenté que l'Allemagne influence les principes de gouvernance de l'UE sur les échanges économiques et les marchés ouverts.

³²⁸ Alain Henriot et Yves Lepage, « Potentiels de localisation des multinationales », *Revue élargissement, DREE, Spécial Localisations*, no. 35, juillet 2003.

³²⁹ En premier lieu, l'asymétrie a été atténuée par une série de clauses telles que la clause de réciprocité, clause de sauvegarde, clause antidumping, clause des industries naissantes. En second lieu, les Accords d'association excluaient la négociation d'un grand nombre de produits dits « sensibles » (agricoles, textiles) pour lesquels les PECO avaient des avantages comparatifs forts. Enfin, certains PECO, dont les pays baltes, ont totalement libéralisé leur commerce avec l'UE dès la signature de leurs Accords d'association, ce qui créait de fait une

Figure 3.3 Exportations de chaque État membre de l'UE dans l'ensemble des PECO, de 1989 à 2004, en millions de dollars US



Source : OCDE, *Base de données du Commerce Bilatéral 2006*, http://www.ocde.org/document/4/0,2340,fr_2649_34445_35016068_1_1_1_1,00.html, (page consultée le 13 septembre 2006).

3.2.2 Importations

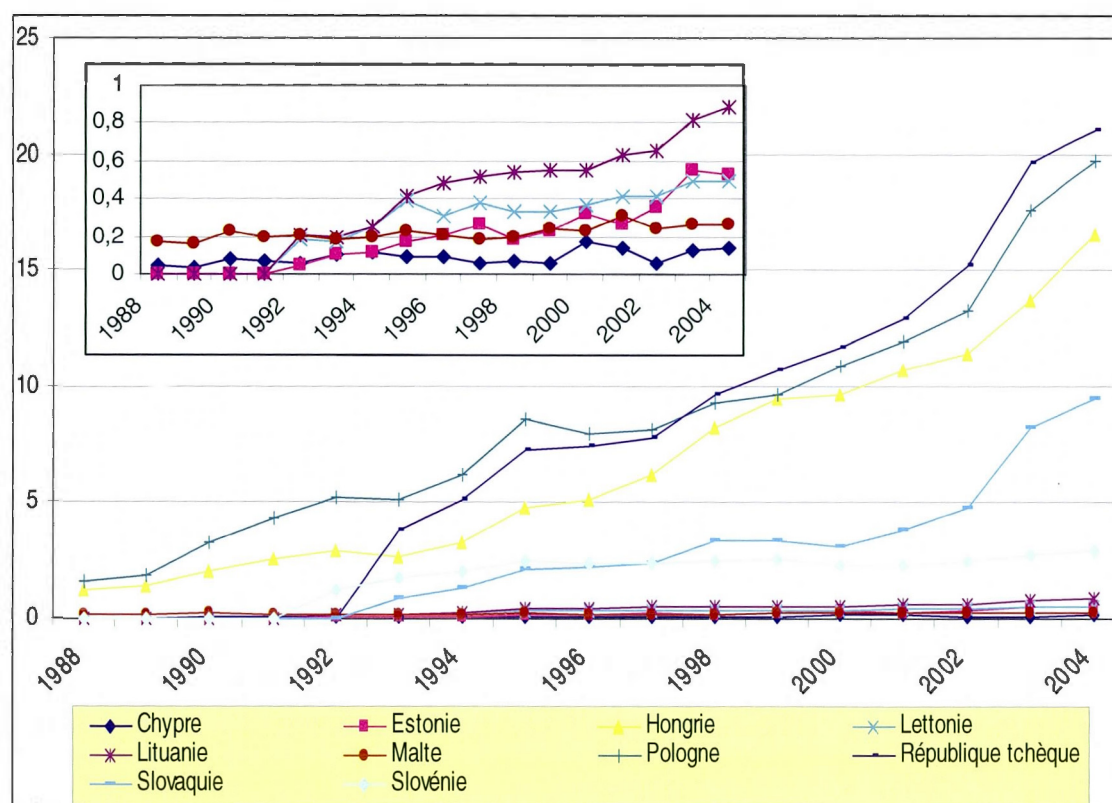
La dépendance économique des PECO envers l'Allemagne se confirme aussi par les importations de cette dernière. La provenance géographique des importations allemandes s'est sensiblement modifiée depuis quelques années et ce, particulièrement au profit de la Chine et des PECO.³³⁰ Selon la figure 3.4, nous observons que la tendance des importations

asymétrie inverse dont a bénéficié l'UE. Pour plus de détails à ce sujet, voir : Régis Chavigny, *Spécialisation internationale et transition en Europe centrale et orientale*, Paris, L'Harmattan, 1996, p. 194-200.

³³⁰ Eurostat, tiré de Ambassade de France en Allemagne, *Le commerce extérieur de l'Allemagne en 2005*, Mission Économique, Fiche de synthèse, 27 mai 2005, p. 4. http://www.missioneco.org/Allemagne/documents_new.asp?V=1_PDF_105539, (page consultée le 22 octobre 2005).

allemandes dans les PECO semble être la même que pour les exportations, c'est-à-dire en croissance constante, quoique légèrement plus prononcée que celle des exportations. Nous y distinguons aussi deux groupes de pays, qui sont constitués de la même façon que pour les exportations. Toutefois, l'ordre des deux premiers pays s'interchange, c'est-à-dire que c'est la République tchèque, avec 21 millions \$US, qui tient la place de premier importateur avec l'Allemagne, suivi de la Pologne, avec 19,7 millions \$US. Les mêmes facteurs explicatifs des exportations s'appliquent à cette distribution des importations allemandes, tel que la proximité géographique, les liens culturels et historiques, etc.

Figure 3.4 Importations de l'Allemagne dans chacun des PECO, de 1989 à 2004, en millions de dollars US



Source : OCDE, Base de données du Commerce Bilatéral 2006, http://www.oecd.org/document/4/0,2340,fr_2649_34445_35016068_1_1_1_1.00.html, (page consultée le 13 septembre 2006)

Il est à noter que tout comme pour les exportations, 71 % des importations de l'Allemagne proviennent également des pays membres de l'UE. Toutefois, les PECO prennent également

une importance croissante dans les importations allemandes, notamment la République tchèque (au treizième rang, 17,6 millions d'euro), la Pologne (au quatorzième rang, 16,1 millions d'euro), et la Hongrie (au dix-septième rang, 14,3 millions d'euro).³³¹ Au total, les importations des PECO représentent 9,49 % des importations totales de l'Allemagne³³² et ont connu une augmentation de 10,4 % en taux moyen annuel entre 1999 et 2004.³³³

Sans être négligeable non plus, la part de marché des PECO dans les importations de l'UE demeure elle aussi faible, aux environs de 9 % du total des importations de marchandises.³³⁴ Encore une fois, selon la figure 3.5, nous pouvons distinguer les deux mêmes groupes de pays. La Pologne retrouvant toutefois sa place de premier dans les importations de l'UE, avec 44 millions \$US et c'est l'Estonie qui domine dans le cas du deuxième groupe de pays, avec un peu plus de 4 millions \$US.

Les importations de l'UE en provenance des PECO, tout comme les exportations, ont augmenté de treize fois de 1989 (12 044 453 \$US) à 2004 (156 millions \$US).³³⁵ Dans l'ensemble, elles semblent avoir une croissance moins fulgurante que celle des exportations.

³³¹ Statistisches Bundesamt Deutschland [Office fédéral des statistiques de l'Allemagne], *Ranking of Germany's trading partners in foreign trade*, 2006, <http://www.destatis.de/download/e/aussh/rangfolge.pdf>, (page consultée le 23 septembre 2006).

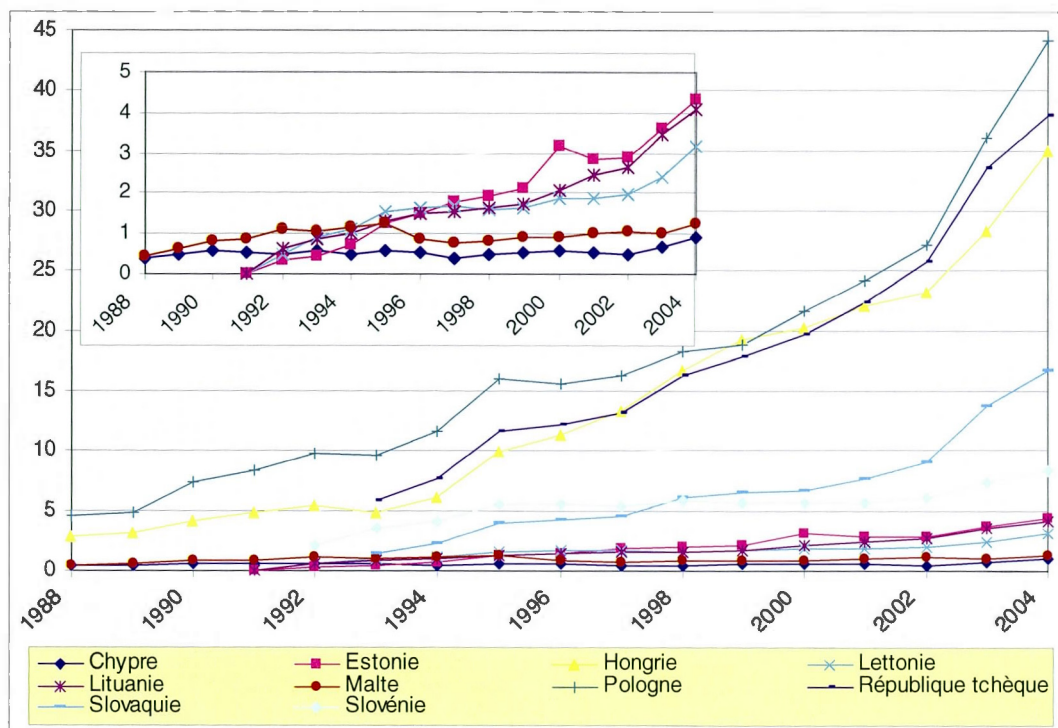
³³² *Ibid.*

³³³ Ambassade de France en Allemagne, *Le commerce extérieur de l'Allemagne en 2005*, Mission Économique, Fiche de synthèse, 27 mai 2005, p. 4. http://www.missioneco.org/Allemagne/documents_new.asp?V=1_PDF_105539, (page consultée le 22 octobre 2005)

³³⁴ Direction des Relations Économiques extérieures. « Dans quels secteurs les Pays d'Europe Centrale et Orientale (PECO) disposent-ils des plus forts potentiels d'exportation vers l'Union européenne? », in *Le potentiel des Pays d'Europe Centrale et Orientale (PECO)*, Missions économiques, cité dans : Centre de commerce international de la chambre de commerce et d'industrie de Grenoble, http://www.grex.fr/ue/potentiel_peco.htm, (page consultée le 18 octobre 2006).

³³⁵ OCDE, *Base de données du Commerce Bilatéral 2006*. http://www.ocde.org/document/4/0.2340.fr_2649_34445_35016068_1_1_1_1.00.html, (page consultée le 13 septembre 2006), et nos calculs. Il est encore à noter, que ce n'est pas le volume des échanges qui est impressionnant et révélateur, mais plutôt la rapide croissance des ces derniers.

Figure 3.5 Importations de l'UE dans chacun des PECO, de 1989 à 2004, en millions de dollars US



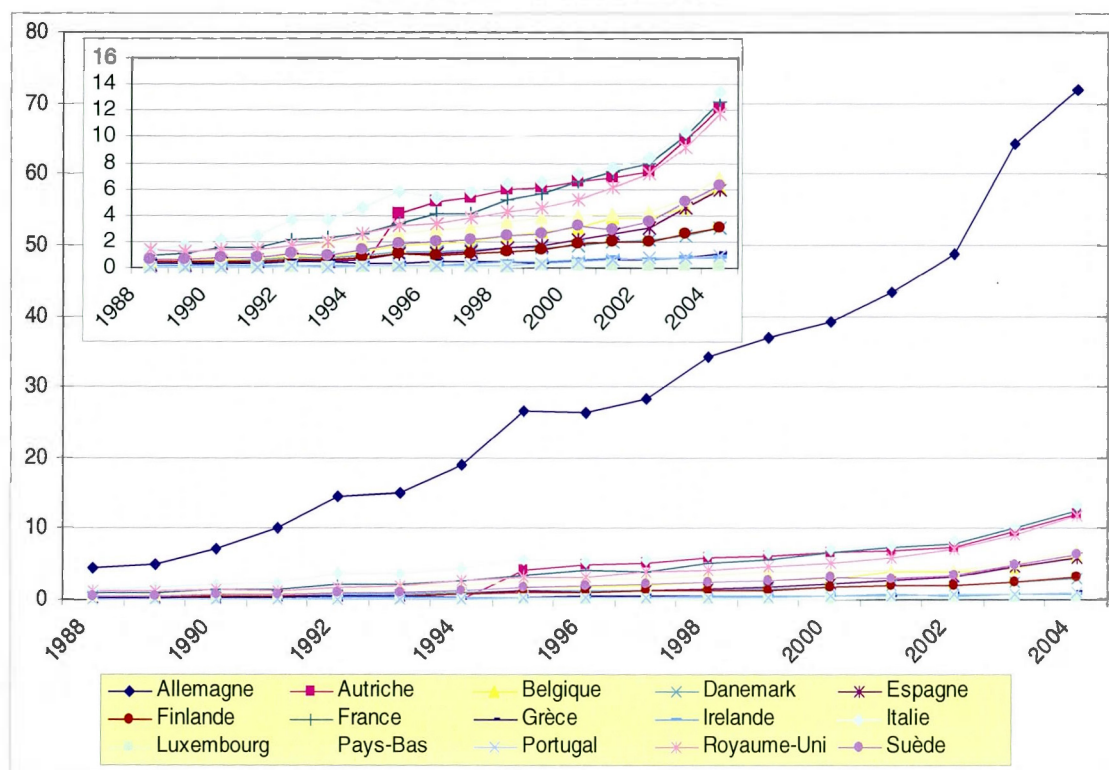
Source : OCDE, Base de données du Commerce Bilatéral 2006, http://www.ocde.org/document/4/0,2340,fr_2649_34445_35016068_1_1_1_1.00.html, (page consultée le 13 septembre 2006).

Malgré cela, les importations de l'Allemagne dominent toujours nettement, représentant pour près de 46 % des importations totales de l'UE, en 2004.³³⁶ Si l'on observe, d'après la figure 3.6, la disparité entre l'Allemagne et les autres pays membres de l'UE, nous pouvons remarquer qu'elle est encore plus grande dans le cas des importations totales de l'UE que dans celui des exportations totales de l'UE. En effet, les importations de l'Allemagne dépassent le total combiné non pas des quatre prochains pays comme c'est le cas des

³³⁶ OCDE, Base de données du Commerce Bilatéral 2006, http://www.ocde.org/document/4/0,2340,fr_2649_34445_35016068_1_1_1_1.00.html, (page consultée le 13 septembre 2006), et nos calculs.

exportations, mais bien des sept prochains pays en 2004.³³⁷ Parfois même, selon certaines années calculées, les importations allemandes dépassent jusqu'à celles totalisées des neuf pays la suivant, comme c'est le cas en 1998³³⁸ ou encore, avant 1995, les importations allemandes dépassent celles totalisées de tous les autres pays.³³⁹

Figure 3.6 Importations de chaque État membre de l'UE dans l'ensemble des PECO, de 1989 à 2004, en millions de dollars US



Source : OCDE, Base de données du Commerce Bilatéral 2006, http://www.ocde.org/document/4/0,2340,fr_2649_34445_35016068_1_1_1_1.00.html, (page consultée le 13 septembre 2006).

³³⁷ Il s'agit de l'Italie, la France, l'Autriche, le Royaume-Uni, le Pays-Bas, la Suède et la Belgique, pour un total de 69 065 659 \$US, alors que les importations de l'Allemagne représentent un total de 71 896 994 \$US. OCDE, Base de données du Commerce Bilatéral 2006, http://www.ocde.org/document/4/0,2340,fr_2649_34445_35016068_1_1_1_1.00.html, (page consultée le 13 septembre 2006), et nos calculs.

³³⁸ Les importations de l'Allemagne en 1998 représentent un total de 34 198 784 \$US, tandis que celles de l'Italie, l'Autriche, la France, le Royaume-Uni, le Pays-Bas, la Suède, la Belgique, le Danemark et l'Espagne, totalisent 32 970 709 \$US. *Ibid.*

³³⁹ *Ibid.*

3.2.3 Secteurs

Les nouveaux États membres ne forment pas un bloc homogène comme nous l'avons constaté par les analyses de nos graphiques des importations et des exportations. Il en est de même pour la spécialisation sectorielle et structurelle.³⁴⁰ Les pays formant le premier groupe possèdent une industrie plutôt diversifiée et un degré de spécialisation assez similaire, voisin de la moyenne européenne, et démontrent un fort degré de commerce intra-industrie, particulièrement pour ce qui est de la République tchèque, la Hongrie et la Slovaquie.³⁴¹ Il s'agit essentiellement de produits de qualités différentes (différenciés verticalement) et marginalement des produits de variétés différentes (différenciés horizontalement).³⁴² Le deuxième groupe, moins dynamique, s'enferme dans des secteurs traditionnels intensifs en main-d'œuvre peu qualifiée. La nature de leur commerce concerne presque exclusivement des échanges inter-industriels, c'est-à-dire basés principalement sur des complémentarités sectorielles.³⁴³ Ainsi, les pays les plus éloignés géographiquement de l'Union sont ceux qui présentent la spécialisation la plus marquée.³⁴⁴

Afin de poursuivre leur processus de transition et d'atteindre les exigences de l'acquis communautaire de l'UE, les PECO, malgré leurs différences, ont eu un grand besoin

³⁴⁰ Commission des Communautés européennes, *L'impact de l'élargissement sur l'industrie*, Document de travail des services de la Commission, Bruxelles, 24 février 2003, SEC(2003) 234, p. 7, http://ec.europa.eu/enterprise/enterprise_policy/industry/doc/sec_234_2003_fr.pdf, (page consultée le 8 octobre 2006).

³⁴¹ Commission européenne, *Eastern Enlargement to the EU : Economic Costs and Benefits for the EU Present Member States ? Germany*, Christian Keuschnigg, Mirela Keuschnigg et Wilhelm Kohler, rapport final de l'étude XIX/B1/9801, Bruxelles, septembre 1999, p. 6.

³⁴² Françoise Lemoine et Michael Freudenberg, « Les pays d'Europe centrale et orientale dans la division du travail en Europe », *Économie internationale*, no. 80, 1999.

³⁴³ Commission européenne, *Eastern Enlargement to the EU : Economic Costs and Benefits for the EU Present Member States ? Germany*, Christian Keuschnigg, Mirela Keuschnigg et Wilhelm Kohler, rapport final de l'étude XIX/B1/9801, Bruxelles, septembre 1999, p. 6.

³⁴⁴ Direction des Relations Économiques extérieures, « L'analyse des échanges des Pays d'Europe Centrale et Orientale (PECO) fait-elle apparaître des « profil types » de pays? », in *Le potentiel des Pays d'Europe Centrale et Orientale (PECO)*. Missions économiques, cité dans : Centre de commerce international de la chambre de commerce et d'industrie de Grenoble, http://www.grex.fr/ue/potentiel_peco.htm, (page consultée le 18 octobre 2006).

d'équipement industriel et l'Allemagne a su mettre à profit ses exportations à fort contenu industriel en direction de cette région. La part de l'ensemble des secteurs traditionnels de l'industrie, comme l'automobile, machines et outils, équipements électriques et chimie, sont demeurés très importants³⁴⁵ et représentent à eux seuls près des deux tiers des exportations allemandes.³⁴⁶ Cette spécialisation allemande dans les secteurs traditionnels de l'industrie est donc à haute valeur ajoutée et répond de ce fait aux besoins d'investissement et de consommation des économies en transition.³⁴⁷

Pour ce qui est des importations, l'Allemagne, étant déterminée sur le plan économique par un manque de matières premières et ayant un grand besoin en énergie, importe en provenance des PECO, essentiellement des combustibles et minéraux.³⁴⁸ L'apparition de nouveaux pôles de spécialisation tels que l'automobile, démontre que la nature des échanges entre l'Allemagne et les PECO correspond de plus en plus à l'émergence d'une division verticale du travail qui s'explique par les avantages comparatifs des PECO.³⁴⁹ De façon générale, l'intégration commerciale de ces pays dans l'UE tend à se caractériser par le dynamisme grandissant des échanges intra-branches aussi bien verticaux qu'horizontaux et ce, même si

³⁴⁵ Direction des Relations Économiques extérieures, « Vers quels pays et quels marchés-secteurs des Pays d'Europe Centrale et Orientale se situent les plus forts potentiels d'exportation de l'Union européenne? », in *Le potentiel des Pays d'Europe Centrale et Orientale (PECO)*, Missions économiques, cité dans : Centre de commerce international de la chambre de commerce et d'industrie de Grenoble, http://www.grex.fr/ue/potentiel_peco.htm. (page consultée le 18 octobre 2006).

³⁴⁶ Ambassade de France en Allemagne. *Le commerce extérieur de l'Allemagne en 2005*. Mission Économique, Fiche de synthèse, 27 mai 2005, p. 4. http://www.missioneco.org/Allemagne/documents_new.asp?V=1_PDF_105539. (page consultée le 22 octobre 2005).

³⁴⁷ Régis Chavigny, *Spécialisation internationale et transition en Europe centrale et orientale*, Paris, L'Harmattan, 1996, p. 173.

³⁴⁸ Euro Info Centre Bordeaux Aquitaine, *Élargissement de l'Union européenne : Le commerce*, Réseau d'information européenne aux entreprises. <http://www.aquitaineinternational.com/EIC/site/elargissementUE.htm>. (page consultée le 23 février 2006).

³⁴⁹ Direction des Relations Économiques extérieures. « Dans quels secteurs les Pays d'Europe Centrale et Orientale (PECO) disposent-ils des plus forts potentiels d'exportation vers l'Union européenne? », in *Le potentiel des Pays d'Europe Centrale et Orientale (PECO)*, Missions économiques, cité dans : Centre de commerce international de la chambre de commerce et d'industrie de Grenoble, http://www.grex.fr/ue/potentiel_peco.htm. (page consultée le 18 octobre 2006).

les PECO n'ont nullement renoncé aux secteurs traditionnels comme le textile, l'agriculture, l'agroalimentaire, etc.³⁵⁰

3.2.4 Sous-traitance

La structure des échanges fait ressortir le principal trait distinctif de la stratégie allemande dans les PECO par rapport aux autres pays soit, l'importance de la sous-traitance de façonnage donnant lieu à des échanges de trafic de perfectionnement passif (TPP).³⁵¹ Cette opération consiste pour une entreprise de confier à une autre le soin d'exécuter pour elle une partie des actes de production et de services,³⁵² en lui fournissant les matériaux et les pièces nécessaires à l'élaboration du produit final qu'elle réimporte ensuite,³⁵³ tout en conservant tout au long de ce processus, la responsabilité économique finale.³⁵⁴ C'est pourquoi, la sous-traitance apparaît comme une forme d'activité transfrontalière intermédiaire entre l'exportation qui utilise les marchés extérieurs (*external markets*) et l'investissement direct qui utilise les marchés intérieurs (*internal markets*).³⁵⁵ Généralement donc, les flux d'échanges avec les PECO sous le régime de TPP se replient au profit des IDE et des

³⁵⁰ OCDE, *Measuring the ICT Sector*, Paris, 2003. <http://www.oecd.org/dsti/sti/prod/stiwp.htm>. (page consultée le 7 mars 2006).

³⁵¹ Uta Moebius, « Industriegüterimporte der Europäischen Union und passiver Veredelungsverkehr bei Textilien und Bekleidung » [Les importations industrielles de l'Union européenne et le régime de perfectionnement passif du textile et de l'habillement], *DIW-Wochenbericht*, no. 17, avril 1995, p. 331-337.

³⁵² Conseil économique et social, *Les problèmes posés par la sous-traitance*, Adaptation recherche tech & information économiques, Jean-Jacques Stefanellyjo. 1973-07, France, 26 avril 1973, p. 305.

³⁵³ Françoise Lemoine, « La dynamique des exportations des PECO vers l'Union européenne », *Économie internationale*, no. 62, 2^{ème} trimestre, 1995.

³⁵⁴ L'avantage principal de cette technique de transformation de produits semi-finis entrant en admission temporaire en vue de les exporter après transformation est ce que l'on appelle le tarif de perfectionnement passif. Il s'agit d'une clause tarifaire du régime douanier européen, la franchise de la TVA, ainsi que l'exonération des droits de douane lorsque le délai entre l'importation et la réexportation est inférieur à 90 jours, consistant à ne taxer les produits importés après exportations préalables de composants que sur la valeur ajoutée (taxation différentielle). Conseil économique et social, *Les problèmes posés par la sous-traitance*, Adaptation recherche tech & information économiques, Jean-Jacques Stefanellyjo. 1973-07, France, 26 avril 1973, p. 305.

³⁵⁵ George Norman et John H. Dunning, « Intra-industry and foreign direct investment : its rationale and trade effects », *Weltwirtschaftliches Archiv*, vol. 120, 1984, p. 522-539.

importations de produits intermédiaires.³⁵⁶ Le TPP s'explique comme étant une stratégie progressive qui débouche sur le besoin d'investir directement.³⁵⁷ La tendance générale de son développement s'effectue dans des branches d'activité de faible technologie et à forte intensité de travail,³⁵⁸ plus particulièrement dans des secteurs intensifs en main-d'œuvre non qualifiée tels que l'habillement, le cuir, la chaussure, mais aussi le matériel électrique et l'automobile.³⁵⁹

Depuis les années 90, la sous-traitance allemande avec les PECO a connu un développement très rapide, qui se répercute, étant donné sa forme (TPP), sur les échanges de l'Allemagne avec ces pays. En 1994, les deux tiers des importations allemandes totales après TPP provenaient des PECO.³⁶⁰ La part du TPP s'élevait en 1993 à 16 % des importations allemandes en provenance des PECO contre seulement 1,8 %, si l'on prend en compte le monde entier.³⁶¹ La part des importations dans les exportations allemandes est ainsi passée de 30 % en 1995 à près de 40 % en 2002.³⁶² Si on compare l'Allemagne au reste des membres

³⁵⁶ Wladimir Andreff, Madeleine Andreff et Fabienne Boudier-Bensebaa. « Sous-traitance internationale et trafic de perfectionnement passif entre les pays de l'Union européenne et de l'Europe de l'Est », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 32, no. 2, 2001, p. 5-34.

³⁵⁷ El Mouhoub Mouhoud, « Déspecialisation et délocalisation des secteurs intensifs en main-d'œuvre : une comparaison France-R.F.A. », *La Note de l'IREs*, no. 20, 2^{ème} trimestre 1989, p. 25-50.

³⁵⁸ Wladimir Andreff, Madeleine Andreff et Fabienne Boudier-Bensebaa. « Sous-traitance internationale et trafic de perfectionnement passif entre les pays de l'Union européenne et de l'Europe de l'Est », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 32, no. 2, 2001, p. 5-34.

³⁵⁹ Wladimir Andreff, « Un bilan comparatif du trafic de perfectionnement passif entre l'Union européenne et les pays d'Europe de l'Est », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 32, no. 2, 2001, p. 95-105.

³⁶⁰ *Deutsche Bundesbank* [Banque fédérale allemande], *Statistisches Bundesamt Deutschland* [Office fédéral des statistiques de l'Allemagne], et calculs de Fabienne Boudier-Bensebaa, cité dans Fabienne Boudier-Bensebaa, « La présence allemande dans les PECO », in *Les stratégies allemandes en Europe centrale et orientale. Une géopolitique des investissements directs*, François Bafoil, Paris, L'Harmattan, 1997, p.103 et p. 130.

³⁶¹ Hubert Gabrisch, « Produktionsverlagerung deutscher Unternehmen nach Mittel und Osteuropa » [Délocalisation de la production des entreprises allemandes vers l'Europe centrale et orientale], *Wirtschaft im Wandel* [Économie en changement], IWH, no. 12, 1995, p. 6-11.

³⁶² *Deutsche Bundesbank* [Banque fédérale allemande], *Statistisches Bundesamt Deutschland* [Office fédéral des statistiques de l'Allemagne], cité dans Ambassade de France en Allemagne, *Le commerce extérieur de l'Allemagne en 2005*, Mission Économique, Fiche de synthèse, 27 mai 2005, p. 5. http://www.missioneco.org/Allemagne/documents_new.asp?V=1_PDF_105539, (page consultée le 22 octobre 2005).

de l'UE, elle a eu recours au TPP avec les PECO 2,5 fois plus qu'eux.³⁶³ La sous-traitance allemande se concentre principalement sur deux secteurs : le textile et habillement (60 % des importations allemandes totales après TPP) suivi de la construction mécanique et du matériel électrique (20 %).³⁶⁴ Ces évolutions s'expliquent par l'intensification du commerce intra-branche dont les incidences négatives sur le PIB ont été compensées par le caractère soutenu de la croissance des exportations allemandes (8,2 % d'augmentation par an en moyenne entre 1995 et 2002).³⁶⁵

3.2.5 Propos d'étape

Nous pouvons noter, à ce propos d'étape, que la région européenne centrale et orientale était, d'un point de vue économique, déjà intégrée à l'UE bien avant son entrée en mai 2004. Cette constante croissance des échanges autant pour ce qui a trait aux exportations qu'aux importations, pour la période de 1989 à 2004, est en conséquence tributaire non seulement des Accords d'association et d'un degré d'ouverture accru, mais surtout de la croissance des économies des PECO et de la proximité géographique avec l'Allemagne.³⁶⁶ Par ailleurs, l'émergence d'une sous-traitance de façonnage avec TPP est une caractéristique majeure du développement des échanges entre l'Allemagne et les PECO,³⁶⁷ ce qui ajoute au fait que l'importance de chaque partenaire dans le commerce total de l'autre est fortement

³⁶³ Uta Moebius, « Industriegüterimporte der Europäischen Union und passiver Veredelungsverkehr bei Textilien und Bekleidung » [Les importations industrielles de l'Union européenne et régime de perfectionnement passif du textile et de l'habillement], *DIW-Wochenbericht*, no. 17, avril 1995, p. 331-337.

³⁶⁴ Hubert Gabrisch, « Produktionsverlagerung deutscher Unternehmen nach Mittel und Osteuropa » [Délocalisation de la production des entreprises allemandes vers l'Europe centrale et orientale], *Wirtschaft im Wandel* [Économie en changement], IWH, no. 12, 1995, p. 10.

³⁶⁵ *Deutsche Bundesbank* [Banque fédérale allemande], *Statistisches Bundesamt Deutschland* [Office fédéral des statistiques de l'Allemagne], cité dans Ambassade de France en Allemagne, *Le commerce extérieur de l'Allemagne en 2005*, Mission Économique, Fiche de synthèse, 27 mai 2005, p. 5. http://www.missioneco.org/Allemagne/documents_new.asp?V=1 PDF 105539. (page consultée le 22 octobre 2005).

³⁶⁶ Régis Chavigny, *Spécialisation internationale et transition en Europe centrale et orientale*. Paris, L'Harmattan, 1996, p. 186.

³⁶⁷ Alain Henriot et Andras Inotai, « Quel avenir pour l'intégration entre l'Union européenne et les PECO? », *Économie Internationale*, no. 70, 2^{ième} trimestre 1997, p. 55-77.

asymétrique.³⁶⁸ Les Allemands bénéficient de la qualité reconnue de leurs produits, de leur proximité géographique, ainsi que de leurs liens historiques et culturels avec les PECO. Pour des raisons sensiblement similaires, l'Autriche, l'Italie et dans une moindre mesure, la France, sont également bien placées. Voyons maintenant, s'il en est de même pour les stocks d'investissement direct étranger et quelles sont les stratégies des firmes multinationales allemandes utilisées dans la pénétration du marché des PECO.

3.3 Investissement direct étranger

La globalisation de l'économie est allée de pair avec l'expansion des investissements directs étrangers (IDE) un peu partout dans le monde et la baisse des obstacles vis-à-vis ces derniers.³⁶⁹ Désormais, les négociations internationales, particulièrement à l'échelle régionale, comme c'est le cas en Europe, portent de plus en plus sur les cadres normatifs d'une intégration en profondeur³⁷⁰, fondée sur les réseaux transnationaux, et non plus sur une intégration qui repose uniquement sur les États et les flux commerciaux.³⁷¹ L'IDE dans les PECO constitue autant un vecteur de transition qu'un enjeu économique pour les entreprises

³⁶⁸ Cette maldistribution reflète la relation de dépendance décrite par Hirschman. Albert Hirschman, *National Power and the Structure of Foreign Trade*, Berkeley, University of California Press, 1980, p. 36.

³⁶⁹ Selon la définition commune du FMI, de l'OCDE, la CNUCED et Eurostat, nous entendons par investissement direct étranger : « l'investissement qu'une entité résidente d'une économie (l'investisseur direct) effectue dans le but d'acquies un intérêt durable dans une entreprise localisée dans une autre économie (l'entreprise d'investissement direct). Par intérêt durable on entend qu'il existe une relation à long terme entre l'investisseur direct et l'entreprise et que l'investisseur exerce une influence significative sur la gestion de l'entreprise... ». Il peut s'agir d'un achat direct, d'une création d'entreprise, de détention d'au moins 10% d'actions ordinaires (ce chiffre est arbitraire, il s'agit cependant d'une norme que la plupart des pays suit) ou des droits de vote ou l'équivalent pour les sociétés non dotées de la personnalité morale dans une société existante. Ministère de l'Économie des Finances et de l'industrie, Direction des Relations Économiques extérieures, *Investissements directs étrangers et risque-pays*, Réunion de travail MINEFI, jeudi 14 novembre 2002. <http://www.minefi.gouv.fr>. (page consultée le 26 juillet 2004).

³⁷⁰ Au sujet de la distinction entre l'intégration de surface et l'intégration en profondeur de la structure de développement de la production internationale des firmes multinationales, voir CNUCED, Program on Transnational Corporations. 1993, *World investment report 1993, Transnational Corporations and Integrated International Productions*, ST/CTC/156, New York, Nations Unies. http://www.unctad.org/en/docs/wir1993_en.pdf. (page consultée le 24 avril 2004).

³⁷¹ Christian Deblock et Dorval Brunelle, « Globalisation et nouveaux cadres normatifs : le cas de l'Accord multilatéral sur l'investissement », *Géographie, Économie et Société*, vol. 1, no. 1, mai 1999, p. 49-95.

européennes³⁷² et est la principale source de financement des déficits extérieurs et même du déficit courant des PECO. La capacité d'attraction d'IDE des PECO est ainsi garante de la réussite de leur processus de libéralisation et réciproquement, le processus de libéralisation et de transformation est une condition importante à leur capacité à attirer des IDE.³⁷³ C'est pourquoi, les IDE se sont accrus rapidement depuis les années 90 dans les PECO et sont devenus de loin, la plus grande composante de leurs apports de capital net.³⁷⁴ Cette montée subite de l'IDE est due en grande partie aux fusions-acquisitions, reflétant la privatisation étendue des capitaux d'États propriétaires, comme nous l'avons auparavant expliqué.³⁷⁵ L'Allemagne est le pays ayant le plus participé à cette croissance d'IDE dans les PECO. Nous verrons dans quels secteurs cela a été le plus apparent et quelles ont été les stratégies utilisées par les firmes multinationales (FMN) allemandes pour leur implantation dans les PECO.

3.3.1 Stocks d'investissement direct étranger

Les stocks d'IDE correspondent à la valeur des capitaux et des réserves détenus dans un autre pays, par des entreprises nationales.³⁷⁶ Bien que les FMN investissent dans les PECO que

³⁷² Franck Moulins, « Une analyse dynamique du rôle de l'investissement direct étranger dans les restructurations industrielles des pays d'Europe centrale et orientale », *Revue d'études comparatives EST/OUEST*, juin 1997, vol. 28, no. 2, p. 8.

³⁷³ Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement, *Transition Report 1997 : Enterprise performance and growth*, London, 1997, 240 p., <http://www.ebrd.com/pubs/econo/2951.htm>, (page consultée le 18 avril 2005).

³⁷⁴ Entre 1993 et 1997, les flux d'IDE dans les PECO ont crû de 28,5 % par année, plus rapidement que dans les pays en voie de développement (23 %) et que dans les pays développés (16 %). CNUCED, Service de l'investissement international, des sociétés transnationales et des flux de technologies, 1999, *Forte augmentation des flux d'investissements étrangers à destination des pays d'Europe centrale et orientale*, TAD/INF/PR/9925, 23 septembre 1999, Genève, <http://www.unctad.org/Templates/Webflyer.asp?docID=2068&lang=2>, (page consultée le 16 août 2004).

³⁷⁵ Ministère de l'Économie des Finances et de l'industrie, Direction des Relations Économiques extérieures, *Investissements directs étrangers et risque-pays*, Réunion de travail MINEFI, jeudi 14 novembre 2002. <http://www.minefi.gouv.fr>, (page consultée le 26 juillet 2004).

³⁷⁶ Selon la définition de la CNUCED. <http://www.unctad.org/Templates/WebFlyer.asp?intltemID=2193&lang=2>, (page consultée le 17 juillet 2004). Les stocks indiquent la somme agrégée de toutes les sommes reçues à une date donnée depuis le début de l'entrée des IDE. Tandis que les flux, sont les variations entre deux dates (par année en général). C'est pourquoi, à la suite de nos calculs et graphiques effectués pour ce qui est des flux d'IDE, nous avons convenu qu'il était inutile de

depuis une quinzaine d'années, et bien que ces investissements ne représentent que 4 % des flux mondiaux, les IDE ont localement un poids bien plus important, avec des niveaux voisins de stock d'IDE de 30 % du PIB des PECO.³⁷⁷ De la même façon que l'Allemagne demeure le premier partenaire commercial des PECO, elle est aussi leur premier investisseur,³⁷⁸ représentant 4,37 % du stock total d'IDE de l'Allemagne, en 2003.³⁷⁹ Les IDE se répartissent toutefois de manière très inégalitaire entre les PECO et au sein de ces derniers. Comme nous pouvons le constater à partir de la figure 3.7, deux groupes de pays se distinguent. Le premier groupe se compose de quatre pays soient la Pologne, la République tchèque, la Hongrie et la Slovaquie. La Slovénie, malgré le fait qu'elle y fait figure de leader, joint le deuxième groupe avec la Lituanie, la Lettonie, l'Estonie, Malte et Chypre.

Au cours des années de notre étude, le premier groupe a connu une croissance constante, sauf pour ce qui est de la Pologne qui a connu son point culminant en 2001 (9 509 millions d'euro) pour ensuite connaître une légère chute de 1 520 millions d'euros.³⁸⁰ Malgré tout, la Pologne fait partie des trois pays qui dominent, pour chacune des années de notre période d'étude, avec la Hongrie et la République tchèque totalisant à eux seuls près de 90 % en moyenne des stocks allemands dans la région.³⁸¹ La Slovaquie, quant à elle, demeure tout au

présenter nos résultats, car aucune tendance ne pouvait en être dégagée et rien ne pouvait par conséquent être conclu.

³⁷⁷ Sébastien Dupuch, Hugues Jennequin et El Mouhoub Mouhoud, « Les incidences de l'Élargissement de l'UE sur la géographie économique européenne : les tendances de la spécialisation », in *Les incertitudes du grand élargissement. L'Europe centrale et balte dans l'intégration européenne*, Bernard Chavance, Paris, L'Harmattan, 2004, p. 77.

³⁷⁸ Il se dégage une certaine corrélation entre le solde commercial extérieur bilatéral PECO-Allemagne et les financements long terme par les IDE (solde économique) en provenance de la zone Allemagne. Plus les pays sont proches géographiquement, plus ils le sont industriellement et commercialement, et plus ils reçoivent des montants d'IDE qui financent aisément leur déficit extérieur, et par conséquent leur croissance.

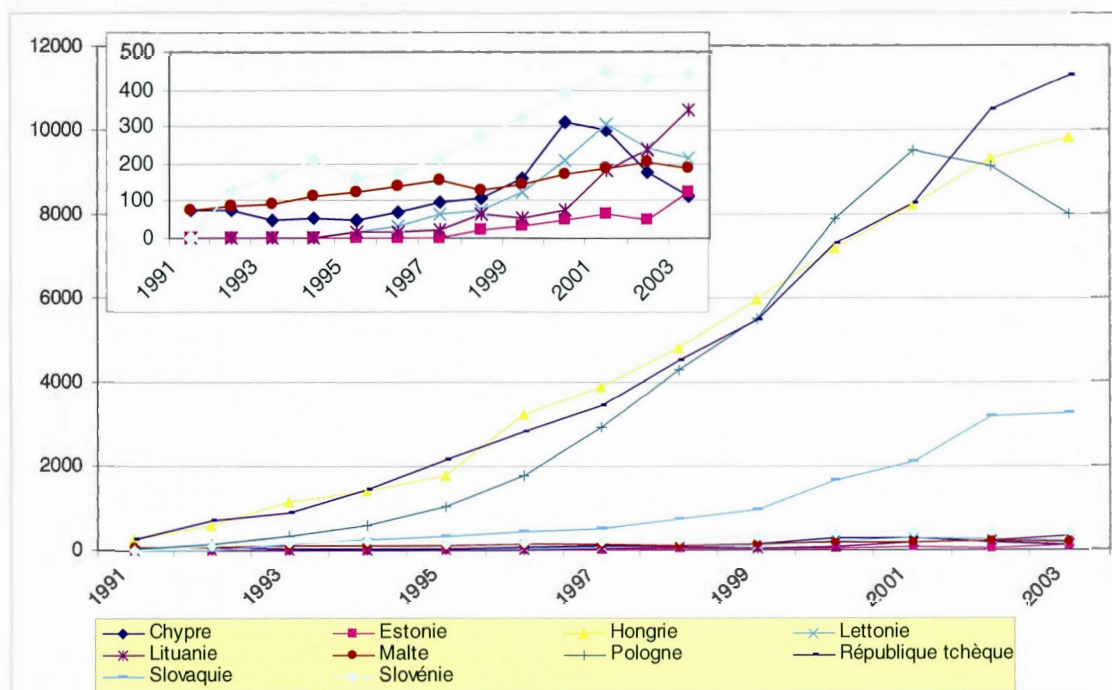
³⁷⁹ *Deutsche Bundesbank* [Banque fédérale allemande], *Kapitalverflechtung mit dem Ausland, Statistische Sonderveröffentlichung 10* [Interdépendance des capitaux avec l'étranger, publication spéciale 10], cité dans CNUCED, *World Investment Development Country Profile: Germany*, <http://www.cnuCED.org>, et nos calculs.

³⁸⁰ *Ibid.*

³⁸¹ CNUCED, *World Investment Development Country Profile: Germany*, <http://www.cnuCED.org>, et nos calculs. Confirmé par le Réseau élargissement, www.dree/etlargissement.

long de notre période étudiée, à l'écart des résultats de ces trois pays ayant en moyenne pour immense différentiel, 5 000 millions d'euros.

Figure 3.7 Stocks d'investissements directs étrangers de l'Allemagne dans chacun des PECO, de 1991 à 2003, en millions d'euros



Source : Deutsche Bundesbank [Banque fédérale allemande], *Kapitalverflechtung mit dem Ausland, Statistische Sonderveröffentlichung 10* [Interdépendance des capitaux avec l'étranger, publication spéciale 10], cité dans CNUCED, *World Investment Development Country Profile: Germany*, <http://www.cnucecd.org>.

Pour ce qui est du deuxième groupe, les stocks d'investissements restent plus faibles que ceux du premier groupe. La Slovaquie s'y démarque légèrement à un niveau supérieur que les cinq autres pays. Nous pouvons aussi observer que pour les pays baltes, ce n'est que vers 1998 qu'une certaine croissance survient, soit 77 millions d'euros pour la Lettonie, 64 millions pour la Lituanie et 22 millions d'euros pour l'Estonie. Chypre quant à elle connaîtra une forte croissance entre 1998 et 2001 de 37,2 %, pour ensuite décroître rapidement de 25,7 % et retrouver sensiblement le même apport de stock qu'en 1998 (108 millions d'euros en 1998 et 113 millions d'euros en 2003). Pour ce qui est de Malte, c'est le pays ayant le plus faible taux de croissance avec 144 %, si on le compare avec celui de la République tchèque qui affiche pour sa part le taux de croissance le plus élevé avec 4005 %. De façon plus

générale, nous pouvons toutefois observer en moyenne une forte progression du stock d'IDE dans tous les PECO.³⁸² Plusieurs facteurs expliquent une telle augmentation ou un tel attrait des IDE dans les PECO, que nous verrons dans une prochaine section.

3.3.2 Secteurs clés

Les données publiées par la CNUCED en 1997, ont révélé que les IDE étaient principalement localisés dans les activités tertiaires, du moins dans les pays les plus avancés dans leur transition, soit la République tchèque et la Hongrie.³⁸³ Malgré le fait que la Pologne récolte grand nombre de stocks d'IDE, ces derniers se concentrent majoritairement dans le secteur manufacturier et des activités traditionnelles telles que le textile et le commerce.³⁸⁴ Assez logiquement, les schémas de croissance des IDE se reflètent dans les schémas de spécialisation commerciale.³⁸⁵ Ainsi, la localisation des IDE dans des secteurs non traditionnels favorise le développement du commerce intra-industrie et la concentration des IDE dans les industries à avantages comparatifs renforce la spécialisation dans les industries traditionnelles, comme c'est le cas de la Pologne et des pays du deuxième groupe.³⁸⁶ De même, une étude d'EUROSTAT basée sur les stocks d'IDE de 1999, confirme ce point de

³⁸² Olivier Louis, « Un secteur étranger de plus en plus important », *Revue élargissement*, no. 43, MINEFI-DREEE, Missions économiques, 14 avril 2003, www.dreee.org/elandissement, (page consultée le 5 septembre 2004).

³⁸³ Michael Landesmann, « Structural change in the transition economies, 1989-1999 », in *Economic Survey of Europe*, Secrétariat de la Commission Économique pour l'Europe, Genève : Nations Unies, no. 2-3, 2000, p. 95-127. http://www.unece.org/ead/pub/surv_002.htm, (page consultée le 18 octobre 2006).

³⁸⁴ Fabienne Boudier-Bensebaa, « La Pologne : une croissance continue », in *Les stratégies allemandes en Europe centrale et orientale. Une géopolitique des investissements directs*, François Bafail, Paris. L'Harmattan, 1997, p. 245.

³⁸⁵ Commission des Communautés européennes, *L'impact de l'élargissement sur l'industrie*, Document de travail des services de la Commission, Bruxelles, 24 février 2003, SEC(2003) 234, p. 10, http://ec.europa.eu/enterprise/enterprise_policy/industry/doc/sec_234_2003_fr.pdf, (page consultée le 8 octobre 2006).

³⁸⁶ Marzena Weresa, « The impact of foreign direct investment on Poland's trade with European Union », *Post-Communist Economies*, vol. 13, no 1, 2001, p. 71-83.

vue, particulièrement en ce qui concerne le commerce et les activités financières, mais en ajoutant que les services comptent pour 51 % à 53 % du stock total.³⁸⁷

Quant au secteur manufacturier, il est logique que les IDE allemands se soient concentrés dans les branches orientées vers l'exportation (comme la construction automobile et les équipements électriques et optiques) ou sur des activités pour lesquelles les marchés nationaux sont stables (typiquement le tabac et les boissons), suivant le processus de sous-traitance de façonnage avec TPP. La plupart des entreprises sous contrôle étranger font aujourd'hui partie des principaux exportateurs de leurs pays respectifs comme par exemple, en Slovaquie, Volkswagen qui représente 15 % des exportations du pays.³⁸⁸

Plusieurs facteurs permettent de saisir la ventilation sectorielle des IDE. Cette inégale distribution peut s'expliquer par les atouts spécifiques des différents pays, les différences dans les stratégies de privatisation des PECO et la proximité géographique avec l'Allemagne.³⁸⁹ Ces facteurs ainsi que les stratégies employées par les FMN allemandes afin de percer le marché est-européen seront abordés dans la section suivante.

3.3.3 Stratégies d'implantation des firmes multinationales allemandes

Pour comprendre les phénomènes entourant les FMN, porteuses d'investissements, plusieurs théories ont été élaborées depuis les années 50. Sans parler de modèle allemand, il existe une certaine spécificité germanique qui explique la prééminence des FMN allemandes en Europe centrale et orientale. Comme nous l'avons vu dans une précédente section, les entreprises

³⁸⁷ EUROSTAT, « Investissements directs étrangers dans les pays candidats : répartition par secteur d'activité et par pays investisseur », *Statistiques en Bref*, Thème 2, 55/2002, 2002.

³⁸⁸ Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement, *2001 Transition Report*, cité dans Commission des Communautés européennes, *L'impact de l'élargissement sur l'industrie*, Document de travail des services de la Commission, Bruxelles, 24 février 2003. SEC(2003) 234, p. 14, http://ec.europa.eu/enterprise/enterprise_policy/industry/doc/sec_234_2003_fr.pdf. (page consultée le 8 octobre 2006).

³⁸⁹ Commission des Communautés européennes, *L'impact de l'élargissement sur l'industrie*, Document de travail des services de la Commission, Bruxelles, 24 février 2003. SEC(2003) 234, p. 10, http://ec.europa.eu/enterprise/enterprise_policy/industry/doc/sec_234_2003_fr.pdf. (page consultée le 8 octobre 2006).

allemandes ont d'abord fait appel à la sous-traitance de façonnage avec TPP comme stratégie d'implantation. Puis, les relations industrielles ont dépassé ce stade en mettant en place des réseaux de production plus complexes à l'échelle de l'UE qui se fondent sur des structures de spécialisation complémentaire et intègrent davantage de compétences et d'apports technologiques locaux.³⁹⁰ L'accord Skoda-Volkswagen dans le secteur automobile, est un bon exemple de ce type de réorganisation de la chaîne de création de valeur impliquant la sous-traitance d'activités fondées sur la technologie et les connaissances à des pays candidats. De même, l'industrie du textile et de l'habillement, au sein de laquelle les échanges de TPP se sont progressivement combinés avec la sous-traitance de processus de production plus sophistiqués, constitue un autre exemple de cette tendance.³⁹¹

Afin d'expliquer la préférence des FMN pour les IDE, comme mode d'intégration, nous nous concentrerons sur le paradigme éclectique élaboré par John Dunning dans les années 60 et plus particulièrement sur la dimension de la « *location approach* ». ³⁹² Selon Dunning, la firme qui s'engage dans un processus d'internationalisation doit disposer de trois types d'avantages pour s'implanter sur un marché étranger :

- 1- Un avantage lié à l'organisation, c'est-à-dire à l'avantage compétitif ou stratégique sur un concurrent local qui résulte du droit de propriété et de la capacité à générer de nouveaux actifs, soit la connaissance.³⁹³
- 2- L'avantage de localisation du pays d'accueil, qui inclut les coûts des facteurs aussi bien que la proximité des marchés, la structure économique et l'environnement légal, social et politique et plus spécialement, les barrières au commerce international.

³⁹⁰ John Zysman et Andrew Schwartz, *Enlarging Europe : The Industrial Foundations of a New Political Reality*, Berkeley, University of California, International and Area Studies. séries de recherche, vol. 99. p. 1-24.

³⁹¹ Commission des Communautés européennes, *L'impact de l'élargissement sur l'industrie*, Document de travail des services de la Commission, Bruxelles, 24 février 2003. SEC(2003) 234, p. 18. http://ec.europa.eu/enterprise/enterprise_policy/industry/doc/sec_234_2003_fr.pdf, (page consultée le 8 octobre 2006).

³⁹² Les travaux de Dunning tentent de répondre à travers son paradigme éclectique, aussi appelé paradigme OLI, à trois questions : où, comment et pourquoi existe-il des IDE ? L'intérêt d'une telle démarche est qu'elle amorce une réflexion sur trois niveaux différents soit le pays, le marché et l'entreprise. Ainsi, elle tente d'intégrer à la fois les théories du commerce international, de l'oligopole et des organisations.

³⁹³ John H. Dunning, *Explaining International production*, London, Unwin Hyman, 1988, 378 p. et Michael Porter, *The Competitive Advantage of Nations*, New York. Free Press, 1998, 896 p.

- 3- Un avantage de l'internalisation, qui fait que la firme est plus efficace dans l'utilisation de son avantage compétitif dans une structure interne plutôt que sur le marché.

Les avantages liés à l'organisation

Il est essentiel pour les FMN de pouvoir livrer le meilleur produit au meilleur prix et ce, plus vite que sa concurrence et c'est pourquoi elles veulent une solution clé en main. Pour les FMN allemandes, il s'agit alors de participer à toutes les étapes de production et de favoriser le travail séquentiel et non simultané.³⁹⁴ Comme nous l'avons auparavant exposé, l'entreprise allemande a un rôle précis dans l'économie sociale de marché qui est défini par la loi sur la constitution interne de l'entreprise (*Betriebsverfassungsgesetz*), ce qui lui confère une légitimité incontestable. L'entreprise allemande a toujours eu un intérêt soutenu de la part du gouvernement, car l'initiative économique est fondatrice en Allemagne.³⁹⁵

Les pouvoirs publics allemands ont en effet rapidement adapté leur système d'aide aux mutations intervenues à l'Est, en ouvrant de nombreuses lignes de crédit, au niveau fédéral et des *Länder* ou par le biais d'organismes traditionnels comme la « *Kreditanstalt für Wiederaufbau* ». Parallèlement aux aides financières, les actions des pouvoirs publics allemands en matière d'assistance aux entreprises allemandes se sont rapidement développées, en faisant par exemple évoluer très tôt la garantie contre le risque politique proposée aux entreprises.³⁹⁶ L'Allemagne dispose de plus d'un réseau très dense d'informations et de conseils dans et sur les PECO, permettant de soutenir les firmes et

³⁹⁴ Le plus souvent, ces IDE prennent la forme de prises de participation dans des entreprises existantes, par exemple le rachat de Skoda par Volkswagen. Nelson Dumais, « Les entreprises à l'heure du syndrome de la pizza », *Journal Les Affaires*, 24 novembre 1999.

³⁹⁵ La part des crédits subventionnés par l'État (Hermès) connaît une baisse sensible (due à la nouvelle réforme du gouvernement sur la non-intervention étatique), les investisseurs s'enhardissent et tentent l'aventure: avec 4,2 milliards de marks en 1995, les PECO absorbent désormais 10 % des IDE allemands. Michèle Dupré, « Stratégies de quelques grands groupes allemands. Les étapes d'un développement », in *Les stratégies allemandes en Europe centrale et orientale. Une géopolitique des investissements directs*, François Bafoil, Paris. L'Harmattan, 1997, p. 142.

³⁹⁶ Nous aborderons plus en détails l'aide financière accordée dans la prochaine section de ce chapitre.

notamment les PME, dans le domaine des techniques, des moyens et des coûts d'implantation à l'Est : connaissance des structures juridiques du pays d'accueil, appréciation des risques encourus, recherche de partenaires, établissement de contacts, etc.³⁹⁷ C'est ce qui permet d'éviter les risques d'entrée sur le marché des PECO dus entre autre à l'instabilité de l'environnement politique et socio-économique, l'incertitude sur les droits de propriété, les lourdeurs administratives, la multitude des interlocuteurs publics ou privés dans le processus de privatisation, la pauvreté des marchés financiers et bancaires, le sous-développement des infrastructures, l'interventionnisme étatique fort dans certains secteurs, etc.³⁹⁸

Les grands groupes allemands cherchent aussi à créer des implantations en de nombreux points complémentaires, ce qui rend les investissements moins onéreux et tend à diminuer les coûts de transaction avec les partenaires industriels locaux. Allianz cite ainsi la présence de Deutsche Telekom qui installe majoritairement des produits Siemens comme un élément favorable à la présence du groupe dans cette région.³⁹⁹ C'est ce que l'on appelle un « effet-cascade » ou d'entraînement⁴⁰⁰ que l'on retrouve particulièrement dans le domaine des services : les firmes allemandes de services accompagnent leurs partenaires industriels dans

³⁹⁷ Fabienne Boudier-Bensebaa, « La présence allemande dans les PECO », in *Les stratégies allemandes en Europe centrale et orientale. Une géopolitique des investissements directs*, François Bafoil, Paris, L'Harmattan, 1997, p. 119. Par exemple, lorsque le groupe d'assurances Allianz a commencé son approche du marché est-européen en 1990, il a tout d'abord proposé une coopération technique à la société Hungaria Biztosító à Budapest qui contrôlait alors 44 % du marché. Cet engagement s'est traduit par une prise de participation de 49 % au capital de la société hongroise. En 1996, la participation a été augmentée pour atteindre 100 %. Michèle Dupré, « Stratégies de quelques grands groupes allemands. Les étapes d'un développement », in *Les stratégies allemandes en Europe centrale et orientale. Une géopolitique des investissements directs*, François Bafoil, Paris, L'Harmattan, 1997, p. 142.

³⁹⁸ Fabienne Boudier-Bensebaa, « La présence allemande dans les PECO », in *Les stratégies allemandes en Europe centrale et orientale. Une géopolitique des investissements directs*, François Bafoil, Paris, L'Harmattan, 1997, p. 111.

³⁹⁹ Michèle Dupré, « Stratégies de quelques grands groupes allemands. Les étapes d'un développement », in *Les stratégies allemandes en Europe centrale et orientale. Une géopolitique des investissements directs*, François Bafoil, Paris, L'Harmattan, 1997, p. 145.

⁴⁰⁰ Jean-Guillaume Ditter, *Les services et le développement des nouveaux Länder allemands*, thèse de doctorat, CUREI, Grenoble, Université Pierre Mendès France, 1995; Fabienne Boudier-Bensebaa, « La présence allemande dans les PECO », in *Les stratégies allemandes en Europe centrale et orientale. Une géopolitique des investissements directs*, François Bafoil, Paris, L'Harmattan, 1997, p. 115.

les PECO, par exemple les banques, telles que la Westdeutsche Landesbank, la Bayerische Hypobank et la Dresdner Bank.⁴⁰¹

Les avantages liés à la localisation

Les avantages spécifiques des pays définissent l'endroit où les FMN s'installent et elles le font là où les caractéristiques propres maximisent les avantages spécifiques de la firme.⁴⁰² Il y a d'abord les avantages dont les FMN allemandes semblent pouvoir bénéficier de façon exclusive, comme la proximité géographique et les affinités historiques et culturelles.⁴⁰³ Le déterminant géographique comporte un aspect frontalier qui permet principalement des délais de transport courts. Les relations liant l'ex-RDA à l'ancien bloc, l'allemand comme langue occidentale la plus couramment parlée dans les PECO, l'effet de polarisation exercé par l'Allemagne avec sa réunification, font notamment partie des facteurs historiques et culturels qui ont permis de conserver un tissu relationnel avec les PECO. Ces relations ont joué un rôle essentiel dans la minimisation des coûts de transaction des FMN allemandes c'est-à-dire, de moindres coûts d'identification des partenaires, de mise en oeuvre des contrats plus rapide et des connaissances tacites de l'ancien système.⁴⁰⁴

Il y a ensuite les avantages liés à la localisation dont profitent les firmes allemandes au même titre que leurs concurrentes étrangères. On peut penser à la présence de matières premières, une main-d'œuvre qualifiée, une disparité salariale intéressante, la flexibilité des législations locales sur le travail et l'environnement, la diminution progressive des risques-pays, des

⁴⁰¹ Chambre de commerce et d'industrie de Paris. *Élargissement de l'UE aux PECO : des chances à saisir d'urgence par les entreprises françaises*, rapport de la Commission du Commerce international, adopté à l'Assemblée générale du 20 novembre 2003, p. 17. <http://www.etudes.ccip.fr/archrap/pdf03/der0311.pdf>, (page consultée le 8 août 2004).

⁴⁰² John H. Dunning, « The Eclectic Paradigm of International Production : Past, Present and Future », *International Journal of the Economics of Business*, vol. 8, no. 2, 2001, p. 176.

⁴⁰³ Nathalie Fabry et Laurence Dijsksman-Valentin, « Les déterminants des investissements directs manufacturiers allemands dans les pays d'Europe centrale », *Revue d'études comparatives EST/OUEST*, vol. 28, no. 2, juin 1997, p. 24.

⁴⁰⁴ Xavier Richet, « Investissement direct étranger dans les PECO », *Chroniques économiques de la SEDEIS*, no. 11, 15 novembre 1995, p. 427-438.

incitations fiscales⁴⁰⁵, un traitement préférentiel en matière de droits de douane, et la prise en compte d'autres coûts tels que l'énergie, l'eau, l'environnement, etc.⁴⁰⁶ Toutefois, la localisation des firmes étrangères relèverait plus de l'accès au marché que de la recherche d'avantages de coûts.⁴⁰⁷ En effet, les PECO ont été un marché sur lequel les entreprises allemandes ont pu renforcer leur avantage concurrentiel, en ce sens où, en s'implantant en Hongrie, en Pologne et en République tchèque, ses trois pays limitrophes, elles ont considéré ces pays comme étant une tête de pont vers le reste de l'Europe de l'Est.⁴⁰⁸ Ce motif d'accès au marché démontre une des stratégies allemandes, c'est-à-dire une stratégie globale de présence sur les marchés internationaux,⁴⁰⁹ en bénéficiant d'un avantage décisif de *first mover*, premier investisseur.⁴¹⁰

⁴⁰⁵ Commission des Communautés européennes, *L'impact de l'élargissement sur l'industrie*, Document de travail des services de la Commission, Bruxelles, 24 février 2003, SEC(2003) 234, p. 17, http://ec.europa.eu/enterprise/enterprise_policy/industry/doc/sec_234_2003_fr.pdf. (page consultée le 8 octobre 2006).

⁴⁰⁶ Ces différences de coûts de production seraient de l'ordre de 50 à 60 % entre l'Allemagne et les PECO. Jörg Beyfuss, « Standortqualitäten der Länder Mittel – und Osteuropas » [Lieux d'implantation des pays d'Europe centrale et orientale], in *IW-Trends*, Institut der Weltwirtschaft, Köln, no. 2, p. 31-42.

⁴⁰⁷ Klaus Meyer, « Direct Foreign Investment in the Early Years of Economic Transition : A Survey », *Economics in Transition*, vol. 3, no. 3, 1995, p. 301-320.

⁴⁰⁸ L'utilisation de ces pays comme tremplin vers les pays est-européens voisins s'effectue en réactivant notamment l'ancien réseau relationnel créé dans le cadre du COMECON. Christoph Dörrenbächer et Harald Nuding, *Zwischenbilanz : das bisherige Osteuropaengagement deutscher Unternehmen und seine Auswirkungen* [Bilan intermédiaire : le précédent engagement des entreprises allemandes envers l'Europe de l'Est et ses conséquences], Berlin, FAST, 1996, p. 4-12.

⁴⁰⁹ François Chesnais, *La mondialisation du capital*. Paris. Coll. Alternatives économiques, Syros, 1998, 330 p. et Charles-Albert Michalet, « Un nouvel impératif de la politique industrielle dans la globalisation : l'attractivité », in *Globalisation et politiques économiques*, Bourguinat H. (éd.), Economica, 1999, p. 383-401.

⁴¹⁰ Cet avantage est réalisé en barrant l'accès du marché et en forçant les FMN à engager des activités à forte intensité capitaliste et technologique, comme l'ont fait Siemens et la DBP Telekom. Les FMN sont d'ailleurs dans l'obligation de rentabiliser des produits pour lesquels les coûts d'entrée irréversibles, soient les investissements initiaux, sont importants et les rendements de prestation croissants. Ainsi, l'implantation de l'une de ces entreprises sur un marché national lui est acquis d'avance, elle lui permet de capturer la rente du marché, de bénéficier de positions dominantes par des barrières à l'entrée et bloque quasiment toute possibilité d'accès à ses concurrentes, puisque le marché est trop étroit pour un trop grand nombre d'entreprises. Si on fait exception de General Electric (États-Unis), qui fut longtemps considéré comme étant le plus important investisseur en Europe centrale et orientale (Hongrie 550 millions de \$US), la part de l'Allemagne dans ces IDE est significativement supérieure à tout autre pays, par exemple, en rachetant Skoda. Volkswagen a fermé l'entrée du marché de l'automobile tchèque.

Les avantages liés à l'internalisation

Afin de réduire, et même parfois de supprimer, les coûts de transaction élevés dans les PECO, tels que l'acquisition d'information, l'établissement de contrat, les négociations, etc., une entreprise internalise ses activités par l'aménagement d'une organisation hiérarchique.⁴¹¹ C'est-à-dire que la firme intègre en son sein toutes les fonctions de l'approvisionnement à la commercialisation, conserve la maîtrise et l'exploitation de ses avantages spécifiques et organise de ce fait son « marché interne ».⁴¹² C'est donc lorsque le coût de l'internalisation est inférieur au coût de transaction qu'il y a intérêt à créer un marché interne.⁴¹³

De façon générale, des stratégies distinctes d'investissement à l'étranger de la part des FMN correspondent à deux scénarios. Le scénario de la spécialisation inter-branche s'accompagne d'IDE verticaux, c'est-à-dire que les FMN répartissent leurs activités entre les pays en fonction des différents avantages comparatifs.⁴¹⁴ Pour ce qui est du scénario à caractère intra-branche, cette spécialisation est renforcée par des investissements horizontaux en ce sens où les firmes implantent plusieurs unités de production pour servir les marchés domestiques, réalisant ainsi des économies d'échelle grâce à l'existence d'avantages comparatifs.⁴¹⁵

⁴¹¹ Oliver E. Williamson, *Markets and Hierarchies : Analysis and Antitrust Implications*, New York. Free Press, 1983, 286 p.

⁴¹² Alan M. Rugman, *New Theories of the Multinational Enterprise*, London. Croom Helm, 1983, 303 p.

⁴¹³ Ronald H. Coase, « The Nature of the Firm », *Economica*, vol. 4, no. 16, novembre 1937, p. 386-405. Version en ligne disponible: <http://www.cerna.ensmp.fr/Enseignement/CoursEcolndus/SupportsdeCours/COASE.pdf>. (page consultée le 2 novembre 2006).

⁴¹⁴ Sébastien Dupuch, Hugues Jennequin et El Mouhoub Mouhoud, « Les incidences de l'élargissement de l'UE sur la géographie économique européenne : les tendances de la spécialisation », in *Les incertitudes du grand élargissement. L'Europe centrale et balte dans l'intégration européenne*, Bernard Chavance, Paris, L'Harmattan, 2004, p. 76.

⁴¹⁵ James R. Markusen, « The Boundaries of Multinational Enterprises and the Theory of International Trade », *Journal of Economic Perspectives*, vol. 9, no. 2, 1995, p. 169-189. Une synthèse des avantages dont disposent les FMN allemandes pour pénétrer les marchés des PECO via les IDE est présentée en tableau à l'appendice D.

3.4 Aides financières

Si les IDE ont été une grande source de financement pour les PECO, ils ne suffisaient pas pour atteindre les exigences de l'acquis communautaire. Inspirées par le Plan Marshall qui représente un modèle de transfert massif de ressources en faveur du continent européen, les formes d'aides financières aux nouveaux membres sont toutes fondées sur une conception qui assimile l'assistance à un transfert de ressources.⁴¹⁶ L'aide européenne aux nouveaux membres comporte une composante multilatérale (minoritaire) et une composante bilatérale (majoritaire). Dans les deux cas, on retrouve deux modalités de transfert de ressources, à savoir les dons (minoritaires) et les prêts (majoritaires).⁴¹⁷

3.4.1 Aides financières institutionnelles à travers l'UE

L'aide communautaire aux nouveaux membres a connu trois phases distinctes : l'aide de transition (1990-1997), l'aide de pré-adhésion (1998-2004) et l'aide structurelle (2004-2006).⁴¹⁸ L'aide à la transition (1990-1997)⁴¹⁹ a eu pour objectif d'appuyer les pays postsocialistes dans leur transition économique, politique et sociale. C'est sur l'idée d'un transfert des ressources vers des économies de pénurie que le programme Pologne-Hongrie aide à la reconstruction économique (PHARE) a été élaboré,⁴²⁰ comprenant des aides

⁴¹⁶ Assen Slim, « L'aide à l'intégration : l'expérience de l'élargissement européen », in *Les incertitudes du grand élargissement. L'Europe centrale et balte dans l'intégration européenne*, Bernard Chavance, Paris, L'Harmattan, 2004, p. 128.

⁴¹⁷ Il est assez difficile de calculer le montant global de l'aide dû d'une part, à la très grande diversité des donateurs/prêteurs (États, ONG, institutions financières nationales publiques et privées, bailleurs de fonds divers, etc.) qui introduit le biais de double ou triple enregistrement du même fond et d'autre part, à la grande diversité des actions posant un problème de définition, par exemple, l'inclusion ou non des sommes reliées à l'assistance technique, les prêts, les annulations de dette, etc.

⁴¹⁸ Cette périodisation a été proposée par Hapiot et Slim, les auteurs précisant que les dates de césure n'impliquent pas l'arrêt immédiat du versement des fonds prévus durant les étapes précédentes. Aude Hapiot et Assen Slim, « Les aides européennes aux PECO : vers une meilleure affectation des fonds ? », *Le Courrier des pays de l'Est*, no. 1034, avril 2003, p. 48. Voir le tableau en appendice E, pour l'aide moyenne annuelle reçue par habitant, selon les trois phases d'aides.

⁴¹⁹ Lancée officiellement par l'UE lors du Sommet de l'Arche, à Paris, les 14 et 15 juillet 1989.

⁴²⁰ Établi le 4 juillet 1989 et initialement destiné à la Hongrie et à la Pologne, PHARE a été, dès 1990 élargi aux autres pays postsocialistes. Les pays Baltes ont été intégrés à PHARE en 1995.

financières à la restructuration économique et à l'investissement privé, des crédits et des garantis à l'exportation. Sur huit ans, la Commission européenne a engagé dans ce programme un total cumulé de 7,59 milliards d'euros courants.⁴²¹ La restructuration du secteur public et le développement du secteur privé ont absorbé à eux seuls 43,7 % des financements cumulés totaux.⁴²² PHARE était composé de sous-programmes spécifiques tels que TEMPUS (Trans european mobility program for university studies),⁴²³ SIGMA (Support for the improvement of governance and management)⁴²⁴, LIEN (Link inter european non governmental organisations), JOPP (*joint-venture Phare program*), ACE (Action for cooperation in the field of economics), GREEN (Soutien à la mise en place des normes environnementales), DEMOCRATIE (Soutien à la mise en place des institutions), etc. C'est aussi durant cette période que la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) a été créée, le 15 avril 1991, chargée d'accorder des prêts aux investissements productifs dans les PECO en échange d'un engagement de leur part à mettre en pratique les principes de la démocratie pluraliste et ceux de l'économie de marché.

Lors du Conseil de Luxembourg de décembre 1997, l'UE définit des Partenariats d'adhésion posant pour chaque PECO les priorités de la pré-adhésion.⁴²⁵ La réalisation de ces priorités devient alors une pré-condition à l'adhésion des PECO et la Commission publie des rapports réguliers d'évaluation des progrès réalisés. L'aide à la pré-adhésion (1998-2004) était ainsi

⁴²¹ Commission Économique européenne, *Rapport annuel 2001 sur le programme PHARE*, Rapport annuel 2001, Bruxelles, 3 mars 2003, COM(2003) 97 final. p. 25-26, <http://europa.eu/scadplus/leg/fr/lvb/e50004.htm>. (page consultée le 17 juin 2005).

⁴²² OCDE, <http://unpan1.un.org/intradoc/groups/public/documents/NISPAcee/UNPAN007188.pdf>. (page consultée le 3 mars 2005).

⁴²³ Union européenne, « Tempus », in *Activités de l'Union européenne, Synthèses de la législation*, <http://europa.eu/scadplus/leg/fr/cha/c11020a.htm> (page consultée le 4 novembre 2006).

⁴²⁴ OCDE, <http://unpan1.un.org/intradoc/groups/public/documents/NISPAcee/UNPAN007188.pdf>. (page consultée le 3 mars 2005).

⁴²⁵ Par priorités, le Conseil européen entend « les faiblesses de chaque pays, pour lesquelles des efforts sont encore nécessaires afin de s'aligner sur les normes européennes ». Direction Générale élargissement, Commission européenne, *Le processus d'élargissement et les trois instruments de pré-adhésion : PHARE, ISPA, SAPARD*, février 2002, p. 10.

composée de trois programmes distincts PHARE, ISPA et SAPARD.⁴²⁶ Ces fonds se sont concentrés sur le renforcement des institutions des PECO ainsi que sur l'investissement nécessaire pour la mise en œuvre de l'acquis communautaire (coopération transfrontalière, cohésion économique et sociale).⁴²⁷ PHARE a été doté d'un budget annuel moyen de 1,5 milliards d'euros pour cette période.⁴²⁸ Le programme ISPA a eu, quant à lui, pour objectif principal d'aider les PECO à mettre en conformité leurs législations nationales avec celle de l'UE dans les domaines de l'environnement et des transports.⁴²⁹ Pour la période 2000-2004, une enveloppe annuelle de 1,1 milliard d'euros a été allouée à ISPA.⁴³⁰ Enfin SAPARD, a été conçu pour soutenir les efforts de préparation des PECO en matière de développement rural et de mise en œuvre de l'acquis communautaire dans le secteur de l'agriculture.⁴³¹ Pour la période 2000-2004, SAPARD a été doté d'un budget annuel moyen de 0,6 milliard d'euros.⁴³² Contrairement à l'aide de transition, l'aide de pré-adhésion bénéficie d'un programme pluriannuel, d'une décentralisation partielle, d'un cofinancement par les autorités locales et d'une évaluation systématique de la gestion des programmes.

⁴²⁶ Le programme PHARE a été rénové et est devenu à partir de 1998, un outil ayant pour vocation d'« aider les pays candidats à se préparer à bénéficier des Fonds structurels après l'adhésion ». Commission Économique européenne, *Rapport annuel 2001 sur le programme PHARE*, Rapport annuel 2001, Bruxelles, 3 mars 2003, COM(2003) 97 final, p. 6, <http://europa.eu/scadplus/leg/fr/lvb/e50004.htm>, (page consultée le 17 juin 2005).

⁴²⁷ La Commission a déterminé pour les PECO des allocations pluriannuelles sur sept ans basées sur la population de chaque pays, son PNB/habitant, ses résultats passés, ses besoins, sa capacité d'absorption et ses progrès dans la mise en œuvre des Partenariats d'adhésion.

⁴²⁸ Assen Slim, « L'aide à l'intégration : l'expérience de l'élargissement européen », in *Les incertitudes du grand élargissement. L'Europe centrale et balte dans l'intégration européenne*, Bernard Chavance, Paris, L'Harmattan, 2004, p. 132.

⁴²⁹ Les budgets alloués à ce programme étaient calculés à partir de la population, du PNB/habitant et de la superficie de chaque pays. Pour la période 2000-2004, une enveloppe annuelle moyenne de 1,1 milliard d'euros a été allouée à ISPA.

⁴³⁰ Assen Slim, « L'aide à l'intégration : l'expérience de l'élargissement européen », in *Les incertitudes du grand élargissement. L'Europe centrale et balte dans l'intégration européenne*, Bernard Chavance, Paris, L'Harmattan, 2004, p. 132.

⁴³¹ Pour la période 2000-2004, une enveloppe annuelle moyenne de 1,1 milliard d'euros a été allouée à ISPA.

⁴³² Assen Slim, « L'aide à l'intégration : l'expérience de l'élargissement européen », in *Les incertitudes du grand élargissement. L'Europe centrale et balte dans l'intégration européenne*, Bernard Chavance, Paris, L'Harmattan, 2004, p. 132.

L'aide structurelle (2004-2006), quant à elle, se situe à mi-chemin entre l'assistance de pré-adhésion et les fonds régionaux déjà existants au sein de l'UE. Elle peut être considérée comme une étape de transition dans le but de tester les capacités des PECO à supporter les procédures administratives des programmes structurels européens.⁴³³ Cette aide structurelle obéit aux mêmes objectifs prioritaires que ceux définis pour les anciens membres de l'UE soit, le développement des régions pauvres, la reconversion économique et sociale des zones en difficulté structurelle et le troisième objectif, le développement de ressources humaines dans le cadre de la « stratégie européenne pour l'emploi ». ⁴³⁴ L'UE soutient également des initiatives communautaires qui visent à renforcer la coopération transfrontalière, transnationale et interrégionale (INTERREG III), la revitalisation économique et sociale des centres urbains et des banlieues en difficulté (URBAN II), la lutte contre les discriminations et les inégalités sur le marché du travail (EQUAL) et le développement rural (LEADER +).⁴³⁵ De 2004 à 2006 donc, l'aide s'est élevée à 37,5 milliards d'euros dont il a fallu déduire 15,8 milliards de contributions des nouveaux membres au budget de l'UE, soit un chiffre net de 21,7 milliards d'euros.⁴³⁶

Ainsi, au total, de 1990 à 2006, c'est 40,7 milliards d'euros qui auront été consacrés à préparer et à accompagner les PECO dans leur adhésion à l'UE.⁴³⁷ Outre ces programmes,

⁴³³ Pour certains des fonds de l'aide structurelle, la similitude est très forte avec l'aide de pré-adhésion : le FSE, le FEDER et INTERREG sont très proches de PHARE, le FEOGA-O ressemble à SAPARD et le Fonds de cohésion à ISPA. Aude Hapiot et Assen Slim, « Les aides européennes aux PECO : vers une meilleure affectation des fonds? », *Le courrier des pays de l'Est*, no. 1034, La Documentation française, avril 2003, p. 55.

⁴³⁴ Assen Slim, « L'aide à l'intégration : l'expérience de l'élargissement européen », in *Les incertitudes du grand élargissement. L'Europe centrale et balte dans l'intégration européenne*, Bernard Chavance, Paris. L'Harmattan, 2004, p. 133.

⁴³⁵ Aux règles de programmation pluriannuelle, de décentralisation, de cofinancement et d'évaluation s'ajoute une règle de reversement au budget européen des fonds non-engagés dans les PECO et une règle de partenariat entre les organismes impliqués dans le processus de distribution de l'aide (au niveau local, national et régional).

⁴³⁶ Pierre Gerbet, « L'Agenda 2000 et les perspectives financières 2000-2006 », in *European Navigator*, <http://www.ena.lu/mce.cfm>, (page consultée le 21 septembre 2005). Le montant annuel moyen pour l'ensemble des PECO se chiffrait donc à 7,24 milliards d'euros sur la période 2004-2006, soit 96,67 euros/habitants. www.europa.oeu.int (page consultée le 19 mai 2003), et Aude Hapiot et Assen Slim, « Les aides européennes aux PECO : vers une meilleure affectation des fonds? », *Le courrier des pays de l'Est*, no. 1034, La Documentation française, avril 2003, p. 56.

⁴³⁷ Pierre Gerbet, « L'Agenda 2000 et les perspectives financières 2000-2006 », in *European Navigator*, <http://www.ena.lu/mce.cfm>, (page consultée le 21 septembre 2005).

d'autres formes d'aide existent, tel que l'envoi d'experts sur le terrain à long terme (le programme *jumelage*) et à court terme (l'instrument TAIEX) et des centaines de projets, tels que les *Twinning Projects*.⁴³⁸

3.4.2 Aides financière bilatérales : Allemagne vs PECO

L'Allemagne est après le Japon le deuxième financier de la coopération multilatérale mondiale (chiffres de 1994) et se classe au premier rang de l'aide fournie par l'UE. Entre 1950 et 1994, les prestations multilatérales de la RFA se sont réparties de la manière suivante : 42,4 % à l'UE, 41,1 % à la Banque Mondiale et à des banques régionales de développement, 14,4 % aux agences et fonds de l'ONU et enfin, 2,1 % à diverses autres institutions.⁴³⁹ Quant à l'UE plus précisément, l'Allemagne constitue le plus gros contributeur net au budget avec, en 2003, 22,97 % (suivi de la France avec 17,94 %, l'Italie avec 14,17 % et le Royaume-Uni avec 12,59 %).⁴⁴⁰

L'Allemagne se considère toutefois avant tout comme un donateur bilatéral (l'aide bilatérale, accordée directement aux pays en développement, représente 70 % de l'aide publique au

⁴³⁸ Les *Twinning-projects* sont des projets bilatéraux afin d'aider les pays bénéficiaires au développement moderne et efficace des structures, des ressources humaines et des capacités de gérer les administrations, dans le but ultime d'implanter les critères de l'acquis communautaire. L'Allemagne est l'État membre le plus engagé dans les *Twinning-projects*, ayant participé à 45 des 137 *Twinning-projects*, ce qui prouve largement l'engagement profond et sérieux de l'Allemagne en faveur de l'élargissement vers l'Est. Gisela Muller-Brandeck-Bocquet. « Deutsche Leadership in der Europäischen Union? Die Europapolitik der rot-grünen Bundesregierung 1998-2002 » [Leadership allemand à l'Union européenne? La politique européenne du gouvernement fédéral rouge-vert 1998-2002], *Blätter für deutsche und internationale Politik*, no.2, 2001, p. 187. Voir aussi, Commission européenne, *Pre-Accession Assistance for Institution Building - Twinning*, http://ec.europa.eu/elargissement/financial_assistance/institution_building/twinning_en.htm, (page consultée le 17 novembre 2006).

⁴³⁹ Slim Ayari, *Indicateur éthique du développement : Allemagne*, <http://mapage.noos.fr/dsd/SLIM.htm>, (page consultée le 7 juin 2006).

⁴⁴⁰ La contribution de chaque pays est fonction de la richesse et de la taille du pays, soit 1,24 % du revenu national brut (sauf, pour ce qui est de la Grande-Bretagne). On entend par contributeur net, un État membre qui verse plus au budget de l'UE qu'il ne reçoit de l'UE par l'intermédiaire des politiques communautaires. Union pour la Démocratie Française. Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe. Le budget européen. <http://www.udf-europe.net/main/comprendre/index.jsp?path=/comprendre/budget.xhtml>, (page consultée le 17 novembre 2006).

développement (APD) allemande).⁴⁴¹ Cette coopération publique allemande au développement est un domaine qui met en scène une foule considérable d'acteurs.⁴⁴² Elle dispose pour l'essentiel d'instruments tels que la coopération financière⁴⁴³, la coopération technique⁴⁴⁴, la coopération en matière de personnel⁴⁴⁵ et d'autres comme l'aide alimentaire, la promotion de la coopération de l'économie allemande avec les pays en développement, la promotion des exportations des pays en développement, etc. Pour la période 1990-1994 cela a représenté environ 40 % de l'aide publique de tous les pays du CAD aux PECO. L'APD aux PECO s'est chiffrée pour la période 1991-1994 à environ 11 milliards \$US, soit 39 % de l'APD allemande aux pays en développement.⁴⁴⁶ Outre l'aide publique, la coopération allemande au développement comprend également les prestations fournies par des organisations non gouvernementales (églises, fondations, associations) à partir de leurs ressources propres et des dons récoltés. Cette aide privée a gardé au fil des ans un ordre de grandeur étonnamment constant de 11 à 12 % de l'aide publique et doit être distinguée des subventions versées par l'État à ces organisations.⁴⁴⁷

⁴⁴¹ Ministère fédéral de la Coopération Économique (BMZ), cité dans Slim Ayari, *Indicateur éthique du développement : Allemagne*, <http://mapage.noos.fr/dsd/SLIM.htm>, (page consultée le 7 juin 2006).

⁴⁴² Cela s'applique tant au financement qu'à l'exécution des projets et des programmes de coopération. Les prestations de l'APD allemande comprennent les prestations du Ministère fédéral de la Coopération Économique (BMZ), l'acteur principal, avec une part supérieure à 70 % de l'APD totale, les prestations d'autres ministères fédéraux, principalement du Ministère des Affaires Étrangères (aide humanitaire, aide sous forme d'équipement, coopération culturelle, contributions à des organisations de l'ONU), du Ministère de la Science et Technologie et du Ministère de l'Économie, et les prestations des États fédérés (financement des frais d'études pour des étudiants de pays en développement et projets de coopération réalisés par les États fédérés).

⁴⁴³ Il s'agit d'accord de crédits à des conditions de faveur (selon le niveau de développement du pays partenaire 0,75 % ou 2 % d'intérêts, remboursement sur 30 ou 40 ans, dont 10 années d'exemption), ou de subventions non remboursables aux PMA pour des projets d'investissement, ainsi que du financement d'importations et d'aide structurelle. L'exécution est confiée à la KfW, Banque allemande pour la reconstruction.

⁴⁴⁴ Au sens étroit, il est question d'envoi d'experts et d'aide en matériel pour le compte du gouvernement fédéral, principalement par la GTZ (assistance gratuite) et au sens large, de subventions à des programmes de développement relevant de l'aide privée.

⁴⁴⁵ Cette coopération consiste à la formation gratuite d'experts et de cadres originaires de pays en développement, principalement par la DES et la CDG.

⁴⁴⁶ Ministère fédéral de la Coopération Économique (BMZ), cité dans AYARI, Slim, *Indicateur éthique du développement : Allemagne*, <http://mapage.noos.fr/dsd/SLIM.htm>, (page consultée le 7 juin 2006).

⁴⁴⁷ *Ibid.*

Un des programmes les plus impressionnants de l'Allemagne est TRANSFORM, lancé en 1993, de concert avec les ministères des Affaires étrangères et de l'Économie et les ONG, qui consiste en une politique de formation de l'espace public est-européen.⁴⁴⁸ Son objectif est de contribuer à la construction de la démocratie et de l'économie sociale de marché. Il s'agit d'exporter le modèle allemand de développement en participant au vaste mouvement de réformes des sociétés est-européennes. Le ministère de l'Économie allemand précise : « L'offre en matière de conseils économiques est censée transmettre des expériences spécifiques et des atouts de l'Allemagne, en particulier son organisation économique performante et la construction étatique fédérale ».⁴⁴⁹ Le programme privilégie le secteur de l'entreprise afin de dynamiser l'économie du pays bénéficiaire.⁴⁵⁰

En somme, depuis le début des années 90, l'Allemagne a été de tous les donateurs occidentaux celui qui a accordé le plus fort soutien financier au processus de transformation des PECO fournissant pour plus de 25 % de toute l'aide allant à la région des PECO.⁴⁵¹ En plus de tous ces programmes, elle a accordé des prêts à ces pays et a même annulé la dette de la Pologne, dont la rémission a atteint 70 % du total des prêts accordés par l'Allemagne.⁴⁵²

3.5 Conclusion

La volonté d'adhésion des PECO a non seulement provoqué une coopération politique, mais aussi une coopération économique. L'intégration économique est un processus qui a

⁴⁴⁸ L'Allemagne est le seul pays européen à avoir mis en œuvre un tel programme d'envergure concernant le développement des pays de l'Est. TRANSFORM concerne sept des pays nouvellement entrés : Pologne, République tchèque, Slovaquie, Hongrie, Estonie, Lituanie et Lettonie.

⁴⁴⁹ Cité dans Sylvie Lemasson, « L'Allemagne, l'Europe et la question de la *Mitteleuropa* », in *Les stratégies allemandes en Europe centrale et orientale. Une géopolitique des investissements directs*, François Bafail, Paris, L'Harmattan, 1997, p. 84-85.

⁴⁵⁰ *Ibid*, p. 85.

⁴⁵¹ Paul B. Stares, *The New Germany and the New Europe*, Washington DC. The Brookings Institute, 1992, p. 149.

⁴⁵² Helmut Kohl, « Aufgaben deutscher Politik in den neunziger Jahren » [Les objectifs de la politique allemande dans les années 90], *Bulletin*, no. 56. 22 mai 1991. p. 445.

largement précédé l'élargissement et qui a commencé au début des années 90, lorsque les PECO ont libéralisé leurs économies et ont réorienté leurs échanges vers l'UE. Cette intégration économique est tributaire de l'entrée en vigueur en 1992 des Accords d'association, du lancement du processus de pré-adhésion à l'UE, mais surtout des intérêts économiques allemands dans les PECO.

La forte concentration de la part de l'Allemagne dans les flux commerciaux, les IDE et les aides financières, démontre à quel point l'Allemagne s'implique afin d'instaurer une stabilité et une sécurité économique dans les PECO. Pour établir cet ordre économique et commercial sécuritaire, elle a exporté son modèle de développement dans les PECO, en participant à leur vaste mouvement de réformes structurelles. Les PECO ont voulu imiter le modèle allemand, car pour eux, le *Wirtschaftswunder* et l'économie sociale de marché étaient les meilleurs agents de transition vers une politique démocratique et leurs garants les plus fiables, surtout au niveau économique.

Nous avons utilisé l'approche gravitationnelle afin de démontrer et d'expliquer la prédominance de l'Allemagne dans les liens économiques avec les PECO, autant dans les échanges commerciaux, les IDE et les aides financières. Plusieurs variables se sont avérées déterminantes : la taille des marchés, les différences de dotations factorielles, les écarts de coûts salariaux, la distance géographique, l'état d'avancement des réformes structurelles, le niveau de privatisation, etc. Il appert qu'il y a un lien entre ces variables et la proximité géographique avec l'Allemagne et son degré d'implication économique dans les PECO.

Le choix de ces indicateurs économiques, les flux commerciaux, les IDE et les aides financières, nous a donc permis de tracer le cercle vertueux d'adhésion des PECO à l'UE. La proximité géographique avec l'Allemagne amène une concentration des flux commerciaux, d'IDE et des aides financières, ce qui accroît l'état d'avancement des transitions des PECO et par conséquent, incite l'UE à accélérer le processus d'intégration en son sein, ce qui renforce

l'attractivité des pays pour les FMN.⁴⁵³ Celles-ci en retour participent à la transformation des économies facilitant les conditions d'entrée aux futurs investisseurs, et ainsi de suite.

Il est alors possible d'affirmer que les intérêts économiques ont aussi joué un rôle important dans la formation des préférences nationales en matière d'élargissement de l'UE. Les intérêts économiques et la présence allemande dans les PECO représentent un catalyseur à leur intégration à l'UE et par conséquent, un levier de développement favorable à leur processus de transition à l'économie de marché.

⁴⁵³ Sébastien Dupuch et Christele Milan, *Les Déterminants des Investissements Directs Européens dans les PECO*, Working Paper, CEPN, no. 2003-07, p. 12.

CONCLUSION

L'intégration des PECO à l'UE a été officiellement réalisée le 1^{er} mai 2004, cinquante ans après les premiers balbutiements de la construction européenne. L'évolution de ce processus aura permis de surmonter la division de son continent et de regrouper vingt-cinq États sous une institution inter-étatique autonome, d'abord économique puis, politique. L'histoire de l'UE est inséparable de celle de l'Allemagne et aucun État ne symbolise autant l'histoire européenne des cinquante dernières années. L'Allemagne, détruite et divisée aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale à l'image de l'Europe, n'a d'autres choix que d'inscrire sa politique étrangère dans un cadre multilatéral européen, cela pour plusieurs raisons. Notamment pour des raisons politiques, de par son déficit de souveraineté lié au contexte de l'après-guerre, mais surtout historique avec le poids de la culpabilité du passé. Ainsi, l'Allemagne n'avait d'autres choix que de promouvoir la paix, la prospérité et la stabilité en Europe.

Le processus d'élargissement de l'UE aux PECO, pierre angulaire de notre étude, est aussi grandement lié à l'histoire allemande. La RFA a eu pendant la Guerre froide, des positions extrêmes vis-à-vis ses voisins de l'Est, les PECO, mais avant tout avec la RDA. De la confrontation sous Adenauer, elle passe à une ouverture vers l'Est sous Brandt avec l'*Ostpolitik*. Brandt juge que de meilleures relations Est-Ouest sont la base et la condition d'une éventuelle réunification allemande. Le joug soviétique et la souveraineté partielle de la RFA forment des obstacles à de véritables relations entre la RFA et les PECO qui se réduisent à cette époque, à des aspects purement économiques et ciblés à petite échelle.

La chute du communisme va fortement ébranler les bases de ce *statu quo* et modifier grandement les rapports géopolitiques en Europe. Elle permet d'abord à l'Allemagne de se

réunifier, de retrouver sa pleine souveraineté et de devenir une nation « normale ». La réunification allemande a suscité des réactions diverses. En Europe occidentale, une hostilité souvent de principe s'est manifestée par crainte de la puissance politique, économique et financière qu'allait représenter la « nouvelle Allemagne ».⁴⁵⁴ En ce qui concerne les PECO, cette crainte fut aussi partagée, mais de façon générale, la reconstitution d'une « Allemagne forte » au centre du vieux continent a été favorablement accueillie. Les PECO comprennent que la réunification allemande est synonyme de redéfinition de la sphère d'influence de l'Allemagne au sein de l'Europe et donc, que l'objectif sera l'intégration du continent. En effet, l'Allemagne saisit l'occasion de répondre aux motivations premières des peuples de l'Est et s'ouvrent alors des perspectives prometteuses quant à l'élargissement de l'UE aux PECO.

Le but premier de ce mémoire était de démontrer l'influence de l'Allemagne dans le processus d'intégration des PECO au sein de l'UE. Pour répondre à cette interrogation, nous avons identifié les sphères d'influence de l'Allemagne dans le processus d'adhésion des PECO. Plus particulièrement, nous avons étudié le comportement stratégique de l'Allemagne dans la construction européenne, spécialement dans le processus d'adhésion des PECO à l'UE. Pour ce faire, nous avons analysé plusieurs paliers afin d'établir de manière la plus objective et exhaustive qui soit la manière dont s'est exercée cette influence. Pour cela, nous avons examiné la clarté, la persistance et la cohérence des politiques et des stratégies des acteurs allemands vis-à-vis les PECO. L'étendue temporelle de la recherche se limite ainsi entre 1989 année de la chute du Mur de Berlin, qui permet l'ouverture des PECO au monde occidental, et 2004, date d'adhésion officielle des PECO à l'UE et année où les données statistiques disponibles sont considérées dorénavant comme officielles. Nous avons tout de même survolé la période d'après-guerre qui correspond aussi au début de la construction européenne. Cela nous a permis de mettre en contexte et de jeter un regard éclairant et structurant sur les raisons qui expliquent l'implication allemande au processus d'intégration européenne des PECO.

⁴⁵⁴ Urbain N'Sonde, *Les réactions à la réunification allemande en France, en Grande-Bretagne et aux États-Unis*, Paris, L'Harmattan. 2006. 304 p.

Notre hypothèse et nos objectifs ne sont confirmés qu'en partie, dû aux limites imposées dans le cadre d'un mémoire. Comme nous l'avions spécifié dès le départ, il aurait été nécessaire d'effectuer une étude comparative avec d'autres États membres de la Communauté européenne afin de pouvoir affirmer que l'Allemagne a été le vecteur d'intégration des PECO à l'UE. Toutefois, il nous a été tout de même possible d'étayer l'action et les facteurs d'influence orchestrés par les acteurs allemands tant politiques qu'économiques. Afin d'établir le degré d'influence de l'Allemagne dans les PECO, notre analyse s'est donc basée sur des éléments théoriques, qualitatifs et quantitatifs, soit des faits historiques, des données factuelles, des données économiques, des figures et tableaux. De plus, en nous basant sur quatre questions, nous avons pu examiner les degrés de cohérence, de clarté et de persistance des éléments définitionnels d'une influence allemande à l'adhésion des PECO à l'UE.

Premièrement, nous avons pu établir qu'il était possible pour un État membre d'user d'influence dans la prise de décision au sein des piliers de l'UE. Dans la structure opérante de l'UE, il existe effectivement des normes et des idées qui circulent de façon indépendante aux intérêts nationaux et qui peuvent influencer les comportements des acteurs politiques. Toutefois, impulsés par les politiques communautaires, l'élargissement et le processus d'intégration européenne comportent également une large part de faire valoir d'intérêts nationaux.⁴⁵⁵ La diplomatie allemande se traduit par l'entrelacement des intérêts allemands aux intérêts européens,⁴⁵⁶ c'est-à-dire qu'elle exploite le cadre de l'UE dans une continuité stratégique d'ancrage multilatéral et de diffusion de sa « puissance ».⁴⁵⁷ C'est ainsi que dans le cas de l'élargissement de l'UE aux PECO, l'interaction institutionnelle européenne a facilité l'exercice du pouvoir allemand dans sa volonté de sécuriser ses frontières orientales et de ce fait, l'UE, en tant que cadre multilatéral, a été le lieu d'articulation des intérêts

⁴⁵⁵ James Caporaso, « International Relations Theory and Multilateralism: The Search for Foundations », in *Multilateralism Matters: The Theory and Praxis of an Institutional Form*, John G. Ruggie, New York, Columbia University Press, 1993, p. 73-81.

⁴⁵⁶ Christian, Hacke, « Die nationalen Interessen der Bundesrepublik Deutschland an der Schwelle zum 21. Jahrhundert » [Les intérêts nationaux de la République fédérale d'Allemagne au seuil du 21^{ème} siècle], *Aussenpolitik*, vol. 49, no. 2, 1998, p. 11.

⁴⁵⁷ Paul B. Stares, *The New Germany and the New Europe*, Washington D.C., The Brookings Institute, 1992, p. 162.

allemands et de modèle de gouvernance domestique allemand. La principale influence des acteurs et des gouvernements allemands demeure toutefois la reprise sans cesse, depuis 1957, des thèmes fondamentaux de la politique européenne allemande et de les avoir continuellement présentés en tant qu'objectif prioritaire de l'agenda européen.

Deuxièmement, nous avons défini quels étaient les acteurs allemands les plus importants, c'est-à-dire les plus susceptibles d'exercer une influence dans le processus d'intégration européenne des PECO et les intérêts que ces acteurs défendaient. Il y a les acteurs engagés directement dans les institutions européennes, comme le gouvernement fédéral allemand et même les *Länders* et ceux qui n'ont pas nécessairement de contact direct avec celles-ci, comme les acteurs non étatiques et les acteurs privés, tels que les partis politiques, les minorités nationales, les syndicats, les associations patronales, les instituts et fondations, les entreprises nationales et les firmes multinationales. Ces groupes d'intérêts parviennent à mettre à profit l'émergence d'un niveau de gouvernance communautaire pour remettre en question des arrangements historiques au niveau national et d'autres sont contraints de poursuivre des stratégies de représentation privilégiant le niveau national.⁴⁵⁸

L'intérêt majeur lié à l'intégration des PECO à l'UE était d'obtenir l'unification de l'Europe qui est représentative d'un espace de paix, de sécurité et de stabilité. L'élargissement à l'Est de l'UE était fort souhaitable, car cela devait permettre de créer une zone de stabilité politique à l'Est de l'Allemagne et faire en sorte que cette dernière ne se situe plus à la lisière de la zone prospère de l'Europe. Cet argument politique, essentiel à l'Allemagne, sera de même arrimé comme enjeu de l'Europe, dû principalement à un effet de proximité géographique. Outre ces raisons géopolitiques, des arguments économiques s'ajoutent, car les aspects économiques sont également partie intégrante de la stabilité à assurer, sans négliger non plus les opportunités d'affaires présentes dans cette région en pleine croissance économique. Intérêts commerciaux et industriels pour les uns donc, mais aussi sociaux pour certains. Les acteurs allemands veulent éviter de voir s'installer à leur porte une zone de

⁴⁵⁸ Emiliano Grossman et Sabine Saurugger, « L'Européanisation des structures de représentation des intérêts : le cas des associations bancaires », in *La représentation des intérêts dans l'Union européenne, Politique européenne*, no.7, printemps 2002, disponible en ligne, Centre d'études européennes. http://www.portedeurope.org/article.php3?id_article=3189&lang=fr. (page consultée le 17 mars 2005).

dumping social et veillent à ce que l'emploi, le niveau des salaires et le système de relations professionnelles soient près des caractéristiques allemandes. À ces arguments, s'ajoutent un devoir moral et un sentiment de culpabilité, relatifs à la dette historique de l'Allemagne à l'égard des PECO.⁴⁵⁹ L'engagement et l'activisme des acteurs allemands dans les PECO s'inscrivent donc dans le cadre de stratégies complexes qui se déploient à plusieurs niveaux, jugés complémentaires. La mobilisation de ces acteurs au niveau national contribue ainsi à expliquer les évolutions de la politique fédérale en matière d'élargissement.

Troisièmement, l'Allemagne a adopté plusieurs moyens stratégiques pour arriver à ses fins, devant constamment tenir compte de son statut historique particulier. Essentiellement, elle réussira à intégrer ses deux objectifs principaux en matière de politique étrangère soit l'ancrage à l'ouest et l'intégration des PECO à l'UE « car toute démarche en direction de l'Est n'avait d'avenir qu'à partir d'une position forte dans le camp occidental, cet ancrage étant fondamental pour la RFA non seulement pour lui éviter un isolement et pour lui permettre de négocier avec l'Est à l'abri de tout chantage, mais aussi, dans la mesure du possible, de rassurer ses partenaires occidentaux ».⁴⁶⁰ En poursuivant son institutionnalisation au sein de l'UE, elle rend obsolète toute théorie d'*Alleingang* (cheminement individuel) dans la prise de contrôle de l'Europe centrale et orientale.

S'inspirant de sa propre expérience acquise après la Seconde Guerre mondiale, Berlin considère que le meilleur moyen d'assurer et d'encadrer la transition démocratique à l'Est et par le fait même de stabiliser l'Europe centrale, consiste à l'eupéaniser, c'est-à-dire à l'arrimer aux structures européennes, voire plus généralement occidentales.⁴⁶¹ L'intégration européenne étant vue comme une garantie de stabilité et de prospérité, l'Allemagne a par

⁴⁵⁹ Hans-Peter Schwarz, « Die Zentralmacht Europas auf Kontinuitätskurs » [Le pouvoir central de l'Europe en cours de route], *Internationale Politik*, novembre 1999, p. 1.

⁴⁶⁰ Daniel Vernet, « L'Ostpolitik de Weimar à Berlin », *Politique étrangère*, no. 1, 1994, p. 273-281.

⁴⁶¹ Claire Demesmay, *La présence allemande en Europe centrale: rencontre d'intérêts ou politique de conquête?*, Synthèse no. 73, Fondation Robert Schuman, <http://www.robert-schuman.org/synth73.htm> (page consultée le octobre 2005).

conséquent un intérêt fondamental à voir l'Union s'élargir à l'Est.⁴⁶² Afin d'y parvenir, elle fera preuve de leadership informel au sein des instances de l'UE en les utilisant comme moyen d'articulation de ses intérêts nationaux, exprimant ainsi sa puissance et l'influence dont elle est capable sur l'agenda et la prise de décision de l'UE. L'Allemagne a mis à profit l'élargissement pour renégocier sa place et son rôle au sein du système politique européen par exemple, par la conquête du leadership au sein de la Commission européenne qui est la principale conceptrice et animatrice de la politique communautaire à destination des PECO.⁴⁶³

Pour parvenir à européaniser les PECO, l'Allemagne exporte son modèle de développement démocratique et politique qui se déploie comme une *magnet theory*, c'est-à-dire comme un pôle attractif. Tout en proposant son modèle de démocratisation, elle tient compte du libre choix national qui a balisé sa réunification, principe qu'elle souhaite surtout propager à l'Est. Elle table aussi sur les effets de proximité et de gravité en termes économiques. En tissant des liens commerciaux et économiques de nature asymétrique, mais d'interdépendance, l'Allemagne s'est assurée de contribuer au processus de transformation des PECO, soit le passage d'une économie dirigée à une économie de marché, et de préserver des liens privilégiés avec les PECO. En participant à leur reconstruction économique, elle s'assure d'une sécurité et d'une stabilité économique à sa frontière orientale. Pour l'essentiel, la stratégie des acteurs allemands consiste à jouer de diplomatie autant au niveau multilatéral que bilatéral et de travailler de façon directe et concrète avec les acteurs des sociétés d'Europe centrale et orientale.

Quatrièmement, les aspects européens et bilatéraux de la coopération de l'Allemagne envers les PECO se présentent sous différentes formes. Nous avons identifié certaines politiques gouvernementales de l'Allemagne révélatrices de son attachement à l'intérêt européen, et

⁴⁶² François Bafoil, *Les stratégies allemandes en Europe centrale et orientale. Une géopolitique des investissements directs*, Paris, L'Harmattan, 1997, p. 11.

⁴⁶³ Cécile Robert, « La Commission européenne face à l'élargissement de l'Union à l'Est : la construction d'un leadership », in *L'élargissement de l'Union européenne ou la construction d'un objet politique problématisé*, Sabine Saurugger (sous la dir.), *Politique européenne*, no.3, 2001, disponible en ligne, Centre d'études européennes, http://www.portedeurope.org/article.php3?id_article=3193&lang=fr, (page consultée le 17 mars 2005).

particulièrement pour l'élargissement, telles que : l'Ostpolitik des années 70 de Brandt, la réalisation de la réunification allemande, Kohl militant pour l'établissement de critères d'adhésion clairs pour les PECO (Copenhague, 1993), Schröder mobilisant les programmes européens de développement et négociant l'Agenda 2000, etc.

L'Allemagne utilise aussi ses canaux d'influence traditionnelle avec les PECO afin de créer un maillage serré de relations bilatérales, faisant d'elle le membre de l'UE le plus apte à leur offrir des perspectives de développement.⁴⁶⁴ Par exemple, les syndicats et les associations patronales offrant des formations, et établissant des rapports bilatéraux concrets créent une forte solidarité ouvrière entre l'Allemagne et les PECO. L'Allemagne se met de plus à la disposition des PECO afin de les aider dans leur refondation des territoires, des institutions et des administrations ainsi que dans leurs processus de démocratisation et de rattrapage économique, dans le but d'atteindre les normes européennes, soit d'atteindre l'acquis communautaire.

Les aspects les plus évidents de coopération, autant européens que bilatéraux, s'effectuent selon la donnée de la proximité géographique. En effet, malgré le fait qu'en bout de ligne tous les PECO puissent profiter des liens existants avec l'Allemagne, les PECO étant à proximité des frontières allemandes ont été largement les plus choyés. Que l'on pense aux Accords d'association, aux flux commerciaux, aux IDE, jouant le rôle de catalyseur dans le processus d'adhésion, les aides financières accordées aux PECO dans le cadre de leur intégration européenne, ce sont généralement la Pologne, la Hongrie, la République tchèque et la Slovaquie qui en ont le plus tiré profit.

En somme, misant sur les relations bilatérales, Berlin s'appuie également sur le multilatéralisme afin de regagner la confiance de ses partenaires. C'est donc beaucoup moins en tant qu'État national indépendant qu'en tant que membre de l'UE que l'Allemagne agira

⁴⁶⁴ Laure Neumayer. « L'européanisation indirecte des pays candidats à l'adhésion à l'Union européenne : le cas des politiques publiques de concurrence en Pologne et en République tchèque », in *L'euro : une perspective politique*, Frédéric Depéris (sous la dir.), *Politique européenne*, no. 10, 2003, disponible en ligne, Centre d'études européennes, http://www.portedeurope.org/article.php?id_article=3186&lang=fr. (page consultée le 17 mars 2005).

en tant qu'avocat pour l'intégration européenne des PECO et en tant que « messenger », c'est-à-dire en véhiculant la connaissance des PECO à l'UE et vice et versa.⁴⁶⁵ Relayée par l'Union, sa politique a non seulement l'avantage d'être moins coûteuse, mais aussi et surtout d'être perçue comme étant moins hégémonique. Les PECO ne se révèlent donc pas être une sphère de domination (*hinterland*) de l'Allemagne.

En répondant à ces quatre questions nous pouvons conclure qu'il existe bien des éléments de continuité dans la politique étrangère allemande vis-à-vis l'UE et les pays d'Europe de l'Est. Tandis que l'Allemagne s'est affirmée comme l'avocat d'une intégration rapide des PECO à l'UE, les inquiétudes les plus vives se sont manifestées malgré tout en Allemagne et ses positions ont été parfois un facteur de freinage, d'où le paradoxe.⁴⁶⁶ Ces incohérences constituent : 1) la doctrine Hallstein sous Adenauer 2) la question des minorités nationales et les problèmes reliés à la reconnaissance des frontières 3) un manque de collaborateur européen convaincu et/ou une appréhension de ses partenaires envers l'Allemagne réunifiée 4) des problèmes d'identités et économiques et intérieurs allemands 5) la demande de période de transition envers les PECO pour se protéger d'un potentiel afflux de la main-d'œuvre venue de l'Est,⁴⁶⁷ le contrôle des frontières. Ces ambivalences de la politique allemande sur l'élargissement et l'inflexion de certaines stratégies gouvernementales démontrent bien en fait la position précaire que l'Allemagne a occupée au sein de l'UE et même sur la scène mondiale et que bien souvent, elle n'a eu d'autres choix que d'agir ainsi prise entre les exigences de son agenda de politique interne, son désir d'affirmation d'intérêt national, les intérêts européens et du fait aussi de sa proximité géographique et de l'écart des niveaux de vie et des conditions sociopolitiques existant avec les PECO.

⁴⁶⁵ Krzysztof Skubiszewski, « Deutschlands : Anwalt Mitteleuropas » [L'Allemagne : avocat de l'Europe centrale], *Internationale Politik*, vol. 2, 1997, p. 29-33.

⁴⁶⁶ Catherine Iffly, « L'Allemagne et l'élargissement à l'Est de l'Union européenne », *Études internationales*, vol. 36, no. 2, juin 2005, p. 157-183.

⁴⁶⁷ « EU-Staaten schließen die Türen für Arbeitnehmer aus Osteuropa » [Des États de l'UE ferment les portes aux travailleurs de l'Europe de l'Est], *Handelsblatt*, 5 février 2004, p. 6. Seules l'Irlande et la Suède n'ont pas mis en place ces mesures restrictives.

Ces incohérences nous amènent à nuancer quelque peu notre hypothèse de départ : 1) il est vrai que l'attitude de l'Allemagne des dernières années face à l'élargissement de l'UE a été très ambivalente. Toutefois, elle ne s'y est jamais opposée; elle tergiverse plutôt sur les modalités. 2) Le multilatéralisme constitue toujours la source principale de légitimation de la politique étrangère allemande; il s'articule différemment. Il tire sa force d'un bilatéralisme renforcé au nom de préoccupations sécuritaires. Il ne s'agit plus de mettre les relations bilatérales au service du multilatéralisme, mais plutôt le contraire. 3) Malgré le fait que nous ayons pu à travers quelques facteurs d'intégration, observer l'influence de l'Allemagne dans ce processus, nous ne pouvons toujours pas la quantifier, ni n'avons pu trouver une façon possible de la mesurer. Ainsi le degré d'influence ne peut être évalué. 4) Bien sûr, l'élargissement de l'UE aux PECO était inéluctable et il aurait tout de même été éventuellement réalisé. Par contre, sans l'aide et la pression effectuée par l'Allemagne auprès des autres membres de l'UE, cela aurait bien pu prendre davantage de temps avant sa réalisation.

En bref, nous concluons que l'Allemagne, en se servant de son expérience de réunification avec un pays au passé communiste, a influencé dans la rapidité d'intégration des PECO au sein de l'UE, en leur proposant un modèle de développement économique et démocratique similaire à celui utilisé envers la RDA et ce, afin de stabiliser et de sécuriser cette région.

Si les PECO ont bien adhéré à l'UE, il n'en demeure pas moins qu'ils représentent les parents pauvres de l'UE. Les années à venir ne se présentent pas pour autant comme un long fleuve tranquille et les quinze anciens membres doivent maintenant veiller à la continuité de l'intégration des PECO dans le but d'amoindrir les différences toujours énormes de niveau de vie entre l'Est et l'Ouest; surtout que depuis leur adhésion, l'UE compte dorénavant deux autres nouveaux membres, la Bulgarie et la Roumanie, depuis le 1^{er} janvier 2007. D'autres dossiers demandant une contribution engagée de l'Allemagne continuent de se profiler en Europe, comme c'est le cas de la relation entre la Turquie et l'UE. Berlin, pour de nombreuses raisons d'intérêt national, a longtemps milité pour l'adhésion d'Ankara à l'UE, jusqu'à l'arrivée au pouvoir de la chancelière Angela Merkel, tentant de convaincre les autres membres européens de ne pas fermer les portes européennes à la Turquie. Tous les

élargissements et les possibilités d'élargissement conduisent l'UE à s'interroger sur son devenir et sur sa signification même : quelles sont ses limites frontalières? quelle est la définition d'« État européen »? quel est désormais le projet commun qui anime les États membres? Il est clair que le processus d'intégration européenne occupera encore dans les années à venir l'avant-scène de l'agenda international et que l'Allemagne de par sa nouvelle définition, continuera de s'y affirmer et d'y jouer un rôle important.

APPENDICE A

RÉPARTITION DES FONCTIONNAIRES ET AGENTS TEMPORAIRES DANS LA DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ÉLARGISSEMENT EN FONCTION DE LEUR NATIONALITÉ (TOUS BUDGETS)

États membres	Nombre de fonctionnaires et agents temporaires
Allemagne	37
Autriche	7
Belgique	39
Danemark	4
Espagne	17
Finlande	8
France	19
Grèce	11
Irlande	9
Italie	30
Luxembourg	1
Pays-Bas	6
Portugal	4
Suède	9
Royaume-Uni	23
Total	226

Source : Directions Générales et services, personnel et administration, *Répartition des fonctionnaires et agents temporaires par Direction Générale et Nationalité (tous budgets)*, Bulletin Statistique, octobre 2006, http://europa.eu.int/comm/dgs/personnel_administration/documents/bs_dg_nat_en.pdf, (page consultée le 6 juillet 2005).

APPENDICE B

RÉPARTITION DES SIÈGES PAR PAYS AU SEIN DU PARLEMENT EUROPÉEN À LA SUITE DU TRAITÉ DE NICE

États membres	Nombre de sièges
 Union européenne	732
 Allemagne	99
 France	78
 Royaume-Uni	78
 Italie	78
 Espagne	54
 Pologne	54
 Pays-Bas	27
 Belgique	24
 République tchèque	24
 Grèce	24
 Hongrie	24
 Portugal	24
 Suède	19
 Autriche	18
 Danemark	14
 Finlande	14
 Slovaquie	14
 Irlande	13
 Lituanie	13
 Lettonie	9
 Slovénie	7
 Chypre	6
 Estonie	6
 Luxembourg	6
 Malte	5

Source : Toute l'Europe, L'Union européenne, Les institutions et organes de l'Union européenne, Le Parlement européen, Les députés européens, <http://www.touteurope.fr/fr/union-europeenne/ue-comment-ca-marche/les-institutions-et-organes-de-lunion-europeenne-le-parlement-europeen.html>, (page consultée le 3 novembre 2005).

APPENDICE C

PONDÉRATION DES VOIX AU CONSEIL EUROPÉEN

États membres	Pondération des voix UE-15	Pondération des voix UE-25 (à compter du 1 ^{er} janvier 2005)
Allemagne	10	29
Autriche	4	10
Belgique	5	12
Chypre	-	4
Danemark	3	7
Espagne	8	27
Estonie	-	4
Finlande	3	7
France	10	29
Grèce	5	12
Hongrie	-	12
Irlande	3	7
Italie	10	29
Lettonie	-	4
Lituanie	-	7
Luxembourg	2	4
Malte	-	3
Pays-Bas	5	13
Pologne	-	27
Portugal	5	12
République tchèque	-	12
Royaume-Uni	10	29
Slovaquie	-	7
Slovénie	-	4
Suède	4	10
Total	87	321
Majorité qualifiée	62 (71,26%)	232 (72,27%)
Minorité de blocage	26	90

Source : Conseil de l'Union européenne, *Conclusions de la Présidence, Conseil européen de Bruxelles du 24-25 octobre 2002*, no. 14702/02, Annexe 1et 2 à l'annexe I, Bruxelles, 26 novembre 2002, p. 15-16, Disponible en ligne [URL] : http://www.consilium.europa.eu/ueDocs/cms_Data/docs/pressData/fr/ec/73455.pdf, (page consultée le 10 novembre 2005).

APPENDICE D

AVANTAGES DE LA MULTINATIONALISATION DES ENTREPRISES ALLEMANDES DANS LES PECO

Avantage de l'Organisation	Avantage de Localisation	Avantage de l'Internalisation
1- Accès à la clientèle internationale	1- Nécessité du contact direct avec la clientèle	1- Contrôle de qualité
2- Expertise dans la stratégie de reconstruction (ex-RDA)	2- Régulations gouvernementales	2- Économies de coordination des flux de capitaux
3- Économies d'échelle et de gamme	3- Coût plus faible du travail à qualification égale	3- Faiblesse/absence de marché
4- Vision stratégique à long terme couplée à des capacités de financement externes	4- Meilleure compréhension de la transformation systémique (ex-RDA)	4- Réduction des coûts d'opportunité
	5- Proximité géographique et culturelle	5- Maîtrise de l'orientation de la restructuration
		6- Maîtrise technologique

APPENDICE E

AIDE MOYENNE ANNUELLE REÇUE PAR HABITANT DE L'UE, SELON LES TROIS PHASES D'AIDES, DE 1990 À 2006 (EN EUROS)

	Aide à la transition PHARE (1990-1997)	Aide à la pré-adhésion PHARE, ISPA, SAPARD (2000)	Aide structurelle Obj. 1,2,3, Ifop, Interreg, Equal (2004-2006)	Population Millions d'habitants (2000)
Chypre*	-	-	25,36	0,69
Estonie	12,90	52,84	82,99	1,37
Hongrie	9,60	23,32	60,49	10,21
Lettonie	9,97	44,59	80,74	2,37
Lituanie	8,16	38,28	78,20	3,51
Malte*	-	-	50,51	0,39
Pologne	4,97	24,62	65,86	38,65
République tchèque	4,20	17,94	48,39	10,27
Slovaquie	5,21	23,05	64,82	5,40
Slovénie	7,29	26,18	39,66	1,99
Ex-Tchécoslovaquie	1,64	-	-	15,67
Programmes multi-pays	0,77			
Total	64,71	250,82	597,02	90,52

* Chypre et Malte ne sont pas concernées par les aides de transition et de pré-adhésion.

Source : HAPIOT A. et A. SLIM, « Les aides européennes aux PECO : vers une meilleure affectation des fonds ? », in *Le Courrier des pays de l'Est*, no. 1034, avril 2003, p. 52.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages

Avery, Graham et Fraser Cameron. *The Enlargement of the European Union*. Sheffield: Sheffield Academic Press, 1998, p. 128.

Andreff, Wladimir. *La mutation des économies postsocialistes. Une analyse économique alternative*. Paris : L'Harmattan, 2003, 368 p.

Bachmann, Klaus. *Polens Uhren gehen anders. Warschau vor der Osterweiterung der Europäischen Union* [Les heures polonaises passent différemment. Varsovie avant l'élargissement à l'Est de l'Union européenne]. Stuttgart/Leipzig: Hohenheim Verlag, 2001, p. 286.

Bafoil, François. *Règles et conflits sociaux en Allemagne et en Pologne post-communistes*. Paris: L'Harmattan, 1997, 256 p.

_____. *Les stratégies allemandes en Europe centrale et orientale. Une géopolitique des investissements directs*. Paris : L'Harmattan, 1997, 302 p.

Bilger, François. *La pensée économique libérale dans l'Allemagne contemporaine*. Paris : Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1964.

Bino, Olivi. *L'Europe difficile*. Paris: Gallimard, 2001, p. 615.

Black, Stanley W. *Europe's Economy looks East: Implications for Germany and the European Union*. Cambridge: Cambridge University Press, 1997, 363 p.

Bogdan, Henry. *Histoire des pays de l'Est*. Paris: Perrin, 1990, p. 318.

Brandt, Willy. *Mémoires*. Paris: Michel Albin, 1990, p. 161.

Brzezinski, Zbigniew. *Le grand échiquier. L'Amérique et le reste du monde*. Paris: Bayard, 1997, p. 70 et p. 92.

Bulmer, Simon et Wolfgang Wessels. *The European Council: Decision-Making in European Politics*. Basingstoke, UK: Macmillan, 1987, p. 40.

Cahn, Jean-Paul, Henri Ménudier et Gérard Schneilin. *L'Allemagne et la construction de l'Europe 1949-1963, Questions de civilisation*. Paris: Éditions du Temps, 1999, p.40.

Charvin, Robert et Albert Marouani. *Les relations internationales des États socialistes*. Paris: Presses universitaires de France, 1981, p. 476.

Chavance, Bernard. *Les réformes économiques à l'Est de 1950 aux années 1990*. Éditions Nathan, 1994, 207 p.

Chavigny, Régis. *Spécialisation internationale et transition en Europe centrale et orientale*. Paris : L'Harmattan, 1996, 255 p.

Chesnais, François. *La mondialisation du capital*. Paris : Coll. Alternatives économiques, Syros, 1998, 330 p.

Ditter, Jean-Guillaume. *Les services et le développement des nouveaux Länder allemands*. Thèse de doctorat. CUREI, Grenoble : Université Pierre Mendès France, 1995.

Dörrenbächer, Christoph et Harald Nuding. *Zwischenbilanz : das bisherige Osteuropaengagement deutscher Unternehmen und seine Auswirkungen* [Bilan intermédiaire : le précédent engagement des entreprises allemandes envers l'Europe de l'Est et ses conséquences]. Berlin : FAST, 1996, p. 4-12.

Dunning, John H. *Explaining International production*. London: Unwin Hyman, 1988, 378 p.
Dyson, Kenneth. *Elusive Union : The Process of Economic et Monetary Union in Europe*. Harlow: Longman, 1994, p. 125-129.

Elsässer, Jürgen. *Der Deutsche Sonderweg* [La voie particulière allemande]. Munich: Heinrich Hugendubel, 2003, p. 79.

Foucher, Michel. *Les minorités en Europe centrale et orientale*. Strasbourg: Conseil de l'Europe, 1994, p. 22.

Fritsch-Bournazel, Renata. *L'Allemagne depuis 1945*. Paris: Hachette, 1997, p. 141.

Gaddum, Eckart. *Die deutsche Europapolitik in den 80er Jahren* [La politique européenne allemande dans les années 80]. Paderborn: Schöningh, 1994, p. 275.

Garton Ash, Timothy. *In Europe's name*. New York: Vintage book, 1993, p. 14.

Gillingham, John. *Coal, Steel and the Rebirth of Europe, 1945-1955: The Germans and French from Ruhr Conflict to Economic Community*. Cambridge: Cambridge University Press, 1991, 413 p.

Greene, William H. *Econometric Analysis*. New York: Maximilian Publishing, 2^{ième} édition, 1993, p. 549-559.

Haas, Ernst B. *The Uniting of Europe: Political, Social and Economic Forces, 1950-1957*. Stanford: Stanford University Press, 1958, p. 16.

_____. *The obsolescence of regional integration theory*. Berkeley: Institute of International Studies, University of California, Research Series no. 25, 1975.

Hajnicz, Artur. *Polens Wende und Deutschlands Vereinigung – Die Öffnung zur Normalität 1989-1992* [Le tournant de la Pologne et l'unification de l'Allemagne – L'ouverture vers la normalité 1989-1992]. Paderborn: Ferdinand Schöningh, 1995, p. 95.

Heurlin, Bertel. *Germany in Europe in the nineties*. Londres: Macmillan, 1996, p. 47

Hirschman, Albert. *National Power and the Structure of Foreign Trade*. Berkeley : University of California Press, 1980, p. 36.

Jamar, Joseph et Wolfgang Wessels (dir.). *L'administration communautaire à l'heure des choix*. Bruges: De Tempel, 1985, p. 6.

Kamara, Miriam. *Struktur und Wandel der Legitimationsideen deutscher Europapolitik* [Structure et changement des idées de légitimation de la politique européenne allemande]. Bonn: EU Verlag, 2001, p. 127-203.

Katzenstein, Peter J. *Tamed Power, Germany in Europe*. Ithaca et Londres: Cornell University Press, 1997, 314 p.

Keohane, Robert et Stanley Hoffmann (ed.). *The New European Community: decision-making and institutional change*. Westview: Boulder, 1991, 208 p.

Kreile, Michael. *Osthandel und Ostpolitik*. Baden-Baden: Nomos, 1978, 242 p.

Lemmens, Markus. *Die Souveränität der Bundesrepublik Deutschland und die Integration der Europäische Gemeinschaft* [La souveraineté de la République Fédérale d'Allemagne et l'intégration de la Communauté européenne]. Frankfurt: Peter Lang GmbH, 1994, p. 72-170.

Magnin, Éric. *Les transformations économiques dans les pays de l'Est depuis 1989*. Paris : Dunod, 1999, 120 p.

Markovits, Andrei S. et Simon Reich. *The German Predicament: Memory & Power in the New Europe*. New York: Cornell University Press, 1997, p. 43-159.

Martens, Stephen. *La Politique à l'Est de la République fédérale d'Allemagne depuis 1949. Entre mythe et réalité*. Paris: Presses universitaires de France, 1998, p. 7-154.

Mayhew, Alan. *Recreating Europe: The European Union's Policy Towards Central and Eastern Europe*. Cambridge: Cambridge University Press, 1998, 420 p.

- McAllister, Richard. *From EC to EU*. Londres: Routledge, 1997, p. 18-155.
- Ménudier, Henri. *La politique à l'Est de la République fédérale d'Allemagne (l'Ostpolitik)*. Paris: La Documentation française, 1976, p. 13.
- Mondot, Jean et Nicole Pelletier. *La chute du mur de Berlin*. Bordeaux: Pessac, Presses universitaires de Bordeaux, 2004, p. 61.
- Monnet, Jean. *Mémoires*. Paris: Fayard, 1976, p. 384.
- Montesquieu, Charles de Secondat. *De l'esprit des lois*. Livre XX, Chapitre II (de l'esprit du commerce). Paris: Garnier, Flammarion, 1979.
- N'Sonde, Urbain. *Les réactions à la réunification allemande en France, en Grande-Bretagne et aux États-Unis*. Paris : L'Harmattan, 2006, 304 p.
- Nye, Joseph S. *Peace in Parts*. Boston: Little Brown, 1971, p. 59.
- Piettre, André. *L'économie allemande contemporaine*. Paris : Médicis, 1952; cité dans Schneilin, Gérard et H. Schumacher. *Économie de l'Allemagne depuis 1945*. Paris : Armand Colin, 1992, p. 26.
- Poncet, Jean-François. *La politique économique de l'Allemagne occidentale*. Paris : Sirey, 1970, 404 p.
- Porter, Michael. *The Competitive Advantage of Nations*. New York : Free Press, 1998, 896 p.
- Renaud, Guy. *L'unification de l'Allemagne*. Paris: Ellipses, 2000, p. 34.
- Rugman, Alan M. *New Theories of the Multinational Enterprise*. London: Croom Helm, 1983, 303 p.
- Schneilin, Gérard et H. Schumacher. *Économie de l'Allemagne depuis 1945*. Paris : Armand Colin, 1992, p. 15-28.
- Schulz, Eberhard. *Die deutsche Frage und die Nachbarn im Osten* [La question allemande et les voisins de l'Est]. Munich: Oldenbourg, 1989, p. 18.
- Schulze, Hagen. *Petite histoire de l'Allemagne*. Paris : Hachette, 2001, 300 p.
- Schwarz, Hans-Peter. *Die Ära Adenauer 1949-1957 Gründerjahre der Republik* [L'ère d'Adenauer 1949-1957, fondateur de la République]. Stuttgart/Wiesbaden: Brockhaus/Deutsch Verlags-Anstalt, 1981, p. 55.

_____. *Die Zentralmacht Europas. Deutschlands Rückkehr auf die Weltbühne* [Le pouvoir central de l'Europe. Le retour de l'Allemagne sur la scène mondiale]. Berlin: Siedler, 1994, p. 8.

Schwarz, Thomas A. *America's Germany: John J. McCloy and the Republic Federal of Germany*. Cambridge: Harvard University Press, 1991, p. 86.

Siedentopf, Heinrich et Jacques Ziller (dir.). *L'Europe des administrations ? : La mise en oeuvre de la législation communautaire dans les États membres*. Bruxelles: Bruylant, European Institute of Public Administration, 2 vol., 1988, 752 p.

Stares, Paul B. *The New Germany and the New Europe*. Washington D.C.: The Brookings Institute, 1992, p. 149-162.

Stein, Arthur A. *Why Nations Cooperate: Circumstance and Choice in International Relations*. Ithaca: Cornell University Press, 1990, 219 p.

Strange, Susan. *States and Markets*. Londres: Pinter, 1994, p. 24-25.

Teltschik, Horst. *329 Tage : Innenansichten der Einigung* [329 jours: Avis interne de l'Union]. Berlin: Siedler Verlag, 1991, p. 125.

Trotignon, Jérôme. *Économie européenne : Intégration et politiques communes* Paris: Hachette, 1997, 303 p.

Von Weizsäcker, Richard. *Von Deutschland aus Reden des Bundespräsidenten* [De l'Allemagne aux discours des Présidents de la République]. Munich: DTV, 1985, p. 53.

Weidenfeld, Werner. *Europa öffnen. Anforderungen an die Erweiterung* [Ouvrir l'Europe. Les exigences en matière d'élargissement]. Gütersloh: Berlesmann Stiftung, 1997, p. 53.

Wessels, Wolfgang. « Staat und (westeuropäische) Integration. Die Fusionsthese » [État et intégration (ouest européenne). La théorie fusionnelle]. in *Die Integration Europas* [L'intégration de l'Europe]. Michael Kreile (dir.). Opladen: Westdeutscher Verlag, 1992.

Williamson, Oliver E. *Markets and Hierarchies : Analysis and Antitrust Implications*. New York: Free Press, 1983, 286 p.

Willis, Roy F. *France, Germany and the New Europe*. Stanford: Stanford University Press, 1968, p. 81.

Chapitres de livres

Abonyi, Arpad, Ivan J. Sylvain et James A. Caporaso. « Political Economy Perspectives on Integration: A Comment on Integration Theories ». In *East European Integration and East-*

West Trade, Paul Marer et John Mihael Montias. Bloomington: Indiana University Press, 1980, p. 75.

Anderson, Jeffrey J. « Hard Interests, soft power, et Germany's changing role in Europe ». In *Tamed Power: Germany in Europe*. Peter J. Katzenstein, Ithaca: Cornell University Press, 1997, p. 80.

Becker, Peter. « Die Reformbereitschaft der Europäische Union auf dem Prüfstand – die Agenda 2000 » [Les dispositions de la réforme de l'Union européenne sur le banc d'essai – l'Agenda 2000]. In *Osterweiterung der Europäische Union* [Élargissement à l'Est de l'Union européenne]. Barbara Lippert. Bonn: EU Verlag, 2000, p. 93-96.

Boudier-Bensebaa, Fabienne. « La présence allemande dans les PECO ». In *Les stratégies allemandes en Europe centrale et orientale. Une géopolitique des investissements directs*. François Bafail. Paris: L'Harmattan, 1997, p. 95-130.

_____. « La Pologne : une croissance continue ». In *Les stratégies allemandes en Europe centrale et orientale. Une géopolitique des investissements directs*. François Bafail. Paris: L'Harmattan, 1997, p. 245.

Branch, Ann P. « The impact of the European Union on the Trade Union Movement ». In *L'action collective en Europe. Collective action in Europe*. Richard Balme, Didier Chabanet et Vincent Wright. Paris: Presses de sciences po., 2002, p. 279-311.

Bryant, Christopher G.A. et Edmund Mokrzycki. « Introduction. Theorizing the changes in East-Central Europe ». In *The New Great Transformation. Change and Continuity in East-Central Europe*. Londres et New York: Routledge, p. 1-13.

Bulmer, Simon J. « Shaping the Rules? The Constitutive Politics of the European Union and German Power ». In *Tamed Power, Germany in Europe*. Peter J. Katzenstein, Ithaca and London: Cornell University Press, 1997, p. 51-66.

Bulmer, Simon et Martin Burch. « The « Europeanisation » of Central Government : the UK and Germany in Historical Institutionalit Perspective ». In *The Rules of Integration*. Gerald Schneider et Mark D. Aspinwall. Manchester: Manchester University Press, 2001, p. 73-96.

Campbell, Edwina S. « The Fashioning of Ostpolitik ». In *Germany's Past & Europe's Future: the Challenges of West German Foreign Policy*. Washington D.C.: Pergamon-Brassey's, 1989, p. 106-107.

Caporaso, James. « International Relations Theory and Multilateralism: The Search for Foundations ». In *Multilateralism Matters: The Theory and Praxis of an Institutional Form*, John G. Ruggie. New York: Columbia University Press, 1993, p. 73-81.

Chavance, Bernard et Éric Magnin. « Transformation systémique et intégration européenne dans les pays postsocialistes d'Europe, 1989-2004 ». In *Les incertitudes du grand*

élargissement. *L'Europe centrale et balte dans l'intégration européenne*. Bernard Chavance. Paris : L'Harmattan, 2004, p. 17-41.

Dakowska, Dorota et Laure Neumayer. « Repenser l'impact de l'adhésion ». In *Politique européenne de l'Union européenne élargie*. Paris: L'Harmattan, no. 15, hiver 2005.

Dupré, Michèle. « Stratégies de quelques grands groupes allemands. Les étapes d'un développement ». In *Les stratégies allemandes en Europe centrale et orientale. Une géopolitique des investissements directs*. François Bafoil. Paris : L'Harmattan, 1997, p. 142-145.

Dupuch, Sébastien, Hugues Jennequin et El Mouhoub Mouhoud. « Les incidences de l'élargissement de l'UE sur la géographie économique européenne : les tendances de la spécialisation ». In *Les incertitudes du grand élargissement. L'Europe centrale et balte dans l'intégration européenne*. Bernard Chavance. Paris : L'Harmattan, 2004, p. 76-77.

Freudenstein, Roland. « Deutschland, Frankreich und die Osterweiterung der Europäischen Union » [L'Allemagne, la France et l'élargissement à l'Est de l'Union européenne]. In *Handeln für Europa. Deutsch-französische Zusammenarbeit in einer veränderten Welt* [Agir pour l'Europe. Coopération franco-allemande dans un monde en changement]. Axel Schauder, Joachim Schild (eds.). Opladen: Leske & Budrich, 1995, p. 133.

Fritsch-Bournazel, Renata. « L'Allemagne fédérale, l'URSS et l'Europe de l'Est ». In *L'Allemagne et la construction de l'Europe 1949-1963*. Jean-Paul Cahn, Henri Ménudier et Gérard Schneilin, Paris, Éditions du Temps, 1999, p. 218.

Gerbet, Pierre. « L'Allemagne et les communautés européennes ». In *L'Allemagne et la construction de l'Europe 1949-1963, Questions de civilisation*. Jean-Paul Cahn, Henri Ménudier et Gérard Schneilin. Paris: Éditions du Temps, 1999, p. 39-44.

Haas, Ernst B. « The Study of Regional Integration: Reflections on the Joy and Anguish of Pretherizing ». In *Regional Integration: Theory and Research*, Leon N. Lindberg et Stuart C. Scheingold. Cambridge: Harvard University Press, 1971, p. 114.

Havlik, Peter. « Structural Change, trade specialization and competitiveness of manufacturing industry in the CEEC's ». In *Structural Developments in Central and Eastern Europe*. M. Landesmann (ed.). WIIW Report 1999. Vienne: L'Institut des études économiques internationales.

Kolboom, Ingo. « La France face à l'unification allemande ». In *L'Allemagne unie dans une Europe nouvelle*. Paul Létourneau. Québec: Centre québécois de relations internationales, 1990, p. 170.

Köves, András. « « Joining Europe » : A Thorny Path ». In *Central and East European Economies in Transition: the International Dimension*. Colorado, Oxford: Westview Press, 1992, p. 94.

Krippendorff, Ekkehart. « Germany as a World Power and as European Power ». In *Germany in Europe in the Nineties*. Bertel Heurlin. London: MacMillan Press, 1996, p. 106.

Le Gloannec, Anne-Marie. « La nouvelle Allemagne et l'Europe de l'Est ». In *L'Allemagne unie dans une Europe nouvelle*. Paul Létourneau (dir.). Québec: Centre québécois de relations internationales, 1990, p. 153.

Lemasson, Sylvie. « L'Allemagne, l'Europe et la question de la *Mitteleuropa* ». In *Les stratégies allemandes en Europe centrale et orientale. Une géopolitique des investissements directs*. François Bafoil. Paris : L'Harmattan, 1997, p. 84-85.

Lindberg, Leon N. « Political Integration as a Multidimensional Phenomenon Requiring Multivariate Measurement ». In *Regional Integration: Theory and Research*. Leon N. Lindberg et Stuart C. Scheingold. Cambridge: Harvard University Press, 1971, p. 439.

Lippert, Barbara. « Die EU-Erweiterungspolitik nach 1989 – Konzeptionen und Praxis der Regierungen Kohl und Schröder » [La politique de l'élargissement de l'UE après 1989 - Conceptions et pratiques des gouvernements Kohl et Schröder]. In *Eine neue deutsche Europapolitik* [Une nouvelle politique européenne allemande]. Schneider, Jopp, Schmalz. Bonn: EU Verlag, 2002, p. 359-396.

Majone, Giandomenico. « The Politics of Regulation and European Regulatory Institutions ». In *Governing Europe*. Jack Hayward et Anand Menon. Oxford: Oxford University Press, 2003, 514 p.

Michalet, Charles-Albert. « Un nouvel impératif de la politique industrielle dans la globalisation : l'attractivité ». In *Globalisation et politiques économiques*. H. Bourguinat (éd.). Paris : Economica, 1999, p. 383-401.

Perczynski, Maciej. « Les Européens de l'Est et la question allemande ». In *L'Allemagne unie dans une Europe nouvelle*. Paul Létourneau (dir.). Québec: Centre québécois de relations internationales, 1990, p. 194.

Perron, Catherine. « Démocratisation et mise en place des pouvoirs locaux et régionaux en Allemagne de l'Est et en République tchèque ». In *L'élargissement de l'Union européenne : réformes territoriales en Europe centrale et orientale*. Violette Rey. Paris: L'Harmattan, 2004, p. 30-35.

Potel, Jean-Yves. « La reconstruction d'États de droit en Europe centrale et orientale ». In *L'Europe centrale et orientale – Dix ans de transformations (1989-1999)*. Édith Lhomel. Paris: La Documentation française, 2000, p. 41-55.

Preston, Christopher. « Further Enlargements: Eastern Europe ». In *Enlargement and Integration in the European Union*. London: Routledge, 1997, p. 197-201.

Prunskiene, Kazimiera. « Relations politiques lituanienne-allemande ». In *Leben für Litauen : auf dem Weg in die Unabhängigkeit* [La vie pour la Lituanie: sous le signe de l'indépendance]. Munich: Ullstein, 1992, p. 5.

Ragnitz, Joachim. « Deutschland und die Gestaltung der Weltwirtschaft » [L'Allemagne et l'organisation de l'économie mondiale]. In *Deutschlands neue Außenpolitik* [La nouvelle politique étrangère de l'Allemagne]. Karl Kaiser et Joachim Krause. Band 3, Interessen und Strategien [Intérêts et stratégies], p. 63-76.

Rey, Violette. « Introduction : Refonder les territoires, une nouvelles géographie administrative en Europe centrale et orientale ». In *L'élargissement de l'Union européenne : réformes territoriales en Europe centrale et orientale*. Paris: L'Harmattan, 2004, p. 9-21.

Schreiber, Thomas. « Relations internationales de l'Allemagne occidentale ». In *Cahiers de la Fondation nationale des sciences politiques*. Paris : Armand Colin, 1956, s. p.

Schrettl, Wolfram. « L'intégration économique et monétaire des deux Allemagnes ». In *L'Allemagne unie dans une Europe nouvelle*. Paul Létourneau. Québec: Centre Québécois de relations internationales, Université Laval, 1990, p. 46.

Senghaas, Dieter. « Verflechtung und Interesse » [Interdépendance et intérêt]. In *Die Zukunft der deutschen Außenpolitik, Arbeitspapiere zur internationalen Politik* [L'avenir de la politique étrangère allemande, documents de travail à la politique internationale]. Karl Kaiser et Hanns W. Maull (dir.), no. 72, décembre 1992, p. 35-52.

Slim, Assen. « L'aide à l'intégration : l'expérience de l'élargissement européen ». In *Les incertitudes du grand élargissement. L'Europe centrale et balte dans l'intégration européenne*. Bernard Chavance. Paris : L'Harmattan, 2004, p. 128-133.

Steinherr, Alfred. « Vers l'UEM: le rôle de l'ECU après Maastricht ». In *Mondialisation et régionalisation*. Jean-Louis Mucchielli et Fred Célimène. Paris: Economica, 1993, 564 p.

Stürmer, Michael. « Pour une Ostpolitik européenne ». In *Que devient l'Allemagne?*. Bernard Brigouleix et Joseph Rován. Paris: Anthropos, 1986, p. 359-373.

Tewes, Henning. « Rot-Grün und die Osterweiterung der Europäischen Union » [Les rouge et vert et l'élargissement à l'Est de l'Union européenne]. In *Deutschland im Abseits*. Hanns Maull, Sebastian Harnisch et Constantin Grund. Baden-Baden: Nomos Verlag, 2003, p. 87.

Wollmann, Hellmut. « Between Ruptures and Legacies, Local Government Transformation Eastern Germany ». In *Restructuring Networks in Post-Socialism*. G. Grabher et D. Stark (dir.). Oxford: Oxford University Press, 1997, p. 463-480.

Articles de périodiques et de journaux

« Deutschland ist größter Geber und zweitgrößter Investor in Osteuropa » [L'Allemagne est le plus grand donneur et le deuxième plus grand investisseur en Europe de l'Est], *Deutschland Nachrichten*, 7 octobre 1994.

« Der deutsch-polnische Papierkrieg ist zu ende » [La guerre de papier germano-polonaise est terminée]. *Frankfurter Allgemeinezeitung*, 23 juillet 1998.

« Deutschland und seine Nachbarn : bilaterale Beziehungen seit der Wiedervereinigung » [L'Allemagne et ses voisins : relations bilatérales depuis la réunification]. *Politische Studien*, numéro spécial, décembre 1998, vol. 43, no.2, p.1-118.

« EU-Staaten schließen die Türen für Arbeitnehmer aus Osteuropa » [Des États de l'UE ferment les portes aux travailleurs de l'Europe de l'Est], *Handelsblatt*, 5 février 2004, p. 6.

« Kohl Grants Debt Relief to Russia and Offers Confidence to Yeltsin ». *New York Times*, jeudi, 17 décembre 1992, section A, p. 14.

Andreff, Wladimir. « Un bilan comparatif du trafic de perfectionnement passif entre l'Union européenne et les pays d'Europe de l'Est ». *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 32, no. 2, 2001, p. 95-105.

Andreff, Wladimir, Madeleine Andreff et Fabienne Boudier-Bensebaa. « Sous-traitance internationale et trafic de perfectionnement passif entre les pays de l'Union européenne et de l'Europe de l'Est ». *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 32, no. 2, 2001, p. 5-34.

Asmus, Roland D. « Les États-Unis, l'Allemagne et l'Europe centrale ». *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, no. 3, juillet-septembre 1995, p. 348.

Béhar, Pierre. « Entre Paris et Berlin, une alliance de raison ». *Le Monde diplomatique*, avril 2004, p.12-13.

Bitterlich, Joachim. « La politique communautaire et occidentale de Bonn : un examen de passage pour l'Allemagne unie? ». *Politique étrangère*, no. 4, 1991, p. 844.

Bornstein, Morris. « La privatisation en Europe de l'Est ». *Revue d'Études comparatives Est-Ouest*, vol. 23, no. 2-3, juin-septembre 1992.

Brown, Martin D. « Europe: Return to Helsinki ». *Central Europe Review*, vol. 1, no. 25, 13 décembre 1999, <http://www.ce-review.org/99/25/brown25.html> (page consultée le 14 mars 2006).

Checkel, Jeffrey T. « Social Construction and Integration ». *Journal of European Public Policy*, vol. 6, no.4, 1999, p. 545-560.

Chevalier, Agnès, Françoise Lemoine et Laurence Neyman. « L'Union Européenne et sa Périphérie, Conséquences de l'Intégration Commerciale de l'Europe Centrale ». *Revue Économique*, vol. 50, no. 6, 1999, p. 1169-1184.

Coase, Ronald H. « The Nature of the Firm ». *Economica*, vol. 4, no. 16, novembre 1937, p. 386-405. Version en ligne disponible:

<http://www.cerna.ensmp.fr/Enseignement/CoursEcoIndus/SupportsdeCours/COASE.pdf>,
(page consultée le 2 novembre 2006).

Deblock, Christian et Dorval Brunelle. « Globalisation et nouveaux cadres normatifs : le cas de l'Accord multilatéral sur l'investissement ». *Géographie, Économie et Société*, vol. 1, no. 1, mai 1999, p. 49-95.

Dumais, Nelson. « Les entreprises à l'heure du syndrome de la pizza », *Journal Les Affaires*, 24 novembre 1999.

Dunning, John H. « The Eclectic Paradigm of International Production : Past, Present and Future ». *International Journal of the Economics of Business*, vol. 8, no. 2, 2001, p. 176.

Dupuch, Sébastien, Hugues Jennequin et El Mouhoub Mouhoud. « Intégration européenne, élargissement aux pays d'Europe centrale et orientale et économie géographique ». *Revue Région et Développement*, no. 13, 2001, p. 133.

Durnev, Art, Kan Li, Randall Mørck et Bernard Yeung. « Capital markets and capital allocation: Implications for economies in transition ». *Economics of Transition*, vol. 12, no. 4, 2004, p. 593-634.

Fabry, Nathalie et Laurence Dijsksman-Valentin. « Les déterminants des investissements directs manufacturiers allemands dans les pays d'Europe centrale ». *Revue d'études comparatives EST/OUEST*, vol. 28, no. 2, juin 1997, p. 24.

Finnemore, Martha. « Norms, Culture, and World Politics : Insights from Sociology's Institutionalism ». *International Organization*, vol. 50, no. 2, 1996, p. 325-347.

Fontagné, Lionel, Michael Pajot et Jean-Michel Pasteels. « Potentiels de commerce entre économies hétérogènes : un petit mode d'emploi des modèles de gravité ». *Économie et Prévision*, no. 152-153 (1-2), mai 2002, p. 115-139.

Frisch, Alfred. « Une continuité nuancée ». *Documents*, no.1, 1983, p. 81-88.

Gabrisch, Hubert. « Produktionsverlagerung deutscher Unternehmen nach Mittel und Osteuropa » [Délocalisation de la production des entreprises allemandes vers l'Europe centrale et orientale], *Wirtschaft im Wandel* [Économie en changement], IWH, no. 12, 1995, p. 6-11.

Garton Ash, Timothy. « Eastern Europe : après le déluge, nous ». *The New York Review of Books*, 16 août 1990, p. 59.

Gaspard, Michel. « L'intégration des PECO. Scénario pour l'avenir ». *Le courrier des pays de l'Est*, no. 1014, avril 2001, p.5-6.

Goetz, Klaus H. « Integration Policy in a Europeanized State: Germany and the Intergovernmental Conference ». *Journal of European Public Policy*, no. 3, vol. 1, 1996, p. 23-44.

Gougeon, Jean-Pierre. « La Politique européenne de l'Allemagne ». *Revue internationale et stratégique*, no. 35, automne 1999, p. 152.

Guzzini, Stefano. « Structural Power: The Limits of Neo-Realist Analysis ». *International Organization*, no. 47, été, 1993, p. 451-456.

Hacke, Christian. « Die nationalen Interessen der Bundesrepublik Deutschland an der Schwelle zum 21. Jahrhundert » [Les intérêts nationaux de la République fédérale d'Allemagne au seuil du 21^{ième} siècle]. *Aussenpolitik*, vol. 49, no. 2, 1998, p. 11.

Hapiot, Aude et Assen Slim. « Les aides européennes aux PECO : vers une meilleure affectation des fonds ? ». *Le Courrier des pays de l'Est*, no. 1034, avril 2003, p. 48-56.

Heimerl, Daniela. « Élargissement à l'Est de l'Union européenne : procédures et enjeux des négociations ». *Le courrier des pays de l'Est*, no. 440, juin 1999, p. 4-19.

Henriot, Alain et Andras Inotaï. « Quel avenir pour l'intégration entre l'Union européenne et les PECO ? ». *Économie Internationale*, no. 70, 2^{ième} trimestre 1997, p. 55-77.

Henriot, Alain et Yves Lepage. « Potentiels de localisation des multinationales ». *Revue élargissement*. DREE, Spécial Localisations, no. 35, juillet 2003.

Hitchcock, William I. « France, the Western Alliance, and the Origins of the Schuman Plan, 1948-1950 ». *Diplomatic History*, vol. 21, no. 4, automne 1997, p. 603.

Hogg, William. « Plus ça change. Continuity, change and culture in foreign policy white papers ». *International Journal*, vol. 59, no.3, été 2004, p.521-536.

Hosli, Madeleine O. « The creation of the European economic and monetary union : intergovernmental negotiations and two-level games ». *Journal of European Public Policy*, no. 7, vol. 5, 2000, p. 759-761.

Iffly, Catherine. « L'Allemagne et l'élargissement à l'Est de l'Union européenne ». *Études internationales*, vol. 36, no. 2, juin 2005, p. 159-183.

Illner, Michael. « Réformes sur la voie de la décentralisation dans trois pays d'Europe centrale et orientale candidats à l'adhésion. Hongrie, Pologne et République tchèque 1990-2001 ». *Notre Europe*, no. 17, juin 2002, p. 28.

Ishiyama, John T. « Transitional electoral systems in post-communist Eastern Europe ». *Political Science Quarterly*, vol. 112, no. 1, p. 95.

Issing, Otmar. « Theoretical and Empirical Foundations of the Bundesbank's Monetary Targeting ». *Intereconomics*, novembre/décembre 1992, p. 289-300.

Kende, Pierre. « Évolution récente en Hongrie : bilan succinct de la transition politique ». *La Nouvelle Alternative*, no. 49, mars 1998, s. p.

Kinkel, Klaus. Entretien dans; Picaper, Jean-Paul. « Non aux égoïsmes nationaux ». *Le Figaro/Économie*, 16 mars 1995.

Kohl, Helmut. « Aufgaben deutscher Politik in den neunziger Jahren » [Les objectifs de la politique allemande dans les années 90]. *Bulletin*, no. 56, 22 mai 1991. p. 445.

Kohl, Helmut. « Règlement sur les traités germano-polonais ». *Bulletin*, no. 96, 9 septembre 1991, p. 761-766.

Krasner, Stephen D. « Global Communications and National Power: Life on the Pareto Frontier ». *World Politics*, no. 43, avril 1991, p. 338.

Kundera, Milan. « Un Occident kidnappé ». *Le Débat*, no. 27, 1983, p. 15.

Lemasson, Sylvie. « L'Allemagne face à sa puissance ». *Annuaire français de relations internationales*, vol. 1, 2000, p. 12 et p. 14,
<http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/FD001137.pdf>, (page consultée le 13 février 2005).

Lemoine, Françoise. « La dynamique des exportations des PECO vers l'Union européenne ». *Économie internationale*, no. 62, 2^{ème} trimestre, 1995.

Lemoine, Françoise et Michael Freudenberg. « Les pays d'Europe centrale et orientale dans la division du travail en Europe ». *Économie internationale*, no. 80, 1999.

Lepesant, Gilles. « La gestion des frontières extérieures de l'Union européenne : approches allemandes et polonaises ». *Revue internationale et stratégique*, no. 35, automne 1999, p. 166.

Lequesne, Christian et Andy Smith. « Union européenne et science politique : où en est le débat théorique? ». *Cultures & conflits*, numéro spécial « Interpréter l'Europe », no. 28, 1997, p. 7-31.

Lerner, Abba. « The economics and politics of consumer sovereignty ». *American Economic Review*, vol. 62, no. 2, 1972, p. 259.

Markusen, James R. « The Boundaries of Multinational Enterprises and the Theory of International Trade ». *Journal of Economic Perspectives*, vol. 9, no. 2, 1995, p. 169-189.

Martens, Stephan. « Variations sur une puissance « intégrative » ». *Revue internationale et stratégique*, no. 35, automne 1999, p. 84-159.

_____. « La représentation géopolitique de la « position centrale » de l'Allemagne – Perceptions allemandes ». *Allemagne d'aujourd'hui*, no. 153, juillet/septembre 2000, p. 27.

_____. « L'Allemagne et l'Est européen : le défi d'une configuration intégrative de l'Europe ». *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 32, no. 3, septembre 2001, p. 28.

Meyer, Klaus. « Direct Foreign Investment in the Early Years of Economic Transition : A Survey ». *Economics in Transition*, vol. 3, no. 3, 1995, p. 301-320.

Moebius, Uta. « Industriegüterimporte der Europäischen Union und passiver Veredelungsverkehr bei Textilien und Bekleidung » [Les importations industrielles de l'Union européenne et le régime de perfectionnement passif du textile et de l'habillement]. *DIW-Wochenbericht*, no. 17, avril 1995, p. 331-337.

Moravcsik, Andrew. « Negotiating the Single European Act: national interests and conventional statecraft in the European Community », *International Organisation*, hiver 1991, p. 48-49.

Moulins, Franck. « Une analyse dynamique du rôle de l'investissement direct étranger dans les restructurations industrielles des pays d'Europe centrale et orientale », *Revue d'études comparatives EST/OUEST*, juin 1997, vol. 28, no. 2, p. 8.

Muller-Brandeck-Bocquet, Gisela. « Deutsche Leadership in der Europäische Union? Die Europapolitik der rot-grünen Bundesregierung 1998-2002 » [Leadership allemand à l'Union européenne? La politique européenne du gouvernement fédéral rouge-vert 1998-2002]. *Blätter für deutsche und internationale Politik*, no.2, 2001, p. 187.

Newnham, Randall E. « More Flies with Honey : Positive Economic Linkage in German Ostpolitik from Bismarck to Kohl ». *International Studies Quarterly*, vol. 44, 2000, p. 73-82.

Norman, George et John H. Dunning. « Intra-industry and foreign direct investment : its rationale and trade effects ». *Weltwirtschaftliches Archiv*, vol. 120, 1984, p. 522-539.

Papadia Giustiniani, Francesco et Daniela Porciani. « Growth and Catch-Up in Central and Eastern Europe: Macroeconomic Effects on Western Countries ». *Essays in International Finance*, no. 186, avril 1992, Princeton University, Department of Economics, 48 p.

Perron, Catherine. « Le communisme dans les têtes. Ruptures et permanences dans la société tchèque ». *Raisons politiques*, no. 3, août-octobre 2001, p. 113-126.

Peterson, John. « The European Union: Pooled Sovereignty, Divided Accountability ». *Political Studies*, vol. 45, no. 3, 1997, p. 559.

Putnam, Robert. « Diplomacy and domestic politics: the logic of two-level games ». *International Organisation*, été, 1988, p. 427-461.

Radaelli, Claudio M.. « Varia the Domestic Impact of European Union Public Policy : Notes on Concept, Methods, and the Challenge of Empirical Research ». *Politique européenne*, no.5, 2001, s. p.

Richet, Xavier. « Investissement direct étranger dans les PECO ». *Chroniques économiques de la SEDEIS*, no. 11, 15 novembre 1995, p. 427-438.

Robert, Cécile. « La Commission européenne face à l'élargissement de l'Union à l'Est : la construction d'un leadership ». *Politique européenne*, no. 3, 2001, p. 38-60.

Rühe, Volker. « Identité européenne et partenariat transatlantique ». *Politique internationale*, no. 62, hiver 1993-1994, p. 29.

Sanger, David E. « In New Diplomatic Struggles, Money Is an Unreliable Ally ». *New York Times*, 9 avril 1995, section 4, p. 1.

Schmidt-Häuer, Christian. « In der Warteschlange » [Dans la file d'attente]. *Die Zeit*, no. 43, 21 octobre 1999.

Schwarz, Hans-Peter. « Germany's National et European Interests ». *Daedalus*, printemps 1994, vol. 123, no.2, p. 81-106.

_____. « Die Zentralmacht Europas auf Kontinuitätskurs » [Le pouvoir central de l'Europe en cours de route]. *Internationale Politik*, novembre 1999, p. 1.

Sedelmeier, Ulrich. « Sectoral dynamics of EU enlargement : advocacy, access et alliances in a composite policy ». *Journal of European Public Policy*, vol. 9, no. 4, 2002, p. 627-649.

Sjursen, Helen. « Why expand : the question of legitimacy and justification in the EU's enlargement policy ». *Journal of Common Market Studies*, vol. 40, no. 3, 2002, p. 491-513.

Skubiszewski, Krzysztof. « Deutschlands : Anwalt Mitteleuropas » [L'Allemagne : avocat de l'Europe centrale]. *Internationale Politik*, vol. 2, 1997, p. 29-33.

Stark, Hans. « De Bonn à Berlin : d'une politique étrangère à l'autre? ». *Politique étrangère*, no. 3, automne 1999, p. 519-532.

Stein, Arthur A. « Coordination and Cooperation Regimes in Anarchic World ». *International Organization*, vol. 36, no.2, printemps, 1982, p. 299-324.

Venohr, Wolfgang. « Deutschlands Mittellage. Betrachtungen zu einer ungelösten deutschen Frage » [La position centrale de l'Allemagne. Considérations à une question allemande non résolue]. *Deutschland Archiv*, no. 8, août 1984, p. 820-829.

Vernet, Daniel. « L'Ostpolitik de Weimar à Berlin ». *Politique étrangère*, no. 1, 1994, p. 273-281.

Weresa, Marzenna. « The impact of foreign direct investment on Poland's trade with European Union ». *Post-Communist Economies*, vol. 13, no 1, 2001, p. 71-83.

Wernicke, Christian. « Der Euro kommt, die Erweiterung nach Osten auch. Doch der deutschen Europapolitik fehlt der Schwung » [L'euro arrive, l'élargissement vers l'Est aussi. Mais l'impulsion à la politique européenne allemande manque]. *Die Zeit*, 26 mars 1998.

Wiesen, Jonathan S. « Germany's Cold War : The Global Campaign to Isolate East-Germany, 1949-1969 ». *The Journal of Modern History*, vol. 77, 2005, p. 855-857.

Wolf, Klaus Dieter. « Das neue Deutschland: eine « Weltmacht »? » [La nouvelle Allemagne: une « puissance mondiale »?]. *Leviathan*, vol. 19, no. 2, 1991, p. 250-253.

Woyke, Wichard. « L'Allemagne et l'Europe-puissance ». *Annuaire français de relations internationales*, vol. 2, 2001, p. 100, <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/FD001346.pdf>, (page consultée le 13 février 2005).

Publications gouvernementales

Ambassade de France en Allemagne. *Le commerce extérieur de l'Allemagne en 2005*. Mission Économique. Fiche de synthèse, 27 mai 2005, p. 4. http://www.missioneco.org/Allemagne/documents_new.asp?V=1_PDF_105539, (page consultée le 22 octobre 2005).

BERD. *Enterprise Restructuring in the Transition: An Analytical Survey of the Case Study Evidence from Central and Eastern Europe*. Wendy Carlin, John Van Reenen et Toby Wolfe. Papier de travail, no. 14, Londres, 1997.

_____. *Transition Report 1997 : Enterprise performance and growth*, London, 1997, 240 p., <http://www.ebrd.com/pubs/econo/2951.htm>, (page consultée le 18 avril 2005).

_____. *Transition Report 2001*, cité dans Commission des Communautés européennes, *L'impact de l'élargissement sur l'industrie*, Document de travail des services de la Commission, Bruxelles, 24 février 2003, SEC(2003) 234, p. 14,

http://ec.europa.eu/enterprise/enterprise_policy/industry/doc/sec_234_2003_fr.pdf, (page consultée le 8 octobre 2006).

Bundesregierung [Gouvernement fédéral]. *Was ist Soziale Marktwirtschaft?* [Qu'est-ce que l'économie sociale de marché?]. Wilhelm Ropke. Fascicule envoyé aux Allemands, 1948.

_____. *Loi fondamentale*, II La Fédération et les Länders. Article 23. L'Union européenne, BGBI III 100-1, 23 mai 1949, http://www.bundesregierung.de/nr_21904/Webs/Breg/FR/LeGouvernementFederal/MissionEtFondementConstitutionnels/LoiFondamentale/LeObjetdeLoi/le-objet-de-loi.html, (page consultée le 11 octobre 2006).

_____. *Dokumentation zur Ostpolitik der Bundesregierung. Verträge und Vereinbarungen* [Documentation sur la politique de l'Est du gouvernement fédéral. Contrats et conventions]. Bonn: Presse und Informationsamt der Bundesregierung [Presse et bureau d'information du gouvernement fédéral], 1990, p. 9.

_____. *Livre blanc 1994 sur la sécurité de la République fédérale d'Allemagne et la situation et l'avenir de la Bundeswehr*. Bonn : Ministère de la Défense, 1995, p. 32-53.

Bundestag [Parlement allemand]. *Décision sur la frontière germano-polonaise*, no. 79, 2 juin 1990, p. 684.

_____. *Plenarprotokoll* (procès verbal sténographique des séances plénières). Bonn: 14/14, 10 décembre 1998, p. 825.

CDU/CSU. *Regionalpolitik in der Europäischen Union* [Politique régionale dans l'Union européenne]. septembre 1994, <http://www.cdu-csu-ep.de/>, page d'accueil (page consultée le 13 avril 2006).

_____. « Réflexions sur la politique européenne », document rendu public le 1^{er} septembre 1994. Cité dans Cassen, Bernard. « Accélérer la mise en place d'une Europe sur mesure ». *Le Monde diplomatique*, octobre 1995, p. 4-5, <http://www.monde-diplomatique.fr/1995/10/CASSEN/818>, (page consultée le 15 avril 2006).

_____. *Country Studies*. septembre 1997, <http://www.country-studies.com/germany/christian-democratic-unionchristian-social-union.html>, (page consultée le 13 avril 2006).

CNUCED. Program on Transnational Corporations. *World investment report 1993, Transnational Corporations and Integrated International Productions*. ST/CTC/156. New York: Nations Unies. 1993. http://www.unctad.org/en/docs/wir1993_en.pdf, (page consultée le 24 avril 2004).

_____. Service de l'investissement international, des sociétés transnationales et des flux de technologies. *Forte augmentation des flux d'investissements étrangers à destination des*

pays d'Europe centrale et orientale. TAD/INF/PR/9925, 23 septembre 1999, Genève, <http://www.unctad.org/Templates/Webflyer.asp?docID=2068&lang=2>, (page consultée le 16 août 2004).

_____. <http://www.unctad.org/Templates/WebFlyer.asp?intlItemID=2193&lang=2>, (page consultée le 17 juillet 2004).

_____. *World Investment Development Country Profile: Germany*. 2004. <http://www.cnucead.org>, (page consultée le 11 octobre 2005).

Commission des Communautés européennes, *L'impact de l'élargissement sur l'industrie*, Document de travail des services de la Commission, Bruxelles, 24 février 2003, SEC(2003) 234, p. 7-18, http://ec.europa.eu/enterprise/enterprise_policy/industry/doc/sec_234_2003_fr.pdf, (page consultée le 8 octobre 2006).

Commission Économique européenne. *Rapport annuel 2001 sur le programme PHARE*. Rapport annuel 2001. Bruxelles. 3 mars 2003, COM(2003) 97 final, p. 6-26, <http://europa.eu/scadplus/leg/fr/lvb/e50004.htm>, (page consultée le 17 juin 2005).

Commission Économique pour l'Europe. « Structural change in the transition economies, 1989-1999 ». In *Economic Survey of Europe*. Landesmann, Michael. Secrétariat de la Commission Économique pour l'Europe. Genève : Nations Unies, no. 2-3, 2000, p. 95-127. http://www.unece.org/ead/pub/surv_002.htm, (page consultée le 18 octobre 2006).

Commission européenne. *Eastern Enlargement to the EU : Economic Costs and Benefits for the EU Present Member States ? Germany*. Christian Keuschnigg, Mirela Keuschnigg et Wilhelm Kohler. Rapport final de l'étude XIX/B1/9801. Bruxelles : septembre 1999, p. 6.

Commission européenne. *La gouvernance dans l'Union européenne*. Office des publications officielles des Communautés européennes. 2001. http://ec.europa.eu/governance/governance_eu/geo_decentral_fr.htm, (page consultée le 27 mai 2007).

_____. *European Navigator*. Médiathèque, <http://www.ena.lu/mce.cfm>, (page consultée le 21 septembre 2005).

_____. *The Communication strategy for the fifth enlargement*. <http://ec.europa.eu/comm/enlargement/communication/archives/index.htm> (page consultée le 12 mars 2006).

_____. *Pre-Accession Assistance for Institution Building - Twinning*, http://ec.europa.eu/elargissement/financial_assistance/institution_building/twinning_en.htm, (page consultée le 17 novembre 2006).

Conseil économique et social, *Les problèmes posés par la sous-traitance*, Adaptation recherche tech & information économiques, Jean-Jacques Stefanellyjo, 1973-07, France, 26 avril 1973, p. 305.

Deutsche Bundesbank [Banque fédérale allemande], *Statistisches Bundesamt Deutschland* [Office fédéral des statistiques de l'Allemagne], cité dans Ambassade de France en Allemagne, *Le commerce extérieur de l'Allemagne en 2005*, Mission Économique, Fiche de synthèse, 27 mai 2005, p. 5. http://www.missioneco.org/Allemagne/documents_new.asp?V=1_PDF_105539, (page consultée le 22 octobre 2005).

_____. *Kapitalverflechtung mit dem Ausland, Statistische Sonderveröffentlichung 10* [Interdépendance des capitaux avec l'étranger, publication spéciale 10], cité dans CNUCED, *World Investment Development Country Profile: Germany*, <http://www.cnuCED.org>, (page consultée le 15 septembre 2006).

Direction Générale Élargissement, www.dree/elargissement.

_____. Commission européenne. *Le processus d'élargissement et les trois instruments de pré-adhésion : PHARE, ISPA, SAPARD*, février 2002, p. 10.

Directions Générales et services, personnel et administration. *Répartition des fonctionnaires et agents temporaires par Direction Générale et Nationalité (tous budgets)*. Bulletin Statistique, octobre 2006, http://europa.eu.int/comm/dgs/personnel_administration/documents/bs_dg_nat_en.pdf, (page consultée le 6 juillet 2005).

Direction des Relations Économiques extérieures. « Dans quels secteurs les Pays d'Europe Centrale et Orientale (PECO) disposent-ils des plus forts potentiels d'exportation vers l'Union européenne? ». In *Le potentiel des Pays d'Europe Centrale et Orientale (PECO)*, Missions économiques, cité dans : Centre de commerce international de la chambre de commerce et d'industrie de Grenoble, http://www.grex.fr/ue/potentiel_peco.htm, (page consultée le 18 octobre 2006).

_____. « Vers quels pays et quels marchés-secteurs des Pays d'Europe Centrale et Orientale se situent les plus forts potentiels d'exportation de l'Union européenne? », in *Le potentiel des Pays d'Europe Centrale et Orientale (PECO)*, Missions économiques, cité dans : Centre de commerce international de la chambre de commerce et d'industrie de Grenoble, http://www.grex.fr/ue/potentiel_peco.htm, (page consultée le 18 octobre 2006).

_____. *Investissements directs étrangers et risque-pays*. Réunion de travail MINEFI, Ministère de l'Économie des Finances et de l'industrie, jeudi 14 novembre 2002. <http://www.minefi.gouv.fr>, (page consultée le 26 juillet 2004).

EUROSTAT, « Investissements directs étrangers dans les pays candidats : répartition par secteur d'activité et par pays investisseur », *Statistiques en Bref*, Thème 2, 55/2002, 2002.

_____. tiré de Ambassade de France en Allemagne, *Le commerce extérieur de l'Allemagne en 2005*, Mission Économique, Fiche de synthèse, 27 mai 2005, p. 4.
http://www.missioneco.org/Allemagne/documents_new.asp?V=1_PDF_105539, (page consultée le 22 octobre 2005).

Ministère fédéral de la Coopération Économique (BMZ), cité dans Slim Ayari, *Indicateur éthique du développement : Allemagne*, <http://mapage.noos.fr/dsd/SLIM.htm>, (page consultée le 7 juin 2006).

Minority Rights Group. *World Directory of Minorities*. Préf. de Alan Philips. Cartermill Publishing, 3ème édition, 1998, 427 p.

OCDE.
<http://unpan1.un.org/intradoc/groups/public/documents/NISPAcee/UNPAN007188.pdf>,
 (page consultée le 3 mars 2005).

_____. *Measuring the ICT Sector*. Paris : 2003.
<http://www.oecd.org/dsti/sti/prod/stiwp.htm>, (page consultée le 7 mars 2006).

_____. *Base de données du Commerce Bilatéral 2006*,
http://www.ocde.org/document/4/0,2340,fr_2649_34445_35016068_1_1_1_1,00.html, (page consultée le 13 septembre 2006).

Office de Presse et d'Information du gouvernement fédéral de l'Allemagne. *Allemagne Faits et réalités*. Francfort/Main: Societäts-Verlag, 2000, p. 151-155.

Parlement européen. *Le principe de subsidiarité*. Fiches techniques, 1.2.2.,
http://www.europarl.eu.int/factsheets/1_2_2_fr.htm, (page consultée le 28 septembre 2006).

_____. *Le Parlement européen dans le processus d'élargissement – Un aperçu, Élargissement de l'Union européenne*. DV\492865FR.doc, mars 2003, p.2-7.

SPD. *Arbeit, Innovation und Gerechtigkeit*. Plate-forme électorale. 1998,
<http://archiv.spd.de/suche/archiv/pttleipzig/programm>, (page consultée le 8 mai 2004).

Statistisches Bundesamt Deutschland [Office fédéral des statistiques de l'Allemagne]. *Ranking of Germany's trading partners in foreign trade*. 2006,
<http://www.destatis.de/download/e/aussh/rangfolge.pdf>, (page consultée le 23 septembre 2006).

Union européenne. *L'UE en bref, Eurojargon*. http://europa.eu/abc/eurojargon/index_fr.htm,
 (page consultée le 28 novembre 2006).

_____. *Traité de Rome*. Article 2. Traité instituant la Communauté Économique européenne. Rome, 25 mars 1957.

_____. *Élargissement : stratégie globale*.
<http://europa.eu.int/scadplus/leg/fr/lvb/e40001.htm>, (page consultée le 13 mars 2005).

_____. *L'UE en bref, glossaire*.
http://europa.eu/scadplus/glossary/deepening_integration_fr.htm, (page consultée le 23 novembre 2006).

_____. *Nomenclature commune des unités territoriales statistiques*. Synthèses de la législation, gestion de la politique régionale, <http://europa.eu/scadplus/leg/fr/lvb/g24218.htm>, (page consultée le 17 juillet 2006).

_____. « Tempus ». In *Activités de l'Union européenne, Synthèses de la législation*, <http://europa.eu/scadplus/leg/fr/cha/c11020a.htm> (page consultée le 4 novembre 2006).

Union des fédérations de chefs d'entreprise de Berlin et du Brandebourg (UVB) et la Confédération des employeurs polonais, « Vereinbarung » [Convention], communiqué par l'UVB, 10 octobre 1991, p. 3.

Centres de recherche

« The Stabilization of Central and Eastern Europe ». *German Information Center*. Avril 1994, p.2. <http://www.germany-info.org>, (page consultée le 13 avril 2006).

Bafoil, François. « La place des régions dans les politiques de développement territorial en Pologne ». *Refonder les territoires : une nouvelle géographie administrative à l'Est de l'Europe*. Lyon : Centre Géophile, vendredi 31 janvier 2003, (résumé des interventions).

Bejfuss, Jörg. « Standortqualitäten der Länder Mittel – und Osteuropas » [Lieux d'implantation des pays d'Europe centrale et orientale]. In *IW-Trends*, Institut der Weltwirtschaft, Köln, no. 2, p. 31-42.

Brainard, S. Lael. *A Simple Theory of Multinational Corporations and Trade with a Trade-off between Proximity and Concentration*. NBER. Working Paper, no. 4269, 1993.

Demesmay, Claire. *La présence allemande en Europe centrale: rencontre d'intérêts ou politique de conquête?*. Synthèse no. 73. Fondation Robert Schuman, <http://www.robert-schuman.org/synth73.htm> (page consultée le octobre 2005).

Dupuch, Sébastien et Christele Milan. *Les Déterminants des Investissements Directs Européens dans les PECO*. Working Paper, CEPN, no. 2003-07, p. 12.

Gerbet, Pierre. *La genèse du plan Schuman, des origines à la déclaration du 9 mai 1950*. Lausanne: Centre de recherches européennes, Université de Lausanne, 1962, 40 p.

Grossman, Emiliano et Sabine Saurugger. « L'Européanisation des structures de représentation des intérêts : le cas des associations bancaires », in *La représentation des intérêts dans l'Union européenne, Politique européenne*, no.7, printemps 2002, disponible en ligne, Centre d'études européennes, http://www.portedeurope.org/article.php3?id_article=3189&lang=fr, (page consultée le 17 mars 2005).

Marshall, George C. *Points de repères*. Lausanne: Centre de recherches européennes, Université de Lausanne, 1973, p. 71-72.

Maurel, Marie-Claude. « Le local entre soviétisation et européanisation, un espace politique en transformation ». *Refonder les territoires : une nouvelle géographie administrative à l'Est de l'Europe*. Lyon : Centre Géophile, jeudi 30 janvier 2003, (résumé des interventions).

Mouhoud, El Mouhoub. « Déspécialisation et délocalisation des secteurs intensifs en main d'œuvre : une comparaison France-R.F.A. ». *La Note de l'IREs*, no. 20, 2^{ième} trimestre 1989, p. 25-50.

Neumayer, Laure. « L'européanisation indirecte des pays candidats à l'adhésion à l'Union européenne : le cas des politiques publiques de concurrence en Pologne et en République tchèque ». In *L'euro : une perspective politique*. Frédéric Depétris (sous la dir.). *Politique européenne*, no. 10, 2003, disponible en ligne, Centre d'études européennes, http://www.portedeurope.org/article.php3?id_article=3186&lang=fr, (page consultée le 17 mars 2005).

Perron, Catherine. « Les effets de mode de construction démocratique sur la mise en place des nouveaux pouvoirs au niveau local : une comparaison Allemagne de l'Est – République tchèque ». *Refonder les territoires : une nouvelle géographie administrative à l'Est de l'Europe*. Lyon : Centre Géophile, jeudi 30 janvier 2003, (résumé des interventions).

Radanyi, Jean. « Le poids des structures soviétiques dans les découpages territoriaux des nouveaux États indépendants ». *Refonder les territoires : une nouvelle géographie administrative à l'Est de l'Europe*, Lyon : Centre Géophile, vendredi 31 janvier 2003, (résumé des interventions).

Robert, Cécile. « La Commission européenne face à l'élargissement de l'Union à l'Est : la construction d'un leadership ». In *L'élargissement de l'Union européenne ou la construction d'un objet politique problématisé*. Sabine Saurugger (sous la dir.). *Politique européenne*, no.3, 2001, disponible en ligne, Centre d'études européennes, http://www.portedeurope.org/article.php3?id_article=3193&lang=fr, (page consultée le 17 mars 2005).

Schreiber, Thomas. « Les pays de l'Est face à l'unification allemande ». In *L'Europe centrale et orientale, de l'espoir aux réalités*. Paris : La Documentation française, notes et études documentaires, no. 4942-4943, 1991, p. 67-71.

Stantcheva, Assia. « Les minorités nationales en Europe centrale et orientale ». *Synthèse de la Fondation Robert Schumann*, no. 25, http://www.robert-schuman.org/synth25.htm#_ftnref2, (page consultée le 2 juin 2006).

Vajdova, Zdenka. « Cooperation or amalgamation? New administrative system on local level in Czech Republic ». *Refonder les territoires : une nouvelle géographie administrative à l'Est de l'Europe*. Lyon : Centre Géophile, jeudi 30 janvier 2003, (résumé des interventions).

Zysman, John et Aandrew Schwartz. *Enlarging Europe : The Industrial Foundations of a New Political Reality*. Berkeley: University of California, International and Area Studies, séries de recherche, vol. 99, p. 1-24.

Sites internet

Aguilar, Dominique. « Le débat sur la nature de l'intégration européenne ». *Études et information en droit de l'Union européenne, Les Perspectives*, <http://www.eurogersinfo.com/ue3.htm>, (page consultée le 6 décembre 2006).

Ayari, Slim. *Indicateur éthique du développement : Allemagne*, <http://mapage.noos.fr/dsd/SLIM.htm>, (page consultée le 7 juin 2006).

Bilger, François. « L'école de Fribourg, l'ordolibéralisme et l'économie sociale de marché ». *ordo- et néo-libéralisme*, <http://www.fbilger.com>, (page consultée le 20 décembre 2006).

Chambre de commerce et d'industrie de Paris, *Élargissement de l'UE aux PECO : des chances à saisir d'urgence par les entreprises françaises*, rapport de la Commission du Commerce international, adopté à l'Assemblée générale du 20 novembre 2003, p. 17. <http://www.etudes.ccip.fr/archrap/pdf03/der0311.pdf>, (page consultée le 8 août 2004).

Euro Info Centre Bordeaux Aquitaine, *Élargissement de l'Union européenne : Le commerce, Réseau d'information européenne aux entreprises*, <http://www.aquitaineinternational.com/EIC/site/elargissementUE.htm>, (page consultée le 23 février 2006).

Gerbet, Pierre. « L'Agenda 2000 et les perspectives financières 2000-2006 ». *European Navigator*, <http://www.ena.lu/mce.cfm>, (page consultée le 21 septembre 2005).

Husson, Edouard. *Crise allemande, crise européenne?*. Entretien avec Pierre Verluise, avril 2003, <http://www.diploweb.com/p5husson3.htm>, (page consultée le 2 octobre 2005).

Louis, Olivier. « Un secteur étranger de plus en plus important ». *Revue élargissement*, no. 43, MINEFI-DREE, Missions économiques, 14 avril 2003, www.dree.org/elargissement, (page consultée le 5 septembre 2004).

Schubert, Yan. « L'Allemagne et la mémoire du génocide juif soixante ans après ». *Le Courrier*, 10 mai 2005, <http://www.lecourrier.ch>, (page consultée le 23 septembre 2005).

Toute l'Europe. *L'Union européenne, Les institutions et organes de l'Union européenne, Le Parlement européen.* <http://www.touteleurope.fr/fr/union-europeenne/ue-comment-ca-marche/les-institutions-et-organes-de-lunion-europeenne-le-parlement-europeen.html>, (page consultée le 3 novembre 2005).

Union pour la Démocratie Française. Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe. Le budget européen. <http://www.udf-europe.net/main/comprendre/index.jsp?path=/comprendre/budget.xhtml>, (page consultée le 17 novembre 2006).

Discours

Adenauer, Konrad. *Assemblée consultative du Conseil de l'Europe*. Résumé, troisième session, 26 novembre au 11 décembre 1951, Tome VII, Séances 37 à 41, le 10 décembre 1951, Strasbourg, p. 1005-1010. Commission européenne, *European Navigator*, Médiathèque, <http://www.ena.lu/mce.cfm>, (page consultée le 21 septembre 2005).

Cox, Pat. *Discours à l'occasion du débat historique sur l'élargissement*. Strasbourg: novembre 2002.

Churchill, Winston. *Discours*. Zurich: Université de Zurich, 19 septembre 1946, Commission européenne, *European Navigator*, Médiathèque, <http://www.ena.lu/mce.cfm>, (page consultée le 21 septembre 2005).

Fischer, Joschka. *Discours sur la finalité de l'intégration européenne*. Berlin: Université Humboldt, 12 mai 2000, Commission européenne, *European Navigator*, Médiathèque, <http://www.ena.lu/mce.cfm>, (page consultée le 4 décembre 2006).

Genscher, Hans-Dietrich. « *Eine Vision für ganz Europa* » [Une vision pour toute l'Europe]. Discours prononcé au *World Economic Forum*. Davos, 2 février 1991.

Kinkel, Klaus. Conférence de presse. Bonn: 14 décembre 1997, <http://www.europarl.eu.int/enlargment/members/d.htm>, (page consultée le 12 septembre 2005).

_____. *Entrevue*, Kölner Stadt-Anzeiger, 12 mai 1998. Volle, Angelika et Werner Weidenfeld. *Europa hat Zukunft* [L'Europe a un avenir]. Bonn: Verlag für Internationale Politik, 1998, p. 268-269.

Kohl, Helmut. *Discours prononcé à l'occasion du 50^{ème} anniversaire de l'annonce du plan Marshall*. Berlin: Bundestag, le 12 juin 1997. Commission européenne, *European Navigator*, Médiathèque, <http://www.ena.lu/mce.cfm>, (page consultée le 21 septembre 2005).

_____. *Déclaration du 18 juin 1998*. Berlin: Bundestag [Parlement], <http://www.europarl.eu.int/enlargement/members/d.htm> (page consultée le 17 septembre 2005).

Schröder, Gerhard. Discours et Conférence de presse. Parlement de Varsovie, le 5 novembre 1998, *Bundespressarchiv*, www.bundesregierung.de/dokumente/Rede/ix_25621_1706.htm et, www.bundesregierung.de/dokumente/Rede/ix_25620_1706.htm (pages consultées le 21 janvier 2006).

_____. *Assemblée nationale de la France*, Ministère des Affaires étrangères. France diplomatie, 1999, disponible en ligne [URL], <http://www.france.diplomatie.fr/actual/evenements/fral/sommet9.html>, (page consultée le 22 octobre 2005).

_____. *Discours sur le Sommet européen de Nice*. Bundestag [Parlement allemand], 28 novembre 2000, *Bundesregierung* en ligne, http://www.bundesregierung.de/top/dokumente/Rede/ix_24942.htm (page consultée le 21 janvier 2006).

_____. « Die Deutschen haben sich mehr vom Gipfel in Nizza erhofft » [Les Allemands ont espéré plus du Sommet à Nice]. *Handelsblatt*, 29 décembre 2000; cité dans *Bundeskanzler*, <http://www.bundeskanzler.de/Kanzler-News-7698.20676/Die-Deutschen-haben-sich-mehr-vom-Gipfel-in-Nizza-erhofft.htm>, (page consultée le 12 septembre 2005).

_____. « Verantwortung für Europa » [Responsabilité pour l'Europe]. *Europa Reden*, 30 avril 2001, <http://www.europa-reden.de/schroeder/rede.htm>, (page consultée le 3 avril 2006).

_____. *Résultats du Conseil européen des 12 au 14 décembre 2002 à Copenhague*. *Bundesregierung* en ligne, http://fr.bundesregierung.de/top/dokumente/Artikel/ix_456141.htm?template=single&id=456141_3340&script=1&ixepf=456141_3340, (page consultée le 21 janvier 2006).